lunel
www.lunel.com

métamorphose
lunel 2030
S'ouvrir sur l'extérieur

Procès-verbal

Conseil Municipal

Mercredi 5 avril 2023

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 AVRIL 2023

L'an deux mille vingt trois et le cinq avril, à dix sept heures, le Conseil Municipal de la ville de Lunel, dûment convoqué le 29 mars 2023, s'est réuni en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SOUJOL, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. DALLE 1° Adjoint – Mme GOUGEON 2° Adjoint – M. CRÉCHET 3° Adjoint – Mme MICHEL 4° Adjoint – M. ALIBERT 5° Adjoint – Mme MOKADDEM 6° Adjoint – M. GRASSET 7° Adjoint – Mme POLERI 8° Adjoint -M. GALKA 9° Adjoint – Mme THOMAS 10° Adjoint – Mme MOREL-SAVORNIN – Mme RÉGNIER – M. P. CHABERT – Mme PAPAÏX – Mme DALLE – M. BENIATTOU – M. DOMENECH – M. SBAAÏ – Mme EL AZZOUZI – M. WEBER – Mme RAZIGADE – Mme AUTIER – M. BARBATO – Mme LEMAIRE – M. C. CHABERT (Arrivé à 17 h 25) – Mme BUFFET Conseillers Municipaux.

ABSENTS REPRÉSENTÉS :

M. BERTHET par Mme THOMAS.
M. REMESY par M. GRASSET.
Mme BONFILS par M. P. CHABERT.
Mme DERDOUR par M. SBAAÏ.
Mme HUGO par M. BARBATO.
Mme GIMENEZ par Mme AUTIER.
Mme PLANE par M. C. CHABERT.

ABSENT :

M. HERMABESSIÈRE.

Monsieur le Maire constate que le quorum est atteint, le conseil peut donc valablement délibérer.

Mme GOUGEON est désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

Monsieur le Maire propose d'ajouter deux questions à l'ordre du jour, selon le détail suivant :

6.8 – CESSION D'UN TERRAIN AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEL
8.5 – CONVENTION TRIPARTITE DE MISE À DISPOSITION DE CRÉNEAUX PISCINE 2023

Monsieur le Maire explique qu'il a reçu le directeur de l'hôpital en fin de semaine qui a souligné l'importance de passer cette cession lors de ce conseil. En effet, il s'est aperçu qu'il existait des délais butoirs, par conséquent, dans la mesure où ce dossier ne passerait pas en conseil il risquait de perdre certaines subventions au niveau du projet de pôle gérontologique. C'est donc un sujet d'intérêt général.

Les rapports relatifs à l'ajout des questions ci-dessus indiquées sont distribués à l'ensemble des élus.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'ajout des questions ci-dessus proposées.

Lecture de l'ordre du jour par M. DALLE, 1er Adjoint :

0 - ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er FÉVRIER 2023

1 - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1.1 - Communication décisions municipales
1.2 - Communication des arrêtés relatifs à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières
1.3 - Pose d'une plaque commémorative en mémoire au pasteur Pierre-Charles Toureille.
1.4 - Soutien aux victimes du séisme en Turquie et Syrie.
1.5 - Attribution des subventions aux associations - exercice 2023
1.6 - Attribution d'une subvention exceptionnelle au club taurin Goya

2 - RESSOURCES HUMAINES

2.1 - Rapport annuel 2022 sur la situation en matière d'égalité entre les Femmes et les Hommes

3 - TECHNIQUES ET TRAVAUX

3.1 - Canal de Lunel – Convention d'entretien de la voie verte avec le Département de l'Hérault

4 - COMMANDE PUBLIQUE ET ASSURANCES

4.1 - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet de renouvellement urbain du centre-ville – Attribution du marché
4.2 - Délégation de service public pour la gestion, l'exploitation du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes de Lunel – Avenant n°2
4.3 - Délégation de service public des spectacles taurins, équins et vivants – Avenant n°3
4.4 - Travaux de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration de Lunel – Avenant n°4
4.5 - Modification du guide interne des procédures de passation des marchés publics

5 - COMMERCES, ARTISANAT ET ÉCONOMIE

5.1 - Adoption de la modification du règlement des Halles de Lunel.
5.2 - Convention d'adhésion avec la Fédération « ma boutique à l'essai »

6 - AMÉNAGEMENT, URBANISME ET RENOUVELLEMENT URBAIN

6.1 - Reversement d'un pourcentage de la part communale de la taxe d'aménagement recouvrée sur le périmètre des zones d'activités économiques intercommunales
6.2 - Instauration d'un barème relatif à la mise en œuvre des astreintes administratives prévues à l'article L.481-1 du code de l'urbanisme
6.3 - Bilan des acquisitions et des cessions foncières concernant l'année 2022
6.4 - Acquisition d'un immeuble situé 8 rue du Pouget, parcelle AY n° 18
6.5 - Acquisition des parcelles BY n°736 et 740 situées chemin du Mas de Blanc et chemin des Tamaris
6.6 - Projet de micro-crèche – Acquisition d'une emprise de la parcelle BC n° 196, située rue Mario Roustan
6.7 - Avenant n°3 au règlement des aides communales à l'amélioration des logements dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat
6.8 – Cession d'un terrain au profit du centre hospitalier de Lunel

7 - PETITE ENFANCE - ÉDUCATION, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

7.1 - Avenant n° 21340145800012_01 au contrat de service pris en application de la convention d'accès à l'espace sécurisé « mon compte partenaire » entre la caf de l'Hérault et la ville de Lunel

8 - <u>SPORT, CULTURE ET ANIMATIONS</u>
8.1 - Donation de matériels à la ville de Lunel
8.2 - Adhésion au Guichet Unique du Spectacle Occasionnel (GUSO)
8.3 - Accord pour la mise à disposition d'un espace de vente de billetterie en ligne et convention de mandat pour la perception de recettes avec la société Art'tick
8.4 - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole relative à l'organisation de la Comédie du livre 2023
8.5 – Convention tripartite de mise à disposition de créneaux piscine 2023

9 - <u>FINANCES</u>
9.1 -Remise gracieuse de loyer de Mme Anne de Barros
9.2 - Compte de gestion 2022 – Budget principal
9.3 - Compte administratif 2022 – Budget principal
9.4 - Affectation des résultats 2022 – Budget principal
9.5 - Compte de gestion 2022 – Budget assainissement
9.6 - Compte administratif 2022 – Budget assainissement
9.7 - Compte de gestion 2022 – Budget eau
9.8 - Compte administratif 2022 – Budget eau
9.9 - Vote des taux d'imposition 2023
9.10 - Approbation des opérations « guichet unique » et « accessibilité de l'école du parc » et de leurs plans de financement

Monsieur le Maire souhaite, avant de débuter la séance, communiquer des informations au Conseil Municipal sur la situation de la piscine municipale et faire un historique. La piscine a plus de 30 ans d'existence. Depuis 2016 un rapport préconisait des corrections et des travaux impérativement. Non seulement les travaux n'ont pas été réalisés mais aucune initiative ni étude n'ont été prises au niveau de la CCPL car le président de l'époque n'avait pas réussi à convaincre les vices-présidents. Un vice-président de la CCPL a d'ailleurs confirmé lors du dernier conseil intercommunal qu'effectivement ils n'avaient pas anticipé. À la mi-décembre 2022, le service des sports signale une aggravation d'ordre structurel, aussitôt des expertises ont été demandées qui ont confirmé que la sécurité du public n'était pas assurée. Après un début de mandat en qualité de président de la CCPL il a immédiatement avancé le projet de piscine intercommunale. Aujourd'hui, les études de pré-programmation arrivent à terme, la procédure suit son cours et les travaux devraient débuter en 2024. Il rappelle que dès l'alerte en décembre 2022 il a demandé aux services municipaux de se rapprocher des collectivités voisines pour apporter des solutions aux associations si l'hypothèse 1 se confirmait, c'est-à-dire la plus grave : la fermeture de la piscine. Nous avons réalisé ce travail en collaboration avec les associations sportives et le monde scolaire pour étudier ensemble un accompagnement dans cette période de transition. Des pistes sont d'ores et déjà arrêtées et d'autres sont à l'étude sur la partie municipale. Le service des sports procède aux remboursements des abonnements. Il s'agit ici simplement d'un historique sur la nécessité de fermer la piscine qui ne laisse aucun choix aux élus.

M. BARBATO : « Vous êtes gonflé ! Adjoint au Sport pendant 6 ans, 1er Adjoint de la ville de Lunel pendant le mandat précédent ! Je ne vous ai jamais vu bouger pour la piscine ! » Au contraire, l'ancien maire avait demandé expressément à l'intercommunalité de prendre en charge le dossier. Monsieur le Maire a l'art de renverser la situation.
« Notre groupe tient à féliciter les associations sportives et toutes les personnes, qui, prises sur le fait accompli, se battent aujourd'hui pour trouver des solutions afin de pallier au manque d'anticipation de la municipalité sur ce dossier traité avec beaucoup de légèreté depuis 2020.
(Vous les avez « plongées » dans le désarroi).
Nous souhaiterions d'ailleurs obtenir le rapport d'expertise qui a conduit à prendre cet arrêté. »
Ou alors vous avez travaillé sans nous le dire ! Vous affirmez que vous n'étiez pas au courant. Comment pouvez-vous dire que rien n'a été fait ? Vous avez affirmé en conseil communautaire la semaine dernière que les adjoints ne décidaient rien. Vous avez été pendant 6 ans Adjoint au

Sport et 1er Adjoint pour ne rien décider ? Depuis 2020 que vous êtes en place vos décisions sont-elles collégiales Monsieur le Maire ? Parce que si elle sont collégiales c'est pire, car depuis 2020 vous ne faites rien. Le PPI n'est pas un plan de financement, un PPI n'est pas un budget. Ce sont uniquement des annonces. Il évoque le Midi-Libre de 2020 où l'Adjoint au Sport avait indiqué : « La piscine pouvait attendre ça ferait même l'objet d'un futur mandat. » Nous pouvons ressortir l'article. Il essaie de renverser une situation qui l'excède et pour laquelle il n'a pas su prendre les mesures suffisantes, il n'a pas anticipé. Il a plongé l'ensemble du monde sportif dans le désarroi et il essaie à présent de s'en sortir par une pirouette !

Monsieur le Maire rappelle en ce qui concerne la piscine que la responsabilité effectivement appartient à un maire et à un président de la CCPL. Selon les propos de M. BARBATO le président l'aurait évoqué en intercommunalité. Aucune étude n'avait été lancée durant l'ancien mandat. C'est lors de leur arrivée en 2020 que des études ont été lancées. Si quelque chose avait existé ils auraient été heureux dès 2020 d'attaquer des travaux mais il n'y avait rien, le vide sidéral ! La différence c'est qu'il a réussi à persuader les maires de construire une piscine intercommunale. Il faut arriver à convaincre pour obtenir des résultats. Quant aux décisions collégiales, il n'y a personne autour de la table qui n'accompagne pas ce projet intercommunal pour la piscine. C'est forcément collégial. M. BARBATO dit beaucoup de bêtises ! Il assume sa part de responsabilité. Les situations doivent être traitées. Si nous présentons un dossier ce soir pour l'accompagnement des associations c'est que nous y travaillons depuis 3 mois. Nous n'allons pas vous prévenir systématiquement. Mais il n'est pas nouveau qu'il y a une accélération.

M. GRASSET donne lecture du Midi-Libre auquel a fait référence M. BARBATO : « Il y a aussi un projet de piscine et de parc aquatique qui sera certainement intercommunal, il faut prendre le temps de l'étudier, cela prendra sûrement un mandat, voire 2... ». Il n'a jamais dit qu'il serait certainement dans le deuxième mandat. « Un mandat, voire 2 ». M. BARBATO ne doit pas déformer les propos.

M. BARBATO : « Nous constatons aussi à travers ce CA, combien certains sujets ont été traités avec une certaine légèreté.
Par exemple, page 250 :
Le budget total de la piscine s'élève aux alentours de 900 000 euros.
Et bien seulement 7 000 euros ont été dépensés en travaux d'entretien.
7 000 sur 900 000 !!! »

Monsieur le Maire signale que dès le début de ce mandat la municipalité avait compris et précisé que les dégâts relevaient de désordres irréparables, sauf à investir des millions d'euros. C'est donc le contribuable lunellois qui ne paiera pas, mais au contraire l'intercommunalité en général. Ce n'est pas réparable, c'est la raison pour laquelle il était urgent de lancer le projet intercommunal, ce que nous avons fait. Le projet n'est pas précipité, les études de pré-programmation arrivent à terme, cela a été lancé il y a quelques temps, ce n'est pas nouveau.

M. BARBATO demande si cela a été lancé depuis 3 ans ?

Monsieur le Maire rappelle qu'en début de mandat il fallait au préalable convaincre les maires de ce projet.

M. BARBATO fait remarquer que les maires aujourd'hui se retrouvent acculés à ne plus avoir de piscine pour leurs administrés.

Monsieur le Maire réplique que les maires se plaignaient de ne pas avoir de créneaux pour leurs écoles mais la priorité c'est tout de même la ville de Lunel, les Lunellois finançaient cette piscine. Ils ont donc compris que c'était une nécessité. L'ancien président n'a pas été en capacité de les convaincre.

M. BARBATO ne comprend pas l'argument selon lequel les maires ne sont pas convaincus de la nécessité d'avoir une ligne d'eau pour l'apprentissage dans les écoles.

Monsieur le Maire précise que cela a été annoncé en conseil intercommunal par les maires. Vous attaquer la municipalité parce que vous avez compris que la responsabilité incombait intégralement à la mandature précédente.

M. BARBATO souligne que Monsieur le Maire était 1er Adjoint et qu'il n'a rien dénoncé ! Il estime que Monsieur le Maire essaie de se dérober de ses responsabilités.

Selon Monsieur le Maire, M. BARBATO avance des prétextes « bidons » !

Mme LEMAIRE ne fait pas référence à la CCPL, elle n'est pas là pour accuser qui que ce soit, le problème c'est le manque d'anticipation. Si des études ont été lancées et 3 ans d'études sont nécessaires ainsi que 3 ans de volonté politique, c'est beaucoup ! Surtout en n'intégrant pas dans la boucle tous les partenaires.

Monsieur le Maire précise que les partenaires ont été mis dans la boucle, il les a reçu à la CCPL.

Mme LEMAIRE ne parle pas de la CCPL mais du tissu associatif. Cela paraissait dans le Lunel Info du 15 mars. Or, à présent il agit dans l'urgence.

Monsieur le Maire souligne que l'on aurait pu l'éviter si cela avait été fait pendant le mandat précédent.

M. BARBATO fait remarquer que cela aurait été fait d'entrée si son groupe avait été élu !

M. BENIATTOU veut comprendre le principe, car nous sommes bien d'accord au sein de ce conseil municipal, que la piscine a une vocation intercommunale.

M. BARBATO est d'accord.

À partir de cette question, M. BENIATTOU renvoie M. BARBATO aux propos de M. ESTEBAN qui a expliqué avoir pris sa part de responsabilités. Nous n'allons pas faire le débat sur l'intercommunalité. Il faut vraiment être de mauvaise foi, sauf à annoncer pour certains sur les réseaux, que nous allions transférer la piscine à l'intercommunalité car nous voulions transférer les charges. Il demande à M. BARBATO s'il est d'accord en tant que Lunellois d'approuver une piscine intercommunale et de reconnaître le refus de l'intercommunalité pendant longtemps, sans rejeter la responsabilité sur M. ARNAUD, il ne vise personne. Toutes les personnes qui suivent ce dossier savent qu'il a été fait état que cette piscine doit être intercommunale ou pas ? Lors du dernier conseil communautaire M. ESTEBAN a reconnu que la piscine est utilisée majoritairement par des personnes du pays de Lunel.
17 h 25 – Arrivée de M. C. CHABERT.
La ville de Lunel, pendant une trentaine d'années, supportait seule tous les frais occasionnés par la piscine. Est-il honnête intellectuellement, politiquement de rejeter la responsabilité sur la majorité ?

M. BARBATO insiste : « Vous n'avez rien fait c'est tout ! »

Monsieur le Maire dit simplement que si M. BARBATO n'avait pas lancé la polémique, il n'aurait pas été aussi loin dans les explications mais il remet les choses à leur place, preuves à l'appui.

M. BARBATO souhaite avoir communication de l'expertise.

Monsieur le Maire indique que les trois rapports lui seront communiqués.

0 – <u>ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er FÉVRIER 2023</u>

M. C. CHABERT remercie les services pour la transmission du coût de fonctionnement des arènes, cela correspond à sa demande lors du dernier conseil municipal page 213 du procès-verbal. Par contre, il attend toujours les statuts de l'Amicale du Personnel sollicité page 33 du procès-verbal du dernier conseil municipal.
Ensuite, lors du dernier conseil municipal au niveau du budget nous avions demandé la transmission de l'état récapitulatif des indemnités des élus qui devait nous être produit en même temps que le budget, cela n'a pas été fait. Pourrait-on l'avoir avant le 20 avril ?
Il rappelle la question page 111 du procès-verbal du dernier conseil municipal quant à la possibilité du paiement des entrées lors d'évènements par la majorité municipale. Il n'a pas eu de réponse.
Enfin, page 257 du procès-verbal du dernier conseil municipal, la question avait été posée concernant l'éventuel compteur qu'aurait installé Véolia lors des travaux de la Manufacture et le directeur du service technique devait communiquer la réponse. Il est toujours sans réponse.

Monsieur le Maire indique qu'un courrier lui a été transmis le 23 février dans lequel les réponses concernant Véolia sont précisées.
En ce qui concerne les indemnités des élus, aucun problème, ce sera communiqué.
L'entrée des arènes, nous avions expliqué que la loge est mise à disposition de la municipalité, il n'existe aucun tarif c'est dans le cadre de la DSP que l'on a tous voté.
Au niveau des statuts de l'Amicale ils ont été transmis à Mme PLANE en date du 23 février 2023.

M. C. CHABERT indique qu'il n'a rien reçu en ce qui concerne le compteur.

M. BARBATO indique « Au sujet d'un arrêté du 27 mars sur la levée de péril d'un immeuble place de la fruiterie. Cela fait suite à la décision 614 du 23 décembre 2022 vu au conseil précédent.
Nous recherchions des précisions sur cet immeuble et nous sommes « tombés » sur cet arrêté, mis en ligne sur le site de la ville.
Nous sommes passés place de la fruiterie et nous sommes très perplexes sur l'état du bâtiment.
La structure de la voute de l'immeuble en question et les appartements situés au dessus, ne semblent maintenus que par un simple petit étais métallique. Le mur de façade est lézardé de toutes parts...
Cela ne reste-il pas dangereux pour les locataires, les voisins, les passants ?
Nous sommes inquiets et étonnés par cette mesure de levée de péril.
Nous tenions à le signaler. »

Mme MICHEL indique que le péril a été levé suite à une expertise. Il y avait des infiltrations d'eau au niveau des salles de bains. La sécurité des passants est assurée puisque les Services Techniques ont mis en place des barrières interdisant l'accès. Elle précise également que l'étais ne tient pas tout le bâtiment, encore heureux ! La préemption aujourd'hui est la priorité car le propriétaire n'est pas en capacité de faire les travaux.

M. BARBATO estime cela est inquiétant.

Mme MICHEL s'y est rendue hier accompagnée de l'opérateur.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le procès-verbal du conseil municipal du 1er février 2023.

M. BARBATO fait remarquer « Au sujet de divers arrêtés sur la redistribution de délégations aux adjoints. Nous avons remarqués que la délégation « animation » a été attribuée à Mme Gougeon, à la place de Mme Dalle. Pourquoi ? Depuis le début du mandat, personne est capable de définir les missions et identifier les personnes qui en ont la charge... On ne sait pas qui fait quoi ?
D'ailleurs, pouvez nous confirmer que M. CRÉCHET est bien toujours le délégué à la culture taurine... »

Mme GOUGEON répond que Mme DALLE est déléguée aux animations mais sous couvert d'un adjoint. Cela a toujours été ainsi.

Monsieur le Maire explique que l'on régularise et on clarifie. À mi-mandat, les délégations évoluent, rien d'anormal à cela.

1 – ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1.1 – COMMUNICATION DÉCISIONS MUNICIPALES

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2020 prise en application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Monsieur le Maire communique, pour information au Conseil Municipal, les décisions prises pendant la période allant du 13 janvier 2023 au 23 mars 2023.

N°	Date	Service	Titres
021	13/01/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Maison Jean-Jacques Rousseau - avec APS 34, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
022	13/01/23	Service Marchés Publics	Prestation d'entretien de l'orgue Cavaillé-Col de l'église Notre-Dame-du-Lac confiée à la SARL Manufacture Languedocienne de grandes orgues sise à Lodève (34700). Montant de la dépense : 1 620 € HT pour 2 visites annuelles.
023	13/01/23	Service Marchés Publics	Acquisition de la nouvelle version du logiciel de gestion des collections patrimoniales « Flora Musées » auprès de la société DECALOG sise à Guilherand-Granges (07500). Montant de la dépense : 8 600 € HT.
024	13/01/23	Service Marchés Publics	Travaux d'aménagement du lycée Louis-Feuillade passés avec la SAS Colas France – Avenant N° 1. Montant de la dépense : 11 080 € HT.
025	13/01/23	Service Marchés Publics	Travaux d'aménagement de la rue de la Fenaison passés avec le groupement Razel-Bec/EHTP – Avenant n° 1. Montant de la dépense : 54 912,35 € HT.
026	13/01/23	Service Social	Renouvellement de l'action « Parents autrement » pour l'année scolaire 2023/2024 dans le cadre de l'appel à projets 2023 du contrat de ville. Sollicitation de subventions auprès du Conseil Départemental de l'Hérault (1 000 €), la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de l'Hérault (1 100 €), la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (1 100 €). Coût total prévisionnel : 22 219 €.
027	13/01/23	Service Social	Projet « Parentalité, éducation et alimentation » dans le cadre de l'appel à projets 2023 du contrat de ville. Sollicitation de subventions auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de l'Hérault (3 000 €), fla Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault et du Conseil Régional Occitanie/Pyrénées-Méditerranée (2 000 € respectifs), de l'Agence Régionale de Santé et du Conseil Départemental de l'Hérault (1 000 €). Coût total du projet : 28 309 €.

N°	Date	Service	Titres
028	16/01/23	Service Technique	Dépôt d'une demande d'autorisation de travaux pour la création d'un espace associatif dans les locaux « Les Lavandières » sis 219 boulevard de Strasbourg à Lunel par l'EURL Laurent CARLES.
029	17/01/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban - avec le Secours Catholique, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
030	17/01/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Maison Jean-Jacques Rousseau - avec Racine et Devenir, du 1er janvier 2023 au 30 décembre 2023.
039	24/01/23	Service Marchés Publics	Décision de confier la prestation de configuration du firewall watchgard en coeur de réseau à la société NOVATIM sise 25 quai Paul Doumer à Courbevoie (92400). Montant de la dépense : 3 990 € HT.
040	24/01/23	Service Marchés Publics	Décision d'acquérir un serveur avec licences windows server associées auprès de la société ADF Informatique sise 257 chemin de la Pierre Plantade à Lunel. Montant de la dépense : 37 500 € HT.
041	26/01/23	Service Marchés Publics	Décision de signer un avenant n° 1 à l'accord-cadre à bons de commande relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dédiée à la direction du renouvellement urbain dans le cadre de la coordination globale du projet de renouvellement urbain du centre ville. Montant de la plus-value : 10 000 € HT.
042	26/01/23	Musée Médard	Décision d'autoriser la signature du contrat de prêt entre l'Atelier du Livre d'Art et de l'Estampe et le Fonds de dotation de l'imprimerie nationale et le musée Médard de la ville de Lunel dans le cadre de l'exposition « Quels caractères ! » qui se tiendra du 26 octobre 2022 au 25 mars 2023 au musée Médard.
043	26/01/23	Musée Médard	Décision d'autoriser le renouvellement de la convention pour l'adhésion à l'association Occitanie Musées. Montant de la cotisation pour l'année 2023 : 535 € TTC.
044	26/01/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle centrale – Espace Bonnet - avec l'association Ludothèque prêt à jouer, du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023.
045	26/01/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban - avec l'association Ski Club, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
046	26/01/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Castel – Salle Gaucelm - avec l'association ARIÉDA, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
047	26/01/23	Service Urbanisme	Décision d'ester en justice dans l'instance n° 2105921-1, introduite par M. Mohamed BENCHIFRA, devant le tribunal administratif de Montpellier contre la décision implicite de rejet de l'abrogation du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Lunel en date du 2 novembre 2021 et de mandater le cabinet CGCB sis 8 place du Marché aux Fleurs à Montpellier (34000).

N°	Date	Service	Titres
048	26/01/23	Service Urbanisme	Décision d'ester en justice dans l'instance n° 2002811-1, introduite par M. Michel GUY, devant le tribunal administratif de Montpellier contre l'arrêté n° AT 34 145 19 0006 intervenu le 27 août 2019 et de mandater le cabinet CGCB sis 8 place du Marché aux Fleurs à Montpellier (34000).
049	27/01/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle de réunion au 36 avenue Gambetta - avec l'Union Locale CGT de Lunel, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
050	27/01/23	Service Social	Demandes de financements dans le cadre de la semaine de la famille et de la parentalité via l'appel à projet REAAP (Réseau d'Appui et d'Accompagnement des Parents) qui pourra co-financer à hauteur de 80 % maximum et deux financements auprès de la Fondation de France et de la MSA.
051	27/01/23	Service Culturel	Décision de signer la convention établie entre la ville de Lunel et Martine BIARD, conférencière dans le cadre du Printemps des poètes et de la 10ème édition de poésie à deux voix avec Jean-Pierre PETIT, prévue à l'espace Castel (salle La Rotonde) le samedi 18 mars 2023. Montant de la participation : 250 € TTC.
052	27/01/23	Service Culturel	Décision de signer la convention établie entre la ville de Lunel et Jean-Pierre PETIT à l'occasion de la conférence qu'il donnera à titre gratuit, dans le cadre du Printemps des poètes et de la 10ème édition de poésie à deux voix avec Martine BIARD, prévue à l'espace Castel (salle la Rotonde) le samedi 18 mars 2023.
053	27/01/23	Service Culturel	Décision de signer l'avenant n° 1 au contrat de cession de droits de représentation établi entre la ville de Lunel et l'association Musique Associative Chicuelo dans le cadre du concert prévu le samedi 4 février 2023 à la salle G. Brassens. Montant de la prestation : 1 000 €.
054	27/01/23	Service Culturel	Décision de signer le contrat de cession de droits de représentation entre la ville de Lunel et la SCIC Ulysse Maison d'Artistes à l'occasion du concert de Lombre qui sera donné le vendredi 17 mars 2023 à l'Espace Castel. Montant de la prestation : 2 743 € TTC.
055	27/01/23	Service Culturel	Décision de signer la convention établie entre la ville de Lunel et Martine BIARD pour les besoins d'une intervention littéraire « Louis Feuillade et les femmes » prévue dans l'espace Feuillade le mercredi 8 mars 2023 dans le cadre de l'anniversaire des 150 ans de la naissance de Louis Feuillade. Montant de la participation financière : 180 € TTC.
056	30/01/23	Service Finances	Décision de demander l'attribution d'une subvention de 50 % auprès de l'ADEME dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'ADEME afin de « développer le système vélo dans les territoires ». Montant du projet : 106 320 € TTC.
057	30/01/23	Service Marchés	Décision de confier à la SAS Clément et fils, sise 2 rue des Terres du Sud à Juvignac (34990) une mission de contrôle

N°	Date	Service	Titres
		Publics	annuel de la conformité des équipements scéniques installés à la salle Brassens et à l'ESPACE Castel. Montants : 1 810,15 € HT pour la salle Brassens et 1 018 € HT pour l'Espace Castel.
058	31/01/23	Service Marchés Publics	Décision d'attribuer à la SA SIPLEC, sise 26 quai Marcel Boyer à Ivry Sur Seine (94859) l'accord cadre à bons de commande pour la fourniture de carburants par cartes accréditives pour le parc automobile municipal. Montant maximum de la prestation : 106 000 € HT par période d'exécution.
059	31/01/23	Service Marchés Publics	Décision de confier les travaux de nettoyage d'une section au cimetière Saint-Pierre à la SAS AMEL France Obsèques, sise 35 avenue Saint Lazare à Montpellier (34000). Montant de la dépense : 16 385 € HT.
060	01/02/23	Secrétariat Général	Décision de reconduire le contrat présenté par LA POSTE pour la collecte et la remise du courrier à domicile pour une période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023. Montant de la dépense : 3 342 € TTC.
061	02/02/23	Service Marchés Publics	Décision de confier à la SARL MEDIAE, sise 352 chemin des Oliviers à Lunel, une mission relative à la réalisation d'une étude de faisabilité dans le cadre de la réhabilitation des réseaux EU et AEP du secteur de la Roquette à Lunel. Montant de la mission : 7 600 € HT.
062	02/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Castel – Salle Ambrussum - avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
063	02/02/23	Secrétariat Général	Convention d'occupation temporaire d'une parcelle située sur les francs bords du canal de Lunel consentie à compter du 1er février 2023 pour une durée de 3 ans non renouvelable tacitement à M. Sébastien HARO.
064	03/02/23	Service Social	Décision de conclure avec l'occupant, un avenant à la convention d'occupation précaire dans le logement d'urgence n° 3 de la « Maison Coluche » sis 5 rue Arago à Lunel pour proroger la convention à compter du 3 février 2023 jusqu'au 2 mars 2023.
065	03/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle Jaune n° 1 – Maison Communale Frédéric Mistral - avec l'Inspection de l'Éducation Nationale Circonscription 1er degré Lunel - IEN, du 1er février 2023 au 30 juin 2023.
066	03/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – dans les locaux du service social de la commune sis à l'Hôtel de ville - avec le Centre d'Information sur les droits des Femmes et des familles « CIDFF », du 1er janvier 2023 au 30 septembre 2023.
067	03/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – dans les locaux du service social de la commune sis à l'Hôtel de ville - avec Le Cabinet SASU « Point-virgule »,

N°	Date	Service	Titres
			du 1er janvier 2023 au 30 septembre 2023.
068	03/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – dans les locaux du service social de la commune sis à l'Hôtel de ville - avec le PLIE EST HÉRAULTAIS, du 1er mars 2023 au 29 février 2024.
069	03/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – dans les locaux du service social de la commune de Lunel sis à l'Hôtel de ville – avec la Maison de la Justice et de Droit, du 1er mars 2023 au 31 décembre 2023.
070	06/02/23	Service Culturel	Location de la salle Georges-Brassens à l'association École de Musique de Lunel le 4 février 2023 à l'occasion de la cérémonie d'hommage à Joël MOYSAN.
071	06/02/23	Service Technique	Décision d'abroger la décision municipale DM111ST22292 en date du 30 juin 2022 relative à l'implantation d'une micro-crèche sur la parcelle cadastrée AH 201 sise chemin des Cabanettes et de déposer la demande de permis de construire pour la fourniture et la pose d'une micro-crèche modulaire sur la parcelle cadastrée B 193 sise 196 rue Mario Roustan à Lunel.
072	06/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition le Dojo de la salle Marcou sis 268 avenue Gambetta à Lunel, la halle Brunel rue des Olympiades à Lunel à l'ESAT VIA DOMITIA – APSH 34 selon le planning défini dans la convention, du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023.
073	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – à l'Espace Vauban – avec la Fédération Nationale des Accidentés du Travail et Handicapés – Section de Lunel – FNATH, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
074	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal au 79 boulevard de Strasbourg à Lunel avec le Club Taurin La Cocarde, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
075	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle de réunion au 36 avenue Gambetta à Lunel avec Les Amis du Théâtre Populaire « ATP », du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
076	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Mas de Chambon sis 56 chemin du Mas de Chambon à Lunel – avec l'Amicale Philatéliste et Numismatique de Lunel, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
077	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – 138/139 rue Sadi-Carnot à Lunel avec l'association Boîte à Malice, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
078	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel avec le Billard Club, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
079	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel avec l'ASPTT Lunel Omnisports, du 1er janvier

N°	Date	Service	Titres
			2023 au 31 décembre 2023.
080	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle verte – Maison Communale Frédéric Mistral sis 50 rue Frédéric Mistral à l'association CLCV – Consommation Logement et Cadre de Vie, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
081	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle de réunion sise 36 avenue Gambetta à Lunel à l'association Escolo Dou Vidourle, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
082	09/02/23	Service Finances	Décision de demander au Conseil Départemental l'attribution d'une subvention pour la mise en accessibilité des écoles communales pour un montant de 14 800 € soit 20 % du montant qui s'élève à 74 000 €.
083	07/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – sis 227 boulevard de Strasbourg à Lunel à la Sociétale Lunel Petite Camargue, du 20 février 2023 au 31 décembre 2023.
084	09/02/23	Service Marchés Publics	Décision de confier les travaux de suppression de charpentes de platanes cassés ou affaiblies par les derniers grands vents, et implantés dans le parc Jean-Hugo à la SARL Côté Cigale, sise 1037 route de Lunel à Villetelle (34400). Montant de la dépense : 4 147 € HT.
085	09/02/23	Service Finances	Décision de solliciter l'État à travers la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) à hauteur de 60 % afin de participer au financement de la création d'un guichet unique pour un montant de 47 086 € et dont le montant total s'élève à 78 476 € et une mise en accessibilité des écoles pour un montant de 44 400 € et dont le montant total s'élève à 74 000 €.
086	09/12/23	Service Marchés Publics	Décision d'attribuer l'accord-cadre à bons de commande relatif à l'acquisition de consommables et de matériels électriques à la SAS REXEL FRANCE sise 13 boulevard du Fort de Vaux à Paris (75017) dans la limite de 60 000 € HT.
087	09/02/23	Service Marchés Publics	Décision d'attribuer les lots de l'opération de travaux de création d'un guichet unique et d'un centre de supervision urbaine comme suit : - Lot 1 – Installation de chantier / Maçonnerie / Démolition / Désamiantage à l'entreprise CONSTRUCTIONS GRAILLE pour un montant de 82 390,47 € HT ; - Lot 2 – Menuiseries extérieures à l'entreprise ATELIER DUCROT pour un montant de 12 361,12 € HT ; - Lot 4 – Peinture / Nettoyage à l'entreprise JZ BAT pour un montant de 30 963,14 € HT ; - Lot 5 – Sols souples / Faïences à l'entreprise ARB pour un montant de 39 999,00 € HT ; - Lot 6 – Électricité (CFO / CFA) à l'entreprise E.G.C pour un montant de 59 748,40 € HT ;

N°	Date	Service	Titres
			- Lot 7 – CVC / Plomberie à l'entreprise EDISON pour un montant de 44 023,77 € HT ; et de relancer selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables le lot 3 - Plâtrerie / Faux plafonds / Menuiserie bois en application de l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique, en raison de l'absence de dépôts de candidatures et d'offres en réponse à ce lot.
088	10/02/23	Service Culturel	Décision de signer la convention établie entre la ville de Lunel et l'association Pêcheurs d'Images à l'occasion des manifestations programmées dans le cadre de la célébration des 150 fans de la naissance de Louis-Feuillade. Montant de la dépense : 1 500 € TCC.
089	10/02/23	Service Culturel	Décision de signer la convention établie entre la ville de Lunel et la SAS LES TROIS HUIT sise 2 rue des Aires Le Pouget (34230) à l'occasion du concert du groupe Zoufris Maracas qui sera donné le vendredi 28 avril 2023 à la salle Georges-Brassens à Lunel. Montant de la dépense : 10 200 € TTC.
090	10/02/23	Service Culturel	Décision de signer la convention établie entre la ville de Lunel et l'association Accueil des Villes Françaises (AVF) de Lunel à l'occasion d'une conférence, à titre gratuit, dans le cadre du Printemps des poètes, prévue à l'Espace Castel (salle La Rotonde) le samedi 18 mars 2023.
091	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Mas de Chambon sis 56 chemin du Mas de Chambon à Lunel avec l'Hippocampe Club de Plongée, du 1er février 2023 au 31 décembre 2023.
092	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – salle bleue n° 1 – Maison Communale Frédéric Mistral sis 50 rue Frédéric Mistral à Lunel avec Alcool Entraide Accompagnement, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
093	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – 441 rue de la Libération à Lunel avec Les Pescalunes, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
094	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel avec Le Collectif des Aficionados Français, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
095	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Local sis Esplanade Roger Damour à Lunel avec Lunel Pétanque, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
096	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle 1 : Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel et salle 2 : Local ALSH Maternel Le Lavoir sis 97 rue de l'École du Parc à Lunel, du 1er février 2023 au 31 décembre 2023.
097	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de

N°	Date	Service	Titres
			Gaulle à Lunel avec l'association agréée de la pêche et de protection du milieu aquatique la Pescalune de Lunel « AAPPMA La Pescalune de Lunel », du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
098	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel avec la Peña Taurine Miguel Baez Litri, du 7 février 2023 au 31 décembre 2023.
099	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel avec Palettes et Pinceaux Pour Tous, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
100	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel avec Les Restaurants du Coeur, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
101	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle Folquet sis 46 rue Pierre Curie à Lunel avec le Trophée Pescalune « Manu Péro », du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
102	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle jaune n° 2 – Maison Communale Frédéric Mistral sise 50 rue Frédéric Mistral à Lunel, du 8 février 2023 au 31 décembre 2023.
103	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel avec l'association Lunel Solidarité, du 8 février 2023 au 31 décembre 2023.
104	14/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Résidence l'Abrivado salle des Chênes Verts sise 362 rue Mario Roustan à Lunel avec l'Union Fédérale des Consommateurs – Que Choisir Montpellier – U.F.C., du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
105	14/02/23	Service Finances	Décision de demander à l'État l'attribution d'une subvention au titre du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance pour le financement de l'extension du centre de supervision urbaine (CSU) à hauteur de 50 % soit un montant total de 313 577 €.
106	15/02/23	Service Culturel	Décision de signer la convention établie entre la ville de Lunel et l'association École de Musique de Lunel sis 36 avenue Léon-Gambetta à Lunel, à l'occasion des concerts qui seront donnés à titre gratuit, dans le cadre de la rencontre régionale autour du saxophone le vendredi 24 mars et le samedi 25 mars 2023 à la salle Georges-Brassens.
107	15/02/23	Service Culturel	Décision de signer le contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle établi entre la ville de Lunel et l'association La Boîte à Malice sise 416 rue de la Ferrade à Lunel à l'occasion du spectacle déambulatoire « Silence ça tourne » qui sera donné le dimanche 17 septembre 2023 dans le centre ville de

N°	Date	Service	Titres
			Lunel. Montant de la dépense : 3 200 € TCC.
108	16/02/23	Service Culturel	Décision de signer le contrat de cession de droits de représentation établi entre la ville de Lunel et l'association COOPERZIC à l'occasion du concert du Grand Ensemble Filos qui sera donné le samedi 11 mars 2023 à la salle Georges-Brassens. Montant de la dépense : 3 050 € TCC.
109	16/02/2023	Renouvellement Urbain	Décision de conclure un bail commercial d'une durée de 9 ans avec M. Mohamed DAHBI, pour le local municipal sis 20 rue de la Libération à compter du 1er janvier 2023 pour se terminer au 31 décembre 2032. Montant mensuel du loyer : 200 €.
110	16/02/2023	Service des Sports	Décision de mettre à disposition le stade de Dassargues (4 terrains de pétanque) sis route de Nîmes à Lunel à l'association Lunel Pétanque du 1er janvier au 31 août 2023.
111	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un local nommé « Altius » sis complexe sportif Colette Besson, chemin des Cabanettes à Lunel, à l'association Basket Pays de Lunel pour l'usage d'un bureau et d'un point d'accueil du public, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
112	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un local nommé « technique 1 » sis complexe sportif Colette Besson, chemin des Cabanettes à Lunel, à l'association Union Sportive Lunel afin d'y stocker son matériel sportif et pédagogique, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
113	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un local nommé « Fortius » sis complexe sportif Colette Besson, chemin des Cabanettes à Lunel, à l'association Union Sportive Lunel pour l'usage d'un bureau et d'un point d'accueil du public, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
114	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un local nommé « technique 3 » sis complexe sportif Colette Besson, chemin des Cabanettes à Lunel, à l'association Lunel Athlétisme afin d'y stocker son matériel sportif et pédagogique à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
115	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition deux locaux nommés « Citius » sis complexe sportif Colette Besson, chemin des Cabanettes à Lunel, à l'association Lunel Athlétisme pour l'usage de bureaux et de points d'accueil du public, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
116	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un local nommé « Altius » sis complexe sportif Colette Besson, chemin des Cabanettes à Lunel, à l'association la Vaillante pour l'usage d'un bureau et d'un point d'accueil du public, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
117	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un local nommé « Fortius » sis complexe sportif Colette Besson, chemin des Cabanettes à Lunel, à l'association Escrime Pays de Lunel pour l'usage d'un

N°	Date	Service	Titres
			bureau et d'un point d'accueil du public, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
118	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un local nommé « Altius » sis complexe sportif Colette Besson, chemin des Cabanettes à Lunel, à l'association Badminton Club de Lunel pour l'usage d'un bureau et d'un point d'accueil du public, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
119	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un local sis au complexe sportif Fernand Brunel, chemin du Jeu de Mail à Lunel à l'Union Sportive Lunelloise afin d'y stocker son matériel sportif et pédagogique, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
120	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un club house au complexe sportif Pierre Ramadier, sis 451 avenue Louis Médard à Lunel à l'association sportive Rugby Olympique Lunellois, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
121	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un club house sis au complexe sportif Fernand Brunel, chemin du Jeu de Mail à Lunel à l'association sportive Gallia Club de Lunel, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
122	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition un club house sis au complexe sportif Fernand Brunel, chemin du Jeu de Mail à Lunel à l'association sportive Tennis Club de Lunel, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
123	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition d'un club house sis au complexe sportif de Dassargues, route de Nîmes à Lunel à l'association Espérance Bouliste Lunel, à partir du 1er janvier et jusqu'au 31 août 2023.
124	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition le stade Fernand Brunel (4 terrains en béton poreux, 2 terrains en terre battue et un mur de tennis) sis chemin du Jeu de Mail à Lunel à l'association Tennis Club Lunel, du 1er janvier au 31 août 2023.
125	16/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition le stade de Dassargues (2 terrains de jeu de boules) sis route de Nîmes à Lunel à l'association Espérance Bouliste, du 1er janvier au 31 août 2023.
126	17/02/23	Renouvellement Urbain	Décision de conclure un bail commercial d'une durée de 9 ans avec M. Mohamed DAHBI, pour le local municipal sis 36 rue de la Libération, à compter du 1er janvier 2023 pour se terminer au 31 décembre 2032. Montant du loyer mensuel : 450 €.
127	17/02/23	Service Social	Décision de conclure avec l'occupant, la convention d'occupation précaire, pour le logement d'urgence n° 1 de la « Maison Coluche » sis 5 rue Arago à Lunel du 20 février 2023 au 19 mars 2023 inclus.
128	17/02/23	Service Social	Décision de conclure avec l'occupant, la convention d'occupation précaire, pour le logement d'urgence sis 9 rue Arago à Lunel du 20 février 2023 au 6 mars 2023 inclus.
129	20/02/23	Service Marchés	Décision d'abroger la décision municipale DM111MPA22616 du 23 décembre 2022 et d'acquérir auprès de la SAS Nouveaux

N°	Date	Service	Titres
		Publics	Garages Montpelliérains, sise rue de l'Industrie à Montpellier (34078), un véhicule express van confort TCE 111-22. Montant de la dépense : 17 541,09 € HT.
130	20/02/23	Service Marchés Publics	Décision de confier à la SAS Apave IC Languedoc Roussillon, sise 310 rue de la Sarriette à Saint-Aunès (34130), une mission de contrôle technique dans le cadre de futurs travaux de construction d'un réservoir AEP sur le site du Mas de Blanc. Montant de la dépense : 9 840 € HT.
131	20/02/23	Service Marchés Publics	Décision de confier à la SARL Détect Réseaux 30/34, sise rond-point Julius Estève à Lunel, la réalisation d'une mission de géo-détection des réseaux enterrés préalables aux travaux de construction d'un réservoir AEP sur le site du Mas de Blanc. Montant de la dépense : 1 168 € HT.
132	20/02/23	Service Marchés Publics	Décision de fixer le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de mise en accessibilité des bâtiments scolaires de la ville à 93 388,44 € HT. Montant de la plus-value finale : 10 234,18 € HT
133	20/02/23	Service Marchés Publics	Décision de confier à la SARL ECF Bouscaren, sise 58 cours Gambetta à Montpellier (34000), les prestations afférentes à la formation professionnelle des agents municipaux de la ville de Lunel. Montant de la dépense : 29 450 € HT.
134	21/02/23	Service Urbanisme	Décision d'ester en justice dans l'instance n° 220681-4, introduite par l'association ABUSIF, devant le tribunal adminitratif de Montpellier contre la délibération du conseil municipal n° DE32URB22185 du 11 novembre 2022 concernant la cession de l'immeuble communal situé 80 avenue Victor Hugo.
135	21/02/23	Secrétariat Général	Convention d'occupation temporaire d'une parcelle située sur les francs bords du canal de Lunel à M. et Mme TURC Michael et Magali.
136	21/02/23	Service Marchés Publics	Décision d'attribuer le lot 8 – Mobilier d'agencement et luminaires décoratifs à l'entreprise Ateliers Ducrot pour les travaux de création d'un guichet unique et d'un centre de surpervision urbaine. Montant de la dépense : 26 949,77 € HT. Et de déclarer à nouveau infructueux le lot 3 – Plâtrerie/Faux plafonds/Menuiserie bois.
137	21/02/23	Service Marchés Publics	Décision de confier à la SAS Apave IC Languedoc Roussillon sise 310 rue de la Sarriette à Saint-Aunès (34130), une prestation portant sur la vérification de conformité VI/VIMS des installations électriques ERT suite à la création d'un stockage d'eau potable de 4 200 m² sur le site du Mas de Blanc.
138	21/02/23	Service Marchés Publics	Décision de confier à la SAS ACF-BTP, sise 2 impasse des Magnolias à Juvignac (34990), une mission de coordination sécurité et protection de la santé dans le cadre de futurs travaux de construction d'un réservoir AEP sur le site du Mas de Blanc.

N°	Date	Service	Titres
			Montant de la dépense : 10 155 € HT.
139	21/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Salle de réunion sise 36 avenue Gambetta à Lunel avec Pêcheurs d'Images du 15 février 2023 au 31 décembre 2023.
140	22/02/23	Service Urbanisme	Décision de déléguer le droit de préemption urbain à l'Établissement Public Foncier d'Occitanie pour l'acquisition de l'appartement situé au 59 rue Marx Dormoy et cadastré section AW n° 288, en révision du prix figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner précitée pour la somme maximale de 64 000 €.
141	22/02/23	Service Urbanisme	Décision de déléguer le droit de préemption urbain à l'Établissement Public Foncier d'Occitanie pour l'acquisition de l'appartement situé au 59 rue Marx Dormoy et cadastré section AW n° 288, en révision du prix figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner précitée pour la somme maximale de 50 000 € à laquelle s'ajoute une commission d'un montant de 6 000 €.
142	23/02/23	Service Culturel	Décision de signer les conventions de prêt d'oeuvres établies entre la ville de Lunel et l'association Fonds régional d'art contemporain Occitanie Montpellier sis 24 rue Ernest Michel – 34000 Montpellier et le centre national des arts plastique sis 1 place de la Pyramide 92911 Paris La Défense à l'occasion de l'accueil de l'exposition « Rivages » dans l'espace Louis-Feuillade à Lunel. Montant de la dépense : 2 350 € TTC.
143	23/02/23	Service des Sports	Décision de mettre à disposition le dojo de la salle Marcou sis 268 avenue Gambetta à Lunel au Centre Régional de Formation Professionnelle (CRPF) du 3 janvier 2023 au 30 juin 2023 à titre gratuit.
144	23/02/23	Service Jeunesse et Vie Associative	Décision de signer un contrat de prestation de service afin que l'association « Causons Écrans » organise 2 séances de prévention sur l'utilisation des écrans et le cyberharcèlement ainsi que 4 séances d'atelier pour la réalisation d'un mini clip vidéo de prévention au cyberharcèlement, à destination des jeunes inscrits au Club Ados de Lunel. Montant de la dépense : 700 €.
145	23/02/23	Service Marchés Publics	Décision de souscrire auprès de la SARL 3P, sise 130 boulevard de la Liberté à Lille (59000) un contrat de mise en œuvre de licences et de location avec hébergement d'une solution dématérialisée d'assistance à la passation et à l'exécution des marchés publics. Montant annuel : 8 160 € HT.
146	23/02/23	Service Politique de la Ville	Décision de renouveler pour l'année 2023 l'adhésion de la ville de Lunel à l'association « Villes et Territoires Occitanie », centre de ressources régional dans le champ de la Politique de la Ville et de la cohésion territoriale et de verser un montant de 1 331 € au titre de cette adhésion pour l'année 2023 (montant calculé sur la base de 0,05 € par habitant et d'une population de 26 627

N°	Date	Service	Titres
			habitants).
147	23/02/23	Service Marchés Publics	Décision de confier à la SARL C'BARTHEZ, sise 82 rue de la Brêchette à Lunel une mission complémentaire à sa mission CSPS relative aux travaux de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration. Montant de la dépense : 980 € HT.
148	24/02/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Résidence l'Abrivado – Salle des Micocouliers sise 362 rue Mario Roustan à Lunel avec l'Inspection de l'Éducation Nationale Circonscription 1er degré Lunel - IEN, du 17 février 2023 au 30 juin 2023.
149	24/02/23	Service Marchés Publics	Décision de confier à la SAS Bureau Véritas Construction sise 450 rue Badel Powell à Montpellier (34000), une mission de contrôle technique dans le cadre de futurs travaux de mise en valeur de l'église Notre-Dame-du-Lac. Montant de la dépense : 7 100 € HT.
150	27/02/23	Service Marchés Publics	Décision d'ester en justice dans les instances n° 2206204, n° 2300588, n° 2206805, n° 2206200 par l'association ABUSIF devant le Tribunal Administratif de Montpellier.
151	28/02/23	Service Finances	Décision d'installer une régie au secrétariat du service Culture, Arts et Spectacles sise 38 boulevard Lafayette à Lunel qui pourra être opérationnelle sur les lieux des représentations et manifestations organisées par le service Culture, Arts et Spectacles (Espace Castel, Brassens, Feuillade, Arènes Francis San Juan, etc.) La régie fonctionne du 1er janvier au 31 décembre.
152	01/03/2023	Service Secrétariat Général	Convention d'occupation temporaire d'une parcelle située sur les francs bords du canal de Lunel consentie à M. Hugues CALVET.
153	03/03/23	Service Marchés Publics	Décision d'attribuer le lot 3 – Plâtrerie/Faux planfonds/Menuiserie bois à l'entreprise CLOISOL SUD pour un montant de 140 758 € HT concernant les travaux de création d'un guichet unique et d'un centre de supervision urbaine
154	03/03/2023	Service Culturel	Décision de signer une convention de mise à disposition avec l'association Pêcheurs d'Images sise à Lunel, relative à la mise à disposition des salles Castel et Brassens pour l'organisation d'une projection et de la soirée de clôture du Festival Traversée les mercredi 5 et samedi 6 avril 2023.
155	06/03/2023	Service Culturel	Décision de signer le contrat de cession établi entre la ville de Lunel et l'association École de Musique de Lunel sise à Lunel à l'occasion de la représentation du samedi 25 novembre 2023 à la salle G. Brassens. Montant de la dépense : 3 500 € TCC.
156	06/03/2023	Service Culturel	Décision de signer le contrat de cession établi entre la ville de Lunel et l'association L'Art de Thalie sise à Lunel à l'occasion du spectacle de restitution des ateliers de théâtre le vendredi 2 juin 2023 à la salle G. Brassens. Montant de la dépense : 2 630 € TCC

N°	Date	Service	Titres
157	06/03/2023	Service Social	Décision de faire appel à l'entreprise individuelle L'Atelier de Ninath sise à Saturargues (34400) pour assurer l'animation des ateliers hebdomadaires de création d'objets et d'accessoires en tissu du 7 mars au 31 décembre 2023 et de fixer à 25 € TCC par heure le montant de la prestation.
158	07/03/2023	Service Social	Décision de conclure avec l'occupant un avenant à la convention d'occupation précaire dans le logement d'urgence n° 3 de la Maison Coluche, sise 5 rue Arago à Lunel pour proroger la convention à compter du 3 mars 2023 jusqu'au 2 avril 2023.
159	08/03/2023	Musée Médard	Décision d'autoriser la signature de la convention de prêt entre le musée d'Archéologie Maritime et Espace Barconcelli des Saintes-Maries-de-la-Mer et le musée Médard de Lunel dans le cadre de l'exposition Des mers aux océans : hissez les pages ! qui se tiendra du 26 avril au 17 septembre 2023 au musée Médard.
160	08/03/2023	Service Jeunesse et Vie Associative	Décision de signer une convention de partenariat afin que l'association « Profession Sport & Loisirs 34 » organise 3 soirées d'information, les 30 mars (la gouvernance de l'association – la fonction de dirigeant associatif/enjeux et pouvoirs), 13 juin (Le financement du projet associatif – Stratégie de financement) et 17 octobre 2023 (Le B.A.B.A. de la comptabilité associative) à destination des associations de Lunel. Montant de la dépense : 1 635 €.
161	09/03/2023	Service Culturel	Décision de mise à disposition d'une salle d'exposition à l'espace Castel à Mme Anna BARANEK à titre gratuit, à compter du 13 mars jusqu'au 18 mars 2023, pour l'exposition dans le cadre du Printemps des poètes.
162	09/03/2023	Service Culturel	Décision de signer une convention de mise à disposition avec l'association Les Amis de l'Orgue de Lunel, sise 7 rue des arts à Lunel, de l'Église Notre-Dame-du-Lac pour l'organisation de 5 concerts les 13 mai, 10 juin, 21 juin, 23 mars et 3 décembre 2023.
163	09/03/2023	Service Culturel	Décision de signer la convention établie entre la ville de Lunel et l'association POP'N'JOY pour l'accueil de l'association dans le cadre d'une résidence artistique du 21 au 23 mars 2023 salle Georges-Brassens sise avenue des Abrivados à Lunel.
164	09/03/2023	Service Culturel	Convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Castel – sise rue Marx Dormoy à Lunel à l'occasion de l'exposition qui aura lieu du 28 mars au 7 avril 2023 avec l'association Pêcheurs d'Images.
164 bis	09/03/2023	Service Marchés Publics	Décision de confier un complément de mission à la société LM INGENIERIE dans le cadre de l'assistance à maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre l'extension d'un système de vidéoprotection, en lien avec les projets de réalisation d'un CSU, de sécurisation informatique et technique des infrastructures au sein d'un territoire connecté. Montant de la mission : 24 200 € HT.

N°	Date	Service	Titres
165	10/03/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel - avec le Syndicat FAFPT « Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale » et l'association F.C.P.E., du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
166	10/03/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel - avec l'association « Chasseurs et propriétaires de Lunel-Villetelle », du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.
167	10/03/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel - avec l'association Soutien familles Alzheimer, du 1er février 2023 au 31 décembre 2023.
168	10/03/23	Service Technique	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban sis 207 avenue du Général de Gaulle à Lunel - avec l'association de protection animale de Lunel (PAL), du 27 février 2023 au 31 décembre 2023.
169	13/03/23	Service Marchés Publics	Décision de résilier le marché de maîtrise d'œuvre à la SA EGIS sise 889 rue de la Vieille Poste à Montpellier 34000 et d'établir le décompte de résiliation à la somme de 8 410 € correspondant au règlement des missions PRO et ACT/DCE (études de projet et assistance à la passation des marchés publics de travaux). Et de confier à la SA EGIS une nouvelle mission de maîtrise d'œuvre sur la base d'un projet réactualisé dans le cadre de la création d'une noue sur le réseau pluvial communal de la Laune au droit du Hameau des Lanes pour un montant de 24 350 € HT.
170	16/03/2023	Service Secrétariat Général	Décision d'approuver une convention d'occupation précaire et révocable avec Mme Sylvia RIGAL portant sur la mise à disposition d'une parcelle sur les francs bords du canal de Lunel cadastrée BT 11 sise sur la commune de Marsillargues.
171	16/03/2023	Service Marchés Publics	Décision de conclure avec la SARL RH DIFFUSION sise 325 avenue du Général de Gaulle à Lunel un marché relatif à l'acquisition de matériels d'arrosage pour les besoins des services de la ville dans la limite du montant maximum de 12 500 € HT par période d'exécution.
172	17/03/2023	Service Marchés Publics	Décision de confier la prestation d'entretien et de maintenance du groupe électrogène de réemploi à la société LOCAWATT, sise 995 rue des Moulins à Sète 34200. Le montant annuel de la dépense s'élève à 1 000 € HT pour 2 visites.
173	20/03/2023	Service Jeunesse et Vie Associative	Décision d'abroger la décision n° DM176JVA23144 du 23 février 2023 et de signer un contrat de prestation de service afin que l'association « Causons Écrans » organise 2 séances de prévention sur l'utilisation des écrans et le cyberharcèlement ainsi que 4 séances d'atelier pour la réalisation d'un mini clip vidéo de prévention au cyberharcèlement, à destination des jeunes inscrits au Club Ados de Lunel. Montant de la prestation : 700 €.

N°	Date	Service	Titres
174	20/03/2023	Service Social	Décision de conclure avec l'occupant, un avenant à la convention d'occupation précaire dans le logement d'urgence n° 1 de la Maison Coluche sise 5 rue Arago à Lunel pour proroger la convention à compter du 20 mars 2023 et jusqu'au 19 avril 2023.
175	21/03/2023	Service Secrétariat Général	Convention d'occupation temporaire d'une parcelle située sur les francs bords du canal de Lunel consentie à compter du 1er avril 2023 pour une durée de 3 ans non renouvelable tacitement à Monsieur Lénine POTAVIN.
176	23/03/2023	Service Culturel	Convention ville de Lunel / Association Confluences à l'occasion de la semaine culturelle dans le cadre du festival « Les Internationales de la guitare ». Montant de participation financière : 20 000 €.
177	23/03/2023	Service Culturel	Convention de mise à disposition de la salle Georges-Brassens à l'association Les Amis du Théâtre Populaire de Lunel pour l'organisation de 5 représentations.
178	23/03/2023	Service Culturel	Décision de conclure avec l'occupant, la convention d'occupation précaire, pour le logement d'urgence n° 2 de la Maison Coluche sise 5 rue Arago à Lunel du 23 mars 2023 au 22 avril 2023 inclus.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir prendre acte de ces décisions.

Décision municipale n° 041 du 26 janvier 2023
Décision de signer un avenant n° 1 à l'accord-cadre à bons de commande relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dédiée à la direction du renouvellement urbain dans le cadre de la coordination globale du projet de renouvellement urbain du centre ville.
Montant de la plus-value : 10 000 € HT.
Décision municipale n° 140 du 22 février 2023
Décision de déléguer le droit de préemption urbain à l'Établissement Public Foncier d'Occitanie pour l'acquisition de l'appartement situé au 59 rue Marx Dormoy et cadastré section AW n° 288, en révision du prix figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner précitée pour la somme maximale de 64 000 €.
Décision municipale n° 141 du 22 février 2023
Décision de déléguer le droit de préemption urbain à l'Établissement Public Foncier d'Occitanie pour l'acquisition de l'appartement situé au 59 rue Marx Dormoy et cadastré section AW n° 288, en révision du prix figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner précitée pour la somme maximale de 50 000 € à laquelle s'ajoute une commission d'un montant de 6 000 €.

Mme LEMAIRE demande des détails sur la décision municipale n° 041 du 26 janvier 2023.

Mme MICHEL explique que l'on a une mission d'assistance de maîtrise d'ouvrage permettant d'échanger avec nos partenaires institutionnels sur des dossiers complexes du NPNRU. Nous avons travaillé avec les services de la ville sur l'amplification de demandes de financements complémentaires à notre convention NPNRU. La mission de 10 000 € permettait de formaliser ce dossier complexe, financements approuvés en CNE (Comité National d'Engagement) pour 1 700 000 € supplémentaires pour le projet de rénovation urbaine. Ces 10 000 € correspondent donc à une mission liée au montage du dossier effectué dans des délais très contraints.

Mme LEMAIRE demande si c'est pour une fois ou régulièrement ?

Réponse de Mme MICHEL : Une seule fois, pour ce dossier d'amplification spécifiquement. À noter : 50 % des missions d'ingénierie liées au NPNRU sont prises en compte, financées et subventionnées par l'ANRU. En fait, le reste à charge pour la ville pour cette mission est de 5 000 € permettant de décrocher 1 700 000 € de subventions.

Décisions n° 140 et n° 141, Mme LEMAIRE veut savoir si les appartements sont occupés et à qui s'adresse la commission de 6 000 € ?

Mme MICHEL explique que c'est dans le cadre des préemptions effectuées par l'EPF. Il s'agit du 59, rue Marx-Dormoy, préemption sur demande de la ville (le bilan annuel va d'ailleurs être présentée dans ce conseil) ceci dans le cadre d'un îlot particulier, l'îlot Libération du NPNRU et les appartements ne sont pas occupés. La décision n° 141 regroupe l'ensemble des commissions, des actes notariés, etc.

Décision municipale n° 109 du 16 février 2023
Décision de conclure un bail commercial d'une durée de 9 ans avec M. Mohamed DAHBI, pour le local municipal sis 20 rue de la Libération à compter du 1er janvier 2023 pour se terminer au 31 décembre 2032.
Montant mensuel du loyer : 200 €.
Décision municipale n° 126 du 17 février 2023
Décision de conclure un bail commercial d'une durée de 9 ans avec M. Mohamed DAHBI, pour le local municipal sis 36 rue de la Libération, à compter du 1er janvier 2023 pour se terminer au 31 décembre 2032.
Montant du loyer mensuel : 450 €.
Décision municipale n° 171 du 16 mars 2023
Décision de conclure avec la SARL RH DIFFUSION sise 325 avenue du Général de Gaulle à Lunel un marché relatif à l'acquisition de matériels d'arrosage pour les besoins des services de la ville dans la limite du montant maximum de 12 500 € HT par période d'exécution.

Mme RAZIGADE note que les décisions n° 109 et n° 126 concernent des baux commerciaux en faveur de M. DAHBI. Quel est le changement qui permette d'établir un nouveau bail ?

Monsieur le Maire indique que le bail est arrivé à terme et l'adresse indiquée correspond à la boucherie « L'Encas », il s'agit d'un renouvellement de bail.

Mme RAZIGADE demande si la ville a acheté l'immeuble ?

Mme MICHEL explique qu'au niveau de l'immeuble MAROGER il y a des imbrications. Une partie a été préemptée par l'EPF dans le cadre d'une acquisition, mais pas l'entièreté de l'immeuble. Par contre, nous travaillons pour maîtriser l'ensemble de cet immobilier.

Mme RAZIGADE demande si au niveau de la décision municipale n° 171 il existe une mise en concurrence avant de conclure ce marché ?

Mme GOUGEON répond qu'il s'agit d'un marché inférieur à 40 000 €.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme MONNIER, Responsable du service Marchés Publics, qui explique qu'il s'agit d'un marché dit de gré à gré inférieur à 40 000 € HT sur toutes les années d'exécution.

Mme RAZIGADE relève qu'il s'agit de matériel d'arrosage.

Monsieur le Maire confirme qu'effectivement le matériel est pris chez RH Diffusion.

Mme GOUGEON précise qu'il s'agit uniquement de petit matériel.

Mme RAZIGADE demande si cette problématique existait auparavant et si jusqu'à présent la ville s'adressait à RH Diffusion pour ce type de besoins.

Confirmation de Monsieur le Maire.

Mme GOUGEON souligne qu'en fait ce n'est pas tous les ans que l'on renouvelle le matériel.

Mme RAZIGADE demande à nouveau si la commune s'est toujours adressée à RH Diffusion ?

Monsieur le Maire indique que cela fait plusieurs mandats que l'on travaille avec cette société.

Décision municipale n° 24 du 13 janvier 2023
Travaux d'aménagement du lycée Louis-Feuillade passés avec la SAS Colas France – Avenant N° 1.
Montant de la dépense : 11 080 € HT.
Décision municipale n° 25 du 13 janvier 2023
Travaux d'aménagement de la rue de la Fenaison passés avec le groupement Razel-Bec/EHTP – Avenant n° 1.
Montant de la dépense : 54 912,35 € HT.

M. BARBATO souhaite connaître le motif de ces plus-values sur les travaux d'aménagement de la place Louis-Feuillade par la SAS COLAS de 11 080 € HT et de la rue de la Fenaison par le groupement RAZEL-BEC de 54 912,35 € HT.

Mme GOUGEON indique que pour le lycée Louis-Feuillade il s'agit de gaines pluviales compte tenu des emplacements se situant juste avant le rond-point Gaston-Baissette, afin d'adapter au mieux le stationnement des véhicules et l'accessibilité PMR.

Décision municipale n° 134 du 21 février 2023
Décision d'ester en justice dans l'instance n° 220681-4, introduite par l'association ABUSIF, devant le tribunal adminitratif de Montpellier contre la délibération du conseil municipal n° DE32URB22185 du 11 novembre 2022 concernant la cession de l'immeuble communal situé 80 avenue Victor Hugo.

M. BARBATO souhaite savoir sur quelle base cette décision d'ester en justice a été faite et pourquoi ? Sur quelle base avez-vous attaqué ?

Mme MICHEL répond : Sur la base d'un recours qui va à l'encontre de cette décision municipale.

Décision municipale n° 47 du 26 janvier 2023
Décision d'ester en justice dans l'instance n° 2105921-1, introduite par M. Mohamed BENCHIFRA, devant le tribunal administratif de Montpellier contre la décision implicite de rejet de l'abrogation du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Lunel en date du 2 novembre 2021 et de mandater le cabinet CGCB sis 8 place du Marché aux Fleurs à Montpellier (34000).
Décision municipale n° 48 du 26 janvier 2023
Décision d'ester en justice dans l'instance n° 2002811-1, introduite par M. Michel GUY, devant le tribunal administratif de Montpellier contre l'arrêté n° AT 34 145 19 0006 intervenu le 27 août 2019 et de mandater le cabinet CGCB sis 8 place du Marché aux Fleurs à Montpellier (34000).

M. C. CHABERT demande des précisions concernant les décisions municipales d'ester en justice n° 47 (M. BENCHIFRA) et n° 48 (M. GUY).

Mme MICHEL précise que plusieurs décisions municipales relatives à M. BENCHIFRA ont été prises. Il attaque le PLU et notamment une zone inconstructible qu'il souhaiterait voir passer constructible. Quant à la n° 48, il s'agit d'une affaire qui traîne depuis 2019. Il attaque sur la

régularisation de l'extension de la boucherie Viandoc et de la séparation avec l'ex Leader Price.

Décision municipale n° 82 du 9 février 2023
Décision de demander au Conseil Départemental l'attribution d'une subvention pour la mise en accessibilité des écoles communales pour un montant de 14 800 € soit 20 % du montant qui s'élève à 74 000 €.
Décision municipale n° 85 du 9 février 2023
Décision de solliciter l'État à travers la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) à hauteur de 60 % afin de participer au financement de la création d'un guichet unique pour un montant de 47 086 € et dont le montant total s'élève à 78 476 € et une mise en accessibilité des écoles pour un montant de 44 400 € et dont le montant total s'élève à 74 000 €.

M. C. CHABERT demande des précisions quant à ces deux décisions municipales.

Monsieur le Maire explique que l'on saisi le Conseil Départemental et l'État pour deux demandes de subventions différentes à deux organismes différents.

Décision municipale n° 87 du 9 février 2023
Décision d'attribuer les lots de l'opération de travaux de création d'un guichet unique et d'un centre de supervision urbaine comme suit :
- Lot 1 – Installation de chantier / Maçonnerie / Démolition / Désamiantage à l'entreprise CONSTRUCTIONS GRAILLE pour un montant de 82 390,47 € HT ;
- Lot 2 – Menuiseries extérieures à l'entreprise ATELIER DUCROT pour un montant de 12 361,12 € HT ;
- Lot 4 – Peinture / Nettoyage à l'entreprise JZ BAT pour un montant de 30 963,14 € HT ;
- Lot 5 – Sols souples / Faïences à l'entreprise ARB pour un montant de 39 999,00 € HT ;
- Lot 6 – Électricité (CFO / CFA) à l'entreprise E.G.C pour un montant de 59 748,40 € HT ;
- Lot 7 – CVC / Plomberie à l'entreprise EDISON pour un montant de 44 023,77 € HT ;

et de relancer selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables le lot 3 - Plâtrerie / Faux plafonds / Menuiserie bois en application de l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique, en raison de l'absence de dépôts de candidatures et d'offres en réponse à ce lot.

M. C. CHABERT note que sur le nombre de lots attribués, le lot n° 3 n'a pas été attribué car il n'y avait pas de réponse. Par contre, on s'aperçoit sur la décision municipale n° 136 qu'il y a un lot n° 8 qui vient s'ajouter sur ce marché qui n'était pas prévu au départ et que le lot n° 3 a été attribué.

Mme GOUGEON répond que ce n'est pas tout à fait exact et explique qu'au départ le nombre de lots était de 8. Le lot n° 3 n'a pas été attribué en raison de l'absence de dépôts de candidatures et le lot n° 8 a été suspendu car nous nous sommes aperçus qu'il y avait une erreur de calcul au niveau de l'offre. Par conséquent, la décision municipale n° 136 attribue le lot n° 8 et le lot n° 3 a été attribué sur la décision municipale n° 153.

Décision municipale n° 164 bis du 9 mars 2023
Décision de confier un complément de mission à la société LM INGENIERIE dans le cadre de l'assistance à maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre l'extension d'un système de vidéoprotection, en lien avec les projets de réalisation d'un CSU, de sécurisation informatique et technique des infrastructures au sein d'un territoire connecté.
Montant de la mission : 24 200 € HT.

M. C. CHABERT demande des précisions. C'est un ajout de caméras ou un raccordement de

nouvelle caméras pour le CSU ?

M. ALIBERT explique que l'on fait appel à cette société parce que le marché de la vidéoprotection se termine le 30 juin. Nous avons établi un constat et surtout l'apport d'une aide sur la projection que l'on souhaite donner au CSU. Par le passé il y avait très peu de caméras, cela va nous permettre d'avoir plusieurs offres et d'étudier au mieux la future solution et les avantages.

M. C. CHABERT demande si dans cette proposition seront inclues de nouvelles caméras ?

M. ALIBERT répond que c'est prévu chaque année dans ce sens.

Monsieur le Maire précise que le CSU est le Centre de Supervision Urbaine.

Décision municipale n° 169 du 13 mars 2023
Décision de résilier le marché de maîtrise d'œuvre à la SA EGIS sise 889 rue de la Vieille Poste à Montpellier 34000 et d'établir le décompte de résiliation à la somme de 8 410 € correspondant au règlement des missions PRO et ACT/DCE (études de projet et assistance à la passation des marchés publics de travaux). Et de confier à la SA EGIS une nouvelle mission de maîtrise d'œuvre sur la base d'un projet réactualisé dans le cadre de la création d'une noue sur le réseau pluvial communal de la Laune au droit du Hameau des Lanes pour un montant de 24 350 € HT.

M. C. CHABERT souhaite connaître le motif de résiliation du marché.

Mme GOUGEON indique que c'était un marché établi en 2018, depuis une vente a été concrétisée, certainement des parcelles à bâtir, avec des contraintes hydrauliques et donc le marché a complètement évolué.

Le Conseil Municipal prend acte des décisions municipales prises pendant la période allant du 13 janvier 2023 au 23 mars 2023.

1.2 - COMMUNICATION DES ARRÊTÉS RELATIFS À LA DÉLIVRANCE ET LA REPRISE DES CONCESSIONS DANS LES CIMETIÈRES

Rapporteur : Mme GOUGEON.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2020 prise en application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Monsieur le Maire communique, pour information au Conseil Municipal, les actes relatifs à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières prises pendant la période allant du 24 janvier 2023 au 21 mars 2023.

N°	Date	Titres
0055	24/01/23	Attribution d'une concession 30 ans constructible d'une superficie de 2 places dans le cimetière communal Saint-Gérard à Madame X à compter du 19 janvier 2023 afin d'inhumer son époux Monsieur X et d'y fonder la sépulture familiale. Montant de la concession nouvelle : 2 698 € (868 € pour le terrain et 2 169 € pour le caveau).
0073	30/01/23	Abrogation de l'arrêté n° AR912FUNE230055. Attribution d'une concession 30 ans constructible d'une superficie de 2 places dans le cimetière communal Saint-Gérard à Madame X à compter du 19 janvier 2023 afin d'inhumer son époux Monsieur X et d'y fonder la sépulture familiale.

N°	Date	Titres
		Montant de la concession nouvelle : 2 698 € (868 € pour le terrain et 1 830 € pour le caveau).
00106	09/02/23	Attribution d'une concession 30 ans constructible d'une superficie de 4 places dans le cimetière communal Saint-Gérard à Madame X à compter du 6 février 2023 afin d'inhumer son père et d'y fonder la sépulture familiale. Montant de la concession nouvelle : 3 365 € (1 196 € pour le terrain et 2 169 € pour le caveau).
00107	0/02/2023	Attribution d'une concession 30 ans non constructible d'une superficie de 2 places dans le cimetière communal Saint-Gérard à Monsieur X à compter du 7 février 2023 afin d'inhumer son frère et d'y fonder la sépulture familiale. Montant de la concession nouvelle : 688 €.
169	24/02/2023	Attribution d'une case de columbarium dans le cimetière Saint-Pierre pour une durée de 30 ans à compter du 8 février 2023 à Madame X afin d'inhumer son époux Monsieur X. Montant : 858 €.
170	24/02/2023	Attribution d'une concession 30 ans de terrain non constructible d'une superficie de 2 places dans le cimetière communal Saint-Gérard à Madame X à compter du 22 février 2023 afin d'inhumer son époux Monsieur X et d'y fonder la sépulture familiale. Montant de la concession nouvelle : 688 €.
204	13/03/2023	Attribution d'une case de columbarium dans le cimetière communal Saint-Pierre pour une durée de 30 ans à compter du 22 février 2023 à Madame X afin d'inhumer son époux Monsieur X. Montant : 858 €.
205	13/03/2023	Attribution d'un enfeu n° 10 au cimetière Saint-Pierre pour une durée de 5 ans à Madame X afin d'y être inhumée décemment.
206	13/03/2023	Attribution d'une case de columbarium dans le cimetière communal Saint-Pierre pour une durée de 30 ans à compter du 3 mars 2023 à Madame X afin d'inhumer son époux Monsieur X. Montant : 858 €.
230	21/03/2023	Attribution d'une case de columbarium dans le cimetière communal Saint-Pierre pour une durée de 30 ans à compter du 17 mars 2023 à Madame X afin d'inhumer son époux Monsieur X. Montant : 858 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir prendre acte de ces arrêtés.

M. C. CHABERT relève une correction à apporter à l'arrêté n° 55. Il est indiqué un montant de 2 169 € pour un caveau, il suppose qu'il s'agit d'une erreur de frappe car le prix du caveau s'élève à 1 830 €.

Mme GOUGEON indique que l'arrêté n° 55 a été abrogé par l'arrêté suivant (n° 73) sur lequel le montant a été rectifié, soit 1 830 €.

M. C. CHABERT ne l'avait pas vu.

Arrêté municipal n° 205 du 13 mars 2023
Attribution d'un enfeu n° 10 au cimetière Saint-Pierre pour une durée de 5 ans à Madame X afin d'y être inhumée décemment.

M. C. CHABERT demande si l'attribution de cet enfeu est gratuite car ce n'est pas prévu au règlement des cimetières.

Monsieur le Maire n'ayant pas le renseignement dans l'immédiat le lui communiquera ultérieurement.

Le Conseil Municipal prend acte des arrêtés municipaux relatifs à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières prises pendant la période allant du 24 janvier au 21 mars 2023.

1.3 - POSE D'UNE PLAQUE COMMÉMORATIVE EN MÉMOIRE AU PASTEUR PIERRE-CHARLES TOUREILLE

Rapporteur : M. P. CHABERT.

Annexe : - Convention portant reconnaissance de servitude d'ancrage pour fixation d'une plaque commémorative entre la Ville et le propriétaire du bâtiment
- Attestation sur l'honneur M. GARCIA

Le comité d'entente des anciens combattants et des victimes de guerre de Lunel souhaitant rendre hommage au pasteur Pierre-Charles TOUREILLE, a sollicité la Ville de Lunel pour qu'une cérémonie soit organisée en sa mémoire.

Les travaux de recherche, consacrés au pasteur Pierre-Charles TOUREILLE, établissent qu'il s'est installé dans le Sud de la France pour échapper à la surveillance insistante des services secrets de Vichy durant la seconde guerre mondiale. Il a notamment participé à organiser les secours d'urgence, à retrouver des membres de familles dispersées, à fournir des vivres et d'envoyer une aide financière à ceux qui ont tout perdu. En 1973, le pasteur s'est vu remettre le titre de Juste parmi les nations.

Il est proposé de répondre favorablement à la demande du comité d'entente des anciens combattants et des victimes de guerre de Lunel en apposant une plaque commémorative de ce héros de la résistance sur l'immeuble, situé 224 Boulevard de Strasbourg à Lunel, où celui-ci avait établi sa famille et son aumônerie durant la guerre.

Le propriétaire actuel du bâtiment ayant donné son accord, il convient d'établir une convention d'ancrage, validant les engagements des deux parties.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer.

M. C. CHABERT souhaite connaître la date à laquelle cette cérémonie est prévue.

M. P. CHABERT ne connaît pas la date.

M. C. CHABERT demande si la date est fixée par la mairie ?

Monsieur le Maire indique que c'est en accord avec le Comité d'Entente des Associations d'Anciens Combattants.

lunel
www.lunel.com

CONVENTION PORTANT RECONNAISSANCE DE SERVITUDE D'ANCRAGE POUR LA FIXATION D'UNE PLAQUE COMMÉMORATIVE

Entre les soussignés :

La Ville de Lunel, représentée par son Maire, Monsieur Pierre SOUJOL, agissant au nom et pour le compte de la commune, habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 5 avril 2023

ci-après dénommée la « Ville de Lunel », d'une part,

Et :

Monsieur Alain LHUBAC, 149 chemin des amandiers 34400 Lunel

ci-après dénommée « Le propriétaire » d'autre part,

Préambule :

Le comité d'entente des anciens combattants et des victimes de guerre de Lunel souhaitant rendre hommage au pasteur Pierre-Charles TOUREILLE a sollicité la Ville de Lunel pour qu'une plaque commémorative soit posée en sa mémoire.

Les travaux de recherche consacrés au pasteur Pierre-Charles TOUREILLE établissent qu'il s'est installé dans le sud de la France pour échapper à la surveillance insistante des services secrets de Vichy durant la seconde guerre mondiale. Il a notamment participé à organiser les secours d'urgence, à retrouver des membres de familles dispersées, à fournir des vivres et d'envoyer une aide financière à ceux qui ont tout perdu. En 1973, le pasteur s'est vu remettre le titre de Juste parmi les nations.

Après s'être assuré qu'aucune opposition n'a été formulée par les héritiers, il est proposé de répondre favorablement à la demande du comité d'entente des anciens combattants et des victimes de guerre de Lunel en apposant une plaque commémorative de ce héros de la résistance sur l'immeuble, situé 224 Bd de Strasbourg à Lunel, où celui-ci avait établi sa famille et son aumônerie durant la guerre.

Le propriétaire actuel du bâtiment a donné son accord. Aussi, il a lieu d'établir une convention d'ancrage, validant les engagements des deux parties.

Il est convenu et exposé ce qui suit :

Article 1 : objet

Le propriétaire reconnaît à la Ville de Lunel le droit d'établir à titre gratuit sur le bâtiment, sis 224 Bd de Strasbourg, les supports et ancrages pour la fixation d'une plaque commémorative en pierre calcaire de 40 cm de hauteur sur 60 cm de largeur. Cette plaque sera gravée d'un texte avec des lettrages noirs. Elle sera ancrée à la façade du bâtiment, entre l'encadrement de la fenêtre du rez-de-chaussée donnant sur le domaine public et la plaque de rue, par des chevilles et des vis équipées de cabochons de finition.

Article 2 : droits des parties

Le propriétaire reconnaît à la Ville de Lunel un droit d'accès permanent pour l'installation et l'entretien de la plaque commémorative.

La présente convention n'emporte aucune dépossession et ne fait pas obstacle au droit du propriétaire d'exercer des travaux sur son immeuble.

A ce titre, le propriétaire conserve le droit de demander à la Ville de Lunel le déplacement de la plaque.

Le propriétaire devra avertir la Ville de Lunel par écrit de son intention d'engager des travaux. La Ville de Lunel sera tenue de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de réception.

Article 3 : obligations d'information du propriétaire

Le propriétaire s'engage à faire mention de la présente autorisation dans tout acte translatif de propriété de son immeuble.

Article 4 : responsabilités

Les éventuels dégâts ou dégradations qui pourraient résulter des travaux de pose ou d'entretien seront à la charge de la Ville de Lunel, pour autant que ces interventions soient la cause directe et matérielle des dommages.

Article 5 : date d'effet

La présente convention prend effet à compter du 06 avril 2023.
Elle est conclue sans limitation de durée.

Article 6 : contentieux

En cas de difficultés résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention entre les parties, une solution amiable sera recherchée prioritairement. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait en deux exemplaires.

LUNEL le .....

Pour la Ville de Lunel

Le Maire,

Pierre SOUJOL

Le propriétaire,

Alain LHUBAC

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussignée

Christine GARCIA

demeurant

12 place Alexandre Sirvin
30620 Uchaud

atteste sur l'honneur que

aucune opposition n'a été formulée par les héritiers à l'encontre du souhait de la municipalité de la Ville de Lunel d'honorer la mémoire du pasteur Pierre-Charles TOUREILLE en apposant une plaque commémorative de ce héros de la résistance sur l'immeuble, situé au 224 Bd de Strasbourg à Lunel.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Uchaud, le 24 janvier 2023

Christine GARCIA

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la pose d'une plaque commémorative en mémoire au Pasteur Pierre-Charles TOUREILLE.

1.4 - <u>SOUTIEN AUX VICTIMES DU SÉISME EN TURQUIE ET SYRIE</u>

Rapporteur : M. DOMENECH.

Monsieur le Maire expose qu'à la suite du séisme du 6 février 2023, qui a frappé le sud de la Turquie et de la Syrie, de nombreuses victimes ont perdu la vie et leurs habitations. Face à cette catastrophe, l'Association des Maires de l'Hérault a lancé un appel à la solidarité.

Il est proposé au Conseil municipal d'apporter un soutien aux sinistrés en votant une contribution de 1.500 € (mille cinq cents euros).

Cette aide d'urgence sera versée à l'association ACTED en tant que partenaire de l'association des Maires de France.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER le versement d'une contribution de 1.500 € en soutien aux victimes du séisme survenu en Turquie et en Syrie le 6 février dernier,
- DE VERSER ladite contribution de 1.500 € à l'association ACTED en tant que partenaire de l'association des Maires de France,
- DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget, articles et chapitres prévus à cet effet,
- D'AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces relatives à la présente.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le versement d'une contribution de 1 500 € en soutien aux victimes du séisme survenu en Turquie et en Syrie le 6 février dernier et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à la présente.

1.5 - <u>ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS – EXERCICE 2022</u>

Rapporteur : M. GRASSET.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le montant des subventions proposées aux associations, pour l'année 2022, selon le détail suivant:

	Nom de l'association	**Subvention proposée**
SOCIAL	ALP (alcool et les proches)	700
	Au p'tit rendez-vous	500
	Emplidom 34	500
	France Alzheimer Hérault	800
	France victime 34	1 000
	Le planning familial 34	1 500
	MRAP Lunellois	500
	Petits frères des pauvres	400

	Restaurants du coeur	1 200
	Secours catholique	1 700
	Secours populaire	700
	SOUS-TOTAL SOCIAL	**9 500**
PETITE ENFANCE-EDUCATIONN	AMAPL	200
	COPEL	500
	Le baobab	5 000
	SOUS-TOTAL PETITE ENFANCE – ÉDUCATION	**5 700**
CABINET	ACPG-CATM	350
	1547ème section de la SNEMM	320
	Amicale Saint Georges Lunel	500
	APEMA	750
	ATDM 34	320
	Club coeur et santé	400
	Comité d'entente des anciens combattants	320
	Conseil citoyen de Lunel	1 000
	Croix rouge française	400
	Dynamique Lunelloise	10 000
	Initiative Hérault est	500
	Jeunes sapeurs pompiers du lunellois	500
	Les jardins de la lune	1 000
	Les pescalunes	1 600
	ORAL	1 000
	Parenthèse Ré'créative	500
	Société des membres de la légion d'honneur	1 000
	Souvenir français	310
	UNC	320
	AVF	2 000
	La jeunesse lunelloise	500
	Pour le canal de lunel	500
	Trophée Pescalune Manu Péro	12 000
	Association des chasseurs et propriétaires lunel/villetelle	1 000
	Collectif des aficionados français	1 000
	SOUS-TOTAL CABINET	**38 090**
	AAPPMA La Pescalune	600
	ADAL	800

SPORT JEUNESSE	APA (Amicale des pêcheurs amateurs)	160
	Archers de Lunel	2 500
	AS Collège Ambrussum	350
	AS de collège Frédéric mistral	350
	ASPTT Lunel Omnisport	10 000
	Association des anciens élèves du lycée Victor Hugo	200
	Association handball lunel marsillargues	8 000
	Badminthon club lunelllois	1 500
	Basket pays de lunel	11 000
	Billard club lunellois	750
	Black Lions	1 000
	Cercle des nageurs de lunel	22 000
	Escrime pays de lunel	2 500
	Espérance bouliste lunel	500
	ESTP	1 500
	Gallia club lunel	61 000
	Judo club cheminots	3 000
	L'atlantide	1 000
	L'hippocampe	1 300
	La Vaillante	7 000
	le xv pescalune	500
	Les traceurs de lunel	500
	Lunel athlétisme	15 000
	Lunel bike	1 500
	Lunel pétanque	2 000
	Lunel roller et patinage artistique	3 000
	Lunel vélo passion	1 000
	MCSA Lunel sport adapté	500
	Pescagym	500
	Rugby olympique lunellois	61 000
	Sport en liberté	400
	Subquatique lunellois SCA	1 000
	Tennis club de lunel	8 500
	Tennis de table	850
	US Lunel	8 500
	Waimea triathlon club	1 500
	SOUS-TOTAL SPORT JEUNESSE	**243 260**

TOTAL	**296 550**

La dépense sera prélevée sur le budget 2022.

Il est précisé que les associations sont signataires de la charte du respect des valeurs de la République, de la laïcité et de la citoyenneté.

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer.

Mme RAZIGADE est étonnée suite à la lecture globale des sommes attribuées au secteur associatif cette année et comparativement à l'année dernière. Elle adresse des félicitations au vu des sommes allouées en faveur du tissu associatif local. En revanche, elle ne comprend pas l'arbitrage effectué quant à la manière de répartir cette enveloppe. Elle note que des associations ont bénéficié d'une augmentation significative l'an dernier et ont doublé cette année, avec un montant de base de 500 € sont passées à 1 000 €, 2 000 €. Elle n'a jamais vu que d'une année à une autre on puisse augmenter des subventions. De plus, globalement, elle est choquée quant à certaines baisses, notamment par rapport aux Restaurants du Coeur : moins 200 € ainsi que le Secours Catholique : moins 200 €. C'est scandaleux à l'époque actuelle, avec la faim, l'inflation, etc ! Elle s'est rendu à la salle Vauban et a constaté l'ampleur de la file d'attente devant le Secours Catholique. Comment osez-vous baisser ? Elle demande qu'a minima soit allouée la somme attribuée l'année dernière notamment pour les Restaurants du Coeur et le Secours Catholique. Elle a établi un comparatif. Il a été alloué aux Restaurants du Coeur 1 200 € en 2022 et cette année la ville attribue 1 000 € soit moins 200 €. Le Secours Catholique : 1 700 € l'an dernier, cette année 1 500 €, donc moins 200 €. C'est injuste, c'est une inégalité de traitement. Elle est d'accord pour que chacun bénéficie d'une augmentation. Le tissu associatif local est important. Mais en ce qui concerne ces deux associations humanitaires implantées localement depuis longtemps, pourquoi cette baisse ?

Mme THOMAS explique que les budgets sont constants d'une année sur l'autre. Ces associations étaient les plus fortement aidées jusqu'à présent notamment au plan national. Ces associations perçoivent tous les ans le même montant depuis très longtemps et cela empêche de prendre de nouvelles associations. On peut remarquer sur le volet social une nouvelle association qui s'appelle « Acteurs » relative à la reprise d'emploi des personnes éloignées. Si on ne diminue par certaines subventions de nouvelles associations ne pourront pas être intégrées. L'association Solidarité Ukraine 34 n'avait jamais bénéficié de subvention malgré le travail réalisé sur le terrain. Or, cette association mérite aussi une subvention.

Mme RAZIGADE ne comprend toujours pas. Mme THOMAS est insérée localement dans le milieu associatif, investie depuis longtemps. S'il est nécessaire de diminuer pourquoi augmenter d'autres associations ? Vous annoncez que certaines associations sont aidées au niveau national. Pour autant d'autres ont été augmentées malgré l'aide perçue. De plus, si par ailleurs des subventions leur sont attribuées elle estime que c'est bénéfique pour l'intérêt général et sont nombreuses à procéder ainsi. Mme THOMAS s'occupe de la Politique de la Ville, quel est le problème ? Par contre, elle ne l'a pas convaincue par rapport à l'ouverture à de nouvelles associations. Pourquoi l'une et pas l'autre ? Elle les a comptabilisé et sont au nombre de 4, pas 2. Pourtant certaines associations n'ont pas bougé d'un centime !

Mme THOMAS lui demande si elle a vu le montant des subventions et fait référence à une augmentation de 300 € à laquelle elle faisait allusion précédemment.

Mme RAZIGADE valide une augmentation de 300 € mais pas une diminution de 200 € !

Mme THOMAS explique qu'il y a une raison pour laquelle la subvention du MRAP a augmenté de

300 €. L'année dernière, le Département a diminué les subventions en général, ce qui a eu pour effet au niveau du MRAP de réduire les cours de FLE (français langue étrangère). Il a donc était décidé d'un commun accord d'augmenter légèrement cette association pour lui permettre de redonner le même nombre de cours qu'auparavant. Elle rappelle le montant total attribué aux associations relevant du secteur « Social » qui s'élève à 15 000 €.

Mme RAZIGADE insiste parce que la Politique de la Ville attribue également des aides mais ce n'est pas pour autant qu'on va baisser, on maintient ! C'est scandaleux ! Elle est plus que consternée ! Bravo !

Une discussion s'engage.

M. BARBATO : « Baisser les Restaurants du Coeur et arriver à le justifier chapeau ! C'est un grand tour de magie ! »
Sur le sport, il relève que des associations ayant des palmarès sportifs et brillent en national ou en régional ne sont pas suffisamment subventionnées. Elles se reconnaîtront. Certaines associations sont dotées de locaux modestes, ne sont pas assez aidées, il le répète tous les ans. Effectivement, il est nécessaire d'arbitrer et sans vouloir en retirer à d'autres associations, il souhaite que pour les années futures, réfléchir à une meilleure répartition qui prenne en compte les palmarès et la volonté de compétition car cela fait partie de l'état d'esprit du sport de vouloir briller en compétition. Malheureusement il fait référence au CNL parce qu'ils ne vont pas pouvoir nager, seulement on les enverra à la mer !

Mme RAZIGADE conclue que la majorité ou une bonne partie des élus sont en faveur de la diminution des subventions à certaines associations. Elle est étonnée par l'adoption de ce tableau sachant que certains sont conseillers d'administration, président...

Monsieur le Maire a entendu Mme RAZIGADE.

Mme LEMAIRE ajoute que Mme THOMAS a un discours qui s'entend. Mais à titre d'exemple, la Société des Membres de la Légion d'Honneur, et elle se tourne vers M. P. CHABERT car il fait partie du conseil d'administration, est taxée sur l'apprentissage d'actions, c'est peut-être davantage le rôle de la Chambre des Métiers de la Région, ainsi on éviterait d'augmenter la subvention de 500 € et peut-être dispatcher davantage sur le social.

M. P. CHABERT signale qu'il s'agissait d'une erreur l'année dernière, la convention prévoit 1 500 €.

Mme LEMAIRE indique que c'est par principe, peut-être faire une meilleure répartition.

Monsieur le Maire ne dit pas que c'est parfait. Il répète que nous travaillons sur un budget constant. Il rappelle que nombre de collectivités ont baissé leurs subventions à cause des problématiques de crise énergétique, etc. Nous avons fait un effort considérable pour maintenir, il entend les observations, mais il a été nécessaire d'arbitrer et cela a été fait comme les années précédentes.

M. C. CHABERT demande un vote par division sur cette délibération car son groupe vote **contre** le Planning Familial 34 et le MRAP Lunellois et **pour** le reste des délibérations.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'attribution des subventions ci-dessus indiquées sauf pour le le Planning familial 34 et le MRAP Lunellois, pour lesquelles le vote est le suivant : approbation à la majorité absolue des voix, 3 voix contre : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET.

M. C. CHABERT ne prend pas part au vote pour les associations suivantes :
- ATDM 34/Troupe de Marine,
- UNC,
- Amicale Philatélique,
dont il fait partie.

Mme AUTIER ayant un pouvoir pour Mme GIMENEZ ne prendra pas part au vote pour cette dernière pour l'association COPEL.

1.6 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU CLUB TAURIN GOYA

Rapporteur : M. DOMENECH.

Dans le cadre de son projet « Souvenir Patrick CASTRO », le Club Taurin GOYA organise en 2023 sa course de taureaux du lundi de Pentecôte.

Les traditions camarguaises occupent une place importante sur notre territoire.
La Ville de Lunel s'engage fortement pour la préservation et la transmission de cette identité culturelle.

Dans ce cadre, et afin de soutenir ce club dans son projet, il est proposé au Conseil de lui attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 1 000 €,

Il est précisé que conformément à la demande de la Ville, le Club Taurin Goya a signé la Charte du respect des valeurs de la République, de la laïcité et de la citoyenneté.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 1 000 € au club taurin Goya pour l'organisation de la course « Souvenir Patrick CASTRO » le lundi de Pentecôte.

2 – RESSOURCES HUMAINES

2-1 - RAPPORT ANNUEL 2022 SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Rapporteur : M. DALLE.

En application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les communes de plus de 20 000 habitants doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel « sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elles mènent sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation ».

La commune, par délibération du 19 juillet 2021, a prévu la mise en œuvre d'un plan d'actions qui s'articule autour de 4 axes et de 14 objectifs tels que définis ci-dessous :

AXE 1 - Promouvoir l'égalité au sein de la collectivité
- objectif 1-1 : Garantir l'égalité professionnelle à travers le recrutement et l'évolution de carrière
- objectif 1-2 : Prévenir et traiter les écarts de rémunération entre les agents
- objectif 1-3 : Favoriser l'articulation entre les activités professionnelles et la vie personnelle et familiale
- objectif 1-4 : Prévenir et traiter les discriminations, le harcèlement et les actes de violences

sexistes ou sexuels

AXE 2 – Éduquer à l'égalité dès le plus jeune âge

- objectif 2-1 : Anticiper l'installation de stéréotypes chez le jeune public
- objectif 2-2 : Sensibiliser la jeunesse

AXE 3 – Faire vivre l'égalité sur Lunel

- objectif 3-1 : Diffuser une culture de l'égalité
- objectif 3-2 : Garantir l'égalité à travers l'insertion professionnelle
- objectif 3-3 : Favoriser la mixité et promouvoir l'égalité à travers le sport
- objectif 3-4 : Prévenir et lutter contre les violences conjugales
- objectif 3-5 : Soutien à la parentalité et à l'émancipation

Ainsi, les politiques menées dans les différents services indiqués ci-dessous, permettent de répondre aux objectifs et de lutter contre les inégalités femmes-hommes.

Le présent rapport expose la gestion des ressources humaines de la collectivité (A), les politiques qu'elle mène sur son territoire (B) et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation (C).

A) La gestion des ressources humaines en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Au 31 décembre 2022, 473 agents sont employés par la collectivité dont 430 sur des postes permanents : 244 femmes et 186 hommes.

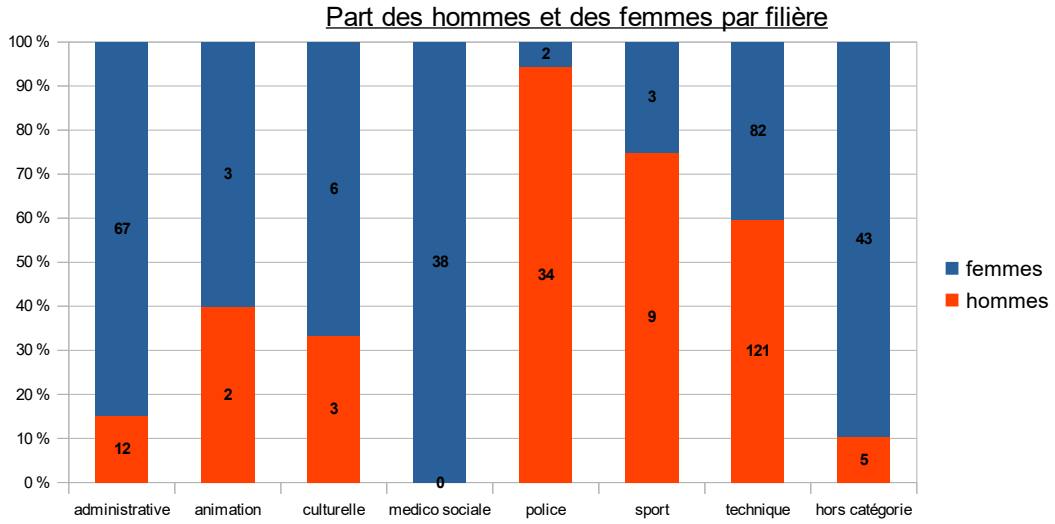
1. <u>les rémunérations et les parcours professionnels</u>

Les rémunérations sont établies sur la base du cadre d'emplois, grades et fonctions de chaque filière de la fonction publique territoriale.
Sur la période de janvier 2022 à décembre 2022, le salaire mensuel brut moyen des agents occupant un poste permanent est de 2878 € brut. Pour les hommes la moyenne est de 2354€ brut. Elle est de 1956 € brut pour les femmes. L'écart de rémunération est donc de 14,93 %. Cet écart s'explique en partie par le fait que les temps partiels et les temps non complets sont occupés exclusivement par des agents féminins.
Les déroulements de carrière dans la fonction publique territoriale sont définis par les statuts particuliers de chaque cadre d'emplois, sans distinction Femmes/Hommes. Sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2022, les avancements de grade concernent majoritairement les femmes.

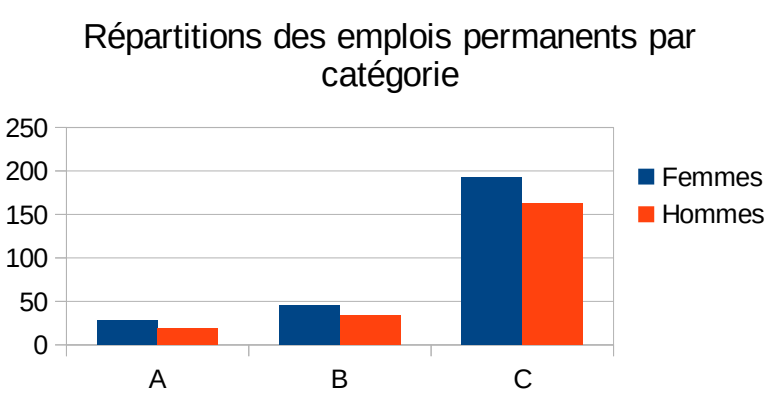
	Hommes	Femmes
Avancement de grade	10	16
Promotion interne	4	1

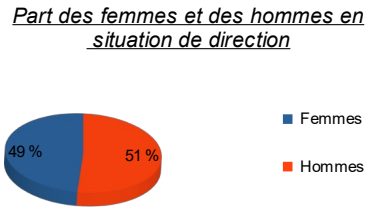
Les actions de recrutement sont menées dans un souci de stricte égalité entre les candidatures. Ainsi, les jurys ne s'attachent qu'à la recherche des qualités et compétences nécessaires au poste à pourvoir. Sur 57 recrutements, 29 ont concerné des hommes et 28 ont concerné des femmes.
Parmi les personnels remplaçants des agents momentanément absents, la proportion des femmes est très importante. En effet, ces recrutements concernent majoritairement des emplois de catégorie C, sur des postes qui nécessitent une continuité du service public dans les secteurs de l'enfance et de l'animation.

2. <u>la mixité dans les filières et les cadres d'emplois</u>

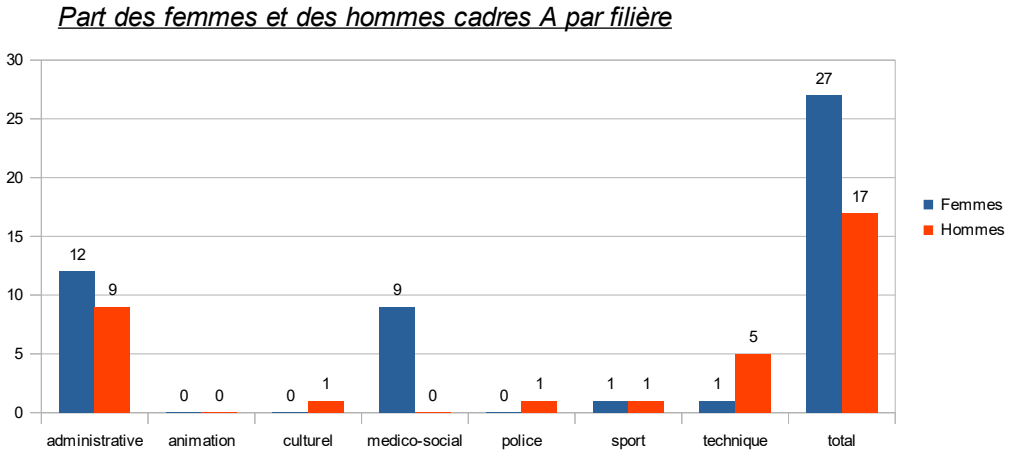


La filière police rassemble majoritairement des hommes, tandis que les filières administrative, culturelle, et médico-sociale sont les plus féminisées. Les autres filières sont plus équilibrées.
On notera un équilibre des emplois de directions et directions adjointes.





L'absence de femmes appartenant à la catégorie A dans les filières culturelle, technique et police peut être un premier élément d'explication. D'autant plus que la répartition hommes – femmes dans les catégories A et B est équilibrée.



3. la promotion de la parité dans le cadre des actions de formation

La politique de formation menée dans la collectivité concerne indifféremment les hommes et les femmes.
En 2022, 42 femmes et 27 hommes ont suivi une ou plusieurs actions de formation.

En comparaison :

- Sur les 9 premiers mois de l'année 2021, 62 femmes et 47 hommes ont suivi une ou plusieurs actions de formation.
- en 2020, 51 femmes et 102 hommes ont suivi une ou plusieurs actions de formation,
- en 2019, 179 femmes et 165 hommes,
- en 2018 : 155 femmes et 159 hommes,
- en 2017 : 171 femmes et 122 hommes.

Remarque : Compte tenu de la crise sanitaire, certaines formations n'ont pas eu lieu entre 2020 et 2022 et n'ont pas pu être reportées. Les chiffres de ces trois années ne sont donc pas représentatifs

4. l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle

Pour concilier vie professionnelle et vie familiale, les horaires des agents peuvent être aménagés en fonction des besoins du service et de la situation familiale. Ainsi, des autorisations de travail à temps partiel ont été accordées à 8 femmes.
Les autorisations d'absences liées à des événements familiaux et les aménagements d'horaires lors de la rentrée des classes des enfants jusqu'en 6ème bénéficient indifféremment aux hommes et aux femmes.
En 2022, une femme a bénéficié d'un congé parental d'éducation et 6 hommes d'un congé de paternité.
Actuellement, 7 femmes et 1 homme bénéficient d'une disponibilité.
Le régime indemnitaire des agents est maintenu pendant le congé maternité, paternité ou d'adoption, selon les règles en vigueur ainsi que pendant les autorisations d'absence pour garde d'enfant.

5. la prévention de toutes les violences faites aux agents sur leur lieu de travail et la lutte contre toute forme de harcèlement.

Dans le cadre de la gestion des Ressources Humaines, la Ville est attentive à toute forme de violences dont les agents pourraient être victimes.
Elle a, en particulier, développé un partenariat avec un cabinet d'avocat spécialisé en droit pénal afin de faciliter l'accès des agents à la défense de leurs intérêts devant les tribunaux, dans le cadre de la protection fonctionnelle. Les principaux concernés sont les agents de police municipale victimes de violence ou d'outrage dans l'exercice de leurs missions (en 2022, les six dossiers de demande de protection fonctionnelle ouverts concernent des agents de la police Municipale, du service culturel et du service technique).

La collectivité de Lunel a signé une convention d'adhésion à la mission d'appui et de soutien à la prévention des risques professionnels avec le Cdg 34.
Un dispositif de signalement va être mis en place avec pour objet de protéger, d'accompagner, de soutenir les agents qui pensent être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes

B) Les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

En ce qui concerne les marchés publics, le contrôle du respect des obligations en termes d'égalité Femmes – Hommes est réalisé en phase d'examen des candidatures lors de la mise en œuvre des procédures de consultation dans le domaine des marchés publics. En effet, en application de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique, sont notamment exclues des procédures de passation des marchés publics les personnes qui ont été condamnées pour des motifs liés à la discrimination (art. 225-1 du Code pénal) et pour le non respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (L. 1146-1 du Code du travail).

En ce qui concerne la Jeunesse :

- ✓ Lutte contre les stéréotypes sexistes en proposant les mêmes activités et séjours à thèmes variés aux filles et aux garçons,
- ✓ Traitement égalitaire des places filles et garçons, lors des inscriptions,
- ✓ Participation à l'action « Chantiers éducatifs perlés » en partenariat avec les acteurs locaux de l'insertion professionnelle : ouverture de deux plateaux techniques qui accueillent des jeunes en phase d'orientation professionnelle au service Pôle Espaces Publics et au service Jeunesse,
- ✓ Organisation de conférences et temps d'échanges, sur les différentes formes de harcèlement et comment les combattre,
- ✓ Accueil régulier de stagiaires filles et garçons sur filière administrative,
- ✓ Application de la parité à l'occasion de la mise en place du Conseil Municipal des Enfants composé de 16 jeunes conseillers municipaux maximum (8 filles et 8 garçons), soit une fille et un garçon conseillers municipaux par école. Sur les affiches et les livrets d'information de la campagne de communication, la mixité a été mise en avant avec une fille et un garçon en photo,
- ✓ Mise en place d'ateliers scientifiques dans le cadre des accueils municipaux de loisirs, pour favoriser la connaissance et l'approche scientifique, avec l'objectif de développer chez les filles, le choix des filières scientifiques dans leurs études.

En ce qui concerne la petite enfance :

- ✓ Lutte contre les stéréotypes sexistes dès le plus jeune âge en proposant les mêmes activités et les mêmes jeux aux filles et aux garçons et en adoptant une communication inclusive,
- ✓ Accompagnement des familles pour lutter contre les idées préconçues (ex : les pères qui n'acceptent pas que leur garçon joue avec des poupées),
- ✓ Priorité donnée aux parents seuls, femmes ou hommes, qui travaillent ou inscrits dans un parcours d'insertion.

En ce qui concerne le sport :

- ✓ Action en faveur de l'accès des femmes au parcours de santé des « petits pins » et à celui du complexe sportif Dassargues par l'amélioration du sentiment de sécurité des usagers en supprimant les zones anxiogènes par un entretien régulier des lieux et par la mise en place d'une présence plus soutenue du personnel municipal,
- ✓ La collectivité continue d'implanter des zones de street work out : petits pins,complexe Besson, complexe Ramadier. Ces nouveaux espaces mixtes en terme de pratique sportive accueillent de plus en plus de femmes qui viennent courir et utiliser les lieux pour effectuer des séances de renforcement musculaire.
- ✓ Amélioration de l'accès au sport du public féminin :
    - certains clubs sportifs accueillent quasi exclusivement des filles par la mise en place d'une structure adaptée : club de gymnastique locale « La Vaillante », club de roller dans le cadre de la section roller artistique, section danse du club « Espérance Jeunesse »,

- certaines activités sportives essentiellement pratiquées par les hommes intéressent de plus en plus un public féminin. C'est le cas du football (US Lunel) et de la boxe (Espérance Jeunesse). En ce qui concerne le rugby, le comité régional demande aux clubs de se développer au féminin. Ainsi, une nouvelle équipe U14/U15 a été créée au sein du ROL.

La collectivité pilote et/ou soutient l'ensemble des actions citées ci-dessus par le biais d'attribution de subventions ou la mise à disposition d'installations et de matériels qui contribuent à la réalisation de ces opérations.

En ce qui concerne la Politique de la Ville :
Dans le cadre des dispositifs contractuels de la politique de la ville, et en lien avec les différents partenaires, le service politique de la ville encourage et accompagne les associations à développer des projets en faveur de l'égalité Femmes/ Hommes.
En 2022, les actions soutenues et inscrites dans la thématique transversale égalité Femmes/ Hommes et en direction des habitants du périmètre prioritaire sont les suivantes :

- ✓ Actions de sensibilisation en direction des jeunes filles :
  - Action de l'association Rebonds ! en direction de filles de niveau élémentaire : initiation au rugby comme support éducatif et en vue de lutter contre les préjugés sur la pratique sportive féminine,
  - Ateliers de danse contemporaine en direction des jeunes filles et de leurs mères afin de leur offrir des espaces d'épanouissement personnelle
  - Ateliers d'expressions animés par l'association Seve et en direction des élèves de CM1 à la sixième pour aiguiser leurs sens critiques sur les questions d'identité, de stéréotypes de genre et de discriminations.
  - Théâtre forum organisé par l'association Boîte à Malice auprès du public adultes et jeunes sur des enjeux de société tels que l'égalité, les discriminations, les valeurs de la république pour sensibiliser et déconstruire les préjugés.
  - Action du Planning familial, principalement en direction de jeunes, visant à leur permettre de s'approprier les questions de vie affective, de santé sexuelle et d'égalité hommes / femmes ainsi que de connaître les lieux ressources.
- ✓ Actions d'insertion :
  - Action sur les freins périphériques à l'emploi liés à la vie familiale (garde d'enfants...) : accompagnement socioprofessionnel de parents souhaitant s'inscrire dans une démarche d'insertion (APIJE),
  - Lutte contre les exclusions, notamment celles qui touchent les femmes des quartiers prioritaires, en proposant une offre d'insertion dans le cadre d'un chantier d'insertion composé en grande majorité de femmes (Régie d'emplois et de services du Pays de Lunel).
- ✓ Poursuite de la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et de l'aide aux victimes à travers :
  - la pérennisation du poste de travailleur social mis à disposition par le Département auprès de la Gendarmerie,
  - le maintien de la permanence d'accueil spécialisé violences conjugales (CIDFF 34),
  - le maintien de la permanence de prise en charge psychosociale des auteurs de violences conjugales (Via Voltaire),
  - le maintien de la permanence d'écoute et de soutien pour les enfants exposés aux violences intrafamiliales et leurs parents (EPE 34),
  - le maintien de la permanence d'aide aux victimes d'infractions pénales (France Victimes 34- ex ADIAV),
  - la poursuite de l'animation du réseau de professionnels dédié à la lutte contre les violences conjugales (CIDFF 34).

- ✓ Soutien aux parents dans leur rôle éducatif : sensibilisations, temps d'échange, de mise en commun d'expériences et de réflexion, élaboration d'actions avec les parents, EPE 34, Femmes et partages, ...,

En ce qui concerne la direction solidarités

Service social – CCAS :

✓ Orientation vers l' aide logistique et humaine à la Maison de la Justice et du Droit de Lunel,

✓ Permanences au CCAS du Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) dont la mission principale est de développer l'égalité entre les hommes et les femmes mais aussi l'accès aux droits, la lutte contre les violences conjugales et sexistes, le soutien à la parentalité, l'accès à l'emploi et la formation,

✓ Permanences au CCAS « Écrivain public », une professionnelle de l'écrit aide les usagers pour la rédaction de courriers, CV, lettres de motivation et dans leurs démarches dématérialisées,

✓ Participation à l'animation et à la coordination des actions de lutte contre les violences

aux femmes au travers d'un réseau interprofessionnel dédié aux violences conjugales,

✓ Mise à disposition de logements d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales dans le cadre des protocoles de prévention et de lutte contre les violences, mis en place sur le territoire en partenariat avec le CIAS.

Centre socio-culturel Maison Jean-Jacques Rousseau :

✓ Diverses activités et sorties touchant principalement un public féminin et permettant aux participantes de sortir de l'isolement et/ou de la sphère familiale (visée émancipatrice),

✓ Soutien aux parents dans leur rôle éducatif : sensibilisations, temps d'échange, de mise en commun d'expériences et de réflexion, élaboration d'actions avec les parents en lien avec les partenaires du territoire.

Foyer des retraités :

Diverses activités, animations et sorties accessibles aux hommes et aux femmes, dont l'objectif est de lutter contre l'isolement et l'exclusion des seniors.

C) Orientations pluriannuelles et programmes de nature à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a instauré une obligation pour les collectivités territoriales de plus de 20 000 habitants d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel afin d'assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ce plan doit comporter des mesures visant à :

- Évaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes
- Garantir l'égal accès des femmes et des hommes à la fonction publique et en matière d'avancement
- Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale
- Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel
- ainsi que les agissements sexistes

Il est demandé au Conseil de prendre acte de la présentation du rapport annuel 2022 sur la

situation en matière d'égalité femmes-hommes.

M. C. CHABERT demande des précisions page 39 : « La collectivité continue d'implanter des zones de street work out ». Pouvez-vous traduire s'il vous plaît ?

M. GRASSET explique qu'il s'agit d'équipements sportifs sur des sites pour s'étirer, faire de la musculation.

Mme RAZIGADE émet une remarque : En termes de gestion des ressources humaines en matière d'égalité hommes/femmes, en 2021 il y avait 431 agents et en 2022 : 473, donc une différence de 42. C'est une explosion !

Monsieur le Maire explique que le chiffre correspond à une date précise, il y a de nombreux CDD, l'effectif des titulaires de la collectivité n'a pas évolué. Simplement, à un moment donné, compte tenu des absences, des maladies, nous sommes obligés d'établir des contrats et cela vient gonfler les chiffres sur des photographies momentanées. En l'occurrence nous aurions pu inscrire d'autres chiffres. C'est la réalité du moment mais pas la réalité de l'effectif général de la collectivité.

Mme RAZIGADE note que le rapport est faux.

M. DALLE précise qu'il correspond à l'instant t.

M. C. CHABERT fait remarquer que c'est un rapport égalité femmes-hommes, or il s'aperçoit que par filière ce sont les femmes qui dominent, donc il faudra rééquilibrer les choses.

M. DALLE souligne que c'est sensiblement la même chose qu'en 2021 mais effectivement il y a une augmentation des femmes employées par rapport au nombre d'hommes.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport annuel 2022 sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes.

3 – TECHNIQUES ET TRAVAUX

3.1 - CANAL DE LUNEL RD61 – CONVENTION D'ENTRETIEN DE LA VOIE VERTE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

Rapporteur : Mme GOUGEON.

Annexe : convention d'entretien de la voie verte RD61 + plans.

Dans le cadre des travaux de mise à 2x2 voies de la RD61, le Département de l'Hérault a effectué, au titre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage, les travaux de réhabilitation du chemin de halage du canal de Lunel afin d'assurer le cheminement des modes de déplacement doux sur un linéaire d'environ 9km. Ce cheminement cyclable, s'étend sur 4,6 km environ (entre le chemin de la Terre d'Oc (côté Lunel) et la station de pompage Nord dont l'usage est réglementé et réservé aux piétons et vélos.
Pour rappel, les travaux ont été financés intégralement par le département.

La présente convention a pour objet de déterminer les obligations mises à la charge des différentes parties en matière d'entretien et de responsabilité des dépendances de la voie.
Dans le cadre de son pouvoir de police, la commune de Lunel veillera au maintien de la circulation pour les usagers des modes doux le long de l'itinéraire, notamment au droit des zones bâties, sur la parcelle dont elle est propriétaire.

Il convient donc de passer une convention d’entretien de la voie verte RD61 avec le Département de l’Hérault, qui définit les modalités administratives, techniques et financières de chacune des parties concernant l’entretien de la voie verte, le long du canal de Lunel conformément au projet ci-joint.

La convention prendra effet à la date de sa signature pour une durée de 30 années.

Il est donc proposé au Conseil :
D'APPROUVER la Convention d’entretien de la voie verte le long du canal de Lunel à passer avec le Département de l'Hérault,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout document relatif à cette affaire.
Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Convention d'entretien
Cheminement doux le long du canal de Lunel
Communes de Marsillargues et de Lunel

Entre les soussignés :

Le Département de l'Hérault, représenté par Monsieur Kléber Mesquida, Président du conseil départemental de l'Hérault, dûment habilité par la délibération n°……en date du……..

ci-après dénommé **le Département**

D'une part,

Et

La commune de Lunel, représentée par son Maire, Monsieur Pierre Soujol, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal en date du ……

ci-après dénommée **la Commune de Lunel**

D'autre part,

Et

La commune de Marsillargues, représentée par son Maire, Monsieur Patrice Speziale, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal en date du ……

ci-après dénommée **la Commune de Marsillargues**

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre des travaux de mise à 2x2 voies de la RD 61, le Département a effectué, au titre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage (convention en date du 01/07/2020), les travaux de réhabilitation du chemin de halage du canal de Lunel afin d'assurer le cheminement des modes de déplacement doux sur un linéaire d'environ 9 km. Ce cheminement cyclable, qui s'étend depuis le stade de Lunel (complexe Colette Besson) jusqu'au pont du Lièvre, est découpé en deux sections :

- Une section de voie partagée sur 4,4 km environ permettant d'assurer également la desserte des cabanes de Marsillargues et de Lunel,
- Une section de voie verte sur 4,6 km environ (entre le chemin de la Terre d'Oc (côté Lunel) et la station de pompage Nord) dont l'usage est réglementé et réservé aux piétons et vélos.

Ces travaux ont été financés intégralement par le Département.

Le tracé de cette voie cyclable se situe sur les territoires des communes de Lunel et de Marsillargues.
Les parties souhaitent déterminer les obligations mises à la charge des communes de Marsillargues et de Lunel, ainsi qu'au Département en matière d'entretien des dépendances de la voie.

Ceci exposé il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les obligations mises à la charge des différentes parties en matière d'entretien et de responsabilité des dépendances de la voie.

Article 2 – Localisation des dépendances

Les dépendances se situent sur le chemin de halage du canal de Lunel sur un linéaire d'environ 9 km, tel qu'il figure sur le plan en annexe de la présente convention.

Article 3 – Obligations contractuelles des communes de Marsillargues et de Lunel

Les communes de Marsillargues et de Lunel prendront en charge l'entretien du chemin de halage faisant fonction de voie partagée ainsi que ses dépendances sur leurs territoires respectifs. Cette voie assure la desserte des cabanes sur 4.4km (cf. annexe).
Les dépendances de la voie concernent :

- la voie proprement dite, son revêtement en GNT et ses accotements,
- la signalisation verticale de police.

Dans le cadre de leurs pouvoirs de police, les communes de Marsillargues et de Lunel veilleront au maintien de la circulation pour les usagers des modes doux le long de l'itinéraire, notamment au droit des zones bâties, sur les parcelles dont elles sont chacune propriétaires.
Ainsi, les communes de Marsillargues et de Lunel restent responsables de la réglementation relative au stationnement aux abords de la voie partagée sur les parcelles dont elles sont chacune propriétaires.

Hormis les obligations du Département précisées à l'article 4, les communes de Marsillargues et de Lunel prendront en charge le ramassage des déchets courants sur la voie verte ainsi que la collecte des poubelles qu'elles se réserveront le droit d'installer sur les parcelles dont elles sont chacune propriétaires.

Article 4 – Obligations contractuelles du Département

Le Département prendra en charge l'entretien des dépendances de la section de voie verte sur 4,6 km environ (cf. annexe) dont l'usage est réglementé et réservé aux piétons et aux vélos, à savoir :

- la voie, son revêtement en sable stabilisé et les accotements,
- le mobilier urbain implanté,
- la signalisation verticale directionnelle,
- la signalisation verticale de police,
- les équipements dont les dispositifs anti-intrusion,
- le fauchage des abords de la voie.

Article 5 – Durée

La présente convention est établie pour une durée de TRENTE ANS (30 années) qui commencera à courir à la date de sa signature. Elle sera renouvelable sur demande expresse des représentants des deux communes.

Article 6 – Attribution de responsabilité

Les communes de Marsillargues et de Lunel acceptent la responsabilité de tous les dommages causés aux biens ou aux personnes du fait de l'existence des dépendances de la voie, définies à l'article 3, de telle sorte que la responsabilité du Département ne puisse en aucun cas être recherchée.

Les communes de Marsillargues et de Lunel s'engagent, en outre, à réparer ou remplacer en cas de besoin et à ses frais, les réalisations énumérées à l'article 3.

Le Département accepte la responsabilité de tous les dommages causés aux biens ou aux personnes du fait de l'existence des dépendances de la voie, définies à l'article 4, de telle sorte que la responsabilité des communes de Marsillargues et de Lunel ne puisse en aucun cas être recherchée.

Le Département s'engage, en outre, à réparer ou remplacer en cas de besoin et à ses frais, les réalisations énumérées à l'article 4.

Article 7 – Obligation des parties envers leurs contractants

Les parties s'engagent à rappeler aux entreprises chargées de l'exécution des travaux ainsi qu'à tout occupant du domaine public ou sur les parcelles dont chacune est propriétaire (concessionnaire, fermier, permissionnaire, etc.) les obligations et responsabilités auxquelles elles sont tenues dans le cadre de la présente convention.

Article 8 - Assurances

Les parties déclarent être dûment assurées au titre de leur responsabilité civile respective à l'égard des dommages pouvant être causés aux usagers de la voie et aux tiers du fait des biens désignés à l'article 4.

Article 9 – Prise d'effet

La présente convention prendra effet à la date de sa signature.

Article 10 – Élection de domicile et litiges

Pour l'exécution des présentes et de ses suites, chaque partie fait élection de domicile en son siège respectif.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

Article 11 – Annexe à la convention

La présente convention comporte en annexe le plan de localisation de la voie.

Fait à Montpellier, le …….
(en trois exemplaires originaux)

Pour le Département de l'Hérault,
Le Président du conseil départemental

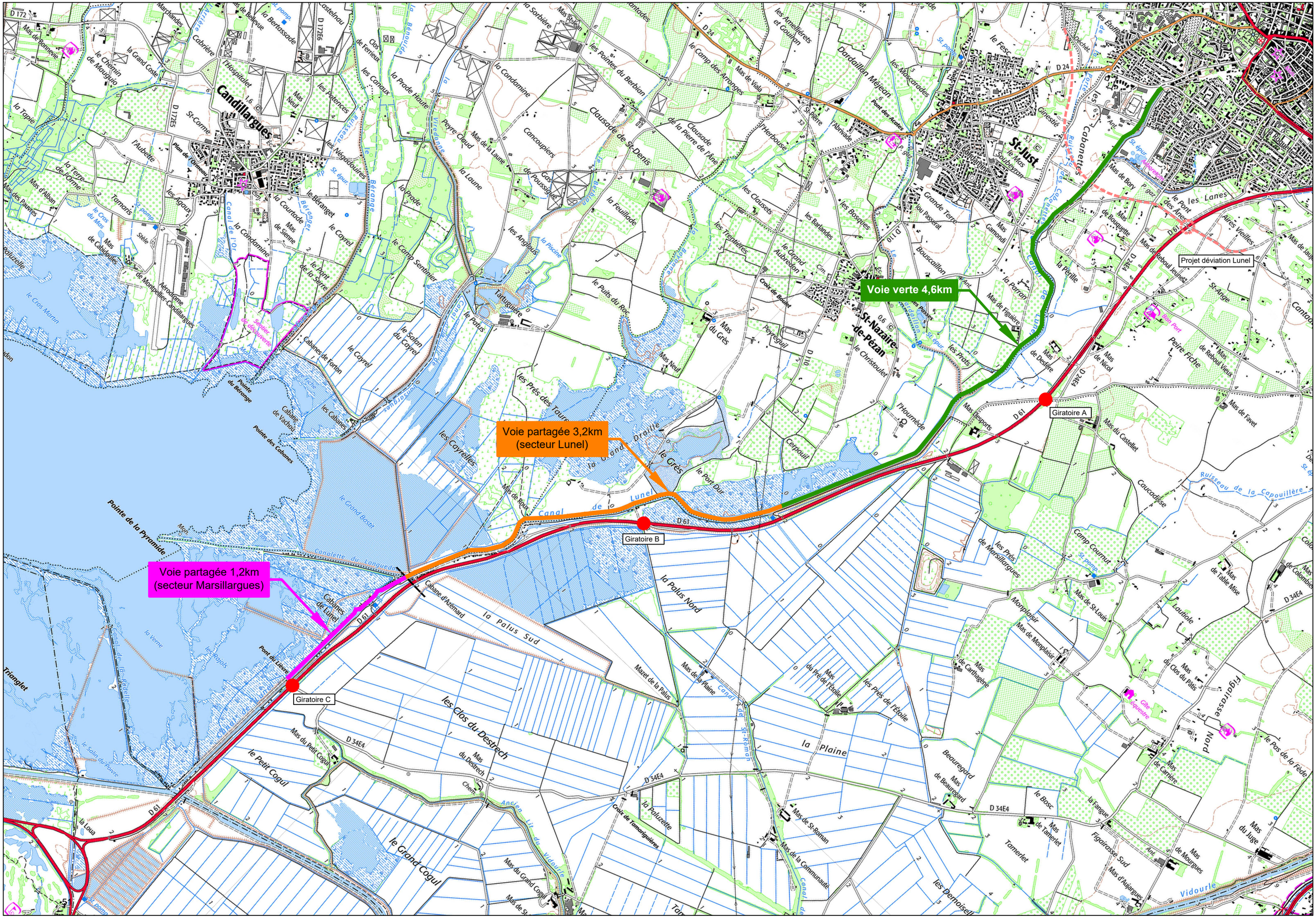
Kléber Mesquida

Pour la commune de Lunel,
Le Maire

Pierre Soujol

Pour la commune de Marsillargues,
Le Maire

Patrice Speziale


Voie verte 4,6km
Voie partagée 3,2km
(secteur Lunel)
Voie partagée 1,2km
(secteur Marsillargues)
Projet déviation Lunel
Giratoire A
Giratoire B
Giratoire C
Candillargues
St-Just
St-Nazaire-de-Pézan
Canal de Lunel
Canal de la Radelle
Canal de Lansargues
Pointe de la Pyramide
Pointe du Béranger
Pointe des Cabanes
Cros Martin
Grand Bassin
Vidourle
la Palus Nord
la Palus Sud
la Plaine
les Clos du Destrech
le Petit Coguil
le Grand Coguil
Figairasse Nord
Figairasse Sud
Peire Fiche
Caucadisse
Camp Courmut
Monplaisir
Laudiole
Trianglet
Cabanes de Lunel
Cabanes de Forton
Cabanes de Vacho
Mas de Reboul Jeunet
Mas de Reboul Vieux
Mas de Nicol
Mas de Favet
Mas de Tamerlet
Mas du Juge
Mas de Table Mise
Mas de St-Louis
Mas de Carthagène
Mas de Monplaisir
Mas de Carrière
Mas de Beauregard
Mas de St-Roman
Mas de la Communauté
Mas du Destrech
Mas du Petit Coguil
Mas du Grand Coguil
Mas de la Plaine
Mas du Pré de l'Étoile
Mas du Grès
Mas de Figuière
Mas de Desfère
Mas de Bory
Mas de Bouquette
Mas Camond
Mas de Jaulx
Mas de Mourgues
Mas d'Aujargues
Mas de Colombier
Mas du Castellet
Mas de Bonnevie
Mas de Cabiglioules
Mas d'Alban
Mas des Pauvres
Mas de Montpellier-Candillargues
Aérodrome
Stèle
Tamaris
Tatuguière
Ruisseau de la Capouillère
Ruisseau de Cadoule
Ruisseau de Lansargues
Ruisseau de Rieucoulon
Ruisseau de la Bérange
Ruisseau de la Viorne
Ruisseau de la Piscine
Ruisseau de la Bouroude
Ruisseau de la Cadoule
Ruisseau de la Cabanette
Ruisseau de la Cabanette
Ruisseau de la Cabanette

B. Pièces servant de base au marché

Pièce B.3.1.2
Echelle : 1/1000

B.3.1 - Dossier de plans

B.3.1.2 - Plan général - Planche 4

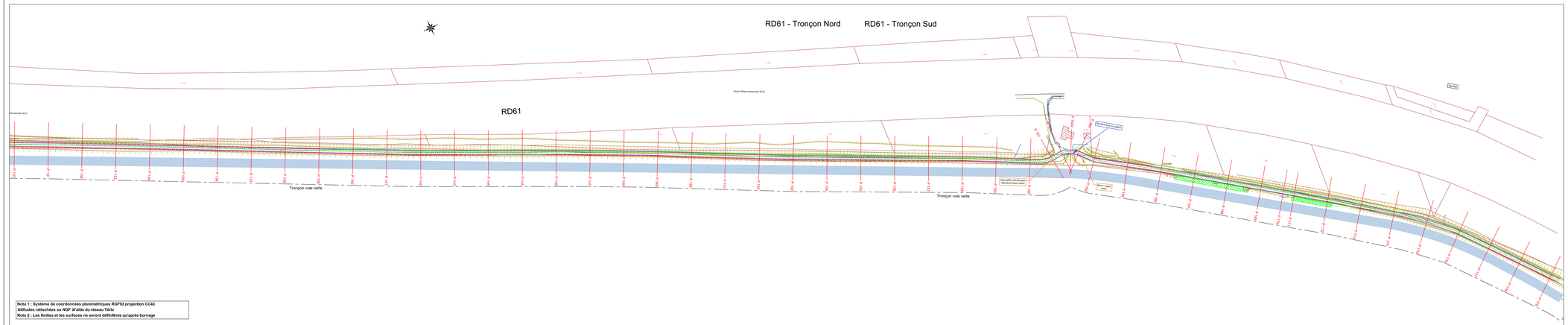
RD 61
Aménagement de l'itinéraire entre Lunel et la Grande Motte

Aménagement d'un cheminement doux le long du canal de Lunel

Relevé clôtures du 29/10/20

Septembre 2019
N° d'opération : 802012
Chargé d'opération : F. Arrachart
Concepteurs : SITITUDES - SAM Ingénierie
EO Architecture - EGSA - ARCADI

DGA-AT
Pôle Routes et Mobilité
Direction Territoriale Hérault-Gard
Service Grands Travaux
1077 avenue des Moulins
34087 MONTPELLIER CEDEX 4



Plan travail EP.dwg

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la convention d'entretien de la voie verte le long du canal de Lunel à passer avec le Département de l'Hérault et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

4 – COMMANDE PUBLIQUE ET ASSURANCES

4.1 - MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DANS LE CADRE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU CENTRE-VILLE ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC

Rapporteur : Mme GOUGEON.

Le projet de renouvellement urbain de la Ville nécessite en tant que projet global et transversal d'interagir avec de multiples acteurs publics, privés et institutionnels dans le cadre d'actions variées.

Les différents volets du projet concernent aussi bien des opérations de travaux de requalification, que des opérations de remembrement commercial ou de recyclage de l'habitat ancien.

Au regard de la nécessité d'assurer une coordination efficace du projet de renouvellement urbain, dans une logique de suivi efficace des différentes temporalités et technicités mises en œuvre, un premier marché public pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage avait été conclu avec la société **DYN'AMO CONSEIL** en 2021.

Le projet de renouvellement urbain est pleinement entré dans une phase opérationnelle, amenée à se poursuivre dans les années à venir selon un rythme soutenu.

Ainsi, la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet de renouvellement urbain du centre-ville a fait l'objet d'une nouvelle mise en concurrence selon une procédure d'appel d'offres ouvert.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande comportant un montant maximum de 270 000 € HT exécutable pour une durée de **48 mois** à compter de la date de notification du marché.

Les prix unitaires des prestations susceptibles d'être commandées au titulaire concernent aussi bien le cadre partenarial du projet, que l'accompagnement sur les volets financiers, fonciers, de la communication, ou encore en matière de travaux et d'aménagements en lien avec les différentes planifications à établir et à suivre et à piloter.

La Commission d'Ouverture des Plis s'est réunie le **14 mars 2023**
La Commission d'Appel d'Offres réunie le **21 mars 2023**, au vu du rapport d'analyse, et après en avoir délibéré, a décidé d'attribuer l'accord-cadre à bons de commande relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet de renouvellement urbain du centre-ville à la société **DYN'AMO CONSEIL** pour un montant maximum de **270 000 € HT.**

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'ADOPTER le marché à passer avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres ;
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit marché et à conduire cette affaire jusqu'à son terme

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Mme LEMAIRE demande au vu de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage conclue en 2021 avec la société Dyn'amo et tenant compte que le PRU est entré dans sa phase opérationnelle,

pourrait-on demander un bilan des opérations en cours ? Par ailleurs, l'État a-t-il déjà versé des subventions.

Mme MICHEL n'a pas le détail mais nous pourrions effectivement communiquer un bilan des opérations. En effet les subventions dans le cadre du NPNRU sont actées dès l'engagement avec l'ouverture des lignes financières, c'est le cas notamment pour l'ingénierie ainsi que de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, pour les études également, pour le volet opérationnel et certains projets qui ont été enclenchés.

Mme LEMAIRE s'adresse à M. CRÉCHET. Pour un meilleur suivi qu'un accord-cadre à bons de commande, ne pourrait-on pas passer un APCP qui est une autorisation de programme de crédits courants ? C'est un nouvel outil assez séduisant dont les collectivités petites et moyennes s'emparent. C'est une technique budgétaire au service d'un programme annuel d'investissement qui permet d'équilibrer par rapport à la réalité du terrain, aux opérations, cela échelonne les crédits de paiement sur plusieurs années et correspond à l'autorisation de programmation et ne mobilise pas forcément de l'emprunt.

M. CRÉCHET est tout à fait partisan de passer des APCP. D'ailleurs à partir de l'exercice prochain c'est prévu dans le cadre de la réforme et de l'environnement comptable M57. Sauf que dans ce cas de figure ce n'est pas possible, la budgétisation en APCP vaut pour les opérations d'investissement. Ici nous sommes sur des crédits de fonctionnement.

Mme LEMAIRE note que cela signifie que les opérations en cours relèvent du fonctionnement.

M. CRÉCHET répond par la négative. L'assistance à la maîtrise d'ouvrage en l'occurrence c'est du fonctionnement même si cela permet de préparer des opérations d'investissement. En l'occurrence nous ne sommes pas sur une opération d'investissement qui permettrait d'utiliser la technique des APCP.

Mme LEMAIRE souligne que dans ce PRU global pour bien visionner le coût des opérations et ne pas se laisser déborder ce serait un moyen plus simple et permettrait de suivre plus correctement. Elle a posé la question sur la décision municipale précédemment mais M. CRÉCHET indique que ce n'est pas envisageable.

Mme MICHEL indique que nous sommes dans le cadre de l'assistance à maîtrise d'ouvrage. Nous avons basculé sur des affaires avec des myriades d'opérations qui se superposent, toutes complexes avec des montages difficiles. Par contre, pour vous rassurer, toutes ces opérations seront encadrées, nos conventions NPNRU, nos convention ACV/ORT, Bourg centre, nous engagent à avoir ce suivi très fin à la ligne et nous permettent justement de demander des subventions lorsque c'est nécessaire notamment pour des missions qui nous permettent d'être exhaustifs sur ces opérations. Elle souligne que 50 % des missions d'ingénierie sont prises en charge dans le cadre des conventions NPNRU. 270 000 €, c'est le montant maximum du marché à bons de commande et on sollicite l'AMO lorsque c'est nécessaire pour des missions très particulières de rédaction de cahier des charges, d'analyses de documents et ces missions sont subventionnées à 50 % par l'ANRU.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : Mme RAZIGADE, M. BARBATO plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme LEMAIRE, M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, adopte le marché à passer avec la société Dyn'Amo Conseil pour la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet de renouvellement urbain du centre-ville et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit marché.

4.2 - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION, L'EXPLOITATION DU MARCHÉ AUX PUCES, DES BROCANTEURS ET DES BOUQUINISTES
AVENANT N°2

Rapporteur : M. SBAAÏ.

Annexe : Avenant n°2 au contrat de délégation de service public du marché aux puces, brocanteurs et bouquinistes

Par délibération en date du 2 février 2022, le conseil municipal a autorisé la signature de la délégation de service public du marché aux puces, brocanteurs et bouquinistes avec la société RCM pour les années 2022 à 2024.

Au titre de l'article 3 de la convention de délégation de service public, la Ville met à disposition du délégataire une superficie de 5 875 m² d'un seul tenant sur l'Esplanade Roger Damour, au pied des Arènes, ainsi que les Allées Baroncelli.

Le marché aux puces offre aux habitants de Lunel et des villes avoisinantes, une prestation marchande diversifiée et complémentaire aux commerces du centre ancien. Ainsi le samedi matin, ce marché connaît un public et une clientèle assidus.

Aussi, pour entretenir et assurer cette fréquentation, la Ville a la volonté de déplacer la tenue de ce marché aux puces de l'Esplanade Roger Damour au parking des Abrivados.
En effet, l'Esplanade étant fréquemment mobilisée par des événementiels, le marché aux puces est aujourd'hui contraint d'être régulièrement annulé.
De plus, l'implantation du marché sur une partie du parking Abrivados apportera une plus grande accessibilité aux commerçants et une poche de stationnement plus importante aux usagers.

En accord avec le délégataire, ce déplacement peut être mis en œuvre à compter du samedi 6 mai 2023.

Par ailleurs, il est prévu une mise à disposition du délégataire de barrières toulousaines pour la durée de la délégation de service public. Cette mise à disposition sera conditionnée par la remise d'une caution à la Ville, correspondant à la valeur d'acquisition des barrières.

Afin d'acter les modifications précitées, il est proposé la passation d'un avenant n°2 comprenant le nouveau plan d'implantation qui viendra se substituer aux annexes 1 et 2 du contrat initialement signé.

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'APPROUVER la passation de l'avenant n°2 susvisé avec le délégataire de service public,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

lunel
VILLE DE LUNEL

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC **EXE10**

AVENANT N°2

A - Identification de l'autorité concédante

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

VILLE DE LUNEL
240 Avenue Victor Hugo
CS 30403
34403 Lunel cedex

Monsieur le Maire, Pierre SOUJOL

B - Identification du délégataire

RCM

97 chemin de la Grande Liquine

34400 Lunel

Madame Estelle Faucher, gérante

Immatriculation RCS : 390 189 496

C - Objet de la délégation de service public

- Objet de la délégation de service public

Délégation de service public pour la gestion, l'exploitation du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes de Lunel

- Durée d'exécution de la délégation de service public : de la date de notification le 8 février 2022 jusqu'au 31 décembre 2024

D - Objet de l'avenant

Par délibération en date du 2 février 2022, le conseil municipal a autorisé la signature de la délégation de service public du marché aux puces, brocanteurs et bouquinistes avec la société RCM pour les années 2022 à 2024.

Au titre de l'article 3 de la convention de délégation de service public, la Ville met à disposition du délégataire une superficie de 5 875 m² d'un seul tenant sur l'Esplanade Roger Damour, au pied des Arènes, ainsi que les Allées Baroncelli.

Le marché aux puces offre aux habitants de Lunel et des villes avoisinantes, une prestation marchande diversifiée et complémentaire aux commerces du centre ancien. Ainsi le samedi matin, ce marché connaît un public et une clientèle assidus.

Aussi, pour entretenir et assurer cette fréquentation, la Ville a la volonté de déplacer la tenue de ce marché aux puces de l'Esplanade Roger Damour au parking des Abrivados.
En effet, l'esplanade étant fréquemment mobilisée par des événementiels, le marché aux puces est aujourd'hui contraint d'être régulièrement annulé.
De plus, l'implantation du marché sur une partie du parking Abrivados apportera une plus grande accessibilité aux commerçants et une poche de stationnement plus importante aux usagers.

En accord avec le délégataire, ce déplacement peut être mis en œuvre à compter du samedi 6 mai 2023.

Par ailleurs, il est prévu une mise à disposition du délégataire de barrières toulousaines pour la durée de la délégation de service public. Cette mise à disposition est conditionnée par la remise d'une caution à la Ville, correspondant à la valeur d'acquisition des barrières. Si le nombre de barrières restituées à la Ville est inférieur aux quantités prêtées, et en cas de dégradations, les montants de remplacements et de réparation seront prélevés sur la caution constituée. Le stockage et l'entretien des matériels prêtés relèvent de la responsabilité du délégataire pendant toute la durée de la mise à disposition.

Afin d'acter les modifications précitées, il est proposé la passation d'un avenant n°2 comprenant le nouveau plan d'implantation qui viendra se substituer aux annexes 1 et 2 du contrat initialement signé.

Avenue
des
Rue
Plan de
l'Estrambord
BA
6804.3 m²
367
103
104
105
107
80
81
82
301
302
305
331
366
318
191
192
190
189
188
187
212
186
144
145
142
141
140
143
139
138
146

E - Signature du délégataire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'autorité délégante

A : …… , le ……

Signature

Pierre SOUJOL

Maire de Lunel

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le délégataire)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le délégataire.)

Mme LEMAIRE a une question plutôt politique, elle fait référence au marché du jeudi et du dimanche. Elle n'arrive pas à suivre depuis l'enquête publique, le résultat attendu et dont on a pu voir la réponse dans le Lunel Info. Tous les jeudis et dimanches la situation se dégrade et le nombre d'ambulants diminue sur le plateau et pas forcément de qualité. Brusquement on voit l'aparition d'étals alimentaires et on se dit que c'est reparti. On s'y rend un dimanche et on constate une certaine activité, cela fait plaisir mais le jeudi suivant à nouveau plus rien ! Quelle est la volonté ? C'est d'installer des étals alimentaires et d'abandonner le plateau pour les retrouver sur le cours Gabriel-Péri et peut-être place des Caladons ? Se dire qu'on abandonne le plateau en sachant que des travaux seront réalisés d'octobre à juin 2024 ? Que fait-on de ces marchands non sédentaires ? Elle met en garde et rappelle le quai Voltaire, avant la pandémie, lorsqu'ils ont été implantés sur cette voie, ce n'est pas évident pour les riverains. Elle demande des explications claires. Elle indique que M. SBAAÏ est extrêmement au fait de ce sujet. Elle n'a jamais vu un marché pareil ! Elle rappelle à M. SBAAÏ qu'ils font le marché depuis qu'ils ont 9 ans ! Elle passe une heure sur les marchés, il n'y a personne, c'est vide, c'est à pleurer le marché du dimanche ! Le groupe d'oppostion avait écrit une tribune sur le Lunel Info. C'est important le marché du dimanche, c'est une vitrine. Peut-on avoir des explications sur cette politique menée, comment cela va s'articuler ? Quant à l'approche envers les marchands non sédentaires n'est-on pas devenus un trop sévères ? Où est le problème ?

M. SBAAÏ estime qu'il est compliqué de répondre à ces questions. Le marché alimentaire, les marchés du jeudi et du dimanche ce n'est pas le sujet de ce conseil municipal. On peut en discuter, notre volonté est de faire redémarrer ce marché.

Mme LEMAIRE est obligée de lui poser la question pour obtenir une réponse. Elle a saisi, il s'agit des bouquinistes, des puces, ce n'est pas un souci.

M. SBAAÏ indique qu'un constat a été établi, de nombreux commerçants ont déserté le marché lors des travaux des arènes et sont partis sur d'autres marchés. Aujourd'hui, le marché est nettement modifié. La volonté de la mairie est d'installer quelques commerçants alimentaires supplémentaires pour redynamiser, recréer une vie sur ce marché. Nous travaillons sur un projet de déplacement de marché, nous y reviendrons lorsque nous aurons avancé. Actuellement nous n'en sommes qu'aux prémices. Notre volonté est de faire redémarrer les marchés et nous ne sommes pas le seul marché à perdre en qualité.

Mme LEMAIRE fait remarquer que les marchés du littoral comme ceux du Grau-du-Roi et Sommières fonctionnent, le littoral a une offre plus large.

M. SBAAÏ souligne que l'alimentaire sur les marchés plaît à la clientèle, c'est un élément moteur, c'est donc notre volonté.

Mme LEMAIRE souligne que nous avions auparavant de l'affluence sans avoir forcément des étals alimentaires.

Monsieur le Maire pense que la qualité du marché s'est dégradée depuis de nombreuses années.

Mme LEMAIRE s'y rend assidûment.

Monsieur le Maire relève une baisse, il faut essayer de le remonter en termes de qualité. Aujourd'hui, l'attraction passe par le marché alimentaire. Le constat étant que la qualité n'est pas au rendez-vous. L'idée est de trouver un moyen de le redynamiser et le marché alimentaire fait partie de ces moyens.

Mme LEMAIRE s'interroge parce que cela fait maintenant 3 ans, et malgré une forte volonté politique pour imposer le projet, depuis l'enquête publique rien ne vient, c'est hyper long !

M. SBAAÏ indique qu'il faut trouver des commerçants alimentaires qui quittent un marché pour venir sur un nouveau marché, c'est risqué et très compliqué pour eux et il remercie aujourd'hui les commerçants qui sont venus, il faut faire du lobbying pour inciter les commerçants. Nous allons le faire évoluer mais il faut nous laisser encore un peu de temps.

Mme LEMAIRE s'interroge si le fait de modifier le nombre d'absences au niveau du règlement n'est pas un peu trop sévère ?

M. SBAAÏ explique que lorsqu'un commerçant est absent sans justification au terme d'un certain nombre d'absences, actuellement, c'est respecté et grâce à cela des places se libèrent permettant l'installation de commerçants non sédentaires. La paupérisation du marché est provoquée par le commerçant qui n'est pas très professionnel. Le vrai professionnel est titularisé, ils sont une preuve de qualité.

Monsieur le Maire rappelle que l'on est hors délibération et qu'il faut revenir sur cette dernière qui concerne le marché aux puces.

M. C. CHABERT veut savoir si ce déplacement est définitif ou provisoire jusqu'à la fin de la délégation ? Il lui semble que si tel est le cas, en le mettant à l'écart du centre-ville on le cache à la population, le marché aux puces n'est pas valorisé. Peut-être faut-il le mettre davantage en valeur et le laisser sur son emplacement initial car ce n'est pas accessible ni visible par tout le monde. Lorsqu'on passe au centre-ville on ne voit rien.

Monsieur le Maire explique que les amateurs sont habitués et viennent. Le marché aux puces est souvent annulé à cause de manifestations, les arènes, etc. Cela cause un trouble au délégataire et il fallait lui assurer une certaine régularité.

M. C. CHABERT pensait que c'était provisoire du fait du salon du cheval, qu'il s'agisssait d'une exception.

M. SBAAÏ indique que le délégataire nous a sollicité à cause des nombreuses annulations. Il fallait trouver une solution, la plus pérenne possible et c'était d'aller aux Abrivados. Il y a aussi la sécurité des commerçants déballant au marché au puces qui posait un problème au niveau de la rue Tivoli par rapport au stationnement anarchique des véhicules.

M. CRÉCHET précise que suite à une concertation avec les délégataires cette décision a été prise, c'est à leur demande car ils constataient à plusieurs reprises des demandes d'annulation compte tenu des évènements organisés dans les arènes. Ils constataient une dégradation de l'équilibre économique de leur contrat de DSP. C'est eux mêmes qui à l'issue de la concertation ont proposé cette solution.

M. BARBATO ne sait pas si c'est mieux aux Abrivados ou sur le plateau, il lui semble que dans les deux cas cela va fonctionner. Mais lorsque les délégataires ont dû annuler sur le plateau ils ont été envoyés aux Abrivados, il y avait souvent des vases communicants. Les puces étaient organisées aux Abrivados lors des annulations sur le plateau.

M. SBAAÏ rappelle que les puces étaient reportées sur les Abrivados pendant les travaux et même pendant la foire de Pentecôte le marché est annulé.

M. BARBATO souligne que finalement le garder sur le plateau puis le déplacer quand il y a une animation sur les Abrivados cela revient au même.

M. SBAAÏ précise que le fait de le déplacer sur les Abrivados libère des places sur le parking qui est beaucoup plus proche du centre-ville.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 voix contre : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, approuve l'avenant n° 2 à la délégation de service public pour la gestion, l'exploitation du marché aux puces, des brocanteurs et des bouquinistes et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

4.3 - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DES SPECTACLES TAURINS, ÉQUINS ET VIVANTS AVENANT N°3

Rapporteur : M. DALLE.

Annexe : Avenant n°3 à la délégation de service public des spectacles taurins, équins et vivants

Par délibération en date du 15 décembre 2022, le Conseil Municipal a approuvé le projet de programmation et la grille tarifaire 2023 pour la saison 2023 à mettre en œuvre par le délégataire des spectacles taurins, équins et vivants, **MAESTRIA PRODUCTION**.

La programmation approuvée prévoit l'organisation d'un **Salon du Cheval**. Cette manifestation doit se tenir du **18 au 21 mai 2023** et s'inscrit dans une volonté de mettre à l'honneur le cheval autour des traditions et de l'art équestre. Durant cet évènement de nombreuses animations seront proposées tels que des spectacles équestres « cavalerie enchantée ou cabaret », des concours de dressage et de montes cavalières, mais aussi de nombreuses démonstrations comme la voltige académique par exemple.
Un village en direction des enfants sera également proposé dans le parc Jean Hugo.
Un village d'exposants sera positionné le long des allées Baroncelli.

Dans le cadre de la programmation 2023, l'évènement du Salon du cheval associé au spectacle équestre de la cavalerie enchantée constitue un évènement d'une envergure plus importante que celui programmé en 2022.
Le Salon du cheval constitue la quatrième manifestation d'importance de la programmation 2023, en termes de volumes financiers. Au regard des comptes prévisionnels établis, une possible diminution du résultat net attendu est indiquée, même si celui-ci reste positif. Concernant le montant de la redevance d'occupation, celui-ci resterait stable entre la programmation 2022 et celle de l'année 2023.

Au regard de la description réalisée ci-dessus, les modifications à acter par avenant au contrat de délégation de service public en vue de la tenue de l'évènement précité concernent principalement trois points, comme suit :
1) Extension du périmètre géographique pour la mise en œuvre du service public des spectacles équins : uniquement pour l'évènement envisagé, et conformément au plan annexé à l'avenant n°3. Le périmètre ainsi étendu sera sous la responsabilité du délégataire qui devra en assurer la sécurité, à compter de la date nécessaire à l'installation des équipements jusqu'aux phases de désinstallation et de nettoyage achevées.
2) Occupation du domaine public et redevance : au titre de l'occupation du domaine public étendue à travers l'avenant n°3 au contrat, et conformément à l'article 30 de la délégation de service public, le chiffre d'affaires € HT et le bénéfice d'exploitation € HT de l'évènement entrent dans le calcul de la redevance d'occupation due par le délégataire au titre de l'exploitation du service public délégué.
3) Sécurité, responsabilité et assurances : toutes les clauses du contrat de délégation de service public sont applicables sur tout le périmètre défini pour l'organisation de l'évènement, ainsi que les lois et règlements relatifs à la sécurité des biens et des personnes.

De manière générale, toutes les clauses du contrat de délégation de service public ont vocation à s'appliquer sur le périmètre géographique défini pour l'organisation du Salon du cheval.

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'APPROUVER la passation de l'avenant n°3 susvisé avec le délégataire de service public,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer.

lunel
VILLE DE LUNEL

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC **EXE10**

AVENANT N°3

A - Identification de l'autorité concédante

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

VILLE DE LUNEL
240 Avenue Victor Hugo
CS 30403
34403 Lunel cedex

Monsieur le Maire, Pierre SOUJOL

B - Identification du délégataire

MAESTRIA PRODUCTION

462 chemin du Trianon

34400 Lunel

Monsieur Hervé Jeanne, Président

Immatriculation RCS : 911 756 799

C - Objet de la délégation de service public

- Objet de la délégation de service public

Délégation de service public des spectacles taurins, équins et vivants

- Durée d'exécution de la délégation de service public : de la date de notification du contrat le 14 mars 2022 jusqu'au 31 décembre 2025.

D - Objet de l'avenant

Par délibération en date du 15 décembre 2022, le Conseil Municipal a approuvé le projet de programmation et la grille tarifaire 2023 pour la saison 2023 à mettre en œuvre par le délégataire des spectacles taurins, équins et vivants, **MAESTRIA PRODUCTION**.

La programmation approuvée prévoit l'organisation d'un **Salon du Cheval**. Cette manifestation doit se tenir du **18 au 21 mai 2023.**

Cette manifestation s'inscrit dans une volonté de mettre à l'honneur le cheval autour des traditions et de l'art équestre. Durant cet évènement de nombreuses animations seront proposées tels que des spectacles équestres « cavalerie enchantée ou cabaret », des concours de dressage et de montes cavalières mais aussi de nombreuses démonstrations comme la voltige académique par exemple.
Un village en direction des enfants sera également proposé dans le parc Jean Hugo.
Un village d'exposants sera positionné le long des allées Baroncelli.

Dans le cadre de la programmation 2023, l'évènement du Salon du cheval associé au spectacle équestre de la cavalerie enchantée constitue un évènement d'une envergure plus importante que celui programmé en 2022.
L'évènement du Salon du cheval constitue la quatrième manifestation d'importance de la programmation 2023, en termes de volumes financiers. Au regard des comptes prévisionnels établis on constate une possible diminution du résultat attendu, même si celui-ci reste positif. Concernant le montant de redevance d'occupation, celui-ci resterait stable entre la programmation 2022 et celle de l'année 2023.

1/ Extension du périmètre géographique d'exploitation du service public des spectacles équins :

Le présent avenant a pour objet d'acter une extension du périmètre de la délégation de service public, uniquement pour l'évènement envisagé, et conformément au plan ci-après annexé.

Le périmètre ainsi étendu sera sous la responsabilité du délégataire qui devra en assurer la sécurité à compter de la date nécessaire à l'installation des équipements nécessaires, à savoir le dimanche **14 mai 2023 à partir de 14h00,** jusqu'aux phases de désinstallation et de nettoyage achevées, soit jusqu'au mardi **23 mai 2023 à 23h00.**

De même, toutes les obligations contractuelles qui s'imposent au délégataire dans l'exploitation du service public délégué sont également applicables dans le cadre de l'exploitation du service public des spectacles équins dans le périmètre étendu.

Ainsi, conformément à l'article 3 de la délégation de service public, la Ville peut mettre à disposition du délégataire des engins et tout autre matériel pour une utilisation au sein des arènes et dans le périmètre étendu par le présent avenant.

De même, le délégataire est tenu aux mêmes exigences de nettoyage et d'entretien du périmètre étendu pour l'exploitation du service public délégué.

2/ Occupation du domaine public et redevance :

Au titre de l'occupation du domaine public étendue via le présent avenant, et conformément à l'article 30 de la délégation de service public, le chiffre d'affaires € HT et le bénéfice d'exploitation € HT de l'évènement entrent dans le calcul de la redevance d'occupation due par le délégataire au titre de l'exploitation du service public délégué.

Le compte prévisionnel d'exploitation pour l'évènement salon du cheval est le suivant:

DÉPENSES	RECETTES
80 000 € HT	110 000 € HT

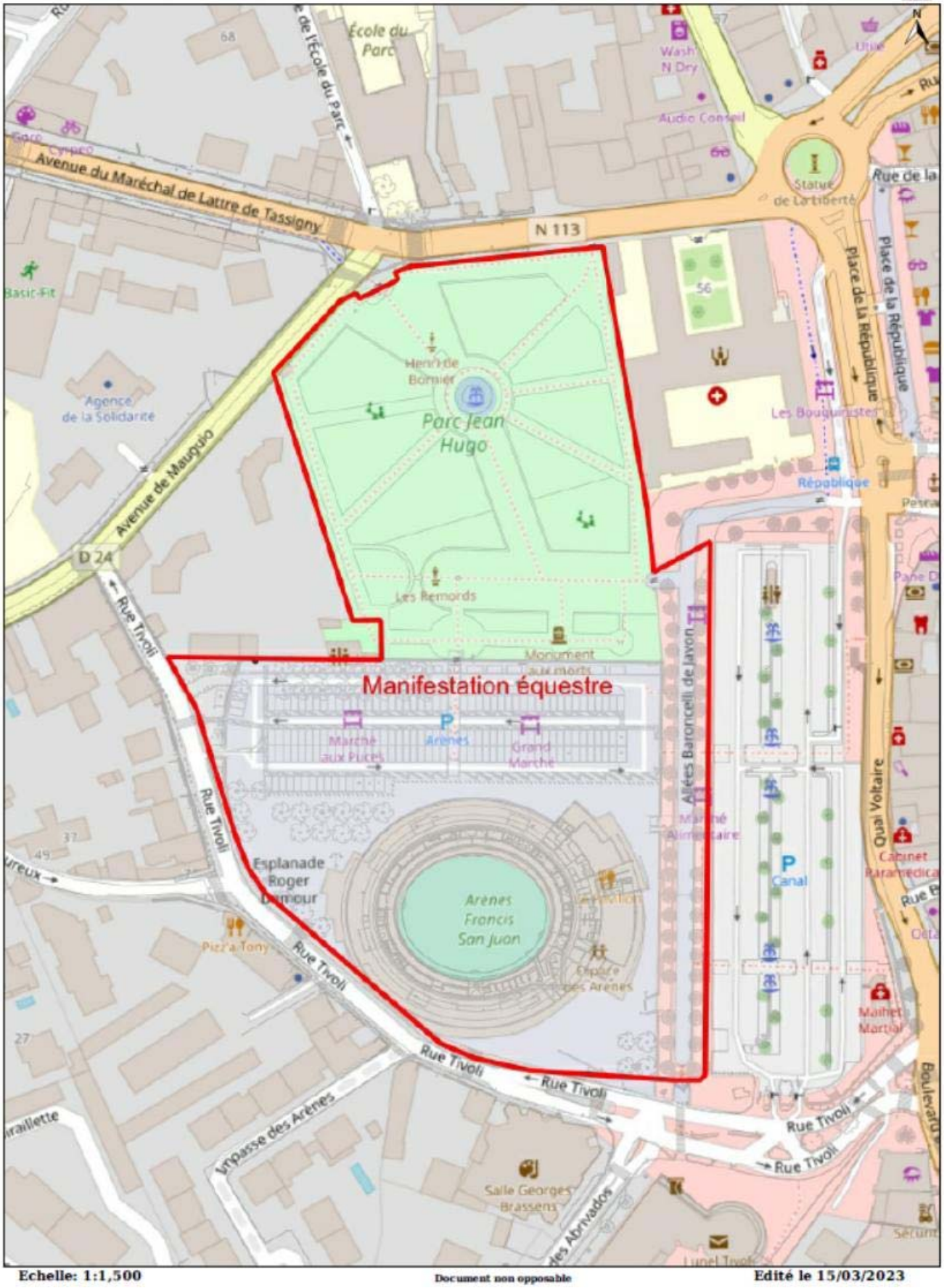
3/ Sécurité, responsabilité et assurances

La sécurité de l'évènement relève de la responsabilité du délégataire dans les conditions définies dans le contrat de délégation de service public. Le délégataire devra avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à la tenue de l'évènement au regard des activités devant s'y dérouler.

Le délégataire devra également vérifier les attestations d'assurance pour les risques que doivent garantir les prestataires auxquels le délégataire fera appel pour la mise en œuvre de la manifestation.
Le délégataire devra fournir à la Ville toutes les autorisations administratives requises pour la tenue de l'évènement.
Il est précisé que le délégataire ne devra pas entraver le travail des agents de la Ville devant être présents dans le périmètre délimité pour l'évènement, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions pour la collectivité.

De manière générale, le délégataire doit veiller par l'exercice de ces activités à ne pas porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

Plan de situation de la manifestation équestre



Echelle: 1:1,500 Document non opposable Edité le 15/03/2023

68

E - Signature du délégataire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'autorité délégante

A : …… , le ……

Signature

Pierre SOUJOL

Maire de Lunel

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le délégataire)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le délégataire.)

Mme RAZIGADE lors de cette commission a abordé le sujet par rapport à l'utilisation du parc. Par exemple, il devait être mis à contribution pour des évènements (elle trouve que c'est une bonne chose pour Lunel) par rapport au périmètre. Le parc Jean-Hugo va être réquisitionné par rapport à cet évènement. Il a été évoqué que cela allait jusqu'à minuit, quelles mesures ont été prises par rapport au gardien du parc puisque c'est un agent de la ville en termes de salaire, etc. ? Allez-vous vous entendre avec le délégataire ? Par ailleurs, durant cet évènement les enfants ne pourront pas jouer dans la partie qui leur est dédiée. Pourront-ils accèder aux jeux ou pas ?

M. DALLE fait remarquer qu'il existe un plan de situation pour la manifestation équestre, il est clairement défini et cela relève de la responsabilité de la DSP.

Mme RAZIGADE est d'accord sur les points de sécurité, les assurances qui ont été évoqués mais elle parle par rapport au gardien.

M. ALIBERT note que la question de Mme RAZIGADE porte sur le paiement par la mairie des éventuelles heures supplémentaires du gardien. Elle a une position négative, elle ne souhaite pas que la mairie envisage de laisser le gardien jusqu'à minuit.

Mme RAZIGADE : Ce n'est pas que la question était négative ou positive, il faut savoir si le gardien est d'accord et qu'on puisse le rémunérer.

M. DALLE répond que si l'on demande au gardien de rester jusqu'à 20 h 00 et qu'ensuite il reste jusqu'à minuit forcément on va payer des heures supplémentaires. La municipalité laissera le gardien en place aux horaires habituels, il quittera son poste à 20 h 00 ensuite cela relève de la sécurisation du délégataire mais nous avons voulu conserver le gardien au niveau du parc.

Mme RAZIGADE considère donc que c'est bien prévu avec le délégataire.

M. DALLE indique que c'est un plus pour lui.

M. C. CHABERT rappelle que le salon du cheval était prévu du 18 au 21 mai 2023. Le marché du dimanche va-t-il être supprimé ? Ou va-t-il être installé ailleurs ?

Réponse de Monsieur le Maire : Le marché sera maintenu.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'avenant n° 3 relatif à la délégation de service public des spectacles taurins, équins et vivants et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

4.4 - <u>TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET D'EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DE LUNEL - AVENANT N°4</u>

Rapporteur : Mme GOUGEON.

<u>Annexe :</u> Avenant n°4 au marché public de travaux de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration de Lunel

Le marché relatif aux travaux de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration de Lunel a été notifié au groupement **SOURCES / RIVASI / TOUJA** en date du 15 février 2021 pour un montant total de **10 885 800,00 € HT**. Après une phase d'études, les travaux ont débuté le 12 juillet 2021.

L'opération a dû faire l'objet de différentes adaptations et ajustements notamment en raison

d’aléas de chantier, d’impératifs de continuité de service public lors de la mise en place de la nouvelle filière boues, du contexte de pénuries de matières premières et d’allongement des délais.

A ce stade, le récapitulatif des plus-values et prolongations de délais est le suivant :

N° de l’avenant	Montant de l’avenant	%	Nouveau montant du marché	Nouveau délai
Avenant n°1	72 372,00 € HT	0,66	10 958,172,00 € HT	92 semaines
Avenant n°2	178 479,80 € HT	2,30	11 136 651,80 € HT	99,2 semaines
Avenant n°3	3 296,00 € HT	2,33	11 139 947,80 € HT	116,2 semaines

Par ailleurs, l’organisation de la dernière phase de chantier a dû être modifiée, notamment la phase de « vidange de la fraction pompable des eaux des bassins d’aération existants par l’exploitant ». Cette phase initialement prévue sur 5 jours a été portée à 30 jours. En effet, l’exploitant a alerté sur le fait qu’il n’était pas possible de connaître à l'avance la réaction des bassins clarificateurs et les futures conditions de pluviométrie, imposant ainsi un délai plus long.

Un autre facteur important entre en jeu : la quantité de filasse présente dans les ouvrages pouvant boucher fréquemment la pompe de vidange, notamment lors de la vidange du dernier bassin d'aération vers le dégrilleur.

Ces différentes problématiques associées à la nécessaire prise en compte des difficultés d’approvisionnement en matériaux pour les travaux de réhabilitation du bassin d’aération existant, de la zone anoxie et des ouvrages annexes au clarificateur, nécessitent de prolonger de 8 semaines supplémentaires la durée d’exécution de l’opération.

La nouvelle durée du marché public au titre du présent avenant n°4 est donc portée à 124,2 semaines.

Il est précisé que la durée prévisionnelle de la fin du chantier est programmée pour le 15 juin 2023, à l’exception de la plantation des espaces verts, qui en raison de conditions météorologiques plus favorables sera réalisée en octobre 2023.

Il est proposé au Conseil Municipal :
D’APPROUVER l’avenant n°4 susvisé avec le groupement titulaire du marché,
D’AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu’à son terme.

Il est demandé à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer.

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

AVENANT N° 4

A - Identification du pouvoir adjudicateur

MAIRIE DE LUNEL
240, avenue Victor Hugo
CS 30403
34403 LUNEL Cedex
Tel : 04.67.87.83.00
e-mail : marches.publics@ville-lunel.fr
Monsieur le Maire, Pierre SOUJOL

B - Identification du titulaire du marché public

SA SOURCES
Siège social : 3 rue Montpréau - 92 000 NANTERRE
DR France sud : 1350 avenue Albert Einstein – 34000 MONTPELLIER
Tel : 04-67-99-32-49
Email : puech@sources.fr
Siret : 432 937 464 000 27

C - Objet du marché public

- Objet du marché public:

Travaux pour la réhabilitation et l'extension de la station d'épuration de Lunel
Marché 2019_047

- Date de la notification du marché public : 15/02/2021
- Durée d'exécution du marché public : 92 semaines
- Montant initial du marché public :

  - Taux de la TVA : 20%
  - Montant HT : 10 885 800,00 €
  - Montant TTC : 13 062 960,00 €

D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :

L'organisation de la dernière phase de chantier a été modifiée notamment la phase de « vidange de la fraction pompable des eaux des bassins d'aération existants par l'exploitant ». Cette phase initialement prévue sur 5 jours a été portée à 30 jours. Effectivement l'exploitant a alerté sur le fait qu'il n'était pas possible de connaître à l'avance la réaction des bassins clarificateurs et les futures conditions de pluviométrie, imposant ainsi un délai plus long.

Autre facteur important également, la quantité de filasse présente dans les ouvrages pouvant boucher fréquemment la pompe de vidange, notamment lors de la vidange du dernier bassin d'aération vers le dégrilleur.

Cet avenant a également pour objet la prise en compte des difficultés d'approvisionnement en matériaux pour les travaux de réhabilitation du bassin d'aération existant, de la zone anoxie et des ouvrages annexes au clarificateur.

La durée de chantier est donc prolongée de 8 semaines.

La nouvelle durée du chantier actée par l'avenant n°3 était de 116,2 semaines.

La nouvelle durée du marché public au titre du présent avenant n°4 est donc portée à 124,2 semaines.

Il est précisé que la durée prévisionnelle de la fin du chantier est programmée pour le 15 juin 2023, à l'exception de la plantation des espaces verts, qui en raison de conditions météorologiques plus favorables sera réalisée en octobre 2023.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

NON ~~OUI~~

Historique des avenants :

N° de l'avenant	Montant de l'avenant	%	Nouveau montant du marché
Avenant n°1	72 372,00 € HT	0,66	10 958,172,00 € HT
Avenant 2	178 479,80 € HT	2,30	11 136 651,80 € HT
Avenant 3	3 296 € HT	2,33 (en cumul)	11 139 947,80 € HT

Montant de l'avenant N°4 :

Sans objet

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 11 139 947,80 €
- Montant TTC : 13 367 937,16 €

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

Fait à Lunel, le

Pierre SOUJOL

Maire de Lunel

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……..……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix , 7 abstentions : Mme RAZIGADE, M. BARBATO plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme LEMAIRE, M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, approuve l'avenant n° 4 relatif aux travaux de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration de Lunel et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

4.5 - MODIFICATION DU GUIDE INTERNE DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

Rapporteur : Mme AUTIER.

Annexe : Annexe provisoire au guide interne des marchés publics relative à la passation de marchés publics de travaux d'un montant inférieur à 100 000 € HT.

Pour la passation de ses marchés publics, la Ville de Lunel applique les règles du Code de la commande publique, précisées dans son guide interne des marchés publics.

Le guide définit en effet les procédures administratives et réglementaires à mettre en œuvre en interne pour la passation des marchés publics, du lancement des consultations jusqu'à l'attribution des marchés.

En raison de la crise sanitaire de la COVID19, des évolutions réglementaires ont été apportées par le décret n°2020-893 du 22 juillet 2020, puis par la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite loi ASAP.

Dans une logique d'optimisation des temps et des coûts de procédure afférents aux différentes opérations liées à la mise en œuvre des projets de la municipalité, le conseil municipal a validé par délibération en date du 24 mars 2022 la création d'une annexe au guide interne des marchés, prévoyant la possibilité offerte par le Législateur de passer des marchés publics de travaux, d'un montant inférieur à 100 000 € HT, selon une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Cette procédure dite de « gré à gré » constituait alors une option temporaire et utilisable selon la pertinence des opérations concernées.

Par décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique, la possibilité de recourir à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour des marchés de travaux d'un montant inférieur à 100 000 € HT a été étendue pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2024 inclus.

Ainsi, il est proposé au conseil municipal d'annexer cette procédure provisoire dans le guide interne des marchés publics. L'annexe ainsi créée sera caduque à la date du 1er janvier 2025.

Il est précisé que les autres dispositions du guide demeurent inchangées.

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'APPROUVER l'annexe provisoire au guide interne des marchés publics de la collectivité,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer les pièces relatives à la présente décision et à en assurer la parfaite exécution.

Il est demandé à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX **Annexe provisoire au guide interne des marchés publics en application du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique.** **Annexe provisoire instaurant la possibilité de recourir à une procédure de passation sans publicité ni mise en concurrence préalables jusqu'au 31 décembre 2024 inclus.** **L'application de la présente annexe n'exclue pas l'application des autres règles du guide interne.**	
MONTANT	De 0 à 99 999,99 € HT
PROCÉDURE	Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables
PUBLICITÉ	
- Support de publicité	Sans objet
- Délai de publicité (minimum)	Sans objet
- Dématérialisation / offre électronique	Obligatoire
DOSSIER DE CONSULTATION	
- Règlement de consultation (critères pondérés)	Lettre de consultation : Selon la technicité de la prestation
- Possibilité de négocier le prix	Autorisée
PROCÉDURE D'ATTRIBUTION	
- Réunion Commission d'appel d'offres	Non
- Compétence CAO	
- Acte administratif (Décision municipale / Délibération)	Décision municipale pour achats > 5 000 € HT
- Lettre de rejet	Sans objet
- Avis d'intention de conclure	Non
- Délai de suspension avant signature	Non
- Avis d'attribution	Non
AVENANTS	
Inférieurs à 5 %	
- Passage en CAO	Non
- Acte administratif	Décision municipale pour achats > 5 000 € HT
Supérieurs à 5 %	
- Passage en CAO	Non
- Acte administratif	Décision municipale pour achats > 5 000 € HT
ARCHIVAGE	- Conservation des offres retenues pendant une durée de 30 ans à compter de la réception des travaux, - Conservation des candidatures et offres non retenues pendant 5 ans à compter de la notification.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : Mme RAZIGADE, M. BARBATO plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme LEMAIRE, M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme BUFFET, approuve la modification du guide interne des procédures de passation des marchés publics et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les pièces relatives à cette décision.

5 – COMMERCES, ARTISANAT ET ÉCONOMIE

5.1 - ADOPTION DE LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DES HALLES DE LUNEL

Rapporteur : P. CHABERT.

Annexe : règlement des Halles de Lunel

Il est exposé aux membres du Conseil municipal que les Halles de Lunel constituent un marché couvert pour la vente au détail de denrées alimentaires et articles divers, ainsi que des prestations de restauration dans des conditions définies par le présent règlement.

Organisée en plusieurs étaux, les Halles ont vocation à être occupées par des commerçants après conclusion d'une convention d'occupation du domaine public.

Par délibération du 22 juin 2005, modifié par une délibération du 24 mars 2022, le Conseil municipal a adopté un règlement intérieur précisant les modalités de fonctionnement de ce marché.

A ce jour, afin d'apporter davantage de dynamique commerciale et une cohérence marchande plus importante, la ville souhaite étendre la commission des Halles à tous les commerçants non sédentaires s'installant sur la commune conformément à l'article L. 2224-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui instaure la consultation des organisations professionnelles pour la gestion des halles et marchés.

Pour ce faire, il est nécessaire de modifier l'article 4-1 du règlement, la commission des Halles devenant la Commission des Halles et des Marchés.

La commission des Halles a été consultée le 10 mars 2023 quant à la modification du règlement.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer sur l'adoption de la modification du règlement des Halles de Lunel.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES HALLES DE LUNEL

Les Halles de Lunel sont exploitées en régie directe par la ville. Par délibération en date du 22 juin 2005, le Conseil Municipal avait adopté un règlement intérieur, précisant les modalités de fonctionnement de ce marché. Le présent règlement intérieur vient préciser et abonder certaines dispositions pour prendre en compte les évolutions des conditions d'exploitation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-29 - L. 2211.1 – L. 2212.1 et L. 2212.2 – L. 2224.18 – L. 2224.19,

Considérant qu'il y a lieu de modifier et compléter le règlement intérieur des Halles afin de le mettre en adéquation avec les nouvelles pratiques commerciales,

Considérant que les objectifs poursuivis par ce règlement de fonctionnement au-delà de son objet principal sont de :

1 - Proposer aux consommateurs un lieu de vie et d'échange.
2 - Offrir une variété de produits de qualité et de diversités de commerçants 3 - Favoriser les circuits courts de distribution.
4 - Dynamiser la vie des Halles.
5 - Participer à la politique de développement durable en favorisant la diminution de production des déchets et le recyclage des déchets.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du .....

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

ARTICLE 1 : Objet du règlement

Les dispositions du présent règlement sont applicables aux Halles situées Cours Gabriel Péri à Lunel. Elles complètent en tant que de besoin la réglementation existante.

Elles ont pour objet de réglementer toutes les activités de vente de produits de consommations alimentaires dans les Halles. Elles précisent les conditions d'exploitation, les mesures de police et d'hygiène ainsi que le mode d'attribution des stands et les conditions de leur occupation.

ARTICLE 2 : Fonctionnement

2-1. Jours et heures d'ouverture et de fonctionnement des Halles

La régie municipale des Droits de place est chargée de l'administration et de la gestion des Halles.

Les Halles sont ouvertes au public de 7 h à 15 h , du 1er janvier au 31 décembre. Le public ne pourra être admis dans les Halles en dehors des heures consacrées à la vente. La ville pourra décider la fermeture temporaire des Halles en cas de troubles à l'ordre public, d'obligation à effectuer des travaux, ou de respect des consignes sanitaires.
Les commerçants ne peuvent alors prétendre à aucune indemnisation.

Les Halles sont fermées le lundi, sauf si le lundi tombe un jour férié et en fonction des manifestations (pentecôte, fêtes).

Les horaires de livraison autorisés sont du mardi au dimanche de 5 h à 9 h 30.
L'heure de fermeture pour les commerçants est à 15 h 30.

La ville se réserve la possibilité en accord avec les commerçants et de manière exceptionnelle, de prévoir des horaires d'ouverture plus large que ceux indiqués au présent règlement.

TABLEAU DES HORAIRES RECAPITULATIF

OUVERTURE AUX COMMERÇANTS	OUVERTURE AU PUBLIC	FERMETURE AU PUBLIC	FERMETURE AUX COMMERÇANTS	NETTOYAGE À PARTIR DE
5 h	7 h	15 h	15 h 30	15 h

Les étaux devront être prêts à l'ouverture des Halles.

Le nettoyage général des Halles à la clôture du marché est effectué par toute personne physique ou morale chargée de l'entretien journalier des locaux et désignée par l'Administration Municipale.

Après la fermeture des Halles, nul ne pourra pénétrer sans motif légitime et sans être accompagné :

- d'un responsable municipal,

ou

- d'un responsable désigné par le Président de l'Association des Commerçants des Halles.

En cas de force majeure justifiant la fermeture des Halles, les titulaires de stand ne pourront réclamer une
indemnisation en résultant.

2-2. Organisation des Halles

Les Halles constituent un marché couvert pour la vente au détail des denrées alimentaires. Le nombre d'étaux est de 65.

Les Halles sont divisées en stalles séparées, numérotées et à aménager par le concessionnaire pour recevoir les denrées et marchandises de diverses natures pour lesquelles les étaux ont été attribués (voir annexe n°1).

Ces stalles sont classées en deux catégories, à savoir :

1° catégorie : Tous les étaux situés en coin d'allée, c'est à dire :

n° 1 - 7 - 8 - 15 - 16 - 23 - 24 - 33 - 34 - 37 - 38 - 41 - 42 - 45 - 46 - 49 - 50 - 53 - 54 - 57 - 58 - 61 - 62 - 65.

2° catégorie : Tous les autres étaux intermédiaires, c'est à dire :

n° 2 - 3 - 4 - 4 bis - 5 - 6 - 9 - 10 - 11 - 12- 13 - 14 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22 - 25 - 26 - 27 - 28 - 29 - 30 - 31 - 32
- 35 - 36 - 39 - 40 - 43 - 44 - 47 - 48 - 51 - 52 - 55 - 56 - 59 - 60 - 63 - 64.

ARTICLE 3 : Activité

Les étaux de différentes catégories sont tarifiés d'après les tarifs fixés par délibération du Conseil Municipal. Les étaux restent indivisibles et seule l'Administration Municipale aura le pouvoir de les morceler.

Seules les activités relevant des catégories suivantes sont acceptées :

Catégorie I : Fruits et légumes
Catégorie II : Poissonneries
Catégorie III : Boucheries - Volailles - Charcuterie
Catégorie IV : Alimentation générale / Épiceries
Catégorie V : Divers (boulangerie / pâtisserie)
Catégorie VI : Producteurs de coquillages

Cette limitation s'applique non seulement à la personne titulaire des étaux, mais encore aux membres de sa famille vivant à son foyer ou ses employés.

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

ARTICLE 4 : Attribution des étaux et gestion des étaux

4-1. La commission des Halles et des Marchés

Composition de la commission

La commission est présidée par le Maire ou son représentant et se compose comme suit:

- Le maire ou son adjoint délégué qui préside de plein droit aux séances.
- 6 élus municipaux désignés par le Conseil Municipal.
- 3 représentants des commerçants non sédentaires.
- 3 représentants des commerçants sédentaires

Fonctionnement de la commission

Les membres du Conseil municipal ont une voix délibérative et les représentants des commerçants non sédentaires ont une voix consultative.
Cette commission se réunira en tant que de besoin sur convocation de son Président qui pourra y soumettre toutes questions relatives à l'application du présent règlement.
Elle ne pourra valablement délibérer que si 5 membres sont présents ou représentés. Elle rend un avis simple au préalable de la décision du Maire concernant l'attribution d'un stand dans les halles.
La Commission se réunit au minimum une fois par an. Elle peut en outre être convoquée, soit à la demande du Maire, soit d'au moins un tiers de ses membres (soit 3 membres).

Sur sa demande écrite et motivée, la Commission peut décider d'entendre tout usager des marchés couverts et non couverts ou toute personne intéressée par les activités qui s'y déroulent.
Sauf urgence, les membres de la commission reçoivent, cinq jours au moins avant la date de la réunion, une convocation écrite comportant l'ordre du jour, le compte-rendu du précédent comité afin de le valider et éventuellement les documents nécessaires à l'examen des affaires qui y sont inscrites.

Le compte-rendu des réunions de la commission est établi et doit indiquer le nom, la qualité des membres présents et les questions traitées au cours de la séance.

Le rôle de la commission

La commission traite des questions suivantes :

- Examiner toutes les questions relatives à l'organisation des Halles et des Marchés.
- Traiter des questions de modification des horaires d'ouverture au public, de la réorganisation (création, annulation, extension ou transfert).
- Traiter des questions relatives à la propreté, à l'hygiène, à la qualité des produits, au stationnement et la sécurité.
- Étudier toute question ayant trait aux Halles et aux Marchés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

4-2. Droit d'occupation temporaire

L'autorisation d'occuper un étal est délivrée uniquement par Monsieur le Maire ou son représentant suivant les modalités prescrites par le présent règlement et contre versement d'une redevance payable au régisseur et sous la forme d'un titre d'occupation temporaire du domaine public.

Tous les professionnels désirant obtenir une autorisation d'occupation privative d'emplacement dans les Halles de la ville de Lunel devront faire une demande par écrit à Monsieur le Maire via le formulaire (annexe n°2). Les postulants devront fournir les documents attestant de leurs qualités et devront remplir les renseignements suivants :

- Les noms et prénoms du postulant
- Sa date et lieu de naissance
- Nationalité
- Son adresse
- L'activité précise exercée
- Les justificatifs professionnels
- Téléphone, adresse électronique
- Le ou les étaux demandés.

Les demandeurs devront justifier de leur inscription au Registre du Commerce (numéro, date, tribunal), et aux régimes sociaux obligatoires (URSSAF, Caisse Vieillesse, Caisse Maladie, Attestation Assurance Responsabilité Civile Professionnelle). Pour les producteurs, il sera demandé leur affiliation à la M.S.A en tant que bénéficiaire AMEXA, un relevé parcellaire de leur exploitation et un état prévisionnel de leur production et une attestation de producteur vendeur délivrée par la chambre d'agriculture du département concerné.

Dans le cadre du contrôle des documents commerciaux, les commerçants fourniront à l'Administration Municipale, chaque année et avant la fin du premier semestre, toutes les pièces exigées pour l'exercice de leurs activités commerciales.

Par une déclaration écrite, le concessionnaire doit s'engager à ne pas modifier l'objet de son négoce, pendant la période pour laquelle l'autorisation d'exercer est sollicitée, et à exploiter lui-même l'étal dont il sera titulaire six jours par semaine pour les revendeurs et quatre jours par semaines pour les producteurs de légumes et de coquillages.

Pour les commerçants :

- Un extrait de registre de commerce ou registre de chambre des métiers datant de moins de trois mois.
- Attestation de mise à jour à l'URSSAF ou dernier appel de cotisations
- Pour ceux qui emploient du personnel salarié, copie appel de cotisations du compte employeur et D.U.E.
- Copie avis d'imposition de la taxe professionnelle de l'année précédente.
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les éventuels dommages corporels ou matériels qui pourraient survenir du fait de leur installation.

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

Pour les producteurs :

- Copie de la carte de Mutualité Sociale Agricole bénéficiaire AMEXA.
- Relevé parcellaire d'exploitation (situation cadastrale de l'année considérée).
- Attestation de producteur vendeur délivrée par la Chambre d'Agriculture du département concerné.
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les éventuels dommages corporels ou matériels qui pourraient survenir du fait de leur installation.

Pour les producteurs de coquillages :

- Copie carte affiliation ENIM.
- Copie arrêté des services vétérinaires délivrant le n° sanitaire pour l'expédition de coquillages par une entreprise autorisée à livrer des coquillages à la consommation humaine.
- Copie attestation de la coopérative maritime précisant le lot attribué et la superficie exploitée.
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les éventuels dommages corporels ou matériels qui pourraient survenir du fait de leur installation.
- Attestation d'inscription à la protection des végétaux

Les producteurs qui vendent leur vin fourniront la copie de la petite licence à emporter délivrée par le service de la mairie en application de l'article L. 3321.1 du code de la santé publique.

4-3. Durée de l'occupation et modalités

Toutes les autorisations accordées comportent occupation du domaine public, elles sont précaires et révocables. Le bénéficiaire ne peut se prévaloir des dispositions prévues par les différents décrets relatifs à la propriété commerciale.
Les autorisations accordées sont toujours révocables. L'Administration Municipale pourra toujours apporter dans l'organisation des places toutes les modifications qu'elle jugera utiles sans que les usagers puissent prétendre à aucune indemnité.

La concession gardera toujours un caractère précaire et la Ville se réserve le droit de résilier à tout moment en prévenant le concessionnaire trois mois à l'avance par lettre recommandée, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité de quelque nature que ce soit.
La propriété commerciale n'est pas reconnue aux occupants d'emplacement du marché couvert, celui ci faisant partie du domaine public imprescriptible et inaliénable.

Les étaux ne peuvent être considérés comme domicile, ni faire l'objet d'une saisie ou d'une reprise quelconque par un tiers.

ARTICLE 5 : Droits et obligations des titulaires d'emplacement

5-1. Exploitation et agencement des étaux

Tous les travaux et les installations/agencements des étaux sont à la charge des commerçants qui devront également veiller à leur maintien en bon état et à leur frais.

Tout commerçant locataire d'un étal qui désirera rénover ou transformer celui-ci, ou modifier la nature de son activité, devra soumettre son projet à l'Administration Municipale et solliciter son autorisation. Toutes les installations personnelles faites sans autorisation ou non conformes devront être retirées ou modifiées aux frais du commerçant concerné dans un délai d'un mois, après mise en demeure de la Ville. La demande devra être faite un mois avant les travaux en remplissant l'annexe n°3.

Les étaliers ne pourront vendre que les produits pour lesquels l'autorisation leur a été délivrée. Il est interdit aux commerçants de changer la nature et la spécialisation du commerce pour lequel un emplacement leur a été attribué.

Les emplacements devront être laissés en parfait état de propreté à la fermeture des halles.

5-2. Encombrement des allées et entrées

Les allées et entrées des Halles doivent être constamment dégagées de tout embrassas tels que panneaux d'information ou publicitaires, chariots, caisses, vitrines, tables, etc.
Les bicyclettes et vélomoteurs ne pourront être introduits, ni déposés à l'intérieur des Halles.

5-3. Activités permanentes-Absences

Les commerçants sont tenus d'exercer leur activité de façon permanente pendant les plages fixes prévues pour l'ouverture des halles sous peine de retrait de l'autorisation d'occupation. Les fermetures exceptionnelles devront être justifiées, sur décision de l'Administration Municipale.
L'ouverture des étaux des revendeurs-commerçants sera de six jours par semaine.
Les producteurs de légumes et de coquillages pourront ouvrir leurs étaux à partir du jeudi.

Congés
Dans l'intérêt d'une bonne gestion des halles et du respect de la clientèle, les commerçants informeront par écrit le Service des Droits de place de la Ville à leurs dates de congés au plus tard 20 jours avant leur départ en congés. Les modifications des dates de congés seront possibles sous réserve d'en avertir préalablement le receveur-placier.

Absence justifiée
En cas d'absence justifiée et dûment constatée (arrêt de travail, accident, invalidité, etc), les commerçants informeront par écrit le Service des Droits de place de la Ville. Dans tous les cas, le commerçant titulaire de l'étal reste responsable des agissements de son remplaçant qui sera tenu de respecter le présent règlement.

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

Absence injustifiée
Par absence injustifiée, il est précisé une fermeture de l'étal des Halles au public supérieure à 2 jours sur 6. Dans ce cas, un avertissement écrit sera envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'étalier.

Vacance répétée
En cas de 10 absences injustifiées dans l'année, l'étalier sera reçu par le Maire puis la situation sera soumise à l'avis de la commission.

Vacance continue supérieure à 1 mois sans autorisation municipale
L'étal sera considéré comme abandonné et l'étalier pourra alors être exclu du marché et son autorisation retirée.

ARTICLE 6 : Hygiène, salubrité et sécurité

Les commerçants vendeurs de denrées alimentaires doivent mettre dans les halles des produits sûrs en réalisant les actions précisées ci-dessous :

- Respecter les bonnes pratiques d'hygiène liées à la production primaire des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, d'origine végétale, y compris aux opérations connexes (transport, entreposage et manipulation) ainsi que lors de la transformation.
- S'appuyer sur des guides de bonnes pratiques d'hygiène
- Mettre en place un système de traçabilité.

Les étaux devront être tenus constamment dans le plus grand état de propreté (sols, murs et couverture) et devront être lavés tous les jours.
Les tables ou emplacements servant au découpage des viandes ou à la préparation des articles de vente seront placés de telle sorte que le public puisse voir l'opération.
Les commerçants sus-indiqués devront se soumettre aux mesures de salubrité et de désinfection qui pourraient être ordonnées par l'Administration Municipale.

Les dispositifs d'exposition et de vente doivent être installés de telle sorte que les denrées soient placées à 0,60 mètres du sol.

Les commerçants veilleront à respecter strictement les obligations concernant les consignes sanitaires en vigueur. Il est interdit de jeter sur le sol les déchets produits en cours de vente. Tous les résidus, y compris les papiers, seront recueillis dans des récipients étanches munis d'un couvercle et dont le nettoyage s'effectuera chaque jour.

Les commerçants doivent procéder au tri de leurs déchets.

Les commerçants devront se conformer aux prescriptions du règlement sanitaire départemental en ce qui concerne l'hygiène alimentaire, et à toutes lois et règlements en la matière.

Il est interdit de jeter ou d'abandonner sur le sol, soit à l'intérieur des Halles, soit à l'extérieur de celle ci des débris quelconques de légumes, fruits, fleurs, viandes ou poissons, etc.

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

Défense est faite d'exposer en vente comestibles, tous produits gâtés, corrompus ou nuisibles. Les contrevenants seront poursuivis conformément aux lois en la matière. Il en est de même pour tous produits ayant subi une rupture de la chaîne du froid.

Les balances seront disposées de manière à ce que les acheteurs puissent facilement vérifier les poids de la marchandise vendues.
Les commerçants doivent également tenir afficher à l'endroit le plus apparent et d'une manière très lisible, les prix de leurs marchandises proposées à la vente. Les instruments de pesage ou mesure seront obligatoirement contrôlés et poinçonnés par le service de poids et mesures.

ARTICLE 7 : Redevance d'occupation

A compter de l'attribution du stand et de son installation dans les lieux, le concessionnaire acquittera régulièrement les contributions, les redevances, les taxes dont il pourrait être redevable, de sorte qu'aucun recours ne puisse jamais être intenté à quelque titre que ce soi, contre le concédant.

Les tarifs d'occupation dans les halles sont fixés et votés par délibération du Conseil Municipal et font l'objet d'une publicité et d'une transmission auprès de l'ensemble des personnes concernées.

7-1. Abonnement

Il est possible de bénéficier d'un abonnement pour les attributaires d'emplacement.
Dans ce cas l'abonnement sera perçu comme suit :

- 1er trimestre fin février
- 2ème trimestre fin mai
- 3ème trimestre fin août
- 4ème trimestre fin octobre

7-2. Remise de gratification

La remise de gratification aux agents municipaux dans l'intention de détourner ceux-ci de leur devoir et quel qu'en soit la nature et l'objet sera considérée comme tentative de corruption de fonctionnaire et poursuivie comme telle.
Pour le commerçant concerné, il sera pris une sanction d'exclusion immédiate et définitive et, il sera pris des sanctions statutaires à l'encontre de l'agent Régisseur-Placier fautif.
Les agents du service des Droits de Place pourront, dans l'exercice de leur fonction, réclamer le concours des agents de la Police Municipale et de la Gendarmerie chaque fois que cela s'avérera nécessaire.

7-3. Quittance

La perception des droits de place donnera lieu à la délivrance de quittance représentant la somme encaissée, que le Régisseur chargé du recouvrement devra remettre au titulaire.
Les droits fixés à la journée sont exigibles à la première réquisition.

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

7-4. Retard de paiement

En cas de retard dans le paiement et après mise en demeure d'avoir à payer restée sans effet pendant sept jours francs à dater de sa signification, l'administration prononcera la vacance de l'étal par annulation de la concession, sans préjudice des poursuites à intenter pour le recouvrement des sommes restant dues à la Ville. Tout trimestre commencé est dû.

ARTICLE 8 : Sanctions Administratives

Le Maire est chargé de faire respecter les dispositions du présent règlement.

8-1. Procédures

Les sanctions seront prononcées après que le commerçant de l'étal aura été mis à même de faire valoir ses droits de réponses, en se faisant assister de la personne de son choix.
Les sanctions seront notifiées aux commerçants par lettre recommandée avec accusé de réception ou seront remises par les agents habilités de la Ville de Lunel contre une décharge qui atteste que le commerçant a bien reçu la lettre remise en mains propres. Elles seront applicables dès réception.
Ces sanctions peuvent être prononcées indépendamment des sanctions pénales auxquelles les titulaires s'exposent.

8-2. Gradation des sanctions

Tous les exploitants et commerçants au sein des Halles pourront faire l'objet de sanctions pour les infractions au présent règlement. Ces infractions au règlement feront l'objet des sanctions suivantes, sans préjudice des sanctions d'ordre pénal :

a) Avertissement verbal par les placiers qui établiront un rapport auprès du Maire

b) Avertissement écrit : par courrier par lettre recommandée avec accusé de réception ou sera remis en mains propres par un agent habilité de la Ville de Lunel contre une décharge qui atteste que le commerçant a bien reçu la lettre remise en mains propres. Cet avertissement sera inscrit au dossier du commerçant.

c) Suspension temporaire de l'autorisation pour une durée de 3 semaines :
Après un avertissement écrit ou en cas de faute grave, ou de risques graves de troubles à l'ordre public ayant fait l'objet d'un rapport du placier, telles que (liste non exhaustive) :

- Non respect des règles d'hygiène, de propreté ou de tri des déchets
- Non respect des règles de sécurité
- Irrespect caractérisé envers le régisseur-placier ou des agents de la Police Municipale.
- Non respect des horaires de fermeture de l'étal

La suspension temporaire pour une durée de 3 semaines peut être appliquée immédiatement sur décision du Maire ou de son représentant, puis transmise pour information à la Commission Paritaire des Halles.
La suspension temporaire ne donne droit à aucun remboursement partiel, ni total de l'abonnement.

d) Exclusion définitive des halles et retrait de l'autorisation
La suspension définitive sera appliquée immédiatement sur décision du Maire.

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

ARTICLE 9 : Résiliation de concessions

Les concessions pourront être immédiatement résiliées :

1. Dans le cas où le concessionnaire exercerait dans l'étal un commerce autre que celui ayant fait l'objet de la concession.
2. En cas de non respect des articles 5 et 6.
3. Dans le cas où l'Administration Municipale jugerait à propos de remplacer le système de concession adopté par un autre système.

Pour les infractions graves, l'autorisation d'occuper un étal sera purement et simplement supprimée.

Les outrages, injures et menaces par paroles ou par gestes envers les agents ou préposés de l'autorité seront constatés et poursuivis conformément à la loi. Elles pourront faire l'objet d'une faute lourde de non respect du règlement et conduire à la suppression de l'autorisation d'occupation temporaire.

Le locataire d'un étal ou d'étaux aura la faculté également de résilier sa concession à n'importe quel moment à charge pour lui de prévenir l'administration municipale trois mois à l'avance par lettre recommandée. Le droit de place afférent à la période de location restera acquis à la Ville.

ARTICLE 10 : Cessation d'activité

En cas de cessation d'activité d'un commerçant, l'étal revient de plein droit à l'Administration Municipale qui en disposera. Néanmoins, conformément à l'article L.2224-18-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le titulaire partant peut proposer un successeur à la reprise de son étal. Sa candidature sera alors soumise pour avis consultatif à la commission paritaire des Halles.
Si la transmission du fonds de commerce est possible par le commerçant, elle ne lie pas l'Administration dans sa décision d'autoriser une occupation d'un emplacement. Il n'y a pas d'automaticité dans l'attribution de l'autorisation qui demeure personnelle et précaire. Le Maire, après avis de la Commission peut refuser l'attribution de l'autorisation au regard du règlement, dans l'intérêt général et pour le bon fonctionnement du marché couvert.
Cette personne, qui doit être immatriculée au registre du commerce et des sociétés, est, en cas d'acceptation par le maire, subrogée dans ses droits et ses obligations.
En cas de décès, d'incapacité ou de retraite du titulaire, le droit de présentation est transmis à ses ayants droit qui peuvent en faire usage au bénéfice de l'un d'eux. A défaut d'exercice dans un délai de six mois à compter du fait générateur, le droit de présentation est caduc. En cas de reprise de l'activité par le conjoint du titulaire initial, celui-ci en conserve l'ancienneté pour faire valoir son droit de présentation.

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

ARTICLE 11 : Interdiction dans les Halles

Il est interdit aux commerçants :

- D'annoncer par des cris la nature et le prix des articles mis en vente.
- D'aller au devant des passants pour leur offrir des marchandises, de leur barrer le passage ou de les tirer vers un étal.
- D'appeler les clients d'un étal à l'autre.
- De disposer des étalages en saillie de plus de 20 cm sur les passages.
- De déposer et de laisser en permanence caisses, cageots ou tout autres objets ou marchandises dans les allées après 7 h du matin.
- D'utiliser des moyens de chauffage dégageant fumées ou odeurs malodorantes et tout appareil à gaz.
- D'introduire et maintenir dans les étaux et les passages des animaux domestiques, même tenus en laisse.
- De vendre des boissons alcoolisées sauf licence correspondante acquise.

Il est interdit aux usagers :

- D'introduire dans les halles des animaux domestiques, même tenus en laisse.
- De distribuer des prospectus, clames de toutes sortes à l'intérieur des Halles sans autorisation formelle et préalable de la Municipalité

L'accès des Halles est interdit aux marchands ambulants, musiciens, chanteurs, crieurs, distributeurs d'imprimés, saltimbanques sauf dérogation spéciale.

ARTICLE 12 : Litige

Tout différend qui s'élève dans les Halles doit être immédiatement porté à la connaissance du Receveur Principal des droits de place, qui entend les parties, les concilie s'il le peut et, dans le cas contraire, les renvoie devant qui de droit.

ARTICLE 13 : Responsabilité

Le concessionnaire d'étaux aux Halles, reste responsable civilement des conséquences dommageables de son installation, de son fait ou du fait de ses employés.
En cas de vol, la Ville n'assure aucune responsabilité pour les objets ou marchandises laissés dans l'intérieur des Halles.
La Ville n'assure que l'éclairage d'ensemble des allées de l'intérieur des Halles. Tout autant que son utilisation est justifiée.
Il appartient aux commerçants d'assurer à leur frais, l'éclairage particulier de leurs étaux.

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

Article 14 : Assurance professionnelle

Le titulaire d'un stand devra s'assurer pour tous les risques découlant de son occupation, pour le recours des voisins et des tiers. Une copie de la police d'assurance du titulaire de l'étal sera transmise chaque année à la Ville pour information.

ARTICLE 15 : Réglementation du stationnement des halles

Les demandes seront étudiées en commission des halles. Seront autorisés à bénéficier d'un stationnement, les commerçants bénéficiant d'un étal - dans la limite d'un stationnement autorisé par étal.

Pendant les travaux et après la requalification de l'espace public autour des Halles, seront autorisés à bénéficier d'un stationnement, les commerçants justifiant l'utilisation d'un véhicule réfrigéré pour leurs étals. Une dérogation exceptionnelle pourra également être accordée pour certains évènements (Noël, Pentecôte,..) sous réserve d'en faire préalablement la demande un mois avant. Un macaron spécifique sera alors délivré par le Maire pour la durée de l'évènement.

L'arrêt et le stationnement des véhicules seront interdits du mardi au dimanche, de 5 h à 15 h sur les voies suivantes :

- rue des Halles (8 places)
- rue Marceau (4 places)
- place des Martyrs de la Résistance, sur le parkings situé en face de la rue du Pouget (5 places)

Toute signalisation utile sera mise en place sur la voie publique par les services municipaux.

Tout véhicule en stationnement illicite pourra, sur ordre et sous le contrôle des services de Police Municipale, être enlevé et conduit en fourrière aux frais des contrevenants, conformément à l'article L325-1 du Code de la Route.

La demande d'autorisation de stationnement se fera sur le formulaire de demande d'autorisation. Elle sera accompagnée des justificatifs techniques nécessaires. Un macaron spécifique sera délivré pour l'année N+1.

ARTICLE 16 : Application

Les commerçants installés ou sollicitant des étaux devront se soumettre aux prescriptions du présent règlement et aux dispositions générales ou particulières que l'Administration Municipale jugerait utile de prendre dans l'intérêt de la Ville.

Les infractions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois en vigueur.

Toutes réclamations ou contestations seront examinées et réglées par l'Administration Municipale, sauf recours s'il y a lieu.

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 24/03/2022

Le paiement des droits de place ne pourra être suspendu en raison de ces réclamations ou contestations.

Le présent règlement prenant effet après l'accomplissement des formalités exécutoires. Il annule et remplace toutes les dispositions antérieures relatives aux Halles comme il est stipulé dans l'article 1.

Sont annexées au présent règlement :

- Annexe N°1 : Plan de masse des halles,
- Annexe N°2 : Demande d'emplacement dans les Halles
- Annexe N°3 : Demande de travaux dans les Halles
- Annexe N°4 : Demande de stationnement

ARTICLE 17 : Publicité du règlement

Le règlement est communiqué à toute personne qui en fait la demande et à chaque commerçant situé dans les Halles. Il est en outre affiché à l'intérieur des Halle.

ARTICLE 18 : Exécution du règlement

Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie de Lunel, Monsieur le Receveur Municipal, Monsieur le Receveur Principal des droits de place, Monsieur le chef du poste de Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lunel sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

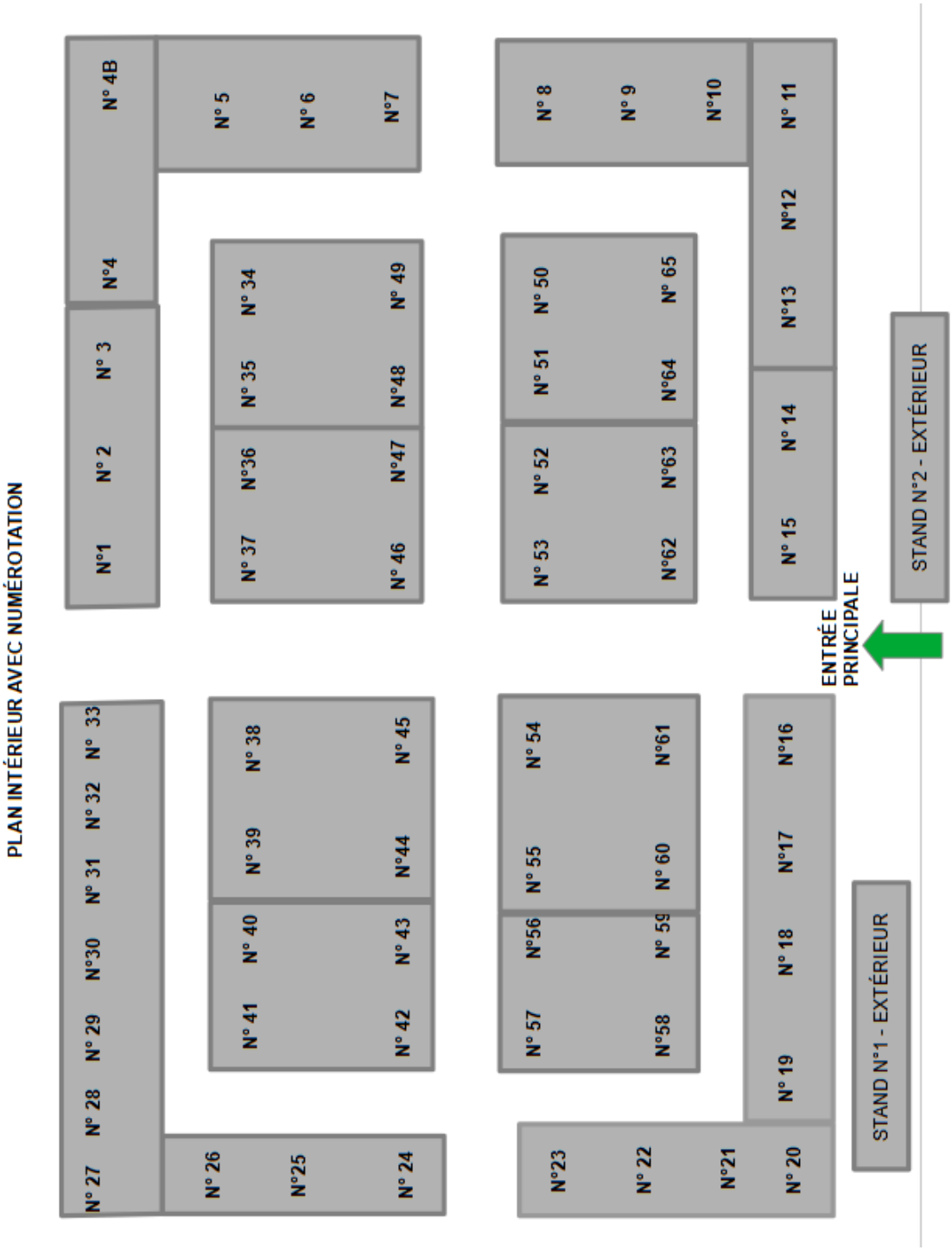
Lunel, le

Le Maire,
Pierre SOUJOL

Hôtel de Ville - 240 avenue Victor Hugo - CS 30403 - 34 403 Lunel Cedex - Tél. 04 67 87 83 00 - mairie@ville-lunel.fr - www.lunel.com

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

ANNEXE 1 : Plan des Halles



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

ANNEXE 2 : Formulaire de demande d'emplacement

DEMANDE D'EMPLACEMENT DANS LES HALLES DE LA VILLE DE LUNEL

Nom * ..... Prénom(s) * .....

Adresse * : N° ..... Voie : .....

Commune : ..... Code postal : .....

Date de naissance *..... Lieu de naissance * .....

Nationalité .....

Tél * .....

Adresse courriel .....@.....

J'ai l'honneur de solliciter une place en qualité de commerçant dans les halles de la ville de LUNEL :

Commerce Exercé * .....

Le ou les étaux demandés : .....

La nature de l'autorisation sollicitée :.....

*** renseignements obligatoires**

Date et signature

Les informations recueillies par la Ville de Lunel, en qualité de responsable de traitement, font l'objet de traitements aux fins de gestion des attributions d'emplacement.
Ces traitements sont fondés sur l'exécution d'une obligation légale (articles L2224-18 à L2224-22 du Code général des collectivités territoriales, et de la Circulaire du 15 juin 2015 relative aux activités commerciales sur le domaine public). Les données sont destinées au service en charge de l'instruction des demandes et sont transmises aux services et au Maire .
Elles seront conservées pendant la durée nécessaire à l'instruction, puis archivées en conformité avec les textes législatifs et réglementaires applicables.
Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)du 27 avril 2016 et à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez des droits d'accès et de rectification à l'égard des données vous concernant, ainsi que de limitation de leur traitement. Vous pouvez les exercer auprès du Délégué à la Protection des Données de la Ville de Lunel à l'adresse dpo@ville-lunel.fr. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

ANNEXE 2 : Formulaire de demande d'emplacement

Je joins à ma demande :

Pour les commerçants :

V Un extrait d'inscription au Registre du Commerce ou au Répertoire des Métiers de moins de trois mois

V Attestation de mise à jour à l'URSSAF ou dernier appel de cotisations - pour ceux qui emploient du personnel salarié, copie appel de cotisations du compte employeur et D.U.E V Copie avis d'imposition de la taxe professionnelle de l'année précédente.

V Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les éventuels dommages corporels ou matériels qui pourraient survenir du fait de leur installation en cours de validité.

Pour les producteurs :

V Copie de la carte de Mutualité Sociale Agricole bénéficiaire AMEXHA

V Relevé parcellaire d'exploitation (situation cadastrale de l'année considérée)

V Attestation de producteur vendeur délivrée par la Chambre d'Agriculture du département concerné.

V Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les éventuels dommages corporels ou matériels qui pourraient survenir du fait de leur installation en cours de validité.

Pour les producteurs de coquillages :

V Copie de la carte affiliation ENIM

V Copie arrêté des services vétérinaires délivrant le n°sanitaire pour l'expédition de coquillages par une entreprise autorisée à livrer des coquillages à la consommation humaine

V Copie d'attestation de la coopérative maritime précisant le lot attribué et la superficie exploitée

V Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les éventuels dommages corporels ou matériels qui pourraient survenir du fait de leur installation en cours de validité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

ANNEXE 3 : Formulaire de demande de travaux

DEMANDE DE TRAVAUX DANS LES HALLES DE LA VILLE DE LUNEL

Nom * ..... Prénom(s) * .....

Adresse * : N° ..... Voie : .....

Commune : ..... Code postal : .....

Date de naissance *..... Lieu de naissance * .....

Nationalité .....

Tél * .....

Adresse courriel .....@.....

J'ai l'honneur de solliciter une demande de travaux sur les étaux en qualité de commerçant dans les halles de la ville de LUNEL :

Commerce Exercé * .....

N° des étaux : : .....

Description des travaux demandés :

.....

.....

.....

.....

.....

La demande devra être déposée au minimum trois semaines avant la date prévue du démarrage des travaux. Ils ne pourront pas débuter avant acceptation de la ville.

*** renseignements obligatoires**

Date et signature

Les informations recueillies par la Ville de Lunel, en qualité de responsable de traitement, font l'objet de traitements aux fins de gestion des demandes de travaux dans les halles. Ces traitements sont fondés sur la base de l'intérêt public. Les données sont destinées au service en charge de l'instruction des demandes et transmises au Maire. Elles seront conservées pendant la durée nécessaire à l'instruction, puis archivées en conformité avec les textes législatifs et réglementaires applicables. Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)du 27 avril 2016 et à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez des droits d'accès, de rectificationet d'opposition à l'égard des données vous concernant, ainsi que de limitation de leur traitement. Vous pouvez les exercer auprès du Délégué à la Protection des Données de la Ville de Lunel à l'adresse dpo@ville-lunel.fr. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
034-213401458-20220324-DE64DPL2234-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/03/2022

ANNEXE 4 : Formulaire de demande de stationnement

DEMANDE D'AUTORISATION DE STATIONNER SUR LES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS AUX COMMERÇANTS DES HALLES

Nom * ..... Prénom(s) * .....

Adresse * : N° ..... Voie : .....

Commune : ..... Code postal : .....

Tél * .....

Adresse courriel .....@.....

J'ai l'honneur de solliciter une autorisation de stationner sur les emplacements réservés pour les commerçants des halles :

Commerce Exercé * .....

N° des étaux : : .....

Véhicule utilisé : ..... Marque : .....

Type : ..... N° immatriculation : .....

Je joins à ma demande une photocopie de la carte grise du véhicule pour lequel je demande cette autorisation de stationner (une seule autorisation par véhicule)

*** renseignements obligatoires**

Date et signature

En application des articles 39 et suivants de la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit de modification ou suppression de données vous concernant.

Mme BUFFET souhaite connaître les membres de cette commission.

Monsieur le Maire indique que ce sont des élus, des représentants des halles qui sont membres de la commission et bientôt s'ajouteront les représentants des marchés.

Mme BUFFET souhaite connaître les noms des élus qui y participent.

M. P. CHABERT précise que nous avons ceux des halles mais pour l'instant en ce qui concerne les marchés nous n'avons pas encore les noms.
Commission des halles : Annabelle DALLE, René HERMABESSIÈRE, Pascal CHABERT.

Monsieur le Maire indique que la commission doit être complétée pour être paritaire parce que vont s'ajouter des membres extérieurs.

Mme BUFFET demande donc la liste complète.

Monsieur le Maire est d'accord pour la lui communiquer.

M. C. CHABERT indique en complément de la question concernant l'article 4.1, que dans la composition de la commission il a été ajouté 3 représentants des commerçants non sédentaires. Par contre, dans le fonctionnement de la commission il est indiqué « les membres du conseil municipal ont une voix délibérative et les représentants des commerçants non sédentaires ont une voix consultative ». Quels droits ont les commerçants sédentaires ? Est-ce consultatif ?

Réponse affirmative de M. P. CHABERT.

M. C. CHABERT fait remarquer que ce n'est pas précisé.

M. BARBATO émet une remarque : Vous avez indiqué avoir consulté la commission des halles. Qu'elle est la réaction des commerçants des halles ? Sont-ils plutôt satisfaits ?

Monsieur le Maire : Nous avons expliqué les enjeux, les intérêts, la dynamique économique entre marchés et halles. Peut-être ne sont-ils pas tous d'accord mais ils ont compris, il n'y a pas eu de tollé.

M. C. CHABERT demande si lorsqu'il évoque le marché, c'est celui du dimanche ?

Réponse affirmative de Monsieur le Maire.

M. CRÉCHET précise que cette configuration de la commission des halles et des marchés était déjà prévue dans une délibération de 2019, elle a été contredite sans modification par une délibération qui a institué le règlement des halles en 2021 et qui a oublié d'intégrer les marchés, cela revient à la configuration initiale telle qu'elle était prévue en 2019.

M. BARBATO remercie M. CRÉCHET car il ne voulait pas dire de bêtises. Il lui semblait avoir travaillé sur le thème et sur des sujets encore plus larges puisque nous voulions intégrer les commerçants du centre-ville dans notre projet, travailler de concert avec les commerçants des halles, les commerçants du centre-ville et les commerçants sédentaires.

M. CRÉCHET note que ce n'était pas prévu ainsi en 2020.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité , adopte la modification du règlement des halles de Lunel.

5.2 - CONVENTION D'ADHÉSION AVEC LA FÉDÉRATION "MA BOUTIQUE À L'ESSAI"

Rapporteur : M. DALLE.

Annexe : Convention d'adhésion entre La Fédération Ma Boutiques à l'Essai – Ville de Lunel

Dans l'objectif de renforcer l'offre commerciale et l'animation du centre ville de Lunel, de permettre le renouvellement d'enseignes et de produits et d'encourager et de faciliter l'initiative locale, la Ville de Lunel souhaite engager la mise en place d'une opération de reprise des cellules commerciales vacantes par des porteurs de projets dans des conditions avantageuses. Pour cela, elle souhaite s'appuyer sur le concept « Ma Boutique à l'Essai ».

La Fédération des Boutiques à l'Essai est une association à but non lucratif qui a pour mission d'accompagner et de développer un concept visant la redynamisation des centres villes en réunissant les acteurs du développement économique local (Ville, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des métiers et de l'artisanat, Association des commerçants, etc.) pour le soutien et l'accompagnement à la création d'entreprise.

Le dispositif « Ma boutique à l'essai » repose sur une implication des différents partenaires, publics et privés, dans une structure d'accompagnement visant à la reprise d'un local commercial vacant par un porteur de projet qui bénéficie d'un suivi personnalisé et de garanties (loyer négocié, implication de partenaires locaux comme les banques et les agences immobilières, etc.). Une campagne de communication permet de valoriser l'implication des partenaires et la dynamique commerciale impulsée.

Pour le porteur de projet, choisi par un comité de sélection, c'est l'avantage de tester un concept, une idée, un marché et ses compétences commerciales pendant une période limitée de plusieurs mois tout en réduisant les risques par un accompagnement renforcé. A l'issue de la période définie, le porteur de projet peut s'installer durablement à l'emplacement qu'il occupe.

Le coût de la cotisation serait donc de 5 000 € pour la Ville de Lunel.
En échange du coût de la cotisation, la Fédération des Boutiques à l'Essai offre les services suivants :
- la mise à disposition de la marque « Ma boutique à l'essai »,
- l'accompagnement sur la faisabilité du projet,
- le pack de lancement « Ma boutique à l'essai »,
- le suivi de mise en œuvre du projet,
- l'accompagnement sur l'ouverture,
- le retour d'expériences d'autres collectivités,
- la mutualisation d'outils communs (site internet, plaquettes, etc.).

Considérant :
- les retours d'expérience positifs du concept « Ma Boutique à l'Essai », notamment sur la ville de Noyon qui a lancé le dispositif en 2013,
- la création d'une Fédération des Boutiques à l'Essai, dont la finalité est de contribuer au développement du concept en constituant un réseau national,
- le besoin d'agir pour redynamiser l'activité commerciale du centre ville et en particulier le parcours marchand prioritaire (rue Sadi Carnot, rue de la Libération, place des martyrs de la résistance, place Jean Jaurès),
- la nécessité d'accompagner des porteurs de projets voulant s'installer,
- l'intérêt pour l'ensemble du centre ville de faire vivre des cellules commerciales vacantes et de proposer de nouveaux produits.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser M le maire ou son représentant à signer cette convention et tous les documents liés.

Convention Ma Boutique à l'Essai

Entre

La **Fédération des Boutiques à l'Essai**, association loi 1901, domiciliée au 8 rue du Change 60200 Compiègne et représentée par son Directeur, Monsieur Olivier BOURDON.

ci-après désignée « la Fédération »

et

La **commune de Lunel,** 240 avenue Victor Hugo, 34400 LUNEL, représentée par son Maire, Monsieur Pierre SOUJOL.

ci-après désignée « la collectivité »

PREAMBULE

Au mois de mai 2013, Initiative Oise Est a proposé à la Mairie de Noyon de mettre en place une opération appelée Ma Boutique à l'Essai. Cette opération ayant pour but de permettre, pendant une durée de 6 mois, à un porteur de projet de tester son projet de commerce.

L'Opération est mise en place en juin 2013 en partenariat avec la Ville de Noyon, la Communauté de Communes du Pays Noyonnais, Avenir l'association des commerçants et Initiative Oise Est. Après un appel à candidature et un comité de sélection, la première bénéficiaire de l'opération ouvre sa boutique le 8 novembre 2013.

Suite aux nombreux retours presse et à l'intérêt pour cette opération de la part de nombreuses collectivités, Initiative Oise Est a souhaité structurer l'opération Ma Boutique à l'Essai afin, à terme de, constituer un réseau national dont les objectifs principaux seront l'échange d'expérience, la mutualisation d'outils communs et le développement du concept. C'est ainsi que la Fédération des Boutiques à l'Essai a été créée.
La marque « Ma Boutique à l'Essai » a été déposée à l'INPI sous le n° 14 4 068 815 couvrant globalement les produits et services numéros 35, 36 et 41. La marque « Ma Boutique, mon Quartier » a été déposée à l'INPI sous le n° 16/4295635 couvrant globalement les produits et services numéros 35, 36 et 41. Et La marque « Mon Resto à l'Essai » a été déposée à l'INPI sous le n° 20 4 626 188 couvrant globalement les produits et services numéros 35, 36 et 41.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente charte a pour objet de définir les modalités de coopération et d'utilisation des marques « Ma Boutique à l'Essai », « Ma Boutique, mon Quartier » et « Mon Resto à l'essai » par des organismes à vocation de développement économique, et notamment les Mairies, Agences de Développement Economiques, Structure d'accompagnement à la création d'entreprise, Compagnies consulaires … Dans le cas présent elle concerne exclusivement la commune de Lunel.

ARTICLE 2 : Objectifs du concept et de ses déclinaisons

Ma Boutique à l'Essai est une opération visant à proposer à un créateur de tester pendant plusieurs mois son projet de commerce. C'est une opération de redynamisation de centre-ville qui permet de créer de l'activité commerciale au sein de locaux commerciaux vacants.

ARTICLE 3 : Engagements de la Fédération

Dans le cadre de cette convention, la Fédération s'engage à mettre à disposition de la collectivité sur la durée de la convention :

- Les marques « Ma Boutique à l'Essai », « Ma Boutique, mon Quartier » et « Mon Resto à l'essai »
- Les chartes graphiques associées et les différents supports de communication développés.
- L'impression et la pose de la vitrophanie de la première boutique à l'essai.
- La création et l'impression des affiches et flyers de chacune des opérations.
- Les différents outils développés dans le cadre de chacune des opérations.
- Son retour d'expérience.
- Les moyens matériels suivants :
    - Guide de mise en œuvre
    - Outils d'accompagnement de chaque action : rétroplanning, documents auprès des candidats, des partenaires, des propriétaires
    - Plateforme de formation numérique (vidéos de formation)
- Et les moyens humains suivants :
    - Accompagnement personnalisé sur le montage de chaque opération
    - Déplacement selon besoin
    - Session de formation sur les concepts : formation méthodologique et technique pour apprendre les étapes de mise en place d'une boutique à l'essai

La fédération développera également :

- La communication autour du développement de l'opération.
- Le site internet : www.maboutiquealessai.fr
- De nouveaux outils de sensibilisation et de présentation du concept.
- Des échanges et des rencontres avec les collectivités signataires de la convention.

ARTICLE 4 : Engagement de la collectivité

La collectivité s'engage quant à elle à :

- Respecter les Fondamentaux de Ma Boutique à l'Essai (Cf Annexe 1), de Ma Boutique Mon Quartier (Cf Annexe 2) et de Mon Resto à l'Essai (Cf Annexe 3).
- Communiquer autour de chaque opération et toujours préciser qu'elle est membre de la Fédération.
- Respecter les chartes graphiques transmises par la Fédération.
- Transmettre à la Fédération un point de suivi régulier des opérations sur son territoire.
- Faire bénéficier de son retour d'expérience d'autres collectivités sur demande de la Fédération.

- Orienter les contacts d'autres collectivités intéressées vers la Fédération.
- Participer, autant que possible, aux échanges et aux rencontres autour du concept.
- Régler une adhésion annuelle de CINQ MILLE EUROS (5 000 euros).

ARTICLE 5 : Durée et clause de non-concurrence

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, soit du …… au …… et pourra faire l'objet d'une tacite reconduction après acception des différentes parties.

La collectivité s'interdit directement ou indirectement de développer sur son territoire toute autre marque susceptible de concurrencer les marques « Ma Boutique à l'Essai », « Ma Boutique, mon Quartier » et « Mon Resto à l'essai » pendant la durée du présent contrat et de ses renouvellements.

En cas de non ré-adhésion, la collectivité s'engage à ne plus utiliser les marques « Ma Boutique à l'Essai », « Ma Boutique, mon Quartier » et « Mon Resto à l'essai », ainsi que la méthodologie et les outils de communication associés (plaquettes, logos etc), ainsi que tout élément graphique s'y rattachant ou y faisant référence : store-banne, police d'écriture. La collectivité s'engage à retirer la vitrophanie qui pourrait subsister sur un ou des locaux, et ce dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'adhésion.

ARTICLE 6 : Responsabilités et garanties

La Fédération ne pourra être tenue d'aucune responsabilité vis-à-vis de tout engagement pris par la collectivité dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération sur son territoire. De façon générale, la collectivité s'engage à ne rien faire ou entreprendre de quelque manière que ce soit qui puisse porter atteinte ou ternir l'image de la Fédération et de la marque pendant toute la durée de la présente convention ou après la fin de celle-ci.

ARTICLE 7 : Règlement des litiges

Si un différend intervient à l'occasion de l'exécution et/ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable. En cas de désaccord des parties, la présente convention pourra être dénoncée de manière unilatérale n'entraînant aucune compensation financière.

Fait en deux exemplaires

Le

Pour la Fédération des Boutiques à l'Essai,

Olivier BOURDON, Directeur

Pour la collectivité,

Pierre SOUJOL, Maire

ANNEXE 1

Les Fondamentaux Ma Boutique à l'Essai

1- Une opération partenariale

Ma Boutique à l'Essai se veut une opération de redynamisation de centre-ville associant acteurs publics et privés. La réussite de l'opération est basée sur l'expérience et les connaissances de chacun des partenaires.

Ainsi l'opération associe toujours une mairie, un bailleur et un réseau d'accompagnement à la création d'entreprise. Il est également conseillé d'y associer l'association des commerçants et les différents acteurs économiques de la commune d'implantation (assureur, banquiers, Pôle Emploi, agence de communication ...).

Il ne peut s'agir d'une opération à but lucratif.

2- L'accompagnement et le suivi du porteur de projet

L'accompagnement et le suivi du porteur de projet est au cœur du dispositif.

Le porteur de projet doit obligatoirement bénéficier d'un accompagnement technique dans le cadre de l'élaboration de son dossier de candidature à l'opération Ma Boutique à l'Essai.

Chaque dossier de candidature devra comporter une présentation complète du projet de commerce envisagé ainsi qu'un prévisionnel financier validé par un réseau d'accompagnement (CCI, plateforme Initiative…).

Les dossiers de candidature sont ensuite expertisés et validés par un comité composé d'élus, experts en création d'entreprise et acteurs du développement économique local.

Une fois l'installation du nouveau commerçant réalisée, un suivi personnalisé est mis en place avec ce dernier pour s'assurer de la réalisation des objectifs.

3- Le local et son emplacement

Le local qui accueillera l'opération doit être bien placé. Il doit être situé sur un axe passant disposant de places de stationnement à proximité. Son loyer devra de préférence être minoré pour le rendre attractif.

Pour permettre aux futurs candidats de se projeter, il sera indispensable de proposer un local pouvant être opérationnel rapidement.

4- Echanges et retours d'expérience

Chaque signataire de la Charte Ma Boutique à l'Essai s'engage à apporter régulièrement son retour d'expérience et à échanger avec les différents acteurs de cette opération afin de développer de nouvelles pistes de travail destinées à perfectionner le concept.

ANNEXE 2

Les Fondamentaux de l'opération Ma Boutique, mon Quartier

1- Une opération partenariale

Ma Boutique, mon Quartier se veut une opération de redynamisation des quartiers
politiques ville associant acteurs publics et privés. La réussite de l'opération est basée sur l'expérience et les connaissances de chacun des partenaires.

Ainsi l'opération associe toujours une mairie, un bailleur et un réseau d'accompagnement à la création d'entreprise. Il est également conseillé d'y associer l'association des commerçants et les différents acteurs économiques de la commune d'implantation (assureur, banquiers, Pôle Emploi, agence de communication ...).

Il ne peut s'agir d'une opération à but lucratif.

2- L'accompagnement et le suivi du porteur de projet

L'accompagnement et le suivi du porteur de projet est au cœur du dispositif.

Le porteur de projet doit obligatoirement bénéficier d'un accompagnement technique dans le cadre de l'élaboration de son dossier de candidature à l'opération Ma Boutique, mon Quartier.
Chaque dossier de candidature devra comporter une présentation complète du projet de commerce envisagé ainsi qu'un prévisionnel financier validé par un réseau d'accompagnement (CCI, plateforme Initiative).
Les dossiers de candidature sont ensuite expertisés et validés par un comité composé d'élus, experts en création d'entreprise et acteurs du développement économique local.
Une fois l'installation du nouveau commerçant réalisée, un suivi personnalisé est mis en place avec ce dernier pour s'assurer de la réalisation des objectifs.

3- Le local et son emplacement

Le local qui accueillera l'opération doit être bien placé. Il doit être situé sur un axe passant disposant de places de stationnement à proximité. Son loyer devra de préférence être minoré pour le rendre attractif.

Pour permettre aux futurs candidats de se projeter, il sera indispensable de proposer un local pouvant être opérationnel rapidement. Le local ne devra pas faire l'objet d'investissements trop important pour le porteur de projet.

4- Echanges et retours d'expérience

Chaque signataire de la Charte Ma Boutique, mon Quartier s'engage à apporter régulièrement son retour d'expérience et à échanger avec les différents acteurs de cette opération afin de développer de nouvelles pistes de travail destinées à perfectionner le concept.

ANNEXE 3

Les Fondamentaux de l'opération Mon Resto à l'Essai

1- Une opération partenariale

Mon Resto à l'Essai se veut une opération de redynamisation de centre-ville associant acteurs publics et privés. La réussite de l'opération est basée sur l'expérience et les connaissances de chacun des partenaires.

Ainsi l'opération associe toujours une mairie, un bailleur et un réseau d'accompagnement à la création d'entreprise. Il est également conseillé d'y associer l'association des commerçants et les différents acteurs économiques de la commune d'implantation (assureur, banquiers, Pôle Emploi, agence de communication ...).

Il ne peut s'agir d'une opération à but lucratif.

2- L'accompagnement et le suivi du porteur de projet

L'accompagnement et le suivi du porteur de projet est au cœur du dispositif.

Le porteur de projet doit obligatoirement bénéficier d'un accompagnement technique dans le cadre de l'élaboration de son dossier de candidature à l'opération Mon Resto à l'Essai.
Chaque dossier de candidature devra comporter une présentation complète du projet de restaurant envisagé ainsi qu'un prévisionnel financier validé par un réseau d'accompagnement (CCI, plateforme Initiative).
Les dossiers de candidature sont ensuite expertisés et validés par un comité composé d'élus, experts en création d'entreprise et acteurs du développement économique local.
Une fois l'installation du nouveau commerçant réalisée, un suivi personnalisé est mis en place avec ce dernier pour s'assurer de la réalisation des objectifs.

3- Le local et son emplacement

Le local qui accueillera l'opération doit être bien placé. Il doit être situé sur un axe passant disposant de places de stationnement à proximité. Son loyer devra de préférence être minoré pour le rendre attractif.

Pour permettre aux futurs candidats de se projeter, il sera indispensable de proposer un local pouvant être opérationnel rapidement.

4- Echanges et retours d'expérience

Chaque signataire de la Charte Mon Resto à l'Essai s'engage à apporter régulièrement son retour d'expérience et à échanger avec les différents acteurs de cette opération afin de développer de nouvelles pistes de travail destinées à perfectionner le concept.

Mme LEMAIRE souligne que le concept paraît séduisant si cela peut attirer des gens de l'extérieur. Nous avons besoin de locomotives pour dynamiser. Pourquoi paie t-on 5 000 € ? Nous avons recruté un manager du centre-ville dans cette maison qui ose, cette maison des projets, nous avons un directeur du renouvellement urbain. Pourquoi un manager du centre-ville ne peut-il pas effectuer cette démarche ?

Monsieur le Maire explique que c'est justement la fonction du manager du centre-ville, trouver des réseaux, ce genre d'opportunité, aider à concevoir des choses parce que le manager qu'elles que soient ses qualités n'a pas de réseau national. Il est souhaitable de s'approcher de structures ayant des compétences, qui sont en capacité de nous aider.

Mme LEMAIRE fait remarquer que le manager était soi-disant formé !

Monsieur le Maire répète qu'il ne possède pas de réseau national.

Mme LEMAIRE comprend mais dans sa formation peut être compris un rapprochement de ce type de partenaires. Mais payer 5 000 € de plus…

Monsieur le Maire explique que c'est le manager qui a trouvé ce réseau et travaille en relation. Mais cela a un coût ce n'est pas gratuit. Par ailleurs, lorsqu'on a un projet politique il faut se donner les moyens de réussir.

Mme LEMAIRE relève qu'en termes de projet politique nous sommes dans une période inflationniste et si elle entend ses propos pour autant il faut parfois faire preuve d'attentisme pour faire bouger les choses, être à l'écoute et prendre la température.

Monsieur le Maire : « Heureusement que vous être là sinon on ne la prendrait pas la température ! Nous contrôlons toutes les dépenses, malgré tout il faut savoir ce qu'on veut dans la vie : être efficace ou abandonner. »

M. C. CHABERT note que la ville s'est basée sur des retours d'expérience positifs de la ville de Noyons. Il serait intéressant de faire un retour au conseil municipal au terme d'un an. Qu'a apporté ce projet à la ville de Lunel ?

M. DALLE indique que nous allons tester. Cette opportunité s'est présentée, nous l'avons saisie, c'est une aubaine et évidemment il y aura un retour d'expérience d'ici un an. Il est possible que l'on ne poursuive pas ou que nous renouvelions.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 4 abstentions : Mme RAZIGADE, M. BARBATO plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme LEMAIRE, approuve la convention d'adhésion avec la fédération « Ma boutique à l'essai » et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à la signer.

6 – AMÉNAGEMENT, URBANISME ET RENOUVELLEMENT URBAIN

6.1 - REVERSEMENT D'UN POURCENTAGE DE LA PART COMMUNALE DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT RECOUVRÉE SUR LE PÉRIMÈTRE DES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES INTERCOMMUNALES

Rapporteur : Mme MICHEL.

Annexe : Convention de reversement de la part communale de la taxe d'aménagement sur le périmètre des zones d'activités économiques

La commune perçoit le produit de la taxe d'aménagement applicable à toutes les opérations

d’aménagement, de construction, de reconstruction et d’agrandissement de bâtiments ou d’installations, nécessitant une autorisation d’urbanisme sur le territoire communal.

Sur délibérations concordantes de l’organe délibérant de l’établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune membre intéressée, cette dernière peut reverser tout ou partie de la taxe à l’établissement public de coopération intercommunale, compte tenu de la charge des équipements publics qu’il assume au titre de sa compétence sur le territoire de cette commune.

A ce titre, la Communauté de Communes du Pays de Lunel s’avère être compétente en matière de gestion des Zones d’Activités Économiques (ZAE) intercommunales suivantes sur le territoire de Lunel :

- Les Fournels 1
- La Liquine
- Levant
- Luneland
- Lunel Littoral
- Petite Camargue

L’exercice de cette compétence engendre un certain nombre de frais d’investissement auxquels il est demandé aux communes concernées de participer. C’est en ce sens que le conseil communautaire a approuvé lors de sa séance du 10 novembre 2022 une délibération validant le principe du reversement d’une partie du montant de la taxe d’aménagement perçu par les communes membres dans ces zones selon la répartition suivante :

- 5 % en 2022
- 15 % en 2023
- 30 % à partir de 2024

Il s’agit maintenant de faire valider ce reversement par les communes concernées.

Par conséquent, il est demandé au Conseil :
- **D’ADOPTER** le principe de reversement à la CCPL de la part communale de taxe d’aménagement perçue dans les ZAE intercommunales, selon les modalités précitées.
- **DE DÉCIDER** que ce recouvrement sera calculé à partir des impositions nouvelles au 1er janvier 2022.
- **D’APPROUVER** la convention de reversement à la CCPL de la part communale de la taxe d’aménagement perçue dans les ZAE intercommunales, annexée à la présente note.
- **D’AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

CONVENTION DE REVERSEMENT D'UN POURCENTAGE DE LA PART COMMUNALE DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT RECOUVRÉE SUR LE PÉRIMÈTRE DES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES INTERCOMMUNALES

Entre :

La commune de Lunel

Représentée par madame Véronique Michel, agissant conformément à une délibération du Conseil municipal en date du 05/04/2023,
Dénommée ci-après « la commune »

Et,

La Communauté de communes du Pays de Lunel

Représentée par son Président, M. Pierre SOUJOL agissant conformément à une délibération du XXX,
Dénommée ci-après « la Communauté de communes » ou la « CCPL »

PRÉAMBULE
Les communes membres de la Communauté de Communes, perçoivent le produit de la taxe d'aménagement applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme sur le territoire communal.
Or, les zones d'activités économiques communautaires relèvent intégralement de la compétence intercommunale. A ce titre, et en application de l'article 109 de La Loi de Finances pour 2022, il appartient, après accord des parties, de définir les modalités d'un partage du produit de cette taxe entre la commune et la CCPL.

Vu la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;
Vu l'article 15 de la loi n°2022-1499 du 1er décembre 2022 de finances rectificatives pour 2022 ;
Vu l'Ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 331-1 et suivants ;
Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1379-I-16° ;
Vu la délibération du conseil communautaire du 10/11/2022 approuvant le reversement de la part communale de la taxe d'aménagement sur le périmètres des zones d'activités économiques ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Lunel du 05/04/2023, approuvant le reversement à la CCPL de la part communale de Taxe d'aménagement dans les zones d'activités économiques intercommunales.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
Il est rappelé que :
- la commune perçoit le produit de la taxe d'aménagement (TA) applicable, à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou

d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme et qui changent la destination des locaux dans le cas des exploitations agricoles ;
- selon l'article 1379-I-16° du code général des impôts : « *Sur délibérations concordantes, prises dans les conditions prévues au VI de l'article 1639 A bis, de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune membre intéressée, la commune peut reverser tout ou partie de la taxe à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de sa compétence ».*
La commune doit ainsi reverser à la Communauté de communes le produit de la part communale de la TA sur les périmètres définis à l'Article 2 selon les modalités définies dans la présente convention.

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION
Le champ d'application de la présente convention porte sur les parcelles situées dans les périmètres des zones d'activité économique annexés à la présente convention. Cette annexe sera mise à jour lors de la création de zones d'activités économiques nouvelles.
L'ensemble des autorisations d'urbanisme délivrées à l'intérieur de cette zone est concerné.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE REVERSEMENT
2.1. *Processus de reversement annuel*
Chaque année, la CCPL sollicite les communes concernées par les périmètres définis à l'article 2 afin de connaître l'assiette du reversement de l'année précédente (taxe d'aménagement communale sur les parcelles des zones d'activités économiques).

La CCPL émet un titre de recette vis-à-vis de la commune, après communication de cette assiette de reversement.

La 1ère année d'application de cette convention est l'année 2022 ; la 1ère année de reversement est l'année 2023.

Dans les cas où un aménagement, ayant fait l'objet d'un reversement de TA par la commune à la Communauté de communes, ne se réalisait pas, entraînant ainsi un remboursement de TA par la commune au pétitionnaire, la Communauté de commune reversa le montant correspondant à la commune.

2.2. *Modalités de calcul*
Le montant du reversement au profit de la CCPL au titre de l'année concernée s'effectue à hauteur de :
- 5% en 2022,
- 15% en 2023,
- 30% à partir de 2024,

des sommes perçues par la Commune en application du taux de la taxe d'aménagement voté par la commune et applicable à la zone concernée.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION - RÉVISION
La présente convention entrera en vigueur au 01/01/2023, sur la base du reversement de la taxe d'aménagement perçue par les communes en 2022. Elle a une durée d'un an, reconductible par tacite reconduction.
Elle pourra être modifiée par avenant accepté par les parties.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention avant de saisir le tribunal administratif de MONTPELLIER.

ARTICLE 6 : ANNEXES
Plan des zones d'activités économiques de la CCPL.

Fait à LUNEL, le
En 3 exemplaires originaux

Pour la Communauté de communes
du Pays de Lunel
Le Président
Pierre SOUJOL

Pour la commune de Lunel
Pour le Maire
Par délégation
Véronique MICHEL

M. BARBATO demande si l'on a une projection des sommes car on a des pourcentages : 5 % pour 2022, 15 % pour 2023, 30 % pour 2024.

Monsieur le Maire explique que ces taxes feront l'objet d'aménagements futurs, par exemple la future zone du Dardaillon qui sera aménagée par la CCPL et au moment opportun une taxation sera prévue. Il n'y a pas d'antériorité, les budgets seront vus progressivement. En toute objectivité c'est la CCPL qui finance tout l'aménagement et c'est la ville de Lunel qui perçoit les taxes avec un retour à la CCPL de toutes les communes. La CCPL a adopté ces pourcentages.

M. BARBATO note qu'on n'a pas un ordre de niveau des montants.

Monsieur le Maire répond par l'affirmative mais le montant n'est pas important.

M. CRÉCHET indique que l'impact financier est mineur, autour de 3 000 € sur la situation de l'année 2022. Cela a légèrement progressé sur les exercices suivants mais l'impact financier sera vraiment modique.

M. BARBATO relève que c'est 6 fois plus.

Monsieur le Maire met en garde sur les taxes d'aménagement, c'est difficile d'avoir des projections, on ne présume pas des autorisations d'urbanisme à venir, cela dépend de la conjoncture et des projets qui pourraient être portés.

M. C. CHABERT demande des précisions. C'est la loi qui précise un maximum de 30 % ?

Monsieur le Maire répond par la négative, c'est la CCPL qui l'a décidé. Nous aurions pu aller à 100 %. Ce sont les communes réunies et le bureau avec les vices-présidents qui ont décidé de ce pourcentage.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le principe de reversement à la CCPL d'un pourcentage de la part communale de la taxe d'aménagement recouvrée sur le périmètre des zones d'activités économiques intercommunales selon le détail ci-dessus indiqué et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

6.2 - INSTAURATION D'UN BARÈME RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DES ASTREINTES ADMINISTRATIVES PRÉVUES A L'ARTICLE L.481-1 DU CODE DE L'URBANISME

Rapporteur : Mme MICHEL.

Annexe : Tableau récapitulatif du barème des astreintes
Schéma procédural d'examen des infractions d'urbanisme

La commune de Lunel s'avère historiquement confrontée à un problème de constructions réalisées soit sans autorisation d'urbanisme, soit en infraction aux autorisations délivrées. Malgré une vigilance accrue et la transmission de nombreux procès-verbaux d'infraction aux règles d'urbanisme aux instances judiciaires, le phénomène perdure, entre autres dans les zones naturelles et agricoles.

La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dite « *Engagement et proximité »,* a doté les autorités en charge de la délivrance des autorisations d'urbanisme de nouveaux moyens d'action pour contraindre plus radicalement l'auteur d'une infraction au code de l'urbanisme. C'est dans ce cadre que les services de l'État incitent à se saisir de ces outils juridiques mis à disposition des communes.
Ces mesures coercitives, consignées sous les nouveaux articles L.481-1 et suivants du code de

l'urbanisme, peuvent être mises en œuvre après constatation de l'infraction par procès-verbal, parallèlement aux poursuites pénales que le maire est tenu d'exercer. Désormais validé par la jurisprudence, ce dispositif récent vise à accélérer la régularisation des situations d'infraction plus rapidement que dans le cadre des procédures judiciaires souvent longues et à l'issue incertaine, ce qui n'encourage pas les contrevenants à se mettre en conformité.

L'article L.481-1 du code de l'urbanisme dispose :

> *« Lorsque des travaux mentionnés aux articles L. 421-1 à L. 421-5 ont été entrepris ou exécutés en méconnaissance des obligations imposées par les titres I à VII du présent livre et les règlements pris pour leur application ainsi que des obligations mentionnées à l'article L. 610-1 ou en méconnaissance des prescriptions imposées par un permis de construire, de démolir ou d'aménager ou par la décision prise sur une déclaration préalable et qu'un procès-verbal a été dressé en application de l'article L. 480-1, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées pour réprimer l'infraction constatée, l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3-1 peut, après avoir invité l'intéressé à présenter ses observations, le mettre en demeure, dans un délai qu'elle détermine, soit de procéder aux opérations nécessaires à la mise en conformité de la construction, de l'aménagement, de l'installation ou des travaux en cause aux dispositions dont la méconnaissance a été constatée, soit de déposer, selon le cas, une demande d'autorisation ou une déclaration préalable visant à leur régularisation ».*

Les pouvoirs coercitifs dont disposent les autorités en charge de la délivrance des autorisations d'urbanisme peuvent donc être mis en œuvre lorsque des travaux ont été entrepris ou exécutés en méconnaissance des obligations imposées par la réglementation d'urbanisme, ainsi que des obligations mentionnées à l'article L.610-1, ou en méconnaissance des prescriptions imposées par un permis ou par la décision prise sur une déclaration préalable, et dès lors qu'un procès-verbal a été dressé.

Concrètement, l'autorité compétente peut, indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être exercées pour réprimer l'infraction constatée, mettre l'intéressé en demeure par arrêté, dans un délai qu'elle détermine :

- soit de procéder aux opérations nécessaires à la mise en conformité de la construction, de l'aménagement, de l'installation ou des travaux en cause aux dispositions dont la méconnaissance a été constatée ;
- soit de déposer, selon le cas, une demande d'autorisation ou une déclaration préalable visant à leur régularisation.

Dans les deux cas de figure, l'intéressé doit avoir été invité à présenter ses observations avant toute mise en demeure.

Le délai imparti par la mise en demeure varie en fonction de la nature de l'infraction constatée et des moyens d'y remédier. Il peut être prolongé par l'autorité compétente, pour une durée qui ne peut excéder un an, pour tenir compte des difficultés que rencontre l'intéressé pour s'exécuter.

L'intérêt principal de la procédure de mise en demeure réside dans la faculté de pouvoir les assortir d'une astreinte d'un montant maximal de 500 € par jour de retard.
L'astreinte peut également être prononcée dans un second temps en cas de mise en demeure infructueuse, à tout moment après l'expiration du délai d'exécution, après que l'intéressé a été invité à présenter ses observations.
Son montant est modulé en tenant compte de l'ampleur des mesures et travaux prescrits (nature de l'infraction, dimension des constructions) et des conséquences de la non-exécution (gravité de l'atteinte, exposition aux risques naturels, protection patrimoniale). Le montant total résultant de l'astreinte ne peut excéder 25.000 €.

L'astreinte court à compter de la date de la notification de l'arrêté la prononçant et jusqu'à ce qu'il ait été justifié de l'exécution des opérations nécessaires à la mise en conformité ou des formalités permettant la régularisation. Son recouvrement est engagé par trimestre échu et les sommes dues versées au bénéfice de la commune.

Une exonération partielle ou totale de son produit pourra toujours être consentie par l'autorité compétente si le redevable établit que la non-exécution de l'intégralité de ses obligations est due à des circonstances qui ne sont pas de son fait, ce qui laisse une certaine marge d'appréciation pour la commune.

Il a été jugé souhaitable dans un souci de transparence et d'égalité de traitement pour des constructions ou installations placées dans une même situation, de soumettre au Conseil Municipal le barème qui servira de base à la fixation de l'astreinte, ainsi que la procédure interne d'arbitrage à suivre avant rédaction d'un arrêté de mise en demeure et fixation du montant de l'astreinte.

Par conséquent, il est demandé au Conseil :
- **D'INSTAURER** le dispositif d'astreinte prévu aux articles L.481-1 à L.481-3 du code de l'urbanisme.
- **D'APPROUVER** le barème (annexe n°1) qui servira de base à la fixation des astreintes prononcées en application des articles L.481-1 à L.481-3 du code de l'urbanisme, ainsi que la procédure interne (annexe n°2) conduisant à la rédaction des arrêtés pris en application de ces mêmes dispositions.
- **D'APPROUVER** la composition de la commission chargée de l'examen des dossiers d'infraction.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette délibération.

Annexe à la délibération :

Barème pour les astreintes administratives prévues aux articles L.480-1 à L.481-3 du code de l'urbanisme. Montant en euros par jour après mise en demeure infructueuse

Nature des travaux	*Travaux entrepris ou exécutés en méconnaissance des obligations imposées par les titres I à VII du livre IV du code de l'urbanisme et les règlements pris pour leur application (sans autorisation)*	*Travaux entrepris ou exécutés en méconnaissance des obligations mentionnées à l'article L. 610-1 du code de l'urbanisme (non régularisable car non conforme au PLU ou autres réglementations)*
Construction nouvelle ou extension		
< 40 m² SDP	20 €	40 €
> ou = 40 m² SDP	40 €	80 €
Travaux sur construction existante		
Modifiant l'aspect extérieur :		
- ravalement	10 € (DP pour les travaux de ravalement en UA1 et UA2 suite à délibération du 24/09/2014)	20 €
- vitrine commerciale	20 €	40 €
- panneau photovoltaïque, fenêtre de toit, antennes et paraboles,	10 €	20 €
- climatiseur, menuiseries et volets,…	10 €	20 €
- autres	20 €	40 €
Changement de destination par création d'un logement :		
- en zone UE	40 €	80 €
- en zone A ou N	40 €	80 €
- en zone UA	40 €	80 €
- autres zones	40 €	80 €

Création de logement sans changement de destination	Sans objet. Non soumis à AU.	80 €
Démolition	40 € (Permis de démolir en UA1 et UA2 suite à délibération du 25/09/2007)	Sans objet (non régularisable)
Clôtures - non conforme	10 € (DP sur l'ensemble du territoire suite à délibération du 25/09/2007)	 20 €
Antennes sur mats	20 €	40 €
Affouillements ou exhaussements	20 € (lorsque soumis à DP ou PA)	40 €
Caravanes en dehors des structures d'accueil	40 € (DP si installation > 3 mois/an)	80 €
Résidence mobile de loisir en dehors des structures d'accueil	Sans objet	80 €
Résidence mobile de loisir constituant l'habitat permanent des gens du voyage	40 € (DP si installation > 3 mois/an)	80 €
Habitation légère de loisir en dehors des structures d 'accueil	40 €	80 €
Aménagement de terrains bâtis ou non bâtis prévu à l'article L.444-1 du code de l'urbanisme, destinés aux aires d'accueil et aux terrains familiaux des gens du voyage	40 € (Plus de 2 RML : PA) 40 € (Sinon : DP)	80 € 80 €

Aménagement de terrains bâtis ou non bâtis pour permettre l'installation de plusieurs résidences démontables définies à l'article R.111-51 du code de l'urbanisme, constituant l'habitat permanent de leurs occupants	40 € (Au moins 2 résidences démontables, créant une SDP totale > à 40 m² : PA) 40 € (Sinon : DP)	80 € 80 €

Majoration pour non respect d'un arrêté interruptif de travaux : x 4

A défaut d'arrêté interruptif de travaux, majorations (cumulables) :
* majoration en zone inondable (lorsque les travaux ont une incidence sur la protection contre les inondation) : x2
* majoration en secteur protégé au titre des monuments historiques (lorsque les travaux ont une incidence sur l'aspect extérieur) : x2

Les travaux qui ne relèvent pas précisément de ceux décrits seront soumis au barème de celui qui s'en approche le plus. A défaut de cas comparable, le barème sera de 20 € pour le cas correspondant à la première colonne et de 40 € pour le cas correspondant à la seconde colonne.

Procédure interne relative aux infractions au code de l'urbanisme

Constat d'une infraction d'urbanisme

↓

Vérification de son caractère régularisable

↓

Si régularisable :
- demande de régularisation auprès du contrevenant,
- établissement d'un procès-verbal d'infraction à défaut.

↓

Si non régularisable, c'est-à-dire travaux réalisés en méconnaissance des obligations mentionnées à l'article L. 610-1 du code de l'urbanisme :

Établissement d'un procès verbal d'infraction + courrier RAR informant le contrevenant présumé :

- des travaux constatés,

- des motifs de leur caractère illicite au regard de l'article L. 610-1 du code de l'urbanisme,

- de l'intention de la commune de prendre un arrêté de mise en demeure de procéder aux opérations nécessaires à la mise en conformité de la construction, de l'aménagement, de l'installation ou des travaux en cause aux dispositions dont la méconnaissance a été constatée, dans un délai déterminé, et l'invitant dans ce délai à présenter ses observations,

- lorsque les travaux entrent dans ce cadre, ce même courrier demandera au contrevenant présumé d'interrompre immédiatement les travaux et l'informera de l'intention de la commune de prendre un arrêté interruptif de travaux dans un délai déterminé, et l'invitera dans ce délai à présenter ses observations.

↓

Examen par une commission ad hoc (1), chargée :

- d'examiner les observations écrites et/ou d'entendre les observations orales, sur chacune des deux procédures susvisées ;

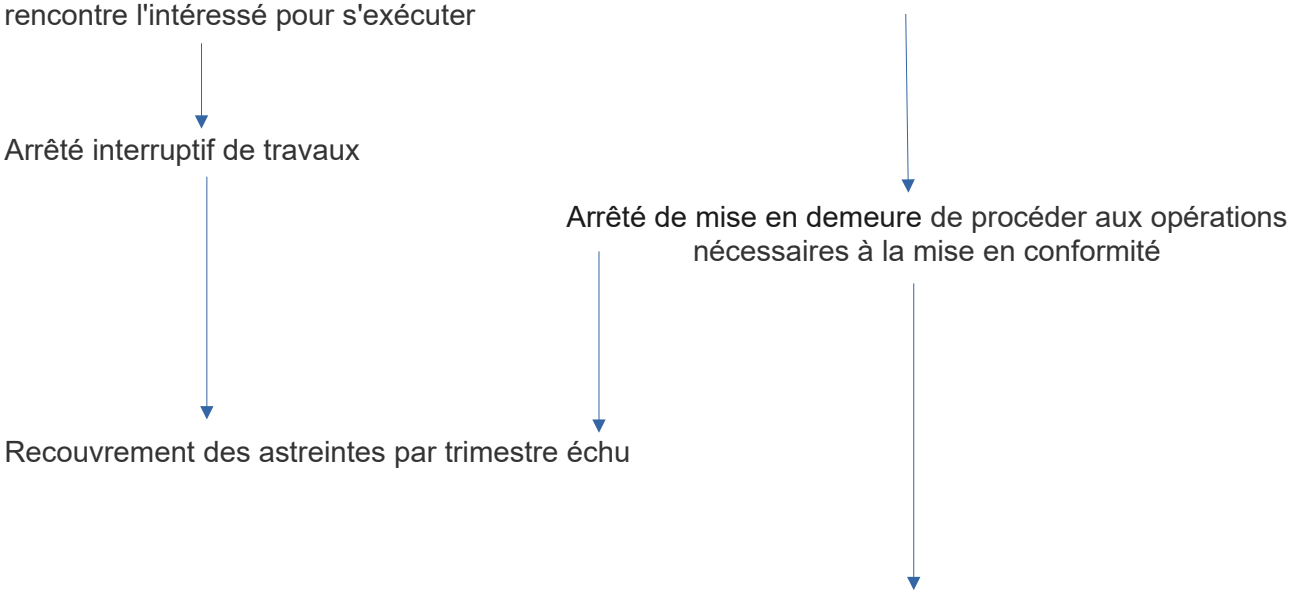
- de décider de prendre un arrêté interruptif de travaux lorsque cette éventualité a été mentionnée dans le courrier ;

- de décider de prendre un arrêté de mise en demeure de procéder aux opérations nécessaires à la mise en conformité de la construction, de l'aménagement, de l'installation ou des travaux en cause aux dispositions dont la méconnaissance a été constatée ;

- de fixer le délai imparti en fonction notamment de la nature de l'infraction constatée et des moyens d'y remédier ;

- de fixer le montant de l'astreinte administrative qui sera prononcée à compter de ce délai en cas de mise en demeure infructueuse, et lorsqu'un arrêté interruptif de travaux a été pris et notifié, le montant de l'astreinte qui courra immédiatement et tant que l'arrêté interruptif n'aura pas été respecté ;

- de se prononcer sur une éventuelle prorogation du délai pour tenir compte des difficultés que rencontre l'intéressé pour s'exécuter



Examen par la commission ad hoc des demandes d'exonération partielle ou totale du produit de l'astreinte si le redevable établit que la non-exécution de l'intégralité de ses obligations est due à des circonstances qui ne sont pas de son fait

(1) Composition de la commission ad hoc :

Administration :
- un représentant de la direction générale
- un représentant du service urbanisme
- un représentant de la police municipale

Élus :

Membres titulaires :
- Monsieur Michel CRECHET
- Madame Véronique MICHEL

Membres suppléants :
- Monsieur Stéphane ALIBERT
- Monsieur Jamal SBAAI
- Monsieur Éric WEBER
- Madame Isabelle AUTIER

M. BARBATO relève la création d'une commission chargée de l'examen des dossiers d'infraction. Le règlement intérieur précise que c'est le conseil municipal qui crée les commissions et il faut qu'elles soient à la proportionnelle, c'est l'article L 2121-22 du CGCT. Nous aurions souhaité pouvoir intégrer cette commission. Du moins, que les élus des groupes minoritaires fassent partie de la commission. Nous pouvons proposer quelqu'un pour être membre de la commission.

Une discussion s'engage.

Mme MICHEL explique qu'il s'agit d'une commission ad hoc ce n'est pas une commission permanente.

M. BARBATO souligne que cette commission va statuer sur des dossiers, bien sûr qu'elle sera permanente à moins que la présence d'un élu d'un groupe minoritaire gêne dans cette commission.

Monsieur le Maire donne la parole à M. LAMIC, Directeur Général des Services, qui explique qu'effectivement le conseil municipal est compétent pour délibérer et pour créer des commissions permanentes dans la mesure où elles donnent un avis sur les projets de délibérations proposés au conseil municipal. En l'occurrence ici c'est une commission ad hoc créée par le Maire pour l'étude de dossiers qui ne feront pas l'objet de délibérations en conseil.

M. BARBATO ne comprend pas qu'on ne puisse pas l'ouvrir aux groupes minoritaires.

Monsieur le Maire donne la parole à M. LAMIC, DGS, qui répète que ce n'est pas une commission permanente qui va étudier les projets qui vont être soumis à l'approbation du conseil municipal.

M. BARBATO répond que c'est tout de même le conseil municipal qui va créer cette commission.

Monsieur le Maire indique qu'une réponse lui a été fournie.

M. BARBATO signale un autre aspect puisqu'il sait pertinemment que Monsieur le Maire souhaitait changer de politique, dès le départ il aurait pu ouvrir cette commission aux membres des élus des minorités. Cela ne relève pas du secret d'état et c'est intéressant de participer, mais c'est sa position.

Monsieur le Maire constate que M. BARBATO lui attribue des positions, il n'a jamais dit qu'il allait intégrer l'opposition dans toutes les commissions ou groupes de travail.

M. BARBATO considére qu'il s'agit d'une commission et estime que le minimum était peut-être de demander aux élus.

Monsieur le Maire fait remarquer que s'il n'y a aucune obligation il n'ira pas au-delà.

M. CRÉCHET explique que cette commission permettra dès lors qu'une infraction sera constatée et fera l'objet d'un procès-verbal par les services compétents, d'enclencher un processus afin de saisir le Procureur de la République pour que des décisions de justice soient prises. Décisions de justice qui aboutissent souvent à la remise en état et éventuellement au prononcé d'astreintes judiciaires par le juge. Il s'agit d'un complément à cette procédure qui permet au maire dès que le procès-verbal a été établi de mettre en place une astreinte administrative, complémentaire avec la procédure judiciaire, mais cette astreinte administrative avant d'être définitive doit faire l'objet d'une procédure contradictoire, c'est-à-dire que le contrevenant doit être entendu par le maire ou ses représentants avant la prise de l'arrêté d'astreinte. L'objet de cette commission va être d'entendre les contrevenants de façon à écouter leurs explications afin de proposer au maire de prendre un arrêté permettant de mettre en œuvre les astreintes administratives, c'est le seul objet de cette commission.

M. BARBATO estime que cela justifie éventuellement d'intégrer des membres des groupes minoritaires. C'est un sujet politique.

Mme MICHEL entend parfaitement cette demande. Elle peut en effet être étudiée. Elle revient sur le fond et l'objectif même de cette délibération. Finalement on parle de forme et de procédure. Ce qui est important c'est le fond et l'objectif politique que l'on met en place dans une lutte contre la cabanisation de nos espaces naturels sensibles, nos espaces agricoles et des infractions à l'urbanisme de façon plus générale en ayant une action forte, coercitive qui va permettre à la ville de se doter d'un outil pour aller vers plus de fluidité dans la gestion des infractions. En effet, nous pouvons débattre de la proportionnelle dans les commissions mais ce n'est pas le fond de cette délibération.

M. BARBATO souligne qu'il est important d'avoir le regard de tous les élus dans les commissions. Il signale par ailleurs, que son son groupe a obtenu 36 % de suffrages aux élections, ce n'est pas négligeable.

Monsieur le Maire fait remarquer qu'une réponse a été donnée.

M. BARBATO relève qu'en termes d'efficacité du dispositif à 20 € par jour pour les astreintes, il se pose la question : Va t-on vraiment être efficaces ? Vous pouvez aller jusqu'à 500 €.

Réponse affirmative de Mme MICHEL.

Monsieur le Maire indique que le tableau fait apparaître les montants prévus pour les constructions réalisées sans autorisation mais pas illégales, simplement avec un défaut de procédure ainsi que pour celles faites illégalement et sont toujours interdites dont le montant est doublé. Il y a une graduation dans la sanction et la volonté d'évolution avant d'arriver à la sanction d'astreinte. Il doit s'instaurer un débat contradictoire avec la personne concernée. En cas de règlement amiable il ne sera pas nécessaire d'aller dans les procédures dures. C'est un outil que nous allons utiliser pour faire respecter le Code de l'urbanisme qui est plutôt bafoué dans nombre de domaines.

M. BENIATTOU ajoute que cela anticipe les décisions judiciaires il ne s'agit pas que des 20 € par jour. La procédure n'arrête pas la procédure judiciaire et 20 € par jour c'est beaucoup.

M. BARBATO souligne que si quelqu'un a les moyens de construire une cabane, viabiliser une cabane et s'y installer cette somme ne va pas les arrêter.

M. BENIATTOU explique qu'il s'agit d'un préalable d'une décision judiciaire.

Monsieur le Maire rappelle que le montant maximum s'élève à 25 000 €.

M. C. CHABERT considère que la création de cette commission est un choix politique nous n'avons rien à dire là-dessus. Cette commission est particulière parce que vous prévoyez 2 titulaires et 4 suppléants. Pourquoi 4 suppléants puisqu'il n'y a que 2 titulaires ?

Mme MICHEL explique que les personnes ne sont pas toujours disponibles.

Monsieur le Maire ajoute qu'il vaut mieux avoir un panel important.

M. C. CHABERT estime que l'on pouvait mettre 3 titulaires et 3 suppléants.

Monsieur le Maire indique qu'effectivement il y a différentes formules possibles et nous avons choisi cette dernière.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : Mme RAZIGADE, M. BARBATO plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme LEMAIRE, M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, approuve l'instauration d'un barème relatif à la mise en œuvre des astreintes administratives prévues à l'article L.481-1 et L.4811-3 du Code de l'urbanisme ainsi que la composition de la commission chargée de l'examen des dossiers d'infraction et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette délibération.

6.3 – BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS IMMOBILIÈRES CONCERNANT L'ANNÉE 2022

Rapporteur : Mme MICHEL.

Annexe : tableaux n°1 et 2

L'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales tend à apporter une meilleure connaissance des mutations immobilières réalisées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics. Dans ce but, il prévoit que les assemblées délibérantes doivent délibérer au moins une fois par an sur le bilan de la politique foncière menée par la collectivité.
Ainsi, le tableau n°1 ci-joint doit permettre à l'assemblée délibérante de porter une appréciation générale sur la politique foncière et plus spécifiquement sur les opérations immobilières réalisées sur l'ensemble du territoire de la commune durant l'année 2022.
Par conséquent, il est demandé au Conseil, après lecture dudit bilan des opérations immobilières concernant l'année 2022, de PRENDRE ACTE du bilan des acquisitions et des cessions de l'année écoulée.

Par ailleurs, et bien que cela ne soit pas prévu par les dispositions légales, il est donné information au Conseil Municipal des acquisitions et des cessions réalisées par l'EPF d'Occitanie dans le cadre de la convention du 23 juillet 2021 passée avec la commune (tableau n°2).

TABLEAU N°1

COMMUNE DE LUNEL

I) ETAT DES ACQUISITIONS IMMOBILIERES ANNÉE 2022

Désignation du bien	Localisation	Références cadastrales	Identité du cédant	Identité du cessionnaire	Conditions de l'acquisition	Montant	Superficie terrain
Local commercial (Centre Ville)	67 rue des Caladons	**AY 72**	M. VITAU	Commune de Lunel	Préemption	**60 000 €**	/
2 locaux commerciaux (Centre Ville)	215 boulevard de Strasbourg	**AT 82, 83, 85, 86, 87 et 88**	STE HLM Un Toit Pour Tous	Commune de Lunel	Amiable	**160 632 €**	/
Terrains (ENS)	Chemin des Alicantes	**AD 6 et 10**	Consorts BASTIDA et BASTIDE	Commune de Lunel	Amiable	**55 000 €**	**5 397 m²**
Terrains (ENS)	Chemin des Cabanettes	**AD 29 et 30**	Consorts DUGARET	Commune de Lunel	Amiable	**35 000 €**	**8 859 m²**
					Total	**310 632 €**	

TABLEAU N°1

COMMUNE DE LUNEL

II) ETAT DES CESSIONS IMMOBILIERES ANNÉE 2022

Désignation du bien	Localisation	Références cadastrales	Identité du cédant	Identité du cessionnaire	Conditions de la cession	Montant	Superficie terrain
Terrain en zone d'activités	Chemin de la Vidourlenque	**CC 102**	Commune de Lunel	Société SVM Menuiseries	Cession amiable	**30 000 €**	**507 m²**
					Total	**30 000 €**	

TABLEAU N°2

EPF D'OCCITANIE

I) ETAT DES ACQUISITIONS IMMOBILIERES ANNÉE 2022

Désignation du bien	Localisation	Références cadastrales	Identité du cédant	Identité du cessionnaire	Conditions de l'acquisition	Montant	Superficie terrain
Immeuble (Centre Ville)	68 rue Frédéric Mistral	**AX 316 et 477**	M. PREZ	**EPF**	Préemption	**112 000 €**	/
Immeuble (Centre Ville)	178 rue de la Libération	**AW 253**	Consorts RENARD	EPF	Préemption	**530 000 €**	/
Immeuble (Centre Ville)	36 rue de la Libération	**AW 295**	Mme MAROGER	EPF	Préemption	**190 000 €**	/
Immeuble	214 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny	**BO 396**	M. IMBACH	EPF	Préemption	**175 000 €**	/
Immeuble (Centre Ville)	10 rue du Pouget	**AY 226, 227 et 236**	Consorts LAMHAMDI	EPF	Préemption	**40 000 €**	/
Immeuble (Centre Ville)	20 rue du Pouget	**AY 235**	Mme BACCOU	EPF	Amiable	**30 000 €**	/
					Total	**1 077 000 €**	

EPF D'OCCITANIE

II) ETAT DES CESSIONS IMMOBILIERES ANNÉE 2022

Désignation du bien	Localisation	Références cadastrales	Identité du cédant	Identité du cessionnaire	Conditions de la cession	Montant	Superficie terrain
NÉANT							

Mme MICHEL rappelle la politique foncière de la commune avec une intervention forte sur les espaces naturels sensibles et les espaces agricoles toujours pour lutter contre l'inflation et sauvegarder les paysages et évidemment en centre urbain également pour notre projet de renouvellement urbain.

Mme LEMAIRE note dans l'état des acquisitions immobilières deux locaux commerciaux en centre-ville : 215, boulevard de Strasbourg, elle veut savoir qui sont les destinataires. Est-ce que c'est pour le tissu associatif ?

Mme MICHEL : Tout à fait, c'est le choix d'implanter des associations dans les locaux des Lavandières.

Mme LEMAIRE demande si c'est déjà déterminé ?

Mme MICHEL cite ISICA AG2R qui avait un petit local en centre-ville et sera attribué ensuite à une boutique. Et puis Lune et Liens également en centre-ville.

M. C. CHABERT note qu'il y a 3 immeubles en centre-ville dont les prix sont différents. C'est l'état des bâtiments qui a joué sur le prix et la surface ?
68, rue Frédéric-Mistral, 178, rue de la Libération et 36, rue de la Libération.

Mme MICHEL répond que c'est un peu tout cela, le prix d'un immobilier varie en fonction de son état et de sa surface et les différents prix des différents immobiliers.

M. C. CHABERT demande si ces trois immeubles sont vraiment en mauvais état ?

Réponse affirmative de Mme MICHEL qui précise que certains immeubles en mauvais état justifient ces prix d'achat.

Le Conseil Municipal prend acte du bilan des acquisitions et des cessions de l'année écoulée.

6.4 - <u>ACQUISITION D'UN IMMEUBLE SITUÉ 8 RUE DU POUGET, PARCELLE AY N°18</u>

Rapporteur : Mme MICHEL.

<u>Annexe</u> : plan de situation

Madame Marie NICODEMO est propriétaire d'un immeuble en R+2 sis 8 rue du Pouget, avec un garage en rez-de-chaussée et un logement dans les étages, cadastré section AY n°18 pour une contenance de 48m2.

Dans le cadre de sa stratégie d'intervention foncière pour la production de logements attractifs dans le centre-ancien, la commune a manifesté son intérêt pour l'acquisition de ce bien.

Après négociation, la propriétaire a donné son accord pour une vente au prix de 150.000 €.

Par conséquent, il est demandé au Conseil :
- **D'APPROUVER** l'acquisition au prix de 150.000 € de l'immeuble cadastrés section AY n°18 pour une contenance de 48 m², appartenant à Madame Marie NICODEMO,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente, et plus généralement à faire le nécessaire pour sa parfaite exécution.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

R DE LA LIBERATION
R PUITS DE LA POINTE
R DU POUGET
PL MARTYRS DE LA RESISTANCE
R JEAN LOUIS MEDARD
R DES CALADONS
R DES HALLES
R MARCEAU
CRS GABRIEL PERI
PL DE LA REPUBLIQUE
PL DE LA REPUBLIQUE - D24E4
N
Echelle: 1:716
Source: ["DGFiP Cadastre ©","Commune"]
Document non opposable

M. BARBATO constate que l'EPF va acheter ou a peut-être acheté les n° 10 et n° 12 à la demande de la ville. Pourquoi n'avoir pas demandé à l'EPF d'acheter le n° 8 de cet immeuble ?

Mme MICHEL indique qu'effectivement nous aurions pu demander à l'EPF de se rendre maître de ce bien. Il a été fait le choix pour des questions de planning que ce soit la ville qui maîtrise. L'EPF a des délais beaucoup plus longs et les propriétaires ont fait le choix que la ville se rende propriétaire de cet immobilier.

M. BARBATO note donc que la ville dépense 150 000 € et l'EPF ne pouvait pas rapidement acquérir ce bien ?

Mme MICHEL répète que l'EPF a des délais beaucoup plus longs sur une acquisition.

M. BARBATO : Après cela restera.

Mme MICHEL répond par l'affirmative et explique que c'est possible dans les opérations globales, dans un îlot complet. Il y aura une opération globale sur cet îlot. L'objectif n'est pas que la ville entre en possession de X immobiliers et ici en l'occurrence nous menons une étude de faisabilité sur l'îlot.

Mme BUFFET souhaite savoir dans quel but ce bien est acheté ? Pour le revendre, faire des constructions, quelque chose en particulier ?

Mme MICHEL explique que plusieurs immobiliers sont très dégradés derrière les halles avec notamment une parcelle dont une maison a brûlé. Pour faire un projet d'ensemble et restituer de l'immobilier de qualité il faut davantage de surface, 48 m² c'est petit, cela nous permet d'envisager une opération plus globale. L'objectif n'est pas que la ville entre en possession pour simplement avoir ces immobiliers mais d'avoir des systèmes opérationnels qui permettraient à des opérateurs d'être en capacité de porter des projets cohérents.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 voix contre : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, approuve l'acquisition au prix de 150 000 € de l'immeuble cadastré section AY n° 18 situé 8, rue du Pouget, pour une contenance de 48 m² et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente.

6.5 - ACQUISITION DES PARCELLES BY N°736 ET 740 SITUÉES CHEMIN DU CHEMIN DU MAS DE BLANC ET CHEMIN DES TAMARIS

Rapporteur : Mme MICHEL.

Annexe : plan de situation

A l'occasion de la division parcellaire de la propriété située 425 chemin du Mas de Blanc, la commune a demandé à la SAS L2A Investissement et la SAS Shelyane, propriétaires, de lui céder les parcelles cadastrées BY n°736 et 740, d'une contenance respective de 66 m² et 128 m², afin de réaliser l'alignement du chemin du Mas de Blanc et du chemin des Tamaris.

Les propriétaires ont donné leur accord pour une cession gratuite de ces deux parcelles, qui seront intégrées au domaine public communal.

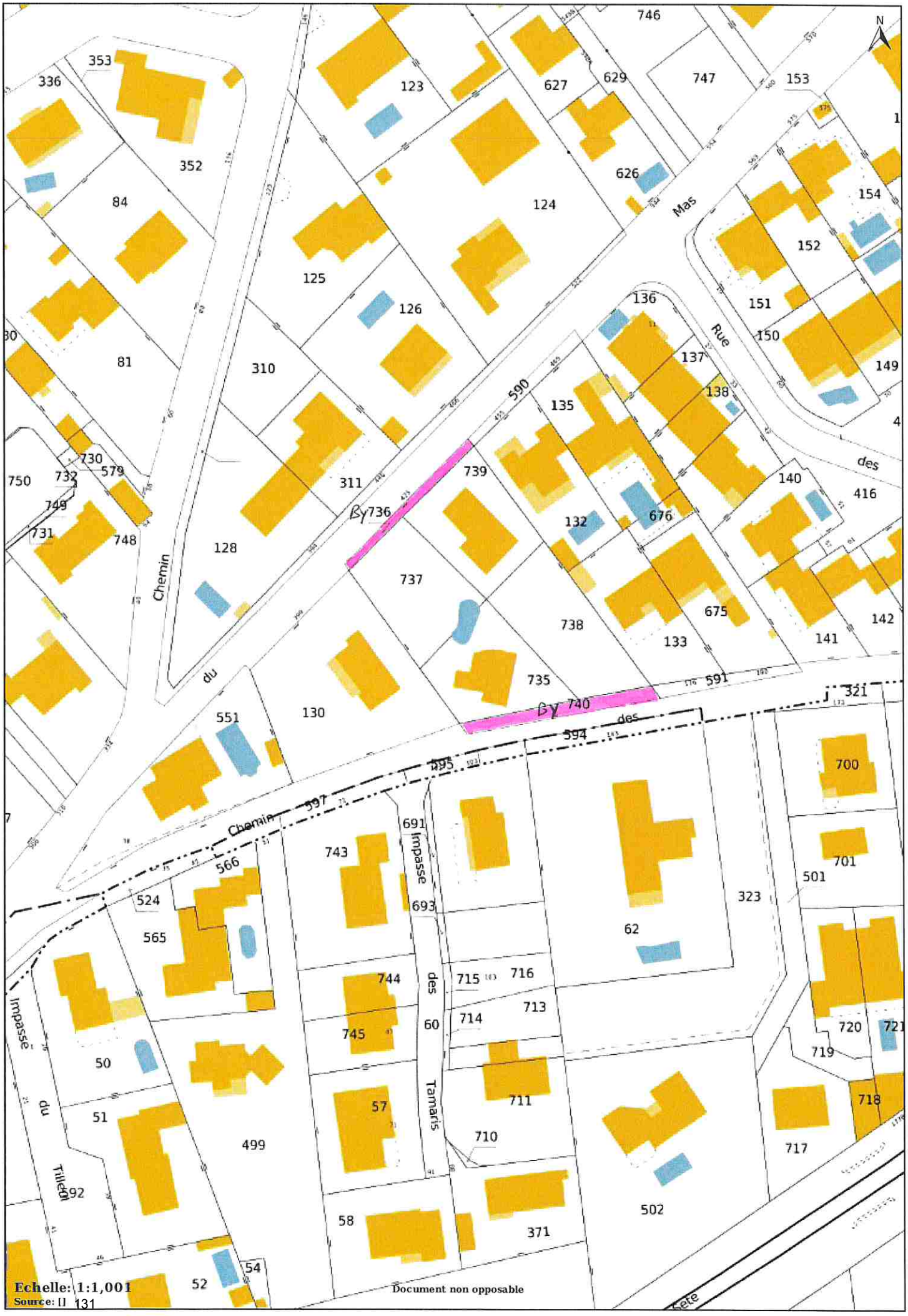
Par conséquent, il est demandé au Conseil :

D'APPROUVER l'acquisition à titre gratuit des terrains cadastrés section BY n°736 et 740, d'une contenance respective de 66 m² et 128 m², appartenant à la SAS L2A Investissement et la SAS Shelyane,

- **DE PRONONCER** leur intégration dans le domaine public communal,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente, et plus généralement à faire le nécessaire pour sa parfaite exécution.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.


N
746
353
336
123
627
629
747
153
352
626
84
124
Mas
154
152
125
126
136
151
Rue
150
81
310
137
590
149
138
135
730
579
732
750
739
311
140
des
749
736
132
676
416
731
748
128
737
675
142
738
133
141
735
591
740
321
551
130
des
594
495
700
Chemin
597
691
Impasse
743
566
701
501
524
693
323
565
62
744
715
716
745
60
713
714
720
721
719
50
711
718
57
Tamaris
51
499
710
717
592
58
371
502
54
52
Document non opposable
Echelle: 1:1,001
Source: []
131

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'acquisition à titre gratuit des terrains cadastrés section BY n° 736 et n° 740, situés chemin du Mas de Blanc et chemin des Tamaris d'une contenance respective de 66 m² et 128 m² et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente.

Mme EL AZZOUZI ne prend pas part au vote.

6.6 - PROJET DE MICRO-CRÈCHE – ACQUISITION D'UNE EMPRISE DE LA PARCELLE BC N°196, SITUÉE RUE MARIO ROUSTAN

Rapporteur : Mme MOKADDEM.

Annexe : plan de situation

Dans le cadre de son projet de construction d'une nouvelle mini-crèche, la commune a engagé des négociations avec ACM Habitat afin d'acquérir une emprise de terrain de 1.177 m² à détacher de la parcelle BC n°196, située rue Mario Roustan, dans le quartier des Abrivados.

ACM Habitat a donné son accord pour une cession de cette emprise à l'euro symbolique au regard notamment :

- de la renonciation de la commune en 2016 à la convention de dévolution de la résidence « Les Abrivados », sans soulte à verser par ACM Habitat,

- de l'intérêt général que représente l'implantation d'une nouvelle micro-crèche sur le territoire de la commune afin de répondre aux besoins d'accueil des touts-petits.

Par conséquent, il est demandé au Conseil :
- **D'APPROUVER** l'acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de 1.177 m² à détacher de la parcelle BC n°196 appartenant à ACM Habitat,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente, et plus généralement à faire le nécessaire pour sa parfaite exécution.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Commune : 034145
Lunel

Numéro d'ordre du document d'arpentage .....
Document vérifié et numéroté le .....
A .....
Par .....

Section : BC
Feuille(s) : 01
Qualité du plan : P4

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 23/07/2004

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP)

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

~~A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;~~

~~B - En conformité d'un piquetage : .....effectué sur le terrain ;~~

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 21/03/2023 par M CABINET CHAPUIS géomètre à LUNEL

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

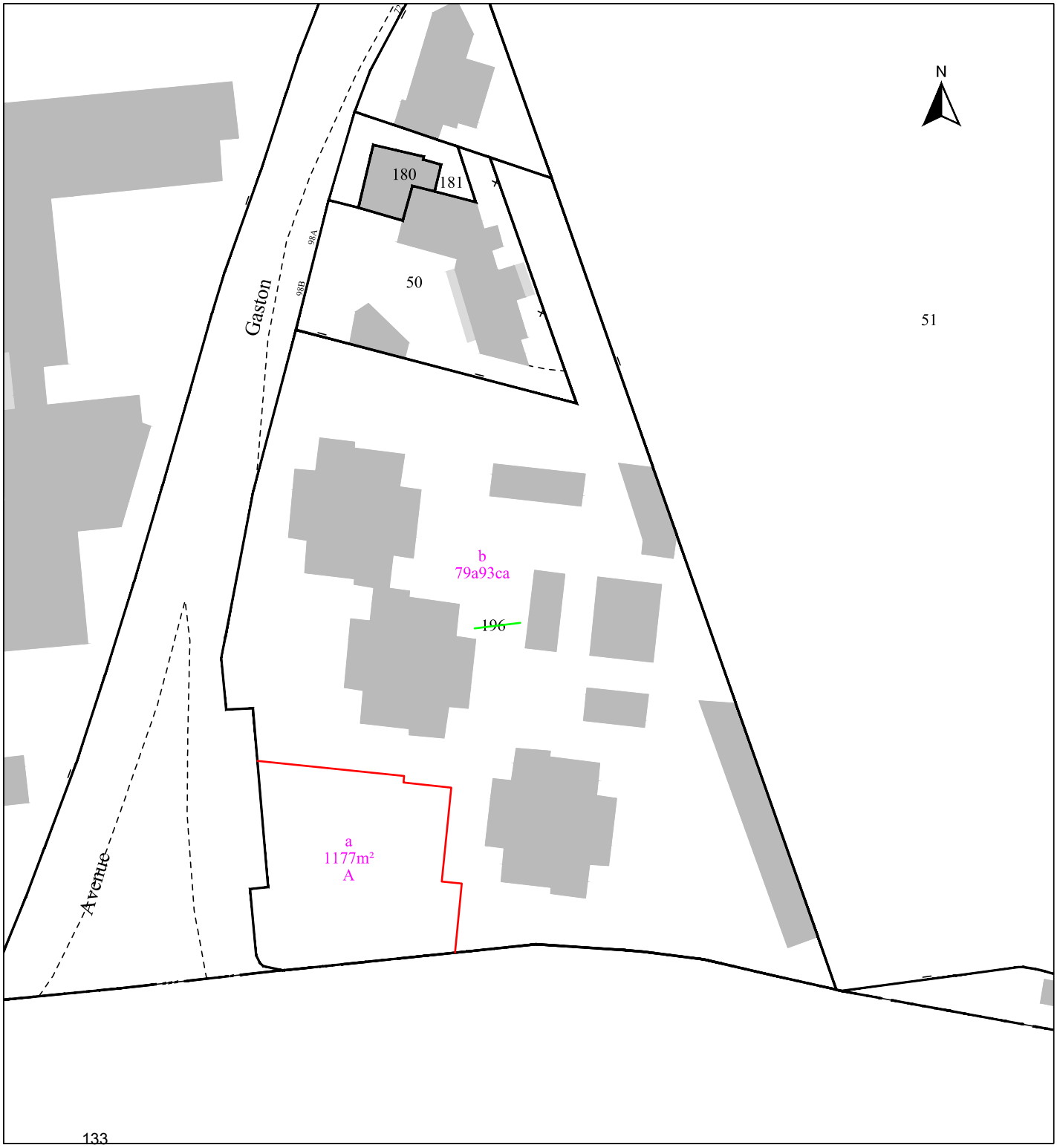
A LUNEL , le 21/03/2023

Cachet du rédacteur du document :

ORDRE DES GÉOMÈTRES EXPERTS
CABINET CHAPUIS
GÉOMÈTRE-EXPERT
43, Rue du Trident 34400 LUNEL
Tel: 04.67.71.14.34
chapuisgeo@expertgeo.fr
ET TOPOGRAPHES FRANÇAIS

Dressé par
CHAPUIS EMILE
à LUNEL
Date 21/03/2023
Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualifié de l'autorité expropriant).



Mme BUFFET avait déjà soulevé ce problème en novembre dernier et il lui semble qu'il existait déjà un accord pour implanter la micro-crèche. Pourquoi entre novembre et avril il s'est écoulé autant de temps, qu'est-ce qui le justifie ?

Mme MICHEL explique qu'ACM est une « grosse machine » qu'il est nécessaire pour eux de le passer en conseil d'administration avec des allers et retours compliqués, il y a eu l'estimation des Domaines, tous ces passages justifient le temps que cela a pris pour pouvoir finaliser la cession.

Mme BUFFET s'inquiète du fait que cela soit trop accidentogène. Entre les véhicules qui roulent à vive allure, le collège à proximité, les lycéens qui se garent n'importe comment, elle a peur qu'il arrive quelque chose.

Monsieur le Maire indique qu'a priori ils ne se gareront pas sur l'avenue Gaston-Baissette. Personne n'est à l'abri d'un fou qui fasse n'importe quoi, cela peut arriver n'importe où.

Mme LEMAIRE rejoint sa collègue parce qu'effectivement c'est un endroit très fréquenté et notamment aux heures de pointe. Ce n'est pas un endroit auquel ils auraient pensé pour une crèche. Déjà au Jeu de Mail ce n'est pas facile, cela va être la même problématique, il y a les lycéens, les collégiens, les personnes qui tournent autour des bâtiments…

Monsieur le Maire n'a pas cette crainte.

M. BARBATO note qu'au moins on n'aura pas besoin de bouées de sauvetage à acheter aux enfants ! Il faut être positif !

M. C. CHABERT soulève la question de l'implantation, au départ cette micro-crèche était prévue chemin des Cabanettes. Qu'est-ce qui a fait que cela passe des Cabanettes à Mario-Roustan ? Le terrain n'était pas adapté ? Est-ce autre chose ?

Monsieur le Maire explique que les Cabanettes présentaient un aléa, ce n'était pas sécure et nous avons trouvé une autre solution qui correspondait à une zone qui méritait d'avoir une micro-crèche.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de 1 177 m² à détacher de la parcelle BC n° 196 appartenant à ACM Habitat et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente.

6.7 - AVENANT N°3 AU RÈGLEMENT DES AIDES COMMUNALES À L'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

Rapporteur : Mme MICHEL.

Annexe : Projet d'avenant n°3 au projet de règlement des aides à l'amélioration de l'habitat.

Afin de requalifier son centre ancien et offrir un cadre de vie plus qualitatif, la ville s'est engagée dans un ambitieux programme urbain à travers des outils préventifs (permis de louer), des outils incitatifs (Cap Copro, Cap Rénov, Cap Façades, OPAH RU) et des outils plus coercitifs (Opération restauration Immobilière, Campagne Ravalement Obligatoire,..). L'objectif final est de modifier en profondeur l'habitat en cœur de ville, bénéficiant ainsi à tous (locataires, propriétaires, commerçants, usagers, ..).

Ainsi par délibération du 19 février 2020, le Conseil municipal a approuvé le règlement des aides à l'amélioration des logements et des aides communales dans le cadre de la campagne de mise en valeur des façades et des devantures commerciales.

Par délibération du 19 juillet 2021, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 pour permettre à un public plus nombreux d'accéder aux aides communales à l'accession à la propriété en l'ouvrant aux ménages à revenus intermédiaires.

Par délibération du 2 février 2022, afin d'améliorer l'attractivité de son centre ancien, la ville a lancé la 1ere Campagne de ravalement obligatoire (CRO) principalement sur le cours Gabriel Péri et autour de la place des Martyrs. Grâce à cette 1ere CRO et d'une dynamique des propriétaires concernés, des ravalements sont actuellement déjà réalisés ou en cours. Le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°2 pour permettre aux propriétaires et copropriétaires des immeubles situés dans la CRO1 d'avoir des aides bonifiées.

A ce jour, la ville propose de poursuivre et d'étendre le périmètre des ravalements obligatoires concernés en lançant une seconde Campagne de ravalement obligatoire (CRO2). Le périmètre s'étend de la rue de la Libération, rue JJ Rousseau et ses proximités. L'injonction intégrera en plus des façades, les devantures commerciales, vitrines et enseignes.

Afin d'accompagner au mieux les propriétaires des biens ciblés par l'injonction de faire, la Ville propose d'adapter son règlement des aides aux façades en conséquence pour répondre au mieux à la problématique du nouveau périmètre défini. De même, il est proposé d'adapter le règlement des aides aux devantures commerciales, vitrines et enseignes et de bonifier les aides aux propriétaires qui finalisent les travaux de ravalement de façades dans les premières années à partir de l'injonction.

La Ville propose d'abonder l'aide et de majorer pour certains immeubles particuliers le montant des travaux recevables de la manière exposée ci-dessous :

1 – AIDES FAÇADES

Pour rappel, les aides varient en fonction de la technique de ravalement utilisée et sont dégressives dans le temps.

1.1 - Aides de base

● Aide de 30 % du montant TTC des travaux (aide plafonnée à 6.000€) pour les enduits prêts à l'emploi.

● Aide de 50 % du montant TTC des travaux (aide plafonnée à 10.000€) pour les enduits traditionnels et les façades en pierres de taille apparentes.

1.2 – Aides bonifiées dans la CRO 1

Pour les immeubles situés sur le périmètre de campagne de ravalement obligatoire 1, l'aide est bonifiée de la manière suivante :

● Aide de 50 % du montant TTC des travaux (aide plafonnée à 10.000€) pour les enduits prêts à l'emploi (et 40 % la seconde année avec un plafond de 8.000€, 30 % la 3eme année avec un plafond de 6.000€).

● Aide de 70 % du montant TTC des travaux (aide plafonnée à 14.000€) pour les enduits traditionnels et les façades en pierres de taille apparentes (et 60 % la seconde année avec un plafond de 12.000€, 50 % la 3eme année avec un plafond de 10.000€). .

1.3 – Aides bonifiées dans la CRO2

les modes de calcul restent identiques aux aides bonifiées de la CRO1.

1.3.1 – Aides bonifiées dans la CRO2 pour les façades « particulières »

Certaines façades, par leurs tailles (plus de 150m²) et/ou par leurs intérêts patrimoniaux, seront particulièrement coûteuses à ravaler. Aussi, les modes de calcul restent identiques aux aides bonifiées de la CRO2, seul le plafond des aides est relevé à 28.000€ maximum dans le respect des pourcentages présentés ci-dessus la 1ere année et selon les techniques retenues.

2 – AIDES AUX DEVANTURES COMMERCIALES, VITRINES ET ENSEIGNES

Pour rappel, afin d'engager une dynamique de réalisation de travaux rapide et incitative, les aides sont dégressives dans le temps

2.1 – Aides de base
● Aide de 50 % des travaux subventionnables TTC, plafonnée à 600€/m² et 6.000€/commerce.

2.2 – Aides bonifiée dans la CRO2
● Aide de 70 % des travaux subventionnables TTC, plafonnée à 600€/m² et 7.000€/commerce (puis 60 % et plafonnée à 7.000€ la 2eme année et 50 % et 6.000€ la 3eme année).

2.2.1 – Aides bonifiées dans la CRO2 pour les devantures commerciales, vitrines et enseignes « particulières »
Sont considérées comme particulières, les devantures commerciales, vitrines et enseignes dont le linéaire est supérieur à 10 mètres. Aussi, le mode de calcul reste identique, seul le plafond des aides est relevé à 14.000€ la 1ere année, 12.000€ la seconde et 6.000€ la 3eme. Ceci toujours dans le respect des pourcentages maximaux présentés ci-dessus.

Dans un objectif de lutte contre l'habitat indigne, il est précisé que le versement de toute subvention sera bloqué en cas de non respect des règles d'habitabilité d'un logement lors de la réception des travaux.

Par ailleurs, les aides liées à l'OPAH-RU faisaient l'objet de deux règlements, dans le cadre de l'avenant n°3, les deux règlements sont fusionnés pour plus de cohérence et de lisibilité.

Il est rappelé que le dispositif d'aides propres de la commune de Lunel dans le cadre de l'OPAH-RU s'applique sur la même durée que la convention d'OPAH-RU, soit jusqu'au 19 février 2025.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur l'avenant n°3 au règlement des aides à l'amélioration de l'habitat dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat OPAH-RU.

AVENANT N° 3 AU RÈGLEMENT DES AIDES COMMUNALES À L'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

Depuis 2022, la Ville a lancé sa 1ère Campagne de ravalement obligatoire des façades dans un périmètre défini. Aujourd'hui, dans le but de poursuivre ses actions sur l'attractivité du centre-ville, la Campagne de ravalement obligatoire n°2 démarre sur un nouveau périmètre. L'injonction intégrera en plus des façades, les devantures commerciales, vitrines et enseignes.

Afin d'accompagner au mieux les propriétaires des biens ciblés par l'injonction de faire, la Ville souhaite adapter le règlement des aides aux façades en conséquence pour répondre au mieux à la problématique du nouveau périmètre défini.

En effet, la Ville propose de bonifier les aides aux propriétaires qui finalisent les travaux de ravalement de façades dans les deux premières années à partir de l'injonction. La Ville souhaite également abonder l'aide de base et majorer (pour certains immeubles particuliers) le montant de travaux recevable de la manière exposée ci-dessous :

- **AIDES FAÇADES**

Pour rappel, les aides varient en fonction de la technique de ravalement utilisée.

Aide de Base de la CRO 1 :

En fonction de la technique utilisée, le taux global de subvention applicable par parcelle s'élève à :

- **50% du montant TTC des travaux (aide plafonnée à 10.000€) pour les enduits prêts à l'emploi**
- **70% du montant TTC des travaux (aide plafonnée à 14.000€) pour les enduits traditionnels et les façades en pierre de taille apparentes**

Pour engager une dynamique rapide de ravalement des façades sur les périmètres soumis à obligation, la bonification de l'aide sera dégressive dans le temps dans les conditions suivantes :

	Année 1 suivant la première lettre d'injonction	**Année 2 suivant la 2ème injonction**	**Année 3 suivant l'arrêté municipal de sommation**
Taux de bonification	**20%**	**10%**	**0%**
Plafond de travaux recevable	**20 000 €**		
Taux global de la subvention de base *- Enduit prêt à l'emploi* *- Enduits traditionnels et façades en pierre de taille apparentes*	*50%* *70%*	*40%* *60%*	*30%* *50%*

- **Les modifications au règlement des aides proposées :**
-
- **Augmentation du plafond de travaux recevable pour les façades « particulières »**

Les critères pour appartenir à la catégorie façades « particulières » et pouvoir bénéficier de l'augmentation du plafond de travaux sont les suivants :

- Etre une façade d'intérêt patrimoniale et/ou
- Posséder une surface globale supérieure à 150m2 **ET** réaliser une réfection complète de l'enduit

Aides aux façades "particulières":

En fonction de la technique utilisée, le taux global de subvention applicable par parcelle s'élève à :

50% du montant TTC des travaux (aide plafonnée à 20.000€, la première année) pour les enduits prêts à l'emploi

70% du montant TTC des travaux (aide plafonnée à 28.000€, la première année) pour les enduits traditionnels et les façades en pierre de taille apparentes

Pour engager une dynamique rapide de ravalement des façades sur les périmètres soumis à obligation, la bonification de l'aide ainsi que l'augmentation du plafond de travaux seront dégressifs dans le temps dans les conditions suivantes :

	Année 1 suivant la première lettre d'injonction	**Année 2 suivant la 2ème injonction**	**Année 3 suivant l'arrêté municipal de sommation**
Taux de bonification	**20%**	**10%**	**0%**
Plafond de travaux recevable	**40 000 €**	**30 000 €**	**20 000 €**
Taux global de la subvention de base *- Enduit prêt à l'emploi* *- Enduits traditionnels et façades en pierre de taille apparentes*	 *50%* *70%*	 *40%* *60%*	 *30%* *50%*

Attention, dans ce cas de figure, la subvention maximale ne pourra pas dépasser 70% -50% du montant TTC des travaux la 1ère année et 40%-60% la 2ème année.

La ville souhaite adapter le règlement des aides aux devantures commerciales, vitrines et enseignes.

- **AIDES AUX DEVANTURES COMMERCIALES,VITRINES ET ENSEIGNES**

Aides de base:

Elle est de 50 % des travaux subventionnables, plafonnée à 600 €/m2 et 6.000 € par commerce.

Les modifications au règlement des aides proposées :

Bonification de l'aide de base pour les immeubles situés sur le périmètre de campagne de ravalement obligatoire n°2.

Pour les immeubles situés sur le périmètre de campagne de ravalement obligatoire n°2, l'aide est bonifiée à hauteur de 20%.

Elle est de 70 % des travaux subventionnables, plafonnée à 600 €/m2 et 7.000 € par commerce la première année.

Pour engager une dynamique rapide de travaux sur les périmètres soumis à obligation, la bonification de l'aide sera dégressive dans le temps dans les conditions suivantes :

	Année 1 suivant la première lettre d'injonction	**Année 2 suivant la 2ème injonction**	**Année 3 suivant l'arrêté municipal de sommation**
Taux de bonification	**20%**	**10%**	**0%**
Plafond	**600€/m2 et 7 000 €**	**600€/m2 et 7 000 €**	**600€/m2 et 6 000 €**
Taux global de la subvention	*70%*	*60%*	*50%*

Augmentation du plafond de l'aide pour les devantures commerciales, vitrines, enseignes « particulières »

Le critère pour appartenir à la catégorie des devantures commerciales, vitrines, enseignes « particulières » et pouvoir bénéficier de l'augmentation du plafond de l'aide est le suivant :

- Posséder un **linéaire** de devanture commerciale supérieure à **10 m.**

Aides aux devantures commerciales, vitrines, enseignes « particulières »:

Elle est de 70 % des travaux subventionnables, plafonnée à 600 €/m2 et 14.000 € par commerce la première année.

Pour engager une dynamique rapide de travaux sur les périmètres soumis à obligation, la bonification de l'aide sera dégressive dans le temps dans les conditions suivantes :

	Année 1 suivant la première lettre d'injonction	**Année 2 suivant la 2ème injonction**	**Année 3 suivant l'arrêté municipal de sommation**
Taux de bonification	**20%**	**10%**	**0%**
Plafond	**600€/m2 et 14 000 €**	**600€/m2 et 12 000 €**	**600€/m2 et 6 000 €**
Taux global de la subvention	*70%*	*60%*	*50%*

Il est rappelé que lorsque l'immeuble est soumis à ravalement obligatoire sur le périmètre de la CRO n°2, des prescriptions particulières obligatoires concernant la devanture peuvent être formulées. Dans ce cas, la façade et la devanture devront faire l'objet de travaux. A noter que les aides façade et vitrine sont cumulables entre elles.

Par ailleurs, les aides liées à l'OPAH-RU faisaient l'objet de deux règlements et dans le cadre de l'avenant n° 3, les deux règlements sont fusionnés pour plus de transparence et de lisibilité, ce qui supprime également les redondances.

Il est rappelé que le dispositif d'aides propres de la commune de Lunel dans le cadre de l'OPAH-RU s'applique sur la même durée que la convention d'OPAH-RU, soit jusqu'au 19 février 2025.

Enfin dans un objectif de lutte contre l'habitat indigne, il est précisé que le versement de toute subvention sera bloqué en cas de non respect des règles d'habitabilité d'un logement lors de la réception des travaux.

Annexe à l'avenant 3:

Tableau de synthèse des aides CRO 2:

AIDE FAÇADE	Année 1 suivant la 1ère année d'injonction	Année 2 suivant la 2ème année d'injonction	Année 3 suivant l'arrêté municipal de sommation
Taux de bonification	20%	10%	0%
Taux global de la subvention			
- Enduit prêt à l'emploi	50%	40%	30%
- Enduits traditionnels et façades en pierre de taille apparentes	70%	60%	50%
Plafond de tx recevables	20 000 €		
Déplafonnement pour les façades "particulières"	40 000€ *	30 000€ *	20 000€

*la subvention maximale ne pourra pas dépasser 70% -50% du montant TTC des travaux la 1ère année et 40%-60% la 2ème année.

AIDE AUX DEVANTURES COMMERCIALES, VITRINES ET ENSEIGNES	Année 1 suivant la 1ère année d'injonction	Année 2 suivant la 2 ème année d'injonction	Année 3 suivant l'arrêté municipal de sommation
Taux de bonification	20%	10%	0%
Taux global de la subvention	70%	60%	50%
Plafond de tx recevables et plafonds de subvention	600€/m2 et 7 000€/commerce	600€/m2 et 7 000€/commerce	600€/m2 et 6 000€/commerce
Plafond de tx recevables et plafonds de subvention pour les commerces "particulières"	600€/m2 et 14 000€/commerce	600€/m2 et 12 000€/commerce	600€/m2 et 6 000€/commerce

Mme LEMAIRE veut savoir si l'aide dont a bénéficié le café Riche entre dans le cadre de l'OPAH. Lors du premier conseil municipal cela avait été évoqué, elle souhaite savoir s'ils sont en CRO 1 ? CRO 2 ? En façades particulières ?

Mme MICHEL explique que le périmètre de la CRO 1 c'est cours Gabriel-Péri, les Caladons, place des Martyrs de la Résistance et on donne 3 ans aux propriétaires pour réaliser les travaux.
La CRO 2 qui va être défini par arrêté municipal sera sur la rue de la Libération, la rue Jean-Jacques Rousseau et la rue Marx-Dormoy avec un nombre important de façades.

Mme LEMAIRE demande de quelle aide ils bénéficient pour le café Riche ?

Réponse de Mme MICHEL : Des aides de l'ANAH.

Mme LEMAIRE rebondi sur les injonctions. Elle est gênée de revenir sur ce dossier. Certes nous ne sommes pas d'accord mais c'est beaucoup de cadeaux pour ce café Riche. Même avec des subventions au niveau des façades, on envoie des injonctions aux propriétaires, or, tout le monde n'est pas dans le cas des personnes citées où les propriétaires peuvent bénéficier de 60 % de financement sur l'année 2023 sur la base d'un ravalement de façade. Seuls les propriétaires au moment de l'achat de leur bien avaient les finances, aujourd'hui même si c'est sur 3 ans c'est une difficulté. On fait des cadeaux à ce propriétaire privé et ensuite on met des injonctions. Elle entend ce qu'on va lui répondre : l'attentisme, ce sont des mots de Monsieur le Maire, l'attentisme ne fait pas bouger les choses. Nous sommes en période d'inflation. C'est son rôle d'opposition d'intervenir et elle entend les craintes sur le terrain.

Mme MICHEL entend mais n'arrive pas à faire le lien entre cette bonification des aides, de la CRO 1 et la CRO 2 et globalement des aides qui sont des majorations et sont dédiées à épauler au maximum des propriétaires privés avec des travaux lourds à porter. Le café Riche lui bénéficie de l'OPAH (autre système de financement), dont on est à la troisième session.

Mme LEMAIRE considère qu'elle parle avec un langage de technicien, les gens lambda ne parlent pas ainsi, ils font des comparaisons et cela peut faire un parallèle.

Mme MICHEL explique que l'objet de la convention NPNRU c'est l'amélioration de l'habitat et aujourd'hui ces projets sont tournés vers l'amélioration de l'habitat.

Mme LEMAIRE relève que c'est une bonne idée d'apporter de l'aide, pour autant les injonctions font que pour certaines personnes, même avec un subventionnement de 60 % sur l'année 2023 et après ce ne sera plus le cas, c'est dur.

Mme MICHEL rappelle qu'il s'agit d'une obligation légale de notre PLU et cela globalement sur l'entièreté de la ville de Lunel qui prévoit d'entretenir ses façades à minima tous les 10 ans. En centre-ville de Lunel les propriétaires ne sont pas dans ce cas. Nous avons mis en place des outils incitatifs, des aides à la façade, du subventionnement, mais cela ne fonctionnait pas.

Mme LEMAIRE se demande si parfois il ne faudrait pas y aller doucement.

Monsieur le Maire indique que chaque situation est traitée. Nous recevons les propriétaires, nous discutons avec eux et nous essayons de trouver les meilleures formules. C'est la loi qui prévoit la réfection des façades tous les 10 ans. C'est justement parce qu'on ne s'est pas occupé de cela pendant des décennies que le centre-ville ressemble à ce qu'il est aujourd'hui, il fallait que les politiques reprennent cela en main, c'est la vérité.

Mme LEMAIRE rappelle que nous étions tous ensemble et elle trouve qu'ils ont réalisé de nombreuses opérations.

Monsieur le Maire ne dit pas que rien n'a été fait, mais c'est une obligation. Cela n'a jamais été appliqué tous les 10 ans.

Mme LEMAIRE rappelle qu'on n'avait pas forcément les moyens coercitifs que nous a annoncés en début de mandat Mme MICHEL.

Monsieur le Maire précise qu'il suffisait de prendre un arrêté.

Mme LEMAIRE rappelle la période inflationniste même si elle entend.

Mme MICHEL souligne qu'il y a des subventions particulières. Nous sommes toujours à l'écoute de ces situations pour aider à lever les points de blocage. Par retour d'expérience, pour les propriétaires ayant de très grandes façades à faire les aides n'étaient pas suffisantes. Les travaux ont pour objectif l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie. Nous travaillons ensemble avec les propriétaires car nous habitons ensemble dans la ville de Lunel.

Mme LEMAIRE souligne qu'il est clair que cela ne sera pas possible car il faut avancer l'argent des subventions. C'est vrai que les délais de recours sont assez rapides. Quant au couple qui a refait sa façade cours Gabriel-Péri, faut avoir de l'argent pour le mettre en place.

M. C. CHABERT note que la première campagne effectuée et qui est en cours depuis 2022 était sur un périmètre défini. Avec l'avenant n° 3 vous poursuivez en augmentant le prérimètre puisque vous marquez que la campagne de ravalement obligatoire n° 2 démarre sur un nouveau périmètre. Peut-on connaître ce nouveau périmètre ?

Mme MICHEL répond qu'il s'agit de la partie ouest de la rue de la Libération jusqu'à la place de la République, la rue Jean-Jacques Rousseau et une partie de la rue Marx-Dormoy. En prévision de la CRO 2 il y aura une réunion publique à laquelle vous serez invité et vous pourrez posez vos questions. Il sera présenté l'entièreté du dispositif de cette campagne de ravalement obligatoire 2. La CRO 2 c'est vraiment distinct de la CRO 1. Ce sont deux périmètres bien différents avec des injonctions, des aides, une temporalité propre à chaque périmètre.

M. C. CHABERT demande si ce périmètre concerne plus particulièrement des commerces ?

Mme MICHEL explique qu'il concerne tous les bâtiments qui sont dans le périmètre du niveau de la rue jusqu'à la toiture.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'avenant n° 3 au règlement des aides communales à l'amélioration des logements dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat.

6.8 - PÔLE SANTÉ DE LUNEL : CESSION AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEL D'UN TERRAIN COMMUNAL CONSTITUÉE DES PARCELLES CADASTRÉES AH N°179, 248, 260p, 263p, 269, 271, 277, 279, 281 et 283

Rapporteur : Mme MICHEL.

Annexe : plan de situation

Par délibération du 11 mai 2022, le Conseil Municipal a donné son accord de principe pour la cession à l'euro symbolique au Centre Hospitalier (CH) de Lunel d'un ensemble de terrains situés chemin des Alicantes et chemin du Mas de Gamundi pour la construction d'un pôle gérontologique.

Il s'agit de localiser à cet endroit tous les lits existants d'hébergement de personnes âgées dépendantes (50 lits type USLD et 106 lits d'EHPAD) et de créer des secteurs spécifiques à définir (unité de vie protégée et/ou unité d'hébergement renforcé), un accueil de jour et de l'hébergement temporaire. Les services supports (restauration, blanchisserie, administration, service technique, …) et un SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) devront également intégrer ce lieu.

L'objectif de ce projet de regroupement sur un même site est d'offrir :
- un lieu de vie agréable, confortable et sécurisant pour les patients et leur famille ;
- un lieu de prise en charge médicale et paramédicale de tout premier plan ;
- un outil de travail efficient en termes d'organisation et adapté aux conditions de travail du personnel.

Les études relative aux aménagements de voirie induits par ce nouvel équipement étant achevées, il convient de délibérer sur la cession définitive au CH de Lunel.

Le terrain d'emprise du projet est constitué des parcelles cadastrées AH N°179, 248, 260p, 263p, 269, 271, 277, 279, 281 et 283, d'une contenance totale de 12 800 m².

Le CH de Lunel vient d'être informé que la subvention de l'ARS (9,8 millions d'€) est soumise à une clause de déchéance imposant un début des travaux au 26/12/2024. Il se voit donc contraint à actualiser son calendrier prévisionnel avec des délais optimisés. A cette fin, le CH a sollicité la commune pour une signature du compromis dès le mois d'avril 2023, qui lui permettra d'engager avant la date initialement prévue la procédure de passation des marchés.

Saisi en urgence par la commune, France Domaine a estimé le terrain d'emprise susvisé à 1.421.000 € (avis du 3 avril reçu le 4 avril).

Il est par ailleurs rappelé l'existence de deux servitudes de passage sur les parcelles cadastrées AH n°248, 269, 277, 279, 281 et 283, l'une au profit du CH lui même et l'autre au profit de la SCI Immo Via Domitia.

Compte tenu de l'intérêt général du projet, il est demandé au Conseil :
- **D'APPROUVER** la cession au Centre Hospitalier de Lunel, à l'euro symbolique, du terrain communal constitué des parcelles AH n°179, 248, 260p, 263p, 269, 271, 277, 279, 281 et 283 situé à l'angle du chemin du mas de Gamundi et du chemin des Alicantes, d'une contenance de 12 800 m².
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le compromis et l'acte de vente, et plus généralement à faire le nécessaire pour sa parfaite exécution.
Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

CABINET CHAPUIS
GÉOMÈTRE-EXPERT
43, rue le Trident 34400 LUNEL
Tel : 04.67.71.14.24
E-MAIL: chapuisgeo@expertgeo.fr

Référence

Plan N°1 | Index -

Date : 28/03/2023

Dossier N° 10001

HÉRAULT
COMMUNE DE LUNEL

PROPRIÉTÉ COMMUNE DE LUNEL

Échelle 1 / 500

Lieu dit "Les Cabanettes"

Section AH N°179-245-246-248-250-251-253 à 260-263-269-271-277-279-281-283

PLAN DE DIVISION ACQUÉREUR: HÔPITAL

REPRODUCTION RESERVÉE

Nota: Système de coordonnées: Projection Lambert RGF93.CC43 déterminé par GPS (TERIA).
Le nivellement est rattaché au Nivellement Général de la France.

teria

DOCUMENT ÉTABLI AVANT NOUVELLE NUMÉROTATION CADASTRALE

NE DOIT PAS ÊTRE JOINT A UN ACTE AUTHENTIQUE

LÉGENDE

- Bâti dur
- Bâti léger
- Bord chaussée
- Talus
- Fossé
- Trottoir / Bordure
- Mur
- Mur + clôture grillagée
- Clôture grillagée
- Application cadastrale
- Pilier
- Coffret Elec
- Support Télécom
- Lampadaire
- Arbres
- Regards eaux usées
- Regard, avaloir, grille pluvial
- Regards non identifié
- Bouche à clé

AH - 232 · AH - 5 · AH - 196 · AH - 179 · AH - 271 · AH - 274 · AH - 263 · AH - 260 · AH - 252 · AH - 269 · AH - 277 · AH - 283 · AH - 281 · AH - 279 · AH - 278 · AH - 276 · AH - 261 · AH - 282 · AH - 280 · AH - 265 · AH - 275 · AH - 242 · AH - 247 · AH - 266 · AH - 264 · AH - 241 · AH - 273 · AH - 259 · AH - 256 · AH - 258 · AH - 254 · AH - 245 · AH - 253 · AH - 255 · AH - 257 · AH - 250 · AH - 251 · AH - 270 · AH - 246 · AD - 1 · AD - 3 · AD - 4 · AD - 204 · AD - 205 · AD - 20

Limite bornée · Limite issue de division · Vente HÔPITAL S = 12800 m² · Bassin de rétention S = 5568 m² · Voirie-Elargissement S = 3428 m²

Chemin Carnejol · Chemin du Mas · Chemin · Chemin des Alicantes

0 5 10 15 20 25
MÈTRES
Cabinet CHAPUIS
Géomètre-Expert Lunel (34)
1 : 500

Mme BUFFET demande ce que l'on entend par unité de vie protégée ou unité d'hébergement renforcée ? Parce que sur l'USLD et sur l'Ehpad il y avait déjà ce qu'on appelle vulgairement des secteurs fermés, ce sont déjà des personnes qui ne peuvent pas sortir.

Monsieur le Maire indique que ce sont des choix transmis par le CHU nous ne sommes pas entrés dans ce type de détails. En termes de protection c'est déjà le cas à l'Ehpad Brunel. L'Ehpad Brunel est destiné à être cédé et nous entrons donc dans un nouveau format et un nouveau périmètre et nous précisons toutes leurs indications.

Mme BUFFET estime que c'est effectivement problématique d'avoir d'un côté le CH, d'un côté l'USLD, d'un côté l'Ehpad. Pour les soins un bon confort est nécessaire pour ces personnes. Il est judicieux qu'ils soient au plus proche des structures hospitalières plutôt que d'être brinqueballés en ambulance, d'un point A à un point B et d'attendre l'autorisation du centre hospitalier parce qu'il arrive que la clinique Via Domitia soit amenée à refuser ces patients. Parfois ces patients sont dans des attentes, dans la douleur, c'est un point positif dans la mesure où effectivement ils sont à proximité du CH et dans le centre hospitalier on ne pourra pas dire qu'on ne peut pas les recevoir.

M. BARBATO veut féliciter la majorité précédente pour la création de ces réserves foncières. C'est de l'anticipation ! Comme Monsieur le Maire indique toujours qu'il n'y est pour rien, tout le mérite revient à M. Claude ARNAUD et M. Jean-Paul ROUSTAN qui ont sauvé et créé ce pôle santé et donc sauvé l'hôpital de Lunel et qui aujourd'hui nous permet de créer ce pôle gérontologique.

Monsieur le Maire rend à « César ce qui appartient à César » il n'a pas de souci avec cela. M. BARBATO fait le distingo, selon les dossiers il est responsable, c'est bien la majorité qui est allé chercher 15 000 000 €.

Une discussion s'ensuit.

Monsieur le Maire indique que personne ne s'est jamais opposé à le faire et c'est très bien, nous approuvons. Seulement, apparemment tout ce qui est réalisé, globalement c'est vous !

M. BARBATO indique qu'ils sont présents pour les faire avancer sur les dossiers.

M. C. CHABERT ne voit pas apparaître une maternité. En savez-vous davantage sur l'implantation d'une maternité sur Lunel ? Avez-vous des compléments d'information pour éviter que les urgences ferment la nuit comme cela c'est déjà produit ? Va-t-il y avoir une amélioration du fait qu'un espace supplémentaire va se créer ?

Monsieur le Maire répond que nous souhaiterions tous avoir une maternité mais nous n'avons pas de pouvoir de décision. Il faut arriver à convaincre les instances supérieures que c'est une nécessité, aujourd'hui ce n'est pas le cas, peut-être un jour cela viendra, cela dépendra de l'évolution du bassin de la population. Personne n'envisage la maternité si ce n'est au niveau des élus mais nous avons beau demander pour l'instant cela n'avance pas.
Sur la partie urgence. Globalement nous connaissons le problème, la principale question c'est la ressource en médecins urgentistes sur laquelle se heurte aujourd'hui le pôle santé et c'est la raison de leur fermeture de temps en temps, on ne trouve pas d'urgentistes. Nous allons prochainement inaugurer un centre de soins non programmé où les médecins tiendront des permanences pour relayer éventuellement les dysfonctionnements observés actuellement, même si les urgences fonctionnent. Car cela permet de traiter d'un côté la « bobologie » et d'un autre côté l'urgence. Ce centre de soins sera situé à la caserne Vauban et sera ouvert le week-end, il se finalise actuellement.

M. C. CHABERT demande si ce sont des médecins de la ville qui le tiendront ?

Monsieur le Maire répond par l'affirmative et précise qu'ils assureront des permanences afin qu'il y ait toujours un médecin notamment le week-end. C'est en partenariat avec la ville et le CPPS.

Mme THOMAS complète les propos de Monsieur le Maire indiquant que c'est ouvert le samedi à partir de midi jusqu'à 20 h 00, le dimanche toute la journée et les jours fériés.

M. C. CHABERT relève donc que tout ce qui est « bobologie » sera dirigé de l'hôpital vers ce centre de soins. Comment cela va-t-il se passer ?

Mme THOMAS indique que les personnes pourront s'y rendre directement.

Monsieur le Monsieur précise qu'une communication va être mise en place afin de savoir vers quel établissement s'orienter. Cela prendra un peu de temps.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la cession au Centre Hospitalier de Lunel, à l'euro symbolique, du terrain communal constitué des parcelles AH n°179, 248, 260p, 263p, 269, 271, 277, 279, 281 et 283 situé à l'angle du chemin du mas de Gamundi et du chemin des Alicantes, d'une contenance de 12 800 m² et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le compromis et l'acte de vente.

7 – PETITE ENFANCE – ÉDUCATION, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

7.1 - AVENANT N° 21340145800012_01 AU CONTRAT DE SERVICE PRIS EN APPLICATION DE LA CONVENTION D'ACCÈS À L'ESPACE SÉCURISÉ « MON COMPTE PARTENAIRE » ENTRE LA CAF DE L'HÉRAULT ET LA VILLE DE LUNEL

Rapporteur : Mme MOKADDEM.

Annexe : avenant 21340145800012_01 au contrat de service

Dans le cadre de leur mission de service public, plusieurs services municipaux sont amenés à consulter les données des allocataires de la CAF (composition du foyer, ressources, quotient familial).
Une convention d'accès à l'espace sécurisé « Mon compte Partenaire » a été actée lors de la séance du Conseil Municipal du 28 juin 2017, permettant la création des habilitations individuelles pour les agents concernés. Suite à diverses mobilités et recrutements, une mise à jour est nécessaire auprès de la CAF de l'Hérault.
Ces modifications doivent être actées par la signature d'un avenant.
Cet avenant est donc proposé afin de modifier la liste des personnes habilitées à travers cette convention d'accès à l'espace sécurisé « Mon compte Partenaire ». Le présent avenant prendra effet à la date de la signature. Les autres dispositions au contrat de service pris en application de la convention d'accès à « Mon Compte Partenaire » sont inchangées.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Approuver l'Avenant n° 21340145800012_01 au contrat de service pris en application de la convention d'accès à l'espace sécurisé « MON COMPTE PARTENAIRE » entre la CAF de l'Hérault et la Ville de Lunel incluant « l'annexe 1 : les interlocuteurs des partenaires » et remplaçant « l'annexe 2 : liste des services »

- Autoriser M. le Maire ou son représentant à signer, en double exemplaire, l'Avenant n° 21340145800012_01 au contrat de service pris en application de la convention d'accès à l'espace sécurisé « MON COMPTE PARTENAIRE » entre la CAF de l'Hérault et la Ville de Lunel.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Avenant n°21340145800012_01 au contrat de service pris en application de la convention d'accès à l'espace sécurisé « Mon Compte Partenaire »

Entre :

La Caisse d'Allocations familiales de l'Hérault
Organisme visé par les articles L112-1 et suivants du Code de la Sécurité sociale
Dont le siège est situé 139 Avenue de Lodève - 34943 Montpellier Cedex 9
Représentée par MATHIEU Thierry, Directeur

Ci – après dénommée « Caf »

et
Commune de LUNEL
240 avenue Victor Hugo - 34400 LUNEL
Représenté(e) par : SOUJOL Pierre Maire
Numéro de SIRET : 21340145800012

Ci – après dénommé(e) « le partenaire »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier la liste des services ouverts au partenaire en application de la convention d'accès à l'espace sécurisé « Mon Compte Partenaire » signée par les parties le 08/02/2018.

Il modifie le contrat de service signé par les parties le 08/02/2018, pris sur le fondement de cette convention.

Article 2 – Modifications du contrat de service

Le contrat de service susvisé est ainsi modifié :

Le dernier alinéa de l'article 1 « objet du contrat de service » est remplacé par les éléments suivants :

« Il inclut les annexes suivantes :

- *Annexe 1 : les interlocuteurs des partenaires»*

L'annexe 2 « liste des services » est remplacée par l'annexe au présent avenant intitulée « Annexe 2 : liste des services »

Article 3 – Date de prise d'effet

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature par les parties ci-dessous.

Article 4 – Dispositions générales

Les autres dispositions du contrat de service pris en application de la convention d'accès à « Mon Compte Partenaire » sont inchangées.

Elles demeurent applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires au présent avenant, lequel prévaut en cas de contradiction.

Fait à Montpellier en deux exemplaires, le

Pour la Caf	Pour Commune de LUNEL
Le Directeur MATHIEU Thierry	Maire SOUJOL Pierre

Annexe 1 –les interlocuteurs des partenaires

Les interlocuteurs à la Caf

Fonction et dénomination	Adresse mél	Téléphone
Administrateurs		
Administrateur Lydia LACROIX	lydia.lacroix@cafherault.cnafmail.fr	04.67.99.29.17
Administrateur Magali CHAMBO	magali.chambo@cafherault.cnafmail.fr	04.67.99.29.28
Administrateur		
Administrateur		
Autres interlocuteurs		
Responsable « Mon Compte Partenaire » Séverine POURTIER	severine.pourtier@cafherault.cnafmail.fr	04.67.22.99.89
Responsable Sécurité Jean-Claude NOCETO	jean-claude.noceto@cafherault.cnafmail.fr	04.67.22.92.81
Responsable Informatique Véronique FLAK	veronique.flak@cafherault.cnafmail.fr	04.67.22.99.20
CIL ou référent Informatique et Libertés Véronique FLAK	veronique.flak@cafherault.cnafmail.fr	04.67.22.99.20
Guichet unique du Centre de services Caf	as-gestionnaires.cafherault@caf.cnafmail.fr	

Les interlocuteurs chez le partenaire

Fonction et dénomination	Adresse mél	Téléphone
Administrateurs		
Administrateur Christelle LECOQ	christelle.lecoq@ville-lunel.fr	04.67.87.83.97
Administrateur Sophie RECOQUILLON	sophie.recoquillon@ville-lunel.fr	04.67.87.84.01
Autres interlocuteurs		
Responsable Sécurité Florian PRADEL	florian.pradel@ville-lunel.fr	04.67.87.83.97
CIL ou référent Informatique et Libertés Thierry GAUFRYAU	spo@ville-lunel.fr	04.11.93.09.66

Annexe 2 –Liste des services

Numéro	Libellé	Date de mise à disposition
Annexe 2.1	CDAP	

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'Avenant n° 21340145800012_01 au contrat de service pris en application de la convention d'accès à l'espace sécurisé « MON COMPTE PARTENAIRE » entre la CAF de l'Hérault et la Ville de Lunel incluant « l'annexe 1 : les interlocuteurs des partenaires » et remplaçant « l'annexe 2 : liste des services » et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'Avenant.

8 – SPORT, CULTURE ET ANIMATIONS

8.1 - DONATION DE MATÉRIELS À LA VILLE DE LUNEL

Rapporteur : Mme RÉGNIER.

Lors du budget participatif du département de l'Hérault n°2, l'association Lunel Avenir, représentée par Monsieur Gilles FLUTET, son Président et dont le siège social est sis 49 impasse des Morilles à Lunel (34400) a été lauréate dans le cadre de son projet d'installer des tables de jeu de plein air en plusieurs endroits de la ville de Lunel.
Afin de permettre la réalisation de ce projet, l'association donne la propriété, à titre gratuit, de 9 tables de ping-pong et de 9 tables d'échec avec 18 chaises à la ville de Lunel.
Grevée d'aucune condition ou charge de la part du donateur, ladite donation sera considérée propriété inaliénable et imprescriptible de la Commune, sitôt les formalités administratives d'usage effectuées.
La valeur totale de la donation est estimée à 37 071,90 € (trente sept mille soixante et onze euros et quatre-vingts-dix centimes) soit 19 125,00 € (dix neuf mille cent vingt-cinq euros) pour les tables de ping-pong et 17 946,90 € (dix sept mille neuf cent quarante-six euros et quatre-vingts-dix centimes) pour les tables d'échec avec chaises.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

M. BARBATO fait remarquer que Monsieur le Maire a la délégation pour prendre des décisions sans passer par le conseil municipal. Pourquoi passer par le conseil municipal ?

M. C. CHABERT suppose que les tables sont prévues pour aller dehors. Connaissez-vous les lieux où elles vont être implantées ?

Réponse de Mme GOUGEON : Les Petits Pins, le parc Jean-Hugo, au niveau du collège Frédéric-Mistral, le lycée Louis-Feuillade. Elle rappelle également la décision concernant l'aménagement par le bailleur à la Roquette.

M. BARBATO répète que Monsieur le Maire a une délégation pour prendre ce genre de décision. Pourquoi le soumettre au conseil Municipal ?

Monsieur le Maire indique que cela a été vu avec le Département et paraissait logique de le présenter en conseil.

M. BARBATO insiste sur le fait que le conseil municipal a donné délégation au maire, le conseil étant relativement long, pourquoi ne pas s'en servir ?

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la donation de matériels par l'association Lunel Avenir à la ville de Lunel d'une valeur estimée à 37 071,90 €.

8.2 - ADHÉSION AU GUICHET UNIQUE DU SPECTACLE OCCASIONNEL (GUSO)

Rapporteur : Mme POLERI.

Les collectivités territoriales peuvent, dans le cadre de l'organisation de spectacles ou d'évènements, recruter des artistes et techniciens du spectacle. L'embauche d'un salarié du

spectacle en contrat à durée déterminée (intermittent du spectacle) implique obligatoirement de déclarer l'intéressé au GUSO dès lors que :
- il s'agit d'un spectacle vivant, se définissant comme une représentation sur scène avec la présence d'au moins un artiste ;
- l'organisateur du spectacle n'a pas pour activité principale ou pour objet l'exploitation de lieux de spectacles, de parcs de loisirs ou d'attraction, la production ou la diffusion de spectacles.

Les services du GUSO visent à simplifier les démarches administratives des employeurs pour ce qui concerne la déclaration et le versement des cotisations sociales liées au recrutement d'intermittents du spectacle.

Afin de permettre à la Ville de recruter ponctuellement des intermittents du spectacle (artistes ou techniciens) dans le cadre de sa programmation culturelle et évènementielle, il est proposé d'autoriser l'adhésion au dispositif GUSO et la création des emplois d'intermittents du spectacle nécessaires.

L'adhésion ainsi que l'utilisation des services du GUSO sont gratuites et permettront à la Ville de recruter directement des intermittents du spectacle, faisant ainsi l'économie des commissions financières appliquées par les prestataires spécialisés auxquels elle a recours à l'heure actuelle en cas de nécessité.

Il est demandé au Conseil :
D'APPROUVER l'adhésion de la Ville au dispositif GUSO et la création d'emplois d'intermittents du spectacle dans le cadre de l'organisation des manifestations et spectacles programmés par la Ville,
DE DIRE que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget 2023,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à la présente décision et plus généralement à faire le nécessaire pour sa parfaite exécution.
Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

M. C. CHABERT note qu'il est indiqué qu'il s'agit des spectacles organisés par la ville. Le délégataire n'a rien à voir même si le spectacle est organisé dans les arènes ?

Monsieur le Maire indique que si au niveau des arènes c'est organisé par Maestria c'est sa propre tarification et s'il s'agit à notre initiative auquel cas on pourrait passer par le Guso.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'adhésion de la Ville au dispositif GUSO et la création d'emplois d'intermittents du spectacle dans le cadre de l'organisation des manifestations et spectacles programmés par la Ville, et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à la présente affaire.

8.3 - ACCORD POUR LA MISE À DISPOSITION D'UN ESPACE DE VENTE DE BILLETTERIE EN LIGNE ET CONVENTION DE MANDAT POUR LA PERCEPTION DE RECETTES AVEC LA SOCIÉTÉ ART'TICK

Rapporteur : Mme POLERI.

Annexe : Accord pour la mise à disposition d'un espace de vente de billetterie en ligne et convention de mandat pour la perception de recettes

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine culturel, la Ville de Lunel propose une programmation riche et diversifiée : expositions, projections, conférences, ateliers pédagogiques, concerts, spectacles vivants etc.

En 2023, est notamment prévue l'organisation de concerts ou spectacles payants, pour lesquels il est proposé de recourir aux services de la société Art'tick afin de mettre en place un système de réservation et de billetterie en ligne.

A cette fin, il est nécessaire de conclure avec la société en question un contrat définissant les modalités de mise en place de ce système de billetterie en ligne, ainsi qu'une convention lui donnant mandat de perception de recettes de billetterie pour ces manifestations.

A l'issue des concerts et spectacles concernés, le mandataire reversera à la Ville de Lunel l'intégralité des recettes perçues en son nom et pour son compte. La rémunération du mandataire se composera d'une commission d'un montant de 0,50€ TTC par billet et par tranche tarifaire de 25€ qui s'ajoutera au prix du billet (Exemple : un billet à 24€ engendrera une commission de 0,50€ TTC et un prix de vente de 24,50€, un billet à 29€ engendrera une commission de 1€ TTC et un prix de vente de 30€, etc.).

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature et pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives d'un an, sans pouvoir excéder cinq ans.

Il est demandé au Conseil :
D'APPROUVER les projets d'accord pour la mise à disposition d'un espace de vente de billetterie en ligne et de convention de mandat de perception de recettes avec la société Art'tick,
DE DIRE que les recettes correspondantes seront inscrites au budget 2023,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et plus généralement à faire le nécessaire pour sa parfaite exécution.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

ACCORD POUR LA MISE A DISPOSITION

D'UN ESPACE DE VENTE DE BILLETTERIE EN LIGNE
TICKBOSS WEB

ENTRE

La société **ART'TICK**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est sis à AVIGNON (84000), 16 rue du puits de la tarasque, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AVIGNON sous le numéro 484 561 303

Ci-après dénommée le « prestataire »
D'une part

ET

……
……
……
……
……

Agissant en la personne de son représentant légal,

Ci-après dénommé(e) le « client »
D'autre part

Ensemble dénommées les « parties »

Préalablement aux présentes, il est exposé ce qui suit :

La société ART'TICK est propriétaire d'un ***site internet*** marchand dont l'adresse est «vostickets.com» ou «vostickets.net» ou «vostickets.fr» ou «vostickets.eu»

Elle y exploite une activité de vente de billetterie.

Parallèlement, elle souhaite proposer un service à destination des structures équipées de la solution de billetterie TIckboss, leur permettant de bénéficier d'un espace sur son site, dans lequel elles pourront proposer, en complément de leurs propres services de billetterie, la vente de billets pour les spectacles qu'elles proposent ou organisent.

Ceci exposé et faisant intégralement partie des présentes, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - DEFINITION

Site internet : le site internet marchand exploité et hébergé par le prestataire et auquel on accède à distance via le réseau internet à l'adresse www.vostickets.eu/ « site client » ou www.vostickets.com/ « site client » ou www.vostickets.fr/ « site client » ou www.vostickets.net/ « site client »

Prestations : les prestations rendues par le prestataire dans le cadre du présent accord.

SLA : engagement de niveau de services pris par le prestataire dans le cadre des prestations.

Données : il s'agit de l'ensemble des données transmises par le ***client*** et les clients de ce dernier au prestataire, en vue de leur traitement dans le cadre des prestations.

Logiciel de billetterie Tickboss : logiciel permettant d'effectuer la vente de billets dans la structure du client.

Article 2 – OBJET

Le présent accord a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le ***prestataire*** met à disposition du ***client***, un espace de vente de billets, sur le ***site internet*** qu'elle exploite, sur les spectacles que le ***client*** organise et commercialise. Les ventes réalisées sur la plateforme internet sont ensuite intégrées automatiquement dans ***le logiciel de billetterie Tickboss***. Le ***client*** déclenchant seulement l'intégration à sa demande.

Article 3 – PRESTATIONS

Le ***prestataire*** met à disposition du ***client*** un droit d'accès au ***site internet*** lui permettant de gérer un espace de vente dans lequel le ***client*** pourra proposer la vente de billets de spectacles via l'utilisation du ***logiciel de billetterie Tickboss***. *La gestion du* ***site internet*** *s*'effectue à partir du ***logiciel de billetterie Tickboss*** et seulement à partir de celui-ci. Il n'existe aucun autre moyen de paramétrer le ***site internet***.
La totalité des informations collectées par la plateforme internet lors d'une vente (nom/prénom/adresse/cp/ville/numéro de tél/email de l'acheteur) sont enregistrés automatiquement dans le ***logiciel de billetterie Tickboss*** à chaque phase de

récupération des ventes (depuis le ***logiciel de billetterie Tickboss)*** enregistrées sur la plateforme Internet.

Cette mise à disposition est faite par accès distant afin de permettre le traitement sur le serveur du ***prestataire*** des ***données*** transmises par le ***client***.

Le ***site internet*** dispose d'une fonctionnalité permettant d'assurer les commandes en ligne.Le règlement des billets commandés sur le ***site internet*** se fait également en ligne au prix fixé par le ***client***. A cet effet, le ***site internet*** dispose d'une fonctionnalité permettant d'assurer un règlement en ligne sécurisé. Le ***prestataire*** a confié son système de paiement à PAYBOX VERIFONE.

La solution de paiement sécurisé est assurée par la plate-forme de PAYBOX. Les transactions bancaires s'effectuent sur les serveurs sécurisés de PAYBOX avec la sécurité 3D Secure. 3D Secure a été développé par Visa et Mastercard pour permettre aux marchands de limiter les risques de fraude sur Internet, liés aux tentatives d'usurpation d'identité. Il consiste à s'assurer, lors de chaque paiement en ligne, que la carte est utilisée par son véritable titulaire. 3D Secure consiste à s'assurer, lors de chaque paiement en ligne, que la carte est utilisée par son véritable titulaire. Dans le cas où, à la fois le commerçant et la banque du porteur de la carte sont équipés, une étape supplémentaire a lieu au moment du paiement. En plus du numéro de carte bancaire, de la date d'expiration de la carte et des trois chiffres du code de sécurité (imprimés au dos de la carte), l'internaute doit saisir un code dynamique à usage unique (authentification forte). **Après l'authentification, la banque de l'acheteur accepte le paiement, et cela de manière irrévocable. Il s'agit donc d'un** « transfert de responsabilité », de sorte qu'en cas d'impayé lié à une opposition du porteur, la responsabilité engagée soit celle de la banque du porteur, et non celle du ***client.***

Le ***prestataire*** pourra toutefois librement s'adresser à un autre établissement bancaire fournissant une prestation équivalente.

Elle pourra évoluer vers toute autre norme assurant une protection au moins équivalente en fonction de l'évolution des techniques et de l'offre du marché.

Les sommes correspondant au règlement sont collectées par le ***prestataire*** et reversées au ***client*** sous trente jours (sauf conditions particulières stipulées à l'article 14), conformément à la convention de mandat annexée au présent contrat.

La rémunération du prestataire est fixée à l'article 14 « Conditions financières ». Une facture sera adressée au client, correspondant à la rémunération du prestataire telle que définie à l'article susvisé.

Toute commande de billets effectuée par l'acheteur, sitôt son paiement validé par la banque, est immédiatement transmise de manière informatisée par message électronique à l'acheteur et au ***client***. Attention la réception d'un ticket de paiement PAYBOX (à l'acheteur comme au ***client***) n'est pas une preuve de paiement validée par la banque. Seule la réception du message électronique contenant le détail de la commande est considérée comme une vente validée.

Le ***prestataire*** assure l'hébergement des ***données***, la maintenance et la sécurité du ***site internet***.

Le ***prestataire*** réalise la sauvegarde des ***données***.

Les ***prestations*** sont réalisées dans les conditions définies dans le ***SLA***.

Toutes interventions dues à une utilisation non conforme ou non autorisée du ***site internet*** des ***prestations*** par le ***client*** ou consécutive à un dysfonctionnement de l'un quelconque des éléments de sa configuration sont facturées en sus.

Le ***prestataire*** se réserve la possibilité de faire évoluer le ***site internet*** mais seulement en vue d'une amélioration constante des ***prestations***.

Le site internet est hébergé par les prestataires ci-après localisés en France : Société OVH & Société EtudesGamma.
Le ***prestataire*** pourra toutefois librement s'adresser à un autre hébergeur fournissant une prestation équivalente.

Article 4 – MISE A DISPOSITION DU SITE INTERNET

Le ***site internet*** demeurant sur le serveur du ***prestataire***, la mise à disposition s'effectue par l'ouverture de la connexion au serveur du ***prestataire*** et la remise de ses identifiants au ***client***.

Une documentation complète d'utilisation du ***site internet***, présentant les fonctionnalités du ***site internet*** et les modes d'accès, est remise au ***client*****.**

Article 5 – IDENTIFICATION

Il est communiqué au ***client*** un fichier crypté comprenant les identifiants de connexion permettant au client, depuis tout poste informatique répondant aux conditions visées à l'article 10, de mettre en ligne et de gérer les spectacles qu'il proposera à la vente.

Les identifiants sont uniques, personnels et strictement confidentiels.

Le ***prestataire*** et le ***client*** s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à en préserver la confidentialité.

Le ***client*** est seul responsable de leur utilisation.

Toute utilisation des identifiants est réputée de manière irréfragable constituer une utilisation du ***site internet*** par le ***client***, ce que celui-ci déclare accepter expressément.

Le ***client*** s'engage à notifier sans délai au ***prestataire*** tout vol ou rupture de la confidentialité des identifiants.

Article 6 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le ***prestataire*** s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels appropriés pour réaliser les ***prestations*** conformément aux engagements souscrits dans le ***SLA.***

Le ***prestataire*** est seul responsable de la maintenance corrective et évolutive du ***site internet***.

Le ***prestataire*** fera donc son affaire personnelle d'assurer les interventions de maintenance corrective de manière à ne pas empêcher ou gêner l'accès au ***site internet*** outre mesure.
Il s'oblige de même à apporter au ***site internet*** les évolutions nécessaires pour que celui-ci reste conforme aux standards du marché et à sa compatibilité avec les principaux navigateurs utilisés sur le marché, à savoir les dernières versions « Internet Explorer, FireFox, Opéra et Safari».
Le ***prestataire*** ne garantit pas la bonne utilisation du ***site internet*** depuis toutes les différentes versions de ces navigateurs et ne garantit pas non plus la bonne utilisation de tout autre navigateur que ceux cités ci-dessus.

Le ***prestataire*** s'engage à procéder à des sauvegardes régulières des ***données*** et à en conserver l'historique dans les conditions prévues au ***SLA***.

Le ***prestataire*** s'engage à préserver l'intégralité et la confidentialité des ***données*** communiquées par le ***client*** et les *client*s de ce dernier, que ce soit au cours de leur transmission ou pendant leur hébergement.

Article 7 – OBLIGATIONS DU CLIENT

Le ***client*** s'engage à respecter les conditions d'utilisation du ***site internet*** qui sont indiquées dans la documentation, ainsi que toute instruction donnée par le ***prestataire***.

Notamment, il s'engage à saisir et transmettre les ***données*** de manière rigoureuse, en respectant les formats, modalités et fréquences de transmission prévus.

Le ***client*** reste seul responsable de l'offre de spectacle qu'il propose et de sa bonne gestion.

En particulier, le ***client*** est libre de déterminer quelle offre il propose à la vente (nature du spectacle, prix, …). Il gère seul la disponibilité des places en se fondant sur les

données transmises par le ***prestataire*** et sur les ***données*** qu'il recueille via son propre service de réservation.

Le ***client*** s'engage à communiquer à ses clients ses conditions générales de vente et à s'assurer de leur acceptation, de leur validité et de leur exhaustivité. Ces conditions générales de vente seront transmises sur le site et accessible par tous les clients du ***client***. Le ***prestataire*** qui est propriétaire du site et hébergeur du service de vente sur internet du ***client*** validera ces conditions générales de vente avant leurs transmissions. Le ***prestataire*** pourra obliger le ***client*** à porter des modifications sur celles-ci.

Le ***client*** s'engage à ne proposer à la vente que des billets de spectacles, à l'exclusion de tout autre bien ou prestation de services. Il s'engage à n'effectuer aucun « surbooking ».
Le ***client*** fera son affaire personnelle du respect de la législation propre à son activité et du bon déroulement des spectacles dont les billets sont mis en vente sur le ***site internet***.

Le ***client*** relèvera et garantira le ***prestataire*** contre tout recours de toute personne en raison de tout manquement à une obligation légale ou conventionnelle lui incombant, et plus généralement à indemniser le ***prestataire*** de toute somme mise à sa charge, de tout préjudice qu'il pourrait subir et dont le ***client*** serait responsable.

Il appartient au ***client*** de s'assurer sous sa responsabilité de l'exactitude et du caractère exhaustif des ***données*** transmises.

Le ***client*** s'engage à ne permettre l'utilisation de son accès privé au ***site internet*** qu'aux membres autorisés de son personnel. Il veillera en particulier à préserver la confidentialité de ses identifiants.

Il appartient de même au ***client*** :

- de s'assurer de l'adéquation du ***site internet*** à ses besoins, notamment au regard de sa documentation,
- de disposer de la configuration appropriée, notamment en ce qui concerne les matériels, logiciels, réseaux, terminaux, connexions, câblages et autres.

Article 8 – CONVENTION DE PREUVE

Du commun accord des parties, les enregistrements informatisés conservés par le ***prestataire*** font foi des transmissions et traitements effectués.

Il appartient au ***prestataire*** de conserver ces enregistrements dans des conditions garantissant la sécurité et l'intégrité des ***données***.

Article 9 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Propriété du *site internet*

Le ***prestataire*** est et demeure titulaire des droits de propriété intellectuelle sur le ***site internet***, le présent contrat n'opérant aucun transfert de droits de propriété intellectuelle au bénéfice du *client*.

Par le présent contrat, le ***client*** dispose d'un droit d'utilisation des fonctionnalités du ***site internet,*** personnel, non exclusif, non cessible et limité à la durée du contrat, s'effectuant par accès distant Haut Débit (minimum 1024 Ko) à partir de la connexion depuis le site du ***client*** au serveur du ***prestataire***.
Il est notamment formellement interdit au ***client*** :

- de procéder à toute forme de reproduction ou de représentation du ***site internet*** ou de sa documentation, ou d'altérer ou masquer de quelque manière que ce soit les marques, signes distinctifs, mentions de copyright apposées sur le ***site internet***,
- d'intervenir sur le ***site internet*** de quelque manière et pour quelque raison que ce soit, y compris pour en corriger les erreurs, la maintenance évolutive et corrective étant assurée par le ***prestataire***, à l'exception d'une utilisation dudit site selon les conditions exposées dans le présent contrat,

- de modifier ou chercher à contourner toute disposition de protection du ***site internet***.

Propriété des *données*

Le ***client*** reste propriétaire de l'ensemble des ***données*** et informations transmises et de celles qui auront été traitées par le ***prestataire***.

Article 10 – ACCES ET TELECOMMUNICATIONS

Le ***client*** fait son affaire personnelle, à ses frais exclusifs, de l'acquisition, la mise en place, la maintenance et la connexion du matériel informatique et des différents éléments de la configuration et des moyens de télécommunications nécessaires à l'accès au ***site internet***.

Il lui appartient de même de souscrire les abonnements de télécommunication nécessaires à l'accès au serveur du ***prestataire***.

L'accès distant au ***site internet*** devra s'effectuer au minimum par une connexion Haut Débit (1024 Ko).

Le ***client*** devra en outre détenir une licence d'utilisation du ***logiciel de billetterie Tickboss.***

Article 11 – CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « le RGPD ») et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le ***prestataire*** s'engage à effectuer pour le compte du ***client*** (ci-après le responsable de traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

11.1 - Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

le ***prestataire*** est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service de réception des ebillets à destination des acheteurs du site de vente en ligne.

La nature des opérations réalisées sur les données est l'enregistrement du nom de l'acheteur, d'éventuellement son adresse s'il la mentionne d'un numéro de téléphone et d'une adresse mail afin que l'acheteur puisse recevoir les documents liés à son achat.

La ou les finalité(s) du traitement sont la transmission des documents d'achat et de justificatif effectuées par l'acheteur.

Les données à caractère personnel traitées sont les noms, adresses, numéro de tél. et mail permettant de contacter l'acheteur du site internet pour lui transmettre ces documents d'achats.

Les catégories de personnes concernées sont les acheteurs du site de vente en ligne.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes accès aux données de contact des acheteurs (adresses/ mail/ numéro de tél.).

11.2 – Obligations du prestataire vis-à-vis du responsable de traitement

le ***prestataire*** s'engage notamment à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du contrat.

2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement.

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le traitement des informations nominatives relatives aux utilisateurs des services ART'TICK a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL (n° de déclaration : 1849749 - 1939923).

11.3 – Droit d'information des personnes concernées

le ***prestataire***, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

11.4 - Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le ***prestataire*** doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du ***prestataire*** des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au ***Client***.

11.5 - Notification des violations de données à caractère personnel

le ***prestataire*** notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris

connaissance et par le moyen suivant EMAIL. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement le ***prestataire*** notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes

- concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

11.6 - Aide du *prestataire* dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le ***prestataire*** aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données. Le ***prestataire*** aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11.7 - Mesures de sécurité

le ***prestataire*** s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Le site internet utilise le protocole HTTPS. Ce protocole permet au visiteur de vérifier l'identité du site web auquel il accède, grâce à un certificat d'authentification émis par une autorité tierce, réputée fiable (et faisant généralement partie de la liste blanche des navigateurs internet). Il garantit la confidentialité et l'intégrité des données envoyées par l'utilisateur (notamment des informations entrées dans les formulaires) et reçues du serveur. Il peut permettre de valider l'identité du visiteur, si celui-ci utilise également un certificat d'authentification client.

Le fichier contenant les informations des acheteurs est sécurisé par un mot de passe crypté au format RC5 16 boucles.

Les sauvegardes s'effectuent une fois par jour et sont conservées pendant 10 jours. Le ***Client*** fera son affaire personnelle de toute sauvegarde complémentaire (sauvegarde de TICKBOSS) pouvant s'avérer nécessaire dans le cadre de son activité. Le ***Client*** n'a pas d'accès permettant d'effectuer une sauvegarde des données du site de vente en ligne. Le délai de restauration des sauvegardes est de 72 heures.

11.8 - Sort des données

le ***prestataire*** s'engage à n'effectuer aucun traitement quel qu'il soit sur les données saisies par les acheteurs (nom/prénom/adresse (facultatif)/mail/Tél) sur le site de vente en ligne. Ces informations servant à contacter l'acheteur pour lui transmettre les documents relatifs à son achat sur le site de vente en ligne. Ces informations sont transférées au ***Client*** via l'outil de gestion accédant au site de vente en ligne et seulement via cet outil (à savoir le logiciel TICKBOSS).

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le ***prestataire*** s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel. Dans tous les cas les données sont conservées **au maximum 1 an**.

Le ***Client*** s'interdit de communiquer/vendre à un tiers sous quelque forme que ce soit les ***données personnelles saisies par les acheteurs,*** ou d'en faire une utilisation non prévue par le contrat. Elles ne serviront à aucune prospection et notamment commerciale. Le traitement de ces données étant nécessaire à l'exécution du contrat de vente entre le l'acheteur et le ***client***, et à des fins d'informations ou aux fins des intérêts légitimes (voir considérant 47 de la loi)

11.9 - Délégué à la protection des données

Le ***prestataire*** communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

11.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

le ***prestataire*** déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel.
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement.
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.11 - Documentation

Le ***prestataire*** met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11.12 - Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du *prestataire*

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au ***prestataire*** les données visées aux présentes clauses ;

2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le ***prestataire***.

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du ***prestataire***.
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du ***prestataire***

Le ***prestataire*** s'engage à mettre en œuvre les moyens techniques appropriés pour assurer la sécurité des ***données***.

Le ***prestataire*** s'interdit de communiquer sous quelque forme que ce soit les ***données*** à un tiers, ou d'en faire une utilisation non prévue par le contrat. Elles ne serviront à aucune prospection et notamment commerciale.
;

Article 12 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Chacune des parties s'engage à effectuer les déclarations à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) qui lui incombent en vertu de la loi.
Le ***prestataire*** s'engage à donner au ***client*** toutes les informations nécessaires ou utiles pour réaliser sa déclaration. Conformément à la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le traitement des informations nominatives relatives aux utilisateurs des services Arttick a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL (n° de déclaration : 1849749 - 1939923).

Article 13 – CRYPTOGRAPHIE

Le prestataire fourni sa plateforme au protocole HTTPS (Hypertext Transfer Protocol Secure ou protocole de transfert hypertexte sécurisé). HTTPS est un protocole de communication Internet qui protège l'intégrité ainsi que la confidentialité des données lors du transfert d'informations entre l'ordinateur de l'internaute et la plateforme de vente en ligne. Ce protocole permet au visiteur de vérifier l'identité du site web auquel il accède, grâce à un certificat d'authentification émis par une autorité tierce, réputée fiable (et faisant généralement partie de la liste blanche des navigateurs internet). Il garantit la confidentialité et l'intégrité des données envoyées par l'utilisateur (notamment des informations entrées dans les formulaires) et reçues du serveur. Il peut permettre de valider l'identité du visiteur, si celui-ci utilise également un certificat d'authentification client.

Les données envoyées à l'aide du protocole HTTPS sont sécurisées via le protocole *Transport Layer Security* (TLS), qui offre trois niveaux clés de protection :

1. Le **chiffrement** : consiste à coder les données échangées pour les protéger des interceptions illicites. Cela signifie que lorsqu'un internaute navigue sur un site Web, personne ne peut "écouter" ses conversations, suivre ses activités sur diverses pages ni voler ses informations.
2. L'**intégrité des données** : les informations ne peuvent être ni modifiées, ni corrompues durant leur transfert, que ce soit délibérément ou autrement, sans être détectées.
3. L'**authentification** : prouve que les internautes communiquent avec le bon site Web. Cette méthode protège contre les attaques et instaure un climat de confiance pour l'internaute.

Le fichier contenant les informations des acheteurs est sécurisé par un mot de passe crypté au format RC5 16 boucles.
Les sauvegardes s'effectuent une fois par jour et sont conservées pendant 10 jours.
Le délai de restauration des sauvegardes est de 72 heures.

Article 14 – CONDITIONS FINANCIERES

Les prix et modalités de règlement sont les suivantes :

. Abonnement mensuel Module: inclus - Installation / Mise en place : offerte

Les sommes correspondant au règlement sont collectées par le ***prestataire*** et reversées au ***client*** chaque fin de mois. Les prestations réalisées dans le cadre du présent contrat donnent lieu à la rémunération suivante (cochez la formule souhaitée :

☐ **. 0,50€ TTC par billet par tranche de tarif de 25€ par billet.**
(Exemple : 1 billet à 10€ engendre une commission de 0,50€TTC, 1 billet à 40€ engendre une commission de 1€, un billet de 75€ engendre une commission de 1,50€, etc.)

Le ***client*** peut décider de majorer les prix unitaires des billets mis en ligne du montant de son choix ou de n'effectuer aucune majoration. ***Le prestataire* n'effectue aucune majoration automatique**. **La majoration est de la seule responsabilité du *client*. Dans tous les cas la commission sera due par le *client*.**

La réversion est effectuée au choix (cochez l'option choisie) :

☐ . Une déduction mensuelle de la commission sur les reversions

☐ **.** La reversion de la totalité des transactions mensuellement et l'établissement d'une facture relative à l'application des redevances non perçues et adresser au client le 31 décembre de chaque année.

Demande de remboursement d'un acheteur internet :
Toute demande de remboursement d'une transaction internet totale ou partielle (à la demande du ***Client)*** d'une transaction validée **:** Celle-ci sera effectuée par le ***prestataire*** sous réserve que cette transaction puisse bénéficier d'un statut de remboursement sur la plateforme PAYBOX. Le ***Client*** stipulera au ***prestataire*** le montant du remboursement à effectuer. Le remboursement sera effectué déduction faite du montant de la rémunération du prestataire et d'un montant supplémentaire de 0,15€ttc/billet.

Spécificité de fonctionnement :
Lors du processus de mise en ligne des manifestations depuis le ***logiciel de billetterie Tickboss***, l'ensemble des tarifs renseignés dans le logiciel sont transférés vers le site internet. Le ***client*** est seul responsable des tarifs qu'il décide de mettre en ligne sur le site internet. Il peut majorer ses prix de vente du montant de la rémunération mentionné ci-dessus où majorer ses prix de vente du montant de son choix. Il peut également ne pas appliquer de majoration sur les tarifs transférés depuis le logiciel.

Article 15 – RESPONSABILITE

Le ***prestataire*** est soumis à une obligation générale de moyens sur les engagements pris dans le cadre du ***SLA***.

Article 16 – SLA (SERVICE LEVEL AGREEMENT)

Le présent ***SLA*** a pour objet de préciser les niveaux de services et de performances du ***site internet***.

Le ***prestataire*** s'engage à faire son possible pour assurer une remise en vente après une perte de données. Toutefois, il ne pourra pas être tenu pour responsable de la perte des données.

Le ***prestataire*** s'engage à faire son possible pour assurer un accès au site internet de manière ininterrompue, à l'exception des périodes de maintenance, de mise à jour qui pourront atteindre jusqu'à 72 Heures par mois.

Le ***prestataire*** ne s'engage sur aucun minimum de disponibilité de son ***site internet*** en jours par mois.

Le ***prestataire*** ne pourra être tenu pour responsable des indisponibilités dues à des pannes matérielles du ***client*** ou à une interruption du réseau.

Le ***prestataire*** ne garantit pas une utilisation correcte du ***site internet*** depuis toute connexion inférieure en débit à une liaison Haut Débit de 1024 Ko.
Il ne saurait en outre être tenu pour responsable des pannes des logiciels ou matériels du ***client*** et des pannes dues au réseau Internet ou aux liaisons des opérateurs reliant le ***prestataire*** au réseau Internet.
Sécurité des accès :

La sécurité des accès est assurée par un identifiant et un mot de passe unique, cryptés et générés sur chaque version de TICKBOSS du ***client.*** Le ***client*** est responsable de l'accès à sa version de TICKBOSS paramétré pour accéder à la plateforme de vente. La combinaison de l'identifiant et du mot de passe, qui aura valeur de signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code Civil, doit permettre au ***client*** d'accéder à la gestion de l'offre qu'il propose sur le ***site internet*** du ***prestataire***.

Sauvegarde :

Les sauvegardes s'effectuent une fois par jour et sont conservées pendant 10 jours.
Le ***client*** fera son affaire personnelle de toute sauvegarde complémentaire pouvant s'avérer nécessaire dans le cadre de son activité.
Le délai de restauration des sauvegardes est de 72 heures.

Article 17 – ASSURANCES – CONFORMITE DES LOCAUX

. Annulation - Réclamation
. Le ***client*** est libre de souscrire un contrat d'assurance d'annulation.

Le ***client*** déclare et garantit être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable en responsabilité civile pour ses activités et les spectacles proposés à la vente.

Il déclare et garantit également que les locaux dans lesquels se dérouleront les spectacles répondent en tous points aux impératifs d'hygiène et de sécurité.

Le cas échéant, le ***client*** s'engage à fournir tous justificatifs au ***prestataire*** sur sa demande.

Article 18 – DUREE

Le présent contrat est conclu pour une durée d'1 an renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives d'1 an sans pouvoir excéder 5 ans. La partie qui déciderait de ne pas reconduire le contrat devra notifier cette décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant la fin de la période en cours.

Article 19 – RESILIATION POUR MANQUEMENT D'UNE PARTIE A SES OBLIGATIONS

Dans le cas où l'une ou l'autre des parties ne respecteraient pas les obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat et 15 (quinze) jours après l'envoi d'une notification d'avoir à remédier à la défaillance constatée restée infructueuse, le contrat sera résilié de plein droit et sans autre formalité, notamment judiciaire, sans préavis et sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts en réparation du préjudice subi du fait du manquement à ses obligations. Si le manquement des obligations découle d'un cas de force majeur, les parties s'engagent à s'accorder à l'amiable avant de procéder à la résiliation du contrat.

Article 20 – REVERSIBILITE

En cas de cessation des relations contractuelles, pour quelque cause que ce soit, le ***prestataire*** restituera immédiatement au ***client*** l'ensemble des ***données*** (données des acheteurs non supprimées (article 11.8)) sous un format choisi par le ***prestataire*** et informations remises. Il restituera les historiques et sauvegardes en sa possession au format de son choix. (Fichier XLS ou XML)

Le ***prestataire*** accepte également de fournir à la demande du ***client*** des ***prestations*** d'assistance dans le cadre de la réversibilité. Ces ***prestations*** (Autres que la fourniture des données prévues au paragraphe précédent) seront facturées aux tarifs du ***prestataire*** alors en vigueur.

Article 21 – CIRCULATION DU CONTRAT

Le présent contrat étant conclu intuitu personae, les parties s'interdisent de transférer, pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, le contrat ou l'un quelconque de leurs droits et obligations à un tiers.

Cependant, ces interdictions ne pourront pas être opposées aux obligations légales d'ordre public, ni à l'autorisation écrite et préalable des parties.

Toutefois, le ***client*** est autorisé à transférer le présent contrat dans le cadre d'une cession de son activité, mais en informant le ***prestataire***, et avec son accord écrit, dans les quinze jours de ladite cession par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 22 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, les tribunaux compétents seront saisis.

Les parties s'engagent toutefois à tenter de s'accorder amiablement avant toute action en justice tel que mentionné à l'article 19.

Article 23 – ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile à leur siège social ainsi qu'indiqué en tête des présentes.

Fait à
Le
En deux exemplaires

Signature du ***Prestataire*** Signature du ***Client***

Signature du ***comptable public***

ANNEXE
CONVENTION DE MANDAT POUR LA PERCEPTION DES RECETTES

ENTRE

La société **ART'TICK**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est sis à AVIGNON (84000), 16 rue du puits de la tarasque, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AVIGNON sous le numéro 484 561 303

Ci-après dénommée le « Mandataire » ou le « Prestataire »
D'une part

ET

La ……,…… domicilié…….. , représentée par Monsieur …….., ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en sa qualité de ……..

Ci-après dénommé(e) le « Mandant »
D'autre part

Ensemble dénommées les « parties »

Préalablement aux présentes, il est exposé ce qui suit :

Afin de permettre la perception des recettes liées à la vente en ligne des billets de spectacle émis dans le cadre de la Programmation culturelle de la ……..…….. et notamment la programmation de sa saison culturelle, la …… choisit de confier sa vente de billetterie en ligne au mandataire via l'espace de vente en ligne « TICKBOSS WEB ».

Considérant que les collectivités territoriales peuvent confier à un organisme public ou privé l'encaissement des recettes relatives au produit des droits d'accès à des prestations culturelles, sportives et touristiques (article L.1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

1. Objet du mandat

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, le mandant donne mandat au mandataire pour percevoir les recettes tirées de la vente en ligne des billets de spectacle via l'outil TICKBOSS.

Le présent mandat est annexé au contrat de mise à disposition d'un espace de vente de billetterie en ligne « TICKBOSS WEB », ce contrat étant la cause de ce mandat et ce dernier s'exerçant dans le cadre exclusif du contrat visé.

Le mandataire agira au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions définies au présent mandat. A ce titre le mandataire est notamment chargé d'appliquer la tarification mise en place par le mandant, selon la politique tarifaire définie par ce dernier.

L'ampliation du présent mandat sera transmise au comptable public.

2. Opérations confiées au mandataire de gestion

Au titre de sa mission et en vertu du mandat qui lui est confié, le mandataire est habilité à réaliser les opérations suivantes, conformément aux dispositions du contrat :

- Encaisser les recettes versées lors de la vente de billets en ligne sur l'outil TICKBOSS WEB
- Rembourser les recettes versées à tort sur demande du Mandant (conformément aux dispositions de l'article 14 du contrat susvisé)
- Reverser au Mandant les recettes collectées

Dans tous les documents qu'il établira au titre de cette mission, le Mandataire de gestion fera figurer la dénomination du Mandant et l'indication qu'il agit sur mandat de ce dernier par la mention «Au nom et pour le compte de la …….. ».

3. Rémunération du mandataire

Le Mandataire reverse la totalité des recettes versées par les clients du Mandant, nettes des éventuels frais bancaires ou frais équivalents. Les prestations réalisées dans le cadre du mandat prévu au présent article donnent lieu à la rémunération prévue dans le cadre du contrat.

4. Durée du mandat

Le mandat est donné pour toute la durée du contrat. Il prend effet dans les mêmes conditions que le contrat.

5. Fin du mandat

Le présent mandat prend fin en même temps que le marché, et ce quelques soit la cause. La résiliation anticipée du contrat entraine la caducité du mandat.

Le non-respect des dispositions du présent mandat pourra donner lieu à la résiliation du contrat dans les conditions prévues au contrat.

6. Obligation du mandataire de gestion

6.1 Reversement des recettes perçues

Le mandataire procède au reversement des recettes perçues chaque fin de mois, y compris en cas de résiliation de contrat en cours de mois.

Le mandataire peut procéder au remboursement d'une transaction encaissée dans le respect des conditions prévues à l'article 14 du contrat.

6.2 Obligations comptables à la charge du mandataire

Etablissement d'une comptabilité séparée

Le mandataire tient une comptabilité séparée qui retrace l'intégralité des mouvements de caisse opérés pour la perception des recettes visées au présent mandat, ainsi que le remboursement éventuel de recettes encaissées.

Reddition de compte

Le mandataire de gestion opère la reddition de ses comptes au moins une fois par an.

Pour permettre au comptable public de produire son compte de gestion dans les délais qui lui sont impartis, la date de reddition des comptes est fixée au 31 décembre.

En tout état de cause, le mandataire produit des comptes qui retracent la totalité des opérations de dépenses, de recettes et de trésorerie, sans contraction entre elles, étant précisé que l'éventuelle rémunération du mandataire n'est en aucun cas prise en compte dans la détermination de ce résultat.

La transmission des pièces de recettes intervient à chaque échéance de reddition des comptes fixée par la convention.

Les sommes reversées avant une échéance de reddition ou lors de la reddition des comptes sont justifiées par un état liquidatif qui indique, par catégorie de tarif et par débiteur, les sommes recouvrées et qui totalise le montant de celles-ci. Ce document permet au comptable du mandant de constater le versement des produits afférents aux recettes dans la comptabilité du mandant.

Ils comportent, en outre, selon les besoins propres à chaque opération :

- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;
- Les états de développement des soldes certifiés par le mandataire, conformes à la balance générale des comptes
- La situation de trésorerie de la période ;
- L'état des créances demeurées impayées établies par débiteur et par nature de produit ;
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes.

Pour le remboursement des recettes encaissées à tort, le mandataire remet les pièces justificatives suivantes :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;

- Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Ne sont remises à l'occasion de la reddition des comptes que les pièces qui n'ont pas été précédemment produites au titre du reversement des sommes encaissées.

Fait à …… le …….

Pour la société **ART'TICK** Pour **……**

Mme RAZIGADE n’a pas trouvé le visa du comptable public, or c’est une obligation.

M. BENIATTOU : Vous voulez dire qu’il fallait auparavant d’abord passer par le payeur général ?

Mme RAZIGADE indique que cela s’appelle de la gestion de fait. Qu’elles sont les recettes prévues d’ici à 5 ans ?

M. CRÉCHET indique que pour la première question en principe nous faisons appel à un prestataire pour nous aider dans cette mission particulière. Le visa du comptable public c’est dans le cas de la création d’une régie. Si la collectivité elle-même recouvrait les sommes en question. Ici en l’occurrence on ne créée pas une régie cela nous évite de la créer puisqu’on fait appel à un prestataire.

M. BARBATO demande si c’est pour éviter de faire une régie ?

Réponse affirmative de M. CRÉCHET, c’est aussi que cela simplifie très largement la mise en œuvre du recouvrement des recettes.

Mme RAZIGADE n’est pas sûre que ce soit légal par rapport à la compétence.

Monsieur le Maire répond à la question sur le montant, cela dépendra des manifestations que nous organiserons. Aujourd'hui, c’est impossible à évaluer.

M. BARBATO : Et si cela dépasse le seuil de mise en concurrence ?

Monsieur le Maire précise que le projet de convention a été soumis et validé par le comptable public.

M. BARBATO indique par contre que si le seuil de 40 000 € était dépassé il n’y aurait pas de mise en concurrence ? Vous visez en-dessous des 40 000 € ?

M. CRÉCHET ne veut pas dire de bêtise mais il faudrait que le montant des commissions dépasse 40 000 € et à 0,50 € la commission par billet, il faudra organiser de nombreux spectacles !

M. C. CHABERT trouve dommage que l’on fasse supporter les coûts de cet organisme aux spectateurs se rendant aux spectacles car ce sont eux qui vont ressentir le prix du billet. Pourquoi ne pas avoir sollicité la société afin d’éviter au spectateur cette majoration de 0,50 € ou 1 € ?

M. GRASSET entend mais ajoute que cela existe déjà lorsqu’on passe par la FNAC par exemple.

Monsieur le Maire estime que c’est un moyen moderne de paiement. 0,50 € ou 1 € ne va pas faire reculer le spectateur.

Mme POLERI ajoute également que les personnes ont le choix de se déplacer pour acheter en direct et ne supporteront pas le coût. C’est uniquement une billetterie en ligne.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, approuve les projets d'accord pour la mise à disposition d'un espace de vente de billetterie en ligne et de convention de mandat de perception de recettes avec la société Art’tick et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

8.4 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA LIBRAIRIE AB RELATIVE À L'ACCUEIL DE LA MANIFESTATION LITTÉRAIRE "LA COMÉDIE DU LIVRE"

Rapporteur : Mme POLERI.

Annexe : Convention de partenariat

Rendez-vous national incontournable pour les amoureux du livre et de la lecture, la « Comédie du Livre - dix jours en mai » accueille chaque année à Montpellier écrivains et éditeurs venus de l'ensemble du territoire français, mais aussi de toute l'Europe.

Depuis son édition 2022, la manifestation a évolué et s'étend désormais sur dix jours. Le festival proposera ainsi en 2023 un premier week-end autour de la littérature jeunesse au Domaine d'O les 6 et 7 mai, une succession de grandes soirées littéraires du 5 au 11 mai, et enfin le traditionnel salon des libraires et des éditeurs les 12, 13 et 14 mai, accueillant auteurs et professionnels du livre sur la Promenade royale du Peyrou.

Dans le cadre de la candidature de la Ville de Montpellier au titre de Capitale européenne de la Culture 2028, la manifestation souhaite élargir son périmètre et proposer des rencontres sur un territoire plus large, notamment celui de la Ville de Lunel.

Seront ainsi proposées au public lunellois dans le cadre de cette manifestation, gratuitement, une rencontre littéraire avec un auteur invité, le 12 mai 2023 à la librairie AB, ainsi qu'une lecture musicale et illustrée à destination du jeune public, le 13 mai 2023, à l'espace Castel.

Le coût de l'opération pour la Ville de Lunel est estimé à 1500 € TTC. Cela comprend la mise à disposition de l'auditorium de l'espace Castel ainsi que celle du personnel nécessaire au bon déroulement de la manifestation (régisseur technique et agent d'accueil) à hauteur d'un montant estimé à 450 € TTC.

Il est demandé au Conseil :
D'APPROUVER le projet de convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole et la librairie AB relative à l'accueil de la manifestation "La Comédie du Livre",
DE DIRE que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget 2023,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et plus généralement à faire le nécessaire pour sa parfaite exécution.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignées :

Ville de Lunel
Service Culture, Arts et Spectacles
240 Avenue Victor Hugo
34400 Lunel
Représentée par : Mme Corinne POLERI - En qualité de : Adjointe au Maire déléguée à la Culture
Ci-après dénommée la Ville de Lunel, d'une part,

Librairie AB
26 place Fruiterie
34400 Lunel
Représentée par : Mme Delphine CAMBET - En qualité de : Gérante
Ci-après dénommée la librairie AB, d'autre part,

Et

Montpellier Méditerranée Métropole
50 place Zeus, CS 39556
34961 Montpellier Cedex 2
Représentée par : M. Eric PENSO - En qualité de : Vice-Président, délégué à la Culture
Ci-après dénommée l'occupant,

En préambule :

La défense de tous les acteurs de la chaîne du livre, en particulier la librairie indépendante, et la promotion de la lecture sont des éléments essentiels de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole.

Rendez-vous national incontournable pour les amoureux du livre et de la lecture, la Comédie du Livre - dix jours en mai accueille chaque année à Montpellier, écrivains et éditeurs venus d'un peu partout en Europe.

Depuis l'an dernier, la manifestation a évolué et est devenue La Comédie du Livre - dix jours en mai. S'étendant désormais sur dix jours, le festival propose un premier week-end autour de la littérature jeunesse au Domaine d'O les 6 et 7 mai, une succession de grandes soirées littéraires du 5 au 11 mai, et enfin le traditionnel salon des libraires et des éditeurs les 12, 13 et 14 mai, accueillant auteurs et professionnels du livre sur la Promenade royale du Peyrou.

Au titre de sa candidature à la Capitale européenne de la Culture 2028, la manifestation s'étend et propose donc des rencontres sur un territoire plus large et notamment celui de Lunel.

Il est convenu et exposé ce qui suit :

Article 1 : Objet

Dans le cadre de la Comédie du Livre – Dix jours en mai 2023, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite un partenariat avec la Ville de Lunel et la librairie AB pour l'organisation des évènements littéraires suivants:

- Vendredi 12 mai 2023 : rencontre littéraire avec un auteur invité (programmation en cours) à la librairie AB
- Samedi 13 mai 2023 : lecture musicale *Cache-toi Arsène !* de Ronan Badel, à l'espace Castel

Article 2 : Conditions financières

La mise à disposition des lieux d'accueil des évènements objets de la présente convention est accordée à titre gracieux.

La Ville de Lunel s'engage à prendre en charge le coût de la lecture musicale *Cache-toi Arsène !* de Ronan Badel (700€ TTC), ainsi que celui de la rencontre avec l'auteur invité, au tarif préconisé par le Centre National du Livre (286,76€ brut).

Article 3 : Documents à fournir par l'occupant

L'occupant s'engage à fournir les documents suivants à la Ville de Lunel et à la librairie AB au moment de la signature de la présente convention :

- Une copie de son attestation d'assurance responsabilité civile couvrant l'événement ;
- Les coordonnées (Nom, Prénom, numéro de téléphone) d'un référent qui devra de surcroît être présent sur place et être joignable par téléphone pendant toute la durée de l'événement ;
- Le programme détaillé des événements ;
- Une fiche technique détaillée des aménagements et équipements susceptibles d'être installés pour les évènements.

Article 4 : Engagements de l'occupant

L'occupant s'engage à prendre à sa charge :

- La responsabilité de l'évènement. Il lui appartiendra de respecter la réglementation en vigueur concernant l'organisation de spectacles et de veiller au bon déroulement de la manifestation ;
- Une équipe d'accueil dédiée à la manifestation en complément de celle de la Ville de Lunel et de la librarie AB ;
- Les défraiements, hôtels, voyages et repas des artistes présents à l'évènement.

Article 5 : Engagements de la Ville de Lunel

La Ville de Lunel s'engage à assurer :

- La mise à diposition du personnel nécessaire à l'accueil du public pendant toute la durée des événements prévus à l'espace Castel ;
- La mise à disposition du personnel technique nécessaire au bon déroulement de la manifestation programmée le 13 mai 2023 (montage, démontage et exploitation des événements programmés) ;
- L'accueil des artistes et la prise en charge des repas du 13 mai 2023 ;
- La rémunération de son personnel attaché à l'évènement (techniciens du spectacle, personnel d'accueil du public et des artistes etc.) ;
- L'élaboration des contrats avec les intervenants et le versement des sommes dont le montant est précisé à l'article 2 de la présente convention.

Article 6 : Engagements de la Librairie AB

La librairie AB s'engage à assurer :

- L'accueil du public pendant toute la durée des événements à la librairie ;
- L'accueil de l'auteur invité et la prise en charge du repas du 12 mai 2023 au soir ;
- La modération de la rencontre littéraire ;
- La rémunération de son personnel attaché à l'évènement.

Article 7 : Locaux et équipements

L'occupant s'engage à tout mettre en œuvre pour s'assurer de l'absence de détérioration des locaux et du matériel mis à disposition. Il s'engage à déclarer immédiatement à la Ville de Lunel et à la librairie AB toute dégradation ou défectuosité qu'il constaterait.

Article 8 : Communication

L'occupant s'engage à mentionner le partenariat avec la Ville de Lunel et la librairie AB dans tous les documents de communication relatifs à l'événement objet de la présente convention.

L'utilisation des logos de la Ville de Lunel est strictement réglementée et subordonnée à une autorisation préalable.

Article 9 : Annulation

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte en cas de non-respect d'un de ses articles ou du règlement intérieur et dans tous les cas reconnus de force majeure.

En cas d'annulation de l'événement par l'occupant, celui-ci devra en informer par téléphone, courrier électronique ou postal la Ville de Montpellier au moins 5 jours francs à l'avance.

Clause particulière concernant les risques pandémiques :

Quel que soit le motif de l'impossibilité d'assurer un ou plusieurs événements, c'est-à-dire que l'annulation survienne pour cause de maladie parmi les membres de l'équipe de l'occupant ou de l'équipe de la Ville de Lunel, du fait d'une décision préfectorale, d'un décret gouvernemental ou d'un arrêté municipal de fermeture, ou dans le cas où les consignes gouvernementales relatives à distanciation et la circulation du public seraient trop contraignantes à mettre en œuvre dans le lieu de représentation, les parties s'engagent avant tout à privilégier un accord amiable.
Dans un premier temps, la Ville de Lunel et l'occupant examineront la possibilité de reporter l'événement.
Dans un second temps, si cette solution n'est pas envisageable, un accord amiable sera recherché qui tendra à préserver la solidarité professionnelle d'une part et les équilibres budgétaires de la Ville de Lunel et de l'occupant d'autre part.

Fait en deux exemplaires, à Montpellier, le 2023.

Pour la Ville de Lunel
L'Adjointe au Maire déléguée à la Culture

Corinne POLERI

Pour la librairie AB
La Gérante

Delphine CAMBET

Pour Montpellier Méditerranée Métropole
Le Vice-Président, délégué à la Culture

Eric PENSO

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le projet de convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole et la librairie AB relative à l'accueil de la manifestation "La Comédie du Livre" et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

8.5 - CONVENTION TRIPARTITE DE MISE À DISPOSITION DE CRÉNEAUX PISCINES 2023

Rapporteur : M. GRASSET.

Annexes :
- Convention tripartite avec le CNL, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Lunel
- Convention tripartite avec Hippocampe, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Lunel
- Convention tripartite avec le Waiméa, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Lunel
- Convention tripartite avec Atlantide Apnée, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Lunel

- Convention tripartite avec le CNL, l'agglomération du pays de l'Or et la ville de Lunel
- Convention tripartite avec le Hippocampe, l'agglomération du pays de l'Or et la ville de Lunel
- Convention tripartite avec le Waiméa, l'agglomération du pays de l'Or et la ville de Lunel
- Convention tripartite avec Atlantide Apnée, l'agglomération du pays de l'Or et la ville de Lunel
- Convention tripartite avec Subaquatique Club Lunellois Aquapalmes, l'agglomération du pays de l'Or et la ville de Lunel

Suite à la fermeture de la piscine Aqualuna depuis le vendredi 23 mars, la ville s'attache à accompagner au mieux les clubs sportifs de natation durant cette période transitoire en attendant l'ouverture de la future piscine intercommunale.

Pour ce faire et répondre aux besoins urgents des clubs et de leurs compétiteurs, la ville s'est mise en relation avec les piscines avoisinantes pour louer des lignes d'eau et permettre la poursuite, au moins partielle, des entraînements.

Pour les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé aux 4 associations : le Cercle des Nageurs de Lunel, l'Hippocampe, Waiméa et Atlantide Apnée de bénéficier à compter du 4 avril 2023 jusqu'au 1er juillet 2023 hormis les vacances scolaires, d'une mise à disposition de lignes d'eau selon des plannings définis dans les conventions jointes en annexe.

La prise en charge financière de ces locations est assumée par la ville de Lunel. La ville versera à Montpellier Méditerranée Métropole une participation financière à hauteur de 7€/h/ligne d'eau pour un bassin de 25 mètres et 28,70€/h pour un petit bassin et 14,20€/h/ligne d'eau pour un bassin de 50 mètres selon la délibération en vigueur de la métropole fixant la tarification.

Pour les piscines de l'agglomération du Pays de l'Or, il est proposé aux 5 associations : le Cercle des Nageurs de Lunel, l'Hippocampe, Waiméa, Subaquatique Club Lunellois Aquapalmes et Atlantide Apnée de bénéficier à compter du 28 mars 2023 jusqu'au 24 juin 2023, d'une mise à disposition de lignes d'eau selon des plannings définis dans les conventions jointes en annexe.

La prise en charge financière de ces locations est assumée par la ville de Lunel. La ville versera à l'agglomération du Pays de l'Or une participation financière à hauteur de 35€/h/ligne d'eau selon la délibération en vigueur de l'agglomération.

Il est demandé au Conseil municipal :

D’APPROUVER le projet de convention tripartite avec Montpellier Méditerranée Métropole et l’agglomération du Pays de l’Or avec chacune des 4 et 5 associations

DE DIRE que la dépense sera prélevée sur le budget 2023

D’AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ces conventions et les documents s’y référents.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

CONVENTION CRENEAUX PISCINES 2022/2023

ENTRE

MONTPELLIER MÉDITÉRRANÉE MÉTROPOLE
dont le siège est situé : 50 place ZEUS - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER Cedex 2,
représentée par son Vice-président, délégué aux Politiques Sportives Christian ASSAF, dûment habilité par la décision n° MD2022-811, en date du 25 juillet 2022,

D'une part,

ET

L'ASSOCIATION CERCLE DES NAGEURS DE LUNEL
Dont le siège est situé : Piscine Aqualuna, Avenue L. Medard, 34400 Lunel, représentée par son Président Monsieur Jack LECLERCQ, agissant en vertu d'une délibération de l'assemblée générale en date du .

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de l'ASSOCIATION CERCLE DES NAGEURS DE LUNEL des créneaux dans les piscines Héraclès de Saint- Brès, Neptune et Piscine Olympique Angélotti de Montpellier.

Article 2 : Répartition des créneaux et des espaces

Cette mise à disposition est consentie pour les créneaux horaires et un nombre de couloirs suivants :

Piscine	jour	Bassin	Nombre de lignes	Heure début	Heure fin	Total crén	Total crén par club	Activités
CNN 50m*	Lundi	Extérieur	1	20 :30	21 :30	1		Entraînement
HERACLES*	Lundi	GB	1	18 :00	20 :00	2		Entraînement
HERACLES*	Lundi	GB	2	20 :00	21 :00	2		Entraînement
HERACLES*	Mardi	GB	2	20 :00	22 :00	4		Entraînement
CNN 50m*	Mercredi	Extérieur	2	15 :00	16 :30	3		Entraînement
CNN 50m*	Mercredi	Extérieur	1	16 :30	17 :00	0,5		Entraînement

POA*	Mercredi	GB	2	13 :45	15 :15	3		Entraînement
HERACLES*	Jeudi	GB	2	18 :00	20 :00	4		Entraînement
HERACLES*	Vendredi	GB	1	20 :00	21 :00	1		Entraînement
HERACLES*	Vendredi	GB	3	21 :00	22 :00	3		Entraînement
HERACLES*	Samedi	GB	2	14 :00	17 :00	6		Entraînement
CNN 50m**	Samedi	GB	2	15 :00	17 :00	4		Entraînement
							33:50	

**** : nouveaux créneaux accordés à compter du 3 avril jusqu'au 1er juillet 2023 suite à la fermeture de la piscine Aqua Luna de Lunel***

***** : déjà accordé du samedi 17 septembre 2022 au samedi 17 juin 2023***

Article 3 : Participation financière

En contrepartie de cette mise à disposition, L'ASSOCIATION CERCLE DES NAGEURS DE LUNEL, versera à Montpellier Méditerranée Métropole une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil de Métropole à 7 €/H/25m, 28,70 €/H/Petit Bassin et à 14,20 €/H/50m.

Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelle que soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.

Les tarifs facturés aux clubs concernés, sont indexés sur la délibération concernant le montant des tarifs annuels fixés par le Conseil de Métropole et peuvent à ce titre être modifiés en cours d'année.

Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Montpellier, à trimestre échu après service fait, et correspondra au titre de recettes, préalablement établi.

Article 4 : Responsabilité de la sécurité

En dehors des heures d'ouverture au public, L'ASSOCIATION CERCLE DES NAGEURS DE LUNEL est responsable de la sécurité de l'activité qu'elle conduit dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir les moyens et l'organisation de la surveillance, et se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.

Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

Article 5 : Modalités de l'accès à la piscine

Pour pouvoir accéder à l'établissement, l'utilisateur de l'installation s'engage à fournir préalablement et à respecter les dispositions suivantes:

- La photocopie du récépissé de déclaration d'association à la Préfecture, ainsi que **l'attestation d'assurance couvrant ses responsabilités du fait des activités** qui lui sont

autorisées dans l'enceinte de la piscine. Cette police d'assurance devra également couvrir les dommages causés par les utilisateurs placés directement sous sa responsabilité.

- Les tarifs et droits acquittés par ses adhérents pour les activités, objet de la présente convention.

- La présente convention dûment signée et retournée à la Direction des sports avant la première séance.

- Le nom du responsable des séances, ainsi que l'attestation sur l'honneur ci-jointe du Président du club confirmant la qualification des encadrants, chargés de l'encadrement des créneaux et activités (BPJEPS AAN / BEESAN / BNSSA avec les mises à jour règlementaires). Le responsable des séances devra signer le cahier de fréquentation en précisant son effectif à chaque fin de séance.

- L'association est tenue d'assurer une présence dans l'établissement de l'arrivée de ses adhérents jusqu'au départ du dernier adhérent, quel que soit le créneau utilisé. Elle s'engage à fournir sur demande de la Direction des Sports les fréquentations par créneaux horaires et par nature d'activités.

- Pour des raisons de sécurité, hors Piscine olympique d'Antigone (POA), lors du dernier créneau de la journée, l'encadrement de l'association sortira avec l'agent chargé de fermer l'établissement et attendra celui-ci jusqu'à la fin des procédures de sortie (fermeture et mise sous alarme).

- La durée d'un créneau correspond à une heure dans l'établissement, (sauf POA compte tenu de la mixité des créneaux clubs et publics). Le temps de présence dans l'établissement sur un créneau d'une heure à minima, comprend l'entrée et la sortie. Il inclut les temps de déshabillage et d'habillage. L'organisation du temps d'activité dans l'eau doit en tenir compte.

- Lors de l'entrée dans l'établissement, chaque adhérent devra pouvoir s'identifier, en présentant sur demande, soit sa licence soit sa carte d'adhésion au club. Les adhérents ne pourront accéder aux vestiaires sans la présence d'un responsable du club.
- En cas d'enchaînement de plusieurs créneaux successifs, un représentant du club contrôlera la sortie et l'entrée de ses adhérents sur les différents créneaux.

- Le nombre de séances proposées aux adhérents sur une saison, comprise entre la troisième semaine de septembre et la troisième semaine de juin, doit impérativement tenir compte des deux périodes de deux semaines de fermetures techniques obligatoires, auxquelles se rajoute une période minimum de deux semaines pour travaux, soit un total prévisionnel de six semaines d'indisponibilité des bassins.

- Pour les stages, prévus durant les petites vacances scolaires, les demandes devront impérativement être transmises à la Direction des Sports, une semaine avant les vacances scolaires précédentes, soit huit semaines avant la date de début du stage.

Article 6 : Gestion de l'établissement

Montpellier Méditerranée Métropole représenté par le Directeur des Sports a autorité pour veiller au bon fonctionnement de l'établissement et au respect des prescriptions d'ordre public.

Article 7 : Durée de validité

Cette convention est établie pour la période allant **du 17 septembre 2022 au 1er juillet 2023 hormis pour le Centre Nautique Neptune jusqu'au 17 juin 2023,** hormis les vacances scolaires. Elle sera résiliée de plein droit en cas de manquement à une des obligations énumérées ci-dessus, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet pendant 15 jours.

Article 8 : Résiliation

Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit unilatéral de suspendre ou d'interrompre définitivement l'application de la présente convention, à tout moment, pour non respect de l'article 5 ou pour tout autre motif légitime, lié aux besoins du service public et notamment pour l'entretien, la réparation des équipements ou l'organisation de manifestations sportives et pour tous retards de paiement.

Elle se réserve également le droit de récupérer des lignes d'eau accordées au club pour les réattribuer à des demandes en attente, si elle devait constater une occupation insuffisante du créneau.

Cette suspension ou résiliation ne peut en aucun cas faire l'objet d'une quelconque réclamation ni donner lieu au versement de dommages et intérêts.

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé
Pour Montpellier Méditerranée Méditerranée
Le Vice-Président,
Délégué aux Politiques Sportives

Christian ASSAF

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé
Pour le Cercle des Nageurs de Lunel,
Le Président,

Jack LECLERCQ

CONVENTION CRENEAUX PISCINES 2023

ENTRE

MONTPELLIER MÉDITÉRRANÉE MÉTROPOLE
dont le siège est situé : 50 place ZEUS - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER Cedex 2,
représentée par son Vice-président, délégué aux Politiques Sportives Christian ASSAF, dûment habilité par la décision n° MD2022-811, en date du 25 juillet 2022,

D'une part,

ET

L'ASSOCIATION HIPPOCAMPE
Dont le siège est situé : Piscine Aqualuna, 220 Avenue L. Medard, 34400 Lunel, représentée par sa Présidente Madame Laëtita JACQUEMIN, agissant en vertu d'une délibération de l'assemblée générale en date du .

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de l'ASSOCIATION HIPPOCAMPE DE LUNEL des créneaux à la piscine Héraclès de Saint- Brès.

Article 2 : Répartition des créneaux et des espaces

Cette mise à disposition est consentie pour les créneaux horaires et un nombre de couloirs suivants :

Piscine	jour	Bassin	Nombre de lignes	Heure début	Heure fin	Total crén	Total crén par club	Activités
HERACLES*	Mardi	GB	2	20 :00	22 :00	4		Entraînement plongée subaquatique
							04:00	

**** : nouveau créneau accordé à compter du 4 avril jusqu'au 27 juin 2023, suite à la fermeture de la piscine Aqua Luna de Lunel***

Article 3 : Participation financière

En contrepartie de cette mise à disposition, l'ASSOCIATION HIPPOCAMPE DE LUNEL, versera à Montpellier Méditerranée Métropole une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil de Métropole à 7 €/H/25m, 28,70 €/H/Petit Bassin et à 14,20 €/H/50m.

Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelle que soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.

Les tarifs facturés aux clubs concernés, sont indexés sur la délibération concernant le montant des tarifs annuels fixés par le Conseil de Métropole et peuvent à ce titre être modifiés en cours d'année.

Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Montpellier, à trimestre échu après service fait, et correspondra au titre de recettes, préalablement établi.

Article 4 : Responsabilité de la sécurité

En dehors des heures d'ouverture au public, l'ASSOCIATION HIPPOCAMPE DE LUNEL est responsable de la sécurité de l'activité qu'elle conduit dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir les moyens et l'organisation de la surveillance, et se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.

Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

Article 5 : Modalités de l'accès à la piscine

Pour pouvoir accéder à l'établissement, l'utilisateur de l'installation s'engage à fournir préalablement et à respecter les dispositions suivantes:

- La photocopie du récépissé de déclaration d'association à la Préfecture, ainsi que **l'attestation d'assurance couvrant ses responsabilités du fait des activités** qui lui sont autorisées dans l'enceinte de la piscine. Cette police d'assurance devra également couvrir les dommages causés par les utilisateurs placés directement sous sa responsabilité.

- Les tarifs et droits acquittés par ses adhérents pour les activités, objet de la présente convention.

- La présente convention dûment signée et retournée à la Direction des sports avant la première séance.

- Le nom du responsable des séances, ainsi que l'attestation sur l'honneur ci-jointe du Président du club confirmant la qualification des encadrants, chargés de l'encadrement des créneaux et activités (BPJEPS AAN / BEESAN / BNSSA avec les mises à jour règlementaires). Le responsable des séances devra signer le cahier de fréquentation en précisant son effectif à chaque fin de séance.

- L'association est tenue d'assurer une présence dans l'établissement de l'arrivée de ses adhérents jusqu'au départ du dernier adhérent, quel que soit le créneau utilisé. Elle s'engage

à fournir sur demande de la Direction des Sports les fréquentations par créneaux horaires et par nature d'activités.

- Pour des raisons de sécurité, hors Piscine olympique d'Antigone (POA), lors du dernier créneau de la journée, l'encadrement de l'association sortira avec l'agent chargé de fermer l'établissement et attendra celui-ci jusqu'à la fin des procédures de sortie (fermeture et mise sous alarme).

- La durée d'un créneau correspond à une heure dans l'établissement, (sauf POA compte tenu de la mixité des créneaux clubs et publics). Le temps de présence dans l'établissement sur un créneau d'une heure à minima, comprend l'entrée et la sortie. Il inclut les temps de déshabillage et d'habillage. L'organisation du temps d'activité dans l'eau doit en tenir compte.

- Lors de l'entrée dans l'établissement, chaque adhérent devra pouvoir s'identifier, en présentant sur demande, soit sa licence soit sa carte d'adhésion au club. Les adhérents ne pourront accéder aux vestiaires sans la présence d'un responsable du club.
- En cas d'enchaînement de plusieurs créneaux successifs, un représentant du club contrôlera la sortie et l'entrée de ses adhérents sur les différents créneaux.

- Le nombre de séances proposées aux adhérents sur une saison, comprise entre la troisième semaine de septembre et la troisième semaine de juin, doit impérativement tenir compte des deux périodes de deux semaines de fermetures techniques obligatoires, auxquelles se rajoute une période minimum de deux semaines pour travaux, soit un total prévisionnel de six semaines d'indisponibilité des bassins.

- Pour les stages, prévus durant les petites vacances scolaires, les demandes devront impérativement être transmises à la Direction des Sports, une semaine avant les vacances scolaires précédentes, soit huit semaines avant la date de début du stage.

Article 6 : Gestion de l'établissement

Montpellier Méditerranée Métropole représenté par le Directeur des Sports a autorité pour veiller au bon fonctionnement de l'établissement et au respect des prescriptions d'ordre public.

Article 7 : Durée de validité

Cette convention est établie pour la période allant **du 4 avril au 27 juin 2023,** hormis les vacances scolaires. Elle sera résiliée de plein droit en cas de manquement à une des obligations énumérées ci-dessus, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet pendant 15 jours.

Article 8 : Résiliation

Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit unilatéral de suspendre ou d'interrompre définitivement l'application de la présente convention, à tout moment, pour non respect de l'article 5 ou pour tout autre motif légitime, lié aux besoins du service public et notamment pour l'entretien, la réparation des équipements ou l'organisation de manifestations sportives et pour tous retards de paiement.

Elle se réserve également le droit de récupérer des lignes d'eau accordées au club pour les réattribuer à des demandes en attente, si elle devait constater une occupation insuffisante du créneau.

Cette suspension ou résiliation ne peut en aucun cas faire l'objet d'une quelconque réclamation ni donner lieu au versement de dommages et intérêts.

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé
Pour Montpellier Méditerranée Méditerranée
Le Vice-Président,
Délégué aux Politiques Sportives

Christian ASSAF

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé
Pour Hippocampe,
La Présidente,

Laëtitia JACQUEMIN

CONVENTION CRENEAUX PISCINES 2023

ENTRE

MONTPELLIER MÉDITÉRRANÉE MÉTROPOLE
dont le siège est situé : 50 place ZEUS - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER Cedex 2,
représentée par son Vice-président, délégué aux Politiques Sportives Christian ASSAF, dûment habilité par la décision n° MD2022-811, en date du 25 juillet 2022,

D'une part,

ET

L'ASSOCIATION WAIMEA
Dont le siège est situé : Piscine Aqualuna, 220 Avenue L. Medard, 34400 Lunel, représentée par sa Présidente Madame Emilie ATTANASIO, agissant en vertu d'une délibération de l'assemblée générale en date du .

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de l'ASSOCIATION WAIMEA DE LUNEL des créneaux à la piscine Héraclès de Saint- Brès.

Article 2 : Répartition des créneaux et des espaces

Cette mise à disposition est consentie pour les créneaux horaires et un nombre de couloirs suivants :

Piscine	jour	Bassin	Nombre de lignes	Heure début	Heure fin	Total crén	Total crén par club	Activités
HERACLES*	Mardi	GB	2	20 :00	22 :00	4		Entraînement natation
HERACLES*	Jeudi	GB	1	20 :00	22 :00	2		Entraînement natation
HERACLES*	Vendredi	GB	2	21 :00	22 :00	2		Entraînement natation
							08:00	

**** : nouveaux créneaux accordés à compter du 4 avril jusqu'au 27 juin 2023, suite à la fermeture de la piscine Aqua Luna de Lunel***

Article 3 : Participation financière

En contrepartie de cette mise à disposition, l'ASSOCIATION WAIMEA DE LUNEL, versera à Montpellier Méditerranée Métropole une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil de Métropole à 7 €/H/25m, 28,70 €/H/Petit Bassin et à 14,20 €/H/50m.

Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelle que soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.

Les tarifs facturés aux clubs concernés, sont indexés sur la délibération concernant le montant des tarifs annuels fixés par le Conseil de Métropole et peuvent à ce titre être modifiés en cours d'année.

Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Montpellier, à trimestre échu après service fait, et correspondra au titre de recettes, préalablement établi.

Article 4 : Responsabilité de la sécurité

En dehors des heures d'ouverture au public, l'ASSOCIATION WAIMEA DE LUNEL est responsable de la sécurité de l'activité qu'elle conduit dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir les moyens et l'organisation de la surveillance, et se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.

Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

Article 5 : Modalités de l'accès à la piscine

Pour pouvoir accéder à l'établissement, l'utilisateur de l'installation s'engage à fournir préalablement et à respecter les dispositions suivantes:

- La photocopie du récépissé de déclaration d'association à la Préfecture, ainsi que **l'attestation d'assurance couvrant ses responsabilités du fait des activités** qui lui sont autorisées dans l'enceinte de la piscine. Cette police d'assurance devra également couvrir les dommages causés par les utilisateurs placés directement sous sa responsabilité.

- Les tarifs et droits acquittés par ses adhérents pour les activités, objet de la présente convention.

- La présente convention dûment signée et retournée à la Direction des sports avant la première séance.

- Le nom du responsable des séances, ainsi que l'attestation sur l'honneur ci-jointe du Président du club confirmant la qualification des encadrants, chargés de l'encadrement des créneaux et activités (BPJEPS AAN / BEESAN / BNSSA avec les mises à jour

règlementaires). Le responsable des séances devra signer le cahier de fréquentation en précisant son effectif à chaque fin de séance.

- L'association est tenue d'assurer une présence dans l'établissement de l'arrivée de ses adhérents jusqu'au départ du dernier adhérent, quel que soit le créneau utilisé. Elle s'engage à fournir sur demande de la Direction des Sports les fréquentations par créneaux horaires et par nature d'activités.

- Pour des raisons de sécurité, hors Piscine olympique d'Antigone (POA), lors du dernier créneau de la journée, l'encadrement de l'association sortira avec l'agent chargé de fermer l'établissement et attendra celui-ci jusqu'à la fin des procédures de sortie (fermeture et mise sous alarme).

- La durée d'un créneau correspond à une heure dans l'établissement, (sauf POA compte tenu de la mixité des créneaux clubs et publics). Le temps de présence dans l'établissement sur un créneau d'une heure à minima, comprend l'entrée et la sortie. Il inclut les temps de déshabillage et d'habillage. L'organisation du temps d'activité dans l'eau doit en tenir compte.

- Lors de l'entrée dans l'établissement, chaque adhérent devra pouvoir s'identifier, en présentant sur demande, soit sa licence soit sa carte d'adhésion au club. Les adhérents ne pourront accéder aux vestiaires sans la présence d'un responsable du club.
- En cas d'enchaînement de plusieurs créneaux successifs, un représentant du club contrôlera la sortie et l'entrée de ses adhérents sur les différents créneaux.

- Le nombre de séances proposées aux adhérents sur une saison, comprise entre la troisième semaine de septembre et la troisième semaine de juin, doit impérativement tenir compte des deux périodes de deux semaines de fermetures techniques obligatoires, auxquelles se rajoute une période minimum de deux semaines pour travaux, soit un total prévisionnel de six semaines d'indisponibilité des bassins.

- Pour les stages, prévus durant les petites vacances scolaires, les demandes devront impérativement être transmises à la Direction des Sports, une semaine avant les vacances scolaires précédentes, soit huit semaines avant la date de début du stage.

Article 6 : Gestion de l'établissement

Montpellier Méditerranée Métropole représenté par le Directeur des Sports a autorité pour veiller au bon fonctionnement de l'établissement et au respect des prescriptions d'ordre public.

Article 7 : Durée de validité

Cette convention est établie pour la période allant **du 4 avril au 30 juin 2023,** hormis les vacances scolaires. Elle sera résiliée de plein droit en cas de manquement à une des obligations énumérées ci-dessus, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet pendant 15 jours.

<u>Article 8 :</u> Résiliation

Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit unilatéral de suspendre ou d'interrompre définitivement l'application de la présente convention, à tout moment, pour non respect de l'article 5 ou pour tout autre motif légitime, lié aux besoins du service public et notamment pour l'entretien, la réparation des équipements ou l'organisation de manifestations sportives et pour tous retards de paiement.

Elle se réserve également le droit de récupérer des lignes d'eau accordées au club pour les réattribuer à des demandes en attente, si elle devait constater une occupation insuffisante du créneau.

Cette suspension ou résiliation ne peut en aucun cas faire l'objet d'une quelconque réclamation ni donner lieu au versement de dommages et intérêts.

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé
Pour Montpellier Méditerranée Méditerranée
Le Vice-Président,
Délégué aux Politiques Sportives

Christian ASSAF

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé
Pour WAIMEA,
La Présidente,

Emilie ATTANASIO

CONVENTION CRENEAUX PISCINES 2023

ENTRE

MONTPELLIER MÉDITÉRRANÉE MÉTROPOLE
dont le siège est situé : 50 place ZEUS - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER Cedex 2,
représentée par son Vice-président, délégué aux Politiques Sportives Christian ASSAF, dûment habilité par la décision n° MD2022-811, en date du 25 juillet 2022,

D'une part,

ET

L'ASSOCIATION ATLANTIDE APNEE
Dont le siège est situé : Piscine Aqualuna, 220 Avenue L. Medard, 34400 Lunel, représentée par son Président Monsieur Serge LAGERGE, agissant en vertu d'une délibération de l'assemblée générale en date du .

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de l'ASSOCIATION ATLANTIDE APNEE DE LUNEL des créneaux à la piscine Héraclès de Saint- Brès.

Article 2 : Répartition des créneaux et des espaces

Cette mise à disposition est consentie pour les créneaux horaires et un nombre de couloirs suivants :

Piscine	jour	Bassin	Nombre de lignes	Heure début	Heure fin	Total crén	Total crén par club	Activités
HERACLES*	Mardi	PB	1	20 :00	21 :00	1		Apnée statique
HERACLES*	Mercredi	GB	1	19 :00	20:00	1		Apnée dynamique
HERACLES*	Vendredi	GB	1	21 :00	22 :00	1		Apnée dynamique
							03:00	

**** : nouveaux créneaux accordés à compter du 4 avril jusqu'au 30 juin 202, suite à la fermeture de la piscine Aqua Luna de Lunel***

Article 3 : Participation financière

En contrepartie de cette mise à disposition, l'ASSOCIATION ATLANTIDE APNEE DE LUNEL, versera à Montpellier Méditerranée Métropole une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil de Métropole à 7 €/H/25m, 28,70 €/H/Petit Bassin et à 14,20 €/H/50m.

Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelle que soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.

Les tarifs facturés aux clubs concernés, sont indexés sur la délibération concernant le montant des tarifs annuels fixés par le Conseil de Métropole et peuvent à ce titre être modifiés en cours d'année.

Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Montpellier, à trimestre échu après service fait, et correspondra au titre de recettes, préalablement établi.

Article 4 : Responsabilité de la sécurité

En dehors des heures d'ouverture au public, l'ASSOCIATION ATLANTIDE APNEE DE LUNEL est responsable de la sécurité de l'activité qu'elle conduit dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir les moyens et l'organisation de la surveillance, et se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.

Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

Article 5 : Modalités de l'accès à la piscine

Pour pouvoir accéder à l'établissement, l'utilisateur de l'installation s'engage à fournir préalablement et à respecter les dispositions suivantes:

- La photocopie du récépissé de déclaration d'association à la Préfecture, ainsi que **l'attestation d'assurance couvrant ses responsabilités du fait des activités** qui lui sont autorisées dans l'enceinte de la piscine. Cette police d'assurance devra également couvrir les dommages causés par les utilisateurs placés directement sous sa responsabilité.

- Les tarifs et droits acquittés par ses adhérents pour les activités, objet de la présente convention.

- La présente convention dûment signée et retournée à la Direction des sports avant la première séance.

- Le nom du responsable des séances, ainsi que l'attestation sur l'honneur ci-jointe du Président du club confirmant la qualification des encadrants, chargés de l'encadrement des créneaux et activités (BPJEPS AAN / BEESAN / BNSSA avec les mises à jour règlementaires). Le responsable des séances devra signer le cahier de fréquentation en précisant son effectif à chaque fin de séance.

- L'association est tenue d'assurer une présence dans l'établissement de l'arrivée de ses adhérents jusqu'au départ du dernier adhérent, quel que soit le créneau utilisé. Elle s'engage à fournir sur demande de la Direction des Sports les fréquentations par créneaux horaires et par nature d'activités.

- Pour des raisons de sécurité, hors Piscine olympique d'Antigone (POA), lors du dernier créneau de la journée, l'encadrement de l'association sortira avec l'agent chargé de fermer l'établissement et attendra celui-ci jusqu'à la fin des procédures de sortie (fermeture et mise sous alarme).

- La durée d'un créneau correspond à une heure dans l'établissement, (sauf POA compte tenu de la mixité des créneaux clubs et publics). Le temps de présence dans l'établissement sur un créneau d'une heure à minima, comprend l'entrée et la sortie. Il inclut les temps de déshabillage et d'habillage. L'organisation du temps d'activité dans l'eau doit en tenir compte.

- Lors de l'entrée dans l'établissement, chaque adhérent devra pouvoir s'identifier, en présentant sur demande, soit sa licence soit sa carte d'adhésion au club. Les adhérents ne pourront accéder aux vestiaires sans la présence d'un responsable du club.
- En cas d'enchaînement de plusieurs créneaux successifs, un représentant du club contrôlera la sortie et l'entrée de ses adhérents sur les différents créneaux.

- Le nombre de séances proposées aux adhérents sur une saison, comprise entre la troisième semaine de septembre et la troisième semaine de juin, doit impérativement tenir compte des deux périodes de deux semaines de fermetures techniques obligatoires, auxquelles se rajoute une période minimum de deux semaines pour travaux, soit un total prévisionnel de six semaines d'indisponibilité des bassins.

- Pour les stages, prévus durant les petites vacances scolaires, les demandes devront impérativement être transmises à la Direction des Sports, une semaine avant les vacances scolaires précédentes, soit huit semaines avant la date de début du stage.

Article 6 : Gestion de l'établissement

Montpellier Méditerranée Métropole représenté par le Directeur des Sports a autorité pour veiller au bon fonctionnement de l'établissement et au respect des prescriptions d'ordre public.

Article 7 : Durée de validité

Cette convention est établie pour la période allant **du 4 avril au 30 juin 2023,** hormis les vacances scolaires. Elle sera résiliée de plein droit en cas de manquement à une des obligations énumérées ci-dessus, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet pendant 15 jours.

Article 8 : Résiliation

Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit unilatéral de suspendre ou d'interrompre définitivement l'application de la présente convention, à tout moment, pour non

respect de l'article 5 ou pour tout autre motif légitime, lié aux besoins du service public et notamment pour l'entretien, la réparation des équipements ou l'organisation de manifestations sportives et pour tous retards de paiement.

Elle se réserve également le droit de récupérer des lignes d'eau accordées au club pour les réattribuer à des demandes en attente, si elle devait constater une occupation insuffisante du créneau.

Cette suspension ou résiliation ne peut en aucun cas faire l'objet d'une quelconque réclamation ni donner lieu au versement de dommages et intérêts.

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé
Pour Montpellier Méditerranée Méditerranée
Le Vice-Président,
Délégué aux Politiques Sportives

Christian ASSAF

Fait à Montpellier, le

Lu et Approuvé
Pour Atlantide Apnée,
Le Président,

Serge LAGERGE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE L'OR

Convention tripartite n° 106-2023

Objet : Utilisation et mise à disposition des piscines « Espace Grand Bleu », « Aquatitude », « Aquad'or », « Robert Flavier »

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, Centre administratif CS 70040 - 34131 Mauguio Cedex, représentée par son Président en exercice, M. Stéphan ROSSIGNOL, habilité aux fins des présentes par délibération en date du 24 juillet 2020 n° CC59/2020 du Conseil communautaire,

Ci-après dénommée « l'Agglomération du Pays de l'Or »,

D'UNE PART,

LA VILLE DE LUNEL
dont le siège est situé : 240 Avenue Victor Hugo
représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, agissant en sa qualité de Maire,
Ci-après dénommée « La ville de Lunel »,

D'AUTRE PART,

ET L'ASSOCIATION
……..

Représentée par son ……..,
Monsieur Madame,…… dument habilité par une délibération n°……., en date du……,
Ci-après dénommée « L'association »,
D'AUTRE PART,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-1-373, en date du 18 avril 2019, arrêtant les statuts de la communauté d'Agglomération du Pays de l'Or,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC2018/119, en date du 19 décembre 2018, définissant l'intérêt communautaire,

Vu les délibérations n° 2020/16 et n° 2020/18 du conseil communautaire en date du 11 juillet 2020, relatives à l'élection de Monsieur Stephan ROSSIGNOL, en qualité de Président,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC59/2020, en date du 24 juillet 2020, portant définition de la délégation de compétences au Président,

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040 34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

Considérant,

Il est convenu ce qui suit :

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'utilisation des installations sportives et leur mise à disposition en faveur des utilisateurs par ***l'Agglomération du Pays de l'Or***.

Les utilisateurs, par leurs activités, participent à une mission d'intérêt général. En conséquence, ***l'Agglomération du Pays de l'Or***, en sa qualité de collectivité territoriale propriétaire d'un ensemble d'installations sportives, accepte de mettre celles-ci à leur disposition.

Pour les associations sportives, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** pourra, en cas de besoin, donner la priorité à celles qui sont titulaires de l'agrément Jeunesse et Sports.

ARTICLE 1 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition des installations sportives se fait à titre précaire et révocable.
Cette convention est valable **du 28 mars au 24 juin 2023**
Pour mener à bien cette mission d'intérêt général, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** met à disposition des lignes d'eau dans les piscines de l'agglomération du Pays de l'Or.
à disposition de **l'Association** ……
pour la pratique de…….

Les utilisateurs doivent restituer en l'état l'installation après chaque utilisation et en contrôler les entrées.

L'Agglomération du Pays de l'Or, en tant que propriétaire des équipements, se réserve le droit de suspendre l'autorisation d'occupation de l'installation mise à disposition en cas d'utilisation exceptionnelle.
La mise à disposition des installations sportives est consentie **à titre payant**, pour la durée de 3 mois.
Sauf exception, les créneaux sont attribués pour la période scolaire et toute demande pendant les vacances devra faire l'objet d'un courier spécifique auprès du service des sports qui répondra en fonction des disponibilités des équipements. Cette demande devra parvenir au service des sports 15 jours avant la date de réservation souhaitée.
Sont exclues de ces conditions, les attributions et mises à disposition relevant de l'organisation d'évènements exceptionnels à caractère sportif. Celles-ci doivent faire l'objet d'une demande spécifique adressée à **Monsieur le Président de la communauté d'agglomération** qui se réserve le droit, en cas de besoin, de modifier la demande de mise à disposition dans le cas d'une organisation à son initiative. Dans ces conditions, le cocontractant sera informé de cette modification dans les meilleurs délais.

L'installation et les équipements sportifs sont mis à disposition le :

Jours et heures de mise à disposition des équipements sportifs :

PISCINE DE MAUGUIO :

PISCINE DE LANSARGUES :

- Vendredi de 19h30 à 20h30 pour 2 lignes d'eau (10 nageurs par lignes maximum)

PISCINE DE PALAVAS :

PISCINES DE LA GRANDE-MOTTE :

- Mardi de 18h30 à 20h pour 1 ligne d'eau (13 nageurs par ligne maximum)

ARTICLE 2 – REGLES DE LA MISE A DISPOSITION

Les utilisateurs s'engagent à utiliser les installations sportives intercommunales au profit de leurs adhérents et pour l'encadrement des pratiques sportives suivantes :……..
……..
à l'occasion d'entraînements, de galas ou de compétitions.

Les utilisateurs s'engagent à respecter scrupuleusement tout protocole d'usage sanitaire en vigueur et les règles d'application qui en découlent (notamment en lien avec les risques de contagion du virus Covid-19).

En aucun cas, les utilisateurs ne pourront céder, de quelque manière que ce soit, les créneaux et les installations mises à leur disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or, sans son accord.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.
L'entretien de la salle est assuré l'Agglomération du Pays de l'Or, mais n'exclut pas le maintien en bon état par l'association des locaux qui lui sont prêtés, ainsi que la prévention de dégradations.
L'association s'engage à informer l'Agglomération du Pays de l'Or de tout dysfonctionnement constaté.
L'utilisateur s'engage à quitter l'équipement sportif à l'issue du créneau qui lui est imparti.

Par souci d'une bonne organisation, les créneaux horaires attribués devront être strictement respectés. Les créneaux prennent en compte le temps de douche et de change.

L'association ne pourra transformer, sans l'accord écrit de la Collectivité, les locaux occupés et leurs équipements. l'Agglomération du Pays de l'Or pourra, si le bénéficiaire a méconnu cette obligation, exiger la remise en état de lieux et des équipements au départ du bénéficiaire ou conserver les transformations effectuées, sans que le bénéficiaire puisse réclamer une indemnité pour les frais engagés. l'Agglomération du Pays de l'Or aura toutefois la faculté d'exiger, aux frais du bénéficiaire, la remise immédiate des lieux en l'état, si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des installations ou la sécurité des usagers.

Des contrôles réguliers seront effectués par les agents intercommunaux qui signaleront immédiatement à l'Agglomération du Pays de l'Or toutes anomalies constatées. Celles-ci seront sanctionnées par l'exclusion temporaire ou définitive de l'utilisateur.

L'association sportive……doit se conformer aux prescriptions fixées par les règlements en matière de sécurité et d'accès au public afférents aux locaux et aux équipements sportifs mis à disposition et s'engage à s'assurer du respect par ses membres, de toute règlementation intérieures et consignes particulières de fonctionnement décidées par le Président.
Le règlement intérieur des équipements sportifs est affiché à l'accueil de l'établissement ;

L'association s'engage à diffuser, respecter et faire respecter la charte de la laïcité en vigueur annexées à la présente convention à ses adhérents.

Le règlement intérieur et le Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours des équipements sportifs vous seront distribués par le résponsable de l'établissement lors de la première séance.

ARTICLE 3 – MATERIEL

L'Agglomération du Pays de l'Or met à disposition des utilisateurs l'ensemble du matériel sportif (fixe ou mobile) affecté à chaque équipement, suivant l'inventaire tenu par le service des sports.

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport seront assurés par l'utilisateur et sous sa responsabilité.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à sa disposition. En cas de dysfonctionnement, il devra avertir le service des sports de l'Agglomération du Pays de l'Or.

Après chaque fin d'utilisation des équipements, l'utilisateur devra s'assurer que le matériel qui a servi durant l'activité a bien été rangé à l'emplacement réservé à cet effet. **Il veillera également à ce que toutes les portes soient correctement fermées, les lumières éteintes (salles, vestiaires, sanitaires)** et devra vérifier la fermeture des robinets et des douches. L'utilisateur est tenu d'observer toute consigne relative à l'utilisation du matériel sportif mis à disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or.

En cas de dégradation du matériel, l'utilisateur s'engage à rembourser à l'Agglomération du Pays de l'Or la réparation ou le remplacement à l'identique du matériel dégradé, s'il s'avère que sa responsabilité est engagée.

ARTICLE 4 – ASSURANCES, RESPONSABILITES

L'Agglomération du Pays de l'Or s'engage, en qualité de propriétaire, à assurer les locaux au même titre que les autres bâtiments municipaux. L'assurance de l'Agglomération du Pays de l'Or ne pourra assurer le matériel volé à l'intérieur de ses équipements ne lui appartenant pas. L'Agglomération du Pays de l'Or est dégagée de toute responsabilité pour les accidents pouvant intervenir pendant l'utilisation des locaux mis à la disposition de l'association.

L'utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale et sa responsabilité d'occupant temporaire des locaux.

Police d'assurance : Responsabilité civile et Responsabilité d'occupant temporaire des locaux
déclarée le…….....souscrite sous le n°……auprès de…….
couvrant locaux et adhérents.

L'attestation d'assurance correspondante devra être transmise à l'Agglomération du Pays de l'Or au début de la prise d'effet de la convention. Elle précisera la limite contractuelle d'indemnité.

L'association est responsable, tant à l'égard du public que des participants, des accidents résultant de l'utilisation des installations, à quelque titre que ce soit, lors des entraînements ou des manifestations.
Cette responsabilité s'applique également aux objets appartenant à des tiers et se trouvant occasionnellement dans les locaux.

ARTICLE 5 – NATURE DES ACTIVITES ORGANISEES PAR LES UTILISATEURS

L'organisation des activités…… est sous la responsabilité pleine et entière des utilisateurs. Les activités développées dans l'équipement par les utilisateurs doivent revêtir un caractère d'intérêt général et être conformes avec les statuts des associations, ainsi qu'au classement de l'équipement.
Les activités des utilisateurs devront bénéficier d'un encadrement diplômé. Dans le cas contraire, l'accès aux installations leur sera interdit (copie du diplôme à remettre au service des sports).

En dehors des heures d'ouverture au public, la Ville de Lunel est coresponsable avec les clubs nommément désignés, de la sécurité de l'activité conduite dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir avec les clubs, les moyens et l'organisation de la surveillance, et leur demander de se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.
Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

ARTICLE 6 – CONTROLE

Les agents intercommunaux, ainsi que les élus, ont un droit d'accès permanent aux équipements sportifs.

L'ouverture et la fermeture des salles sont à la charge des utilisateurs. Le contrôle de la bonne utilisation des installations sportives intercommunales et du matériel sera assuré par les agents intercommunaux qui ont pour mission la mise en application du règlement intérieur des équipements sportifs.

ARTICLE 8 – MODALITES ET REGLES ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES

La présente convention pourra être automatiquement résiliée de plein droit et sans aucune indemnisation, après une mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux semaines, en cas de non-respect par les utilisateurs des dispositions de la convention, et notamment dans les cas suivants :

- Le non-respect de la vocation sportive des installations par les utilisateurs,
- Le non-respect des plannings d'utilisation tels que déterminés par l'autorité intercommunale : dans ce cas-là, l'Agglomération du Pays de l'Or pourra reprendre les plages horaires attribuées à l'association et non utilisées,
- Le non-respect des règlements d'utilisation édictés par l'autorité intercommunale, plus généralement le non-respect des lois, des règlements en vigueur et des consignes générales de sécurité.
- Le non-respect des protocoles sanitaires en vigueur.
- Le non-maintien en bon état de propreté et/ou tout endommagement du matériel ou du bâtiment du fait de l'utilisateur et des pratiquants sous sa responsabilité

Les utilisateurs de l'équipement s'engagent à refuser l'accès à certaines personnes en état d'ivresse ou porteuses d'armes ou de projectiles, comme le rappelle la loi Avice afférente à la sécurité.

Cette même loi spécifie l'interdiction de l'alcool, de mégaphones susceptibles d'inciter à la haine ou à la violence.

ARTICLE 9 – TARIF DE LOCATION ET REGLEMENT

En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville de Lunel versera à L'Agglomération du Pays de l'Or une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil de l'Agglomération, à **35 €** par heure et par ligne d'eau.
Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelle que soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.
Les tarifs facturés à la Ville de Lunel, sont indexés sur la délibération concernant le montant des tarifs annuels fixés par le Conseil d'Agglomération et peuvent à ce titre être modifiés en cours d'année.
Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal, après service fait et correspondra au titre de recettes, préalablement établi.
Une facturation mensuelle sera transmise à la ville de Lunel.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La Collectivité propriétaire des installations a tout pouvoir pour dénoncer la dite convention sans délai de résiliation, si une clause n'était pas respectée par l'utilisateur. Elle n'a pas d'indemnité à verser aux utilisateurs, si elle leur retire la jouissance de l'équipement.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la convention qui n'aura pas pu trouver de règlement amaible, relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Mauguio, le

Le Président de la Communauté d'Agglomération du pays de l'or

Le Maire de la Ville de Lunel

Le Président de l'Association

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE L'OR

Convention tripartite n° 109-2023

Objet : Utilisation et mise à disposition des piscines « Espace Grand Bleu », « Aquatitude », « Aquad'or », « Robert Flavier »

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, Centre administratif CS 70040 - 34131 Mauguio Cedex, représentée par son Président en exercice, M. Stéphan ROSSIGNOL, habilité aux fins des présentes par délibération en date du 24 juillet 2020 n° CC59/2020 du Conseil communautaire,

Ci-après dénommée « l'Agglomération du Pays de l'Or »,

D'UNE PART,

LA VILLE DE LUNEL
dont le siège est situé : 240 Avenue Victor Hugo
représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, agissant en sa qualité de Maire,
Ci-après dénommée « La ville de Lunel »,

D'AUTRE PART,

ET L'ASSOCIATION
……..

Représentée par son ……..,
Monsieur Madame,…… dument habilité par une délibération n°……., en date du……,
Ci-après dénommée « L'association »,
D'AUTRE PART,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-1-373, en date du 18 avril 2019, arrêtant les statuts de la communauté d'Agglomération du Pays de l'Or,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC2018/119, en date du 19 décembre 2018, définissant l'intérêt communautaire,

Vu les délibérations n° 2020/16 et n° 2020/18 du conseil communautaire en date du 11 juillet 2020, relatives à l'élection de Monsieur Stephan ROSSIGNOL, en qualité de Président,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC59/2020, en date du 24 juillet 2020, portant définition de la délégation de compétences au Président,

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040 34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

Considérant,

Il est convenu ce qui suit :

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'utilisation des installations sportives et leur mise à disposition en faveur des utilisateurs par ***l'Agglomération du Pays de l'Or***.

Les utilisateurs, par leurs activités, participent à une mission d'intérêt général. En conséquence, ***l'Agglomération du Pays de l'Or***, en sa qualité de collectivité territoriale propriétaire d'un ensemble d'installations sportives, accepte de mettre celles-ci à leur disposition.

Pour les associations sportives, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** pourra, en cas de besoin, donner la priorité à celles qui sont titulaires de l'agrément Jeunesse et Sports.

ARTICLE 1 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition des installations sportives se fait à titre précaire et révocable.
Cette convention est valable **du 28 mars au 24 juin 2023**
Pour mener à bien cette mission d'intérêt général, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** met à disposition des lignes d'eau dans les piscines de l'agglomération du Pays de l'Or.
à disposition de **l'Association** ……
pour la pratique de……

Les utilisateurs doivent restituer en l'état l'installation après chaque utilisation et en contrôler les entrées.

L'Agglomération du Pays de l'Or, en tant que propriétaire des équipements, se réserve le droit de suspendre l'autorisation d'occupation de l'installation mise à disposition en cas d'utilisation exceptionnelle.
La mise à disposition des installations sportives est consentie **à titre payant**, pour la durée de 3 mois.
Sauf exception, les créneaux sont attribués pour la période scolaire et toute demande pendant les vacances devra faire l'objet d'un courier spécifique auprès du service des sports qui répondra en fonction des disponibilités des équipements. Cette demande devra parvenir au service des sports 15 jours avant la date de réservation souhaitée.
Sont exclues de ces conditions, les attributions et mises à disposition relevant de l'organisation d'évènements exceptionnels à caractère sportif. Celles-ci doivent faire l'objet d'une demande spécifique adressée à **Monsieur le Président de la communauté d'agglomération** qui se réserve le droit, en cas de besoin, de modifier la demande de mise à disposition dans le cas d'une organisation à son initiative. Dans ces conditions, le cocontractant sera informé de cette modification dans les meilleurs délais.

L'installation et les équipements sportifs sont mis à disposition le :

Jours et heures de mise à disposition des équipements sportifs :

PISCINE DE MAUGUIO :

PISCINE DE LANSARGUES :

- Dimanche de 10h à 12h30 pour 2 lignes d'eau (10 nageurs par lignes maximum)

PISCINE DE PALAVAS :

PISCINES DE LA GRANDE-MOTTE :

- Lundi de 18h30 à 19h30 pour 1 ligne d'eau (10 nageurs par ligne maximum)

ARTICLE 2 – REGLES DE LA MISE A DISPOSITION

Les utilisateurs s'engagent à utiliser les installations sportives intercommunales au profit de leurs adhérents et pour l'encadrement des pratiques sportives suivantes :……..
……..
à l'occasion d'entraînements, de galas ou de compétitions.

Les utilisateurs s'engagent à respecter scrupuleusement tout protocole d'usage sanitaire en vigueur et les règles d'application qui en découlent (notamment en lien avec les risques de contagion du virus Covid-19).

En aucun cas, les utilisateurs ne pourront céder, de quelque manière que ce soit, les créneaux et les installations mises à leur disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or, sans son accord.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.
L'entretien de la salle est assuré l'Agglomération du Pays de l'Or, mais n'exclut pas le maintien en bon état par l'association des locaux qui lui sont prêtés, ainsi que la prévention de dégradations.
L'association s'engage à informer l'Agglomération du Pays de l'Or de tout dysfonctionnement constaté.
L'utilisateur s'engage à quitter l'équipement sportif à l'issue du créneau qui lui est imparti.

Par souci d'une bonne organisation, les créneaux horaires attribués devront être strictement respectés. Les créneaux prennent en compte le temps de douche et de change.

L'association ne pourra transformer, sans l'accord écrit de la Collectivité, les locaux occupés et leurs équipements. l'Agglomération du Pays de l'Or pourra, si le bénéficiaire a méconnu cette obligation, exiger la remise en état de lieux et des équipements au départ du bénéficiaire ou conserver les transformations effectuées, sans que le bénéficiaire puisse réclamer une indemnité pour les frais engagés. l'Agglomération du Pays de l'Or aura toutefois la faculté d'exiger, aux frais du bénéficiaire, la remise immédiate des lieux en l'état, si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des installations ou la sécurité des usagers.

Des contrôles réguliers seront effectués par les agents intercommunaux qui signaleront immédiatement à l'Agglomération du Pays de l'Or toutes anomalies constatées. Celles-ci seront sanctionnées par l'exclusion temporaire ou définitive de l'utilisateur.

L'association sportive……doit se conformer aux prescriptions fixées par les règlements en matière de sécurité et d'accès au public afférents aux locaux et aux équipements sportifs mis à disposition et s'engage à s'assurer du respect par ses membres, de toute règlementation intérieures et consignes particulières de fonctionnement décidées par le Président.
Le règlement intérieur des équipements sportifs est affiché à l'accueil de l'établissement ;

L'association s'engage à diffuser, respecter et faire respecter la charte de la laïcité en vigueur annexées à la présente convention à ses adhérents.

Le règlement intérieur et le Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours des équipements sportifs vous seront distribués par le résponsable de l'établissement lors de la première séance.

ARTICLE 3 – MATERIEL

L'Agglomération du Pays de l'Or met à disposition des utilisateurs l'ensemble du matériel sportif (fixe ou mobile) affecté à chaque équipement, suivant l'inventaire tenu par le service des sports.

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport seront assurés par l'utilisateur et sous sa responsabilité.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à sa disposition. En cas de dysfonctionnement, il devra avertir le service des sports de l'Agglomération du Pays de l'Or.

Après chaque fin d'utilisation des équipements, l'utilisateur devra s'assurer que le matériel qui a servi durant l'activité a bien été rangé à l'emplacement réservé à cet effet. **Il veillera également à ce que toutes les portes soient correctement fermées, les lumières éteintes (salles, vestiaires, sanitaires)** et devra vérifier la fermeture des robinets et des douches. L'utilisateur est tenu d'observer toute consigne relative à l'utilisation du matériel sportif mis à disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or.

En cas de dégradation du matériel, l'utilisateur s'engage à rembourser à l'Agglomération du Pays de l'Or la réparation ou le remplacement à l'identique du matériel dégradé, s'il s'avère que sa responsabilité est engagée.

ARTICLE 4 – ASSURANCES, RESPONSABILITES

L'Agglomération du Pays de l'Or s'engage, en qualité de propriétaire, à assurer les locaux au même titre que les autres bâtiments municipaux. L'assurance de l'Agglomération du Pays de l'Or ne pourra assurer le matériel volé à l'intérieur de ses équipements ne lui appartenant pas. L'Agglomération du Pays de l'Or est dégagée de toute responsabilité pour les accidents pouvant intervenir pendant l'utilisation des locaux mis à la disposition de l'association.

L'utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale et sa responsabilité d'occupant temporaire des locaux.

Police d'assurance : Responsabilité civile et Responsabilité d'occupant temporaire des locaux
déclarée le…….....souscrite sous le n°……auprès de…….
couvrant locaux et adhérents.

L'attestation d'assurance correspondante devra être transmise à l'Agglomération du Pays de l'Or au début de la prise d'effet de la convention. Elle précisera la limite contractuelle d'indemnité.

L'association est responsable, tant à l'égard du public que des participants, des accidents résultant de l'utilisation des installations, à quelque titre que ce soit, lors des entraînements ou des manifestations.
Cette responsabilité s'applique également aux objets appartenant à des tiers et se trouvant occasionnellement dans les locaux.

ARTICLE 5 – NATURE DES ACTIVITES ORGANISEES PAR LES UTILISATEURS

L'organisation des activités…… est sous la responsabilité pleine et entière des utilisateurs. Les activités développées dans l'équipement par les utilisateurs doivent revêtir un caractère d'intérêt général et être conformes avec les statuts des associations, ainsi qu'au classement de l'équipement.
Les activités des utilisateurs devront bénéficier d'un encadrement diplômé. Dans le cas contraire, l'accès aux installations leur sera interdit (copie du diplôme à remettre au service des sports).

En dehors des heures d'ouverture au public, la Ville de Lunel est coresponsable avec les clubs nommément désignés, de la sécurité de l'activité conduite dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir avec les clubs, les moyens et l'organisation de la surveillance, et leur demander de se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.
Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

ARTICLE 6 – CONTROLE

Les agents intercommunaux, ainsi que les élus, ont un droit d'accès permanent aux équipements sportifs.

L'ouverture et la fermeture des salles sont à la charge des utilisateurs. Le contrôle de la bonne utilisation des installations sportives intercommunales et du matériel sera assuré par les agents intercommunaux qui ont pour mission la mise en application du règlement intérieur des équipements sportifs.

ARTICLE 8 – MODALITES ET REGLES ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES

La présente convention pourra être automatiquement résiliée de plein droit et sans aucune indemnisation, après une mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux semaines, en cas de non-respect par les utilisateurs des dispositions de la convention, et notamment dans les cas suivants :

- Le non-respect de la vocation sportive des installations par les utilisateurs,
- Le non-respect des plannings d'utilisation tels que déterminés par l'autorité intercommunale : dans ce cas-là, l'Agglomération du Pays de l'Or pourra reprendre les plages horaires attribuées à l'association et non utilisées,
- Le non-respect des règlements d'utilisation édictés par l'autorité intercommunale, plus généralement le non-respect des lois, des règlements en vigueur et des consignes générales de sécurité.
- Le non-respect des protocoles sanitaires en vigueur.
- Le non-maintien en bon état de propreté et/ou tout endommagement du matériel ou du bâtiment du fait de l'utilisateur et des pratiquants sous sa responsabilité

Les utilisateurs de l'équipement s'engagent à refuser l'accès à certaines personnes en état d'ivresse ou porteuses d'armes ou de projectiles, comme le rappelle la loi Avice afférente à la sécurité.

Cette même loi spécifie l'interdiction de l'alcool, de mégaphones susceptibles d'inciter à la haine ou à la violence.

ARTICLE 9 – TARIF DE LOCATION ET REGLEMENT

En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville de Lunel versera à L'Agglomération du Pays de l'Or une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil de l'Agglomération, à **35 €** par heure et par ligne d'eau.
Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelle que soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.
Les tarifs facturés à la Ville de Lunel, sont indexés sur la délibération concernant le montant des tarifs annuels fixés par le Conseil d'Agglomération et peuvent à ce titre être modifiés en cours d'année.
Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal, après service fait et correspondra au titre de recettes, préalablement établi.
Une facturation mensuelle sera transmise à la ville de Lunel.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La Collectivité propriétaire des installations a tout pouvoir pour dénoncer la dite convention sans délai de résiliation, si une clause n'était pas respectée par l'utilisateur. Elle n'a pas d'indemnité à verser aux utilisateurs, si elle leur retire la jouissance de l'équipement.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la convention qui n'aura pas pu trouver de règlement amiable, relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Mauguio, le

Le Président de la Communauté d'Agglomération du pays de l'or

Le Maire de la Ville de Lunel

Le Président de l'Association

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040 34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE L'OR

Convention tripartite n° 107-2023

Objet : Utilisation et mise à disposition des piscines « Espace Grand Bleu », « Aquatitude », « Aquad'or », « Robert Flavier »

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, Centre administratif CS 70040 - 34131 Mauguio Cedex, représentée par son Président en exercice, M. Stéphan ROSSIGNOL, habilité aux fins des présentes par délibération en date du 24 juillet 2020 n° CC59/2020 du Conseil communautaire,

Ci-après dénommée « l'Agglomération du Pays de l'Or »,

D'UNE PART,

LA VILLE DE LUNEL
dont le siège est situé : 240 Avenue Victor Hugo
représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, agissant en sa qualité de Maire,
Ci-après dénommée « La ville de Lunel »,

D'AUTRE PART,

ET L'ASSOCIATION
……..

Représentée par son ……..,
Monsieur Madame,…… dument habilité par une délibération n°……., en date du……,
Ci-après dénommée « L'association »,
D'AUTRE PART,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-1-373, en date du 18 avril 2019, arrêtant les statuts de la communauté d'Agglomération du Pays de l'Or,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC2018/119, en date du 19 décembre 2018, définissant l'intérêt communautaire,

Vu les délibérations n° 2020/16 et n° 2020/18 du conseil communautaire en date du 11 juillet 2020, relatives à l'élection de Monsieur Stephan ROSSIGNOL, en qualité de Président,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC59/2020, en date du 24 juillet 2020, portant définition de la délégation de compétences au Président,

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040 34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

Considérant,

Il est convenu ce qui suit :

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'utilisation des installations sportives et leur mise à disposition en faveur des utilisateurs par ***l'Agglomération du Pays de l'Or***.

Les utilisateurs, par leurs activités, participent à une mission d'intérêt général. En conséquence, ***l'Agglomération du Pays de l'Or***, en sa qualité de collectivité territoriale propriétaire d'un ensemble d'installations sportives, accepte de mettre celles-ci à leur disposition.

Pour les associations sportives, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** pourra, en cas de besoin, donner la priorité à celles qui sont titulaires de l'agrément Jeunesse et Sports.

ARTICLE 1 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition des installations sportives se fait à titre précaire et révocable.
Cette convention est valable **du 28 mars au 24 juin 2023**
Pour mener à bien cette mission d'intérêt général, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** met à disposition des lignes d'eau dans les piscines de l'agglomération du Pays de l'Or.
à disposition de **l'Association** ……
pour la pratique de……

Les utilisateurs doivent restituer en l'état l'installation après chaque utilisation et en contrôler les entrées.

L'Agglomération du Pays de l'Or, en tant que propriétaire des équipements, se réserve le droit de suspendre l'autorisation d'occupation de l'installation mise à disposition en cas d'utilisation exceptionnelle.
La mise à disposition des installations sportives est consentie **à titre payant**, pour la durée de 3 mois.
Sauf exception, les créneaux sont attribués pour la période scolaire et toute demande pendant les vacances devra faire l'objet d'un courier spécifique auprès du service des sports qui répondra en fonction des disponibilités des équipements. Cette demande devra parvenir au service des sports 15 jours avant la date de réservation souhaitée.
Sont exclues de ces conditions, les attributions et mises à disposition relevant de l'organisation d'évènements exceptionnels à caractère sportif. Celles-ci doivent faire l'objet d'une demande spécifique adressée à **Monsieur le Président de la communauté d'agglomération** qui se réserve le droit, en cas de besoin, de modifier la demande de mise à disposition dans le cas d'une organisation à son initiative. Dans ces conditions, le cocontractant sera informé de cette modification dans les meilleurs délais.

L'installation et les équipements sportifs sont mis à disposition le :

Jours et heures de mise à disposition des équipements sportifs :

PISCINE DE MAUGUIO :

PISCINE DE LANSARGUES :

- Samedi de 14h à 15h pour 2 lignes d'eau (10 nageurs par lignes maximum)

PISCINE DE PALAVAS :

PISCINES DE LA GRANDE-MOTTE :

ARTICLE 2 – REGLES DE LA MISE A DISPOSITION

Les utilisateurs s'engagent à utiliser les installations sportives intercommunales au profit de leurs adhérents et pour l'encadrement des pratiques sportives suivantes :……..
……..
à l'occasion d'entraînements, de galas ou de compétitions.

Les utilisateurs s'engagent à respecter scrupuleusement tout protocole d'usage sanitaire en vigueur et les règles d'application qui en découlent (notamment en lien avec les risques de contagion du virus Covid-19).

En aucun cas, les utilisateurs ne pourront céder, de quelque manière que ce soit, les créneaux et les installations mises à leur disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or, sans son accord.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.
L'entretien de la salle est assuré l'Agglomération du Pays de l'Or, mais n'exclut pas le maintien en bon état par l'association des locaux qui lui sont prêtés, ainsi que la prévention de dégradations.
L'association s'engage à informer l'Agglomération du Pays de l'Or de tout dysfonctionnement constaté.
L'utilisateur s'engage à quitter l'équipement sportif à l'issue du créneau qui lui est imparti.

Par souci d'une bonne organisation, les créneaux horaires attribués devront être strictement respectés. Les créneaux prennent en compte le temps de douche et de change.

L'association ne pourra transformer, sans l'accord écrit de la Collectivité, les locaux occupés et leurs équipements. l'Agglomération du Pays de l'Or pourra, si le bénéficiaire a méconnu cette obligation, exiger la remise en état de lieux et des équipements au départ du bénéficiaire ou conserver les transformations effectuées, sans que le bénéficiaire puisse réclamer une indemnité pour les frais engagés. l'Agglomération du Pays de l'Or aura toutefois la faculté d'exiger, aux frais du bénéficiaire, la remise immédiate des lieux en l'état, si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des installations ou la sécurité des usagers.

Des contrôles réguliers seront effectués par les agents intercommunaux qui signaleront immédiatement à l'Agglomération du Pays de l'Or toutes anomalies constatées. Celles-ci seront sanctionnées par l'exclusion temporaire ou définitive de l'utilisateur.

L'association sportive……doit se conformer aux prescriptions fixées par les règlements en matière de sécurité et d'accès au public afférents aux locaux et aux équipements sportifs mis à disposition et s'engage à s'assurer du respect par ses membres, de toute règlementation intérieures et consignes particulières de fonctionnement décidées par le Président.
Le règlement intérieur des équipements sportifs est affiché à l'accueil de l'établissement ;

L'association s'engage à diffuser, respecter et faire respecter la charte de la laïcité en vigueur annexées à la présente convention à ses adhérents.

Le règlement intérieur et le Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours des équipements sportifs vous seront distribués par le résponsable de l'établissement lors de la première séance.

ARTICLE 3 – MATERIEL

L'Agglomération du Pays de l'Or met à disposition des utilisateurs l'ensemble du matériel sportif (fixe ou mobile) affecté à chaque équipement, suivant l'inventaire tenu par le service des sports.

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport seront assurés par l'utilisateur et sous sa responsabilité.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à sa disposition. En cas de dysfonctionnement, il devra avertir le service des sports de l'Agglomération du Pays de l'Or.

Après chaque fin d'utilisation des équipements, l'utilisateur devra s'assurer que le matériel qui a servi durant l'activité a bien été rangé à l'emplacement réservé à cet effet. **Il veillera également à ce que toutes les portes soient correctement fermées, les lumières éteintes (salles, vestiaires, sanitaires)** et devra vérifier la fermeture des robinets et des douches. L'utilisateur est tenu d'observer toute consigne relative à l'utilisation du matériel sportif mis à disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or.

En cas de dégradation du matériel, l'utilisateur s'engage à rembourser à l'Agglomération du Pays de l'Or la réparation ou le remplacement à l'identique du matériel dégradé, s'il s'avère que sa responsabilité est engagée.

ARTICLE 4 – ASSURANCES, RESPONSABILITES

L'Agglomération du Pays de l'Or s'engage, en qualité de propriétaire, à assurer les locaux au même titre que les autres bâtiments municipaux. L'assurance de l'Agglomération du Pays de l'Or ne pourra assurer le matériel volé à l'intérieur de ses équipements ne lui appartenant pas. L'Agglomération du Pays de l'Or est dégagée de toute responsabilité pour les accidents pouvant intervenir pendant l'utilisation des locaux mis à la disposition de l'association.

L'utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale et sa responsabilité d'occupant temporaire des locaux.

Police d'assurance : Responsabilité civile et Responsabilité d'occupant temporaire des locaux
déclarée le…….....souscrite sous le n°……auprès de…….
couvrant locaux et adhérents.

L'attestation d'assurance correspondante devra être transmise à l'Agglomération du Pays de l'Or au début de la prise d'effet de la convention. Elle précisera la limite contractuelle d'indemnité.

L'association est responsable, tant à l'égard du public que des participants, des accidents résultant de l'utilisation des installations, à quelque titre que ce soit, lors des entraînements ou des manifestations.
Cette responsabilité s'applique également aux objets appartenant à des tiers et se trouvant occasionnellement dans les locaux.

ARTICLE 5 – NATURE DES ACTIVITES ORGANISEES PAR LES UTILISATEURS

L'organisation des activités…… est sous la responsabilité pleine et entière des utilisateurs. Les activités développées dans l'équipement par les utilisateurs doivent revêtir un caractère d'intérêt général et être conformes avec les statuts des associations, ainsi qu'au classement de l'équipement.
Les activités des utilisateurs devront bénéficier d'un encadrement diplômé. Dans le cas contraire, l'accès aux installations leur sera interdit (copie du diplôme à remettre au service des sports).

En dehors des heures d'ouverture au public, la Ville de Lunel est coresponsable avec les clubs nommément désignés, de la sécurité de l'activité conduite dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir avec les clubs, les moyens et l'organisation de la surveillance, et leur demander de se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.
Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

ARTICLE 6 – CONTROLE

Les agents intercommunaux, ainsi que les élus, ont un droit d'accès permanent aux équipements sportifs.

L'ouverture et la fermeture des salles sont à la charge des utilisateurs. Le contrôle de la bonne utilisation des installations sportives intercommunales et du matériel sera assuré par les agents intercommunaux qui ont pour mission la mise en application du règlement intérieur des équipements sportifs.

ARTICLE 8 – MODALITES ET REGLES ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES

La présente convention pourra être automatiquement résiliée de plein droit et sans aucune indemnisation, après une mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux semaines, en cas de non-respect par les utilisateurs des dispositions de la convention, et notamment dans les cas suivants :

- Le non-respect de la vocation sportive des installations par les utilisateurs,
- Le non-respect des plannings d'utilisation tels que déterminés par l'autorité intercommunale : dans ce cas-là, l'Agglomération du Pays de l'Or pourra reprendre les plages horaires attribuées à l'association et non utilisées,
- Le non-respect des règlements d'utilisation édictés par l'autorité intercommunale, plus généralement le non-respect des lois, des règlements en vigueur et des consignes générales de sécurité.
- Le non-respect des protocoles sanitaires en vigueur.
- Le non-maintien en bon état de propreté et/ou tout endommagement du matériel ou du bâtiment du fait de l'utilisateur et des pratiquants sous sa responsabilité

Les utilisateurs de l'équipement s'engagent à refuser l'accès à certaines personnes en état d'ivresse ou porteuses d'armes ou de projectiles, comme le rappelle la loi Avice afférente à la sécurité.

Cette même loi spécifie l'interdiction de l'alcool, de mégaphones susceptibles d'inciter à la haine ou à la violence.

ARTICLE 9 – TARIF DE LOCATION ET REGLEMENT

En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville de Lunel versera à L'Agglomération du Pays de l'Or une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil de l'Agglomération, à **35 €** par heure et par ligne d'eau.
Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelle que soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.
Les tarifs facturés à la Ville de Lunel, sont indexés sur la délibération concernant le montant des tarifs annuels fixés par le Conseil d'Agglomération et peuvent à ce titre être modifiés en cours d'année.
Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal, après service fait et correspondra au titre de recettes, préalablement établi.
Une facturation mensuelle sera transmise à la ville de Lunel.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La Collectivité propriétaire des installations a tout pouvoir pour dénoncer la dite convention sans délai de résiliation, si une clause n'était pas respectée par l'utilisateur. Elle n'a pas d'indemnité à verser aux utilisateurs, si elle leur retire la jouissance de l'équipement.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la convention qui n'aura pas pu trouver de règlement amaible, relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Mauguio, le

Le Président de la Communauté d'Agglomération du pays de l'or

Le Maire de la Ville de Lunel

Le Président de l'Association

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE L'OR

Convention tripartite n° 108-2023

Objet : Utilisation et mise à disposition des piscines « Espace Grand Bleu », « Aquatitude », « Aquad'or », « Robert Flavier »

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, Centre administratif CS 70040 - 34131 Mauguio Cedex, représentée par son Président en exercice, M. Stéphan ROSSIGNOL, habilité aux fins des présentes par délibération en date du 24 juillet 2020 n° CC59/2020 du Conseil communautaire,

Ci-après dénommée « l'Agglomération du Pays de l'Or »,

D'UNE PART,

LA VILLE DE LUNEL
dont le siège est situé : 240 Avenue Victor Hugo
représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, agissant en sa qualité de Maire,
Ci-après dénommée « La ville de Lunel »,

D'AUTRE PART,

ET L'ASSOCIATION
……..

Représentée par son ……..,
Monsieur Madame,…… dument habilité par une délibération n°……., en date du……,
Ci-après dénommée « L'association »,
D'AUTRE PART,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-1-373, en date du 18 avril 2019, arrêtant les statuts de la communauté d'Agglomération du Pays de l'Or,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC2018/119, en date du 19 décembre 2018, définissant l'intérêt communautaire,

Vu les délibérations n° 2020/16 et n° 2020/18 du conseil communautaire en date du 11 juillet 2020, relatives à l'élection de Monsieur Stephan ROSSIGNOL, en qualité de Président,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC59/2020, en date du 24 juillet 2020, portant définition de la délégation de compétences au Président,

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040 34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

Considérant,

Il est convenu ce qui suit :

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'utilisation des installations sportives et leur mise à disposition en faveur des utilisateurs par ***l'Agglomération du Pays de l'Or***.

Les utilisateurs, par leurs activités, participent à une mission d'intérêt général. En conséquence, ***l'Agglomération du Pays de l'Or***, en sa qualité de collectivité territoriale propriétaire d'un ensemble d'installations sportives, accepte de mettre celles-ci à leur disposition.

Pour les associations sportives, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** pourra, en cas de besoin, donner la priorité à celles qui sont titulaires de l'agrément Jeunesse et Sports.

ARTICLE 1 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition des installations sportives se fait à titre précaire et révocable.
Cette convention est valable **du 28 mars au 24 juin 2023**
Pour mener à bien cette mission d'intérêt général, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** met à disposition des lignes d'eau dans les piscines de l'agglomération du Pays de l'Or.
à disposition de **l'Association** ……
pour la pratique de……

Les utilisateurs doivent restituer en l'état l'installation après chaque utilisation et en contrôler les entrées.

L'Agglomération du Pays de l'Or, en tant que propriétaire des équipements, se réserve le droit de suspendre l'autorisation d'occupation de l'installation mise à disposition en cas d'utilisation exceptionnelle.
La mise à disposition des installations sportives est consentie **à titre payant**, pour la durée de 3 mois.
Sauf exception, les créneaux sont attribués pour la période scolaire et toute demande pendant les vacances devra faire l'objet d'un courier spécifique auprès du service des sports qui répondra en fonction des disponibilités des équipements. Cette demande devra parvenir au service des sports 15 jours avant la date de réservation souhaitée.
Sont exclues de ces conditions, les attributions et mises à disposition relevant de l'organisation d'évènements exceptionnels à caractère sportif. Celles-ci doivent faire l'objet d'une demande spécifique adressée à **Monsieur le Président de la communauté d'agglomération** qui se réserve le droit, en cas de besoin, de modifier la demande de mise à disposition dans le cas d'une organisation à son initiative. Dans ces conditions, le cocontractant sera informé de cette modification dans les meilleurs délais.

L'installation et les équipements sportifs sont mis à disposition le :

Jours et heures de mise à disposition des équipements sportifs :

PISCINE DE MAUGUIO :

PISCINE DE LANSARGUES :

- Samedi de 16h30 à 17h30 pour 2 lignes d'eau (10 nageurs par lignes maximum)

PISCINE DE PALAVAS :

PISCINES DE LA GRANDE-MOTTE :

ARTICLE 2 – REGLES DE LA MISE A DISPOSITION

Les utilisateurs s'engagent à utiliser les installations sportives intercommunales au profit de leurs adhérents et pour l'encadrement des pratiques sportives suivantes :……..
……..
à l'occasion d'entraînements, de galas ou de compétitions.

Les utilisateurs s'engagent à respecter scrupuleusement tout protocole d'usage sanitaire en vigueur et les règles d'application qui en découlent (notamment en lien avec les risques de contagion du virus Covid-19).

En aucun cas, les utilisateurs ne pourront céder, de quelque manière que ce soit, les créneaux et les installations mises à leur disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or, sans son accord.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.
L'entretien de la salle est assuré l'Agglomération du Pays de l'Or, mais n'exclut pas le maintien en bon état par l'association des locaux qui lui sont prêtés, ainsi que la prévention de dégradations.
L'association s'engage à informer l'Agglomération du Pays de l'Or de tout dysfonctionnement constaté.
L'utilisateur s'engage à quitter l'équipement sportif à l'issue du créneau qui lui est imparti.

Par souci d'une bonne organisation, les créneaux horaires attribués devront être strictement respectés. Les créneaux prennent en compte le temps de douche et de change.

L'association ne pourra transformer, sans l'accord écrit de la Collectivité, les locaux occupés et leurs équipements. l'Agglomération du Pays de l'Or pourra, si le bénéficiaire a méconnu cette obligation, exiger la remise en état de lieux et des équipements au départ du bénéficiaire ou conserver les transformations effectuées, sans que le bénéficiaire puisse réclamer une indemnité pour les frais engagés. l'Agglomération du Pays de l'Or aura toutefois la faculté d'exiger, aux frais du bénéficiaire, la remise immédiate des lieux en l'état, si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des installations ou la sécurité des usagers.

Des contrôles réguliers seront effectués par les agents intercommunaux qui signaleront immédiatement à l'Agglomération du Pays de l'Or toutes anomalies constatées. Celles-ci seront sanctionnées par l'exclusion temporaire ou définitive de l'utilisateur.

L'association sportive……doit se conformer aux prescriptions fixées par les règlements en matière de sécurité et d'accès au public afférents aux locaux et aux équipements sportifs mis à disposition et s'engage à s'assurer du respect par ses membres, de toute règlementation intérieures et consignes particulières de fonctionnement décidées par le Président.
Le règlement intérieur des équipements sportifs est affiché à l'accueil de l'établissement ;

L'association s'engage à diffuser, respecter et faire respecter la charte de la laïcité en vigueur annexées à la présente convention à ses adhérents.

Le règlement intérieur et le Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours des équipements sportifs vous seront distribués par le résponsable de l'établissement lors de la première séance.

ARTICLE 3 – MATERIEL

L'Agglomération du Pays de l'Or met à disposition des utilisateurs l'ensemble du matériel sportif (fixe ou mobile) affecté à chaque équipement, suivant l'inventaire tenu par le service des sports.

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport seront assurés par l'utilisateur et sous sa responsabilité.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à sa disposition. En cas de dysfonctionnement, il devra avertir le service des sports de l'Agglomération du Pays de l'Or.

Après chaque fin d'utilisation des équipements, l'utilisateur devra s'assurer que le matériel qui a servi durant l'activité a bien été rangé à l'emplacement réservé à cet effet. **Il veillera également à ce que toutes les portes soient correctement fermées, les lumières éteintes (salles, vestiaires, sanitaires)** et devra vérifier la fermeture des robinets et des douches. L'utilisateur est tenu d'observer toute consigne relative à l'utilisation du matériel sportif mis à disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or.

En cas de dégradation du matériel, l'utilisateur s'engage à rembourser à l'Agglomération du Pays de l'Or la réparation ou le remplacement à l'identique du matériel dégradé, s'il s'avère que sa responsabilité est engagée.

ARTICLE 4 – ASSURANCES, RESPONSABILITES

L'Agglomération du Pays de l'Or s'engage, en qualité de propriétaire, à assurer les locaux au même titre que les autres bâtiments municipaux. L'assurance de l'Agglomération du Pays de l'Or ne pourra assurer le matériel volé à l'intérieur de ses équipements ne lui appartenant pas. L'Agglomération du Pays de l'Or est dégagée de toute responsabilité pour les accidents pouvant intervenir pendant l'utilisation des locaux mis à la disposition de l'association.

L'utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale et sa responsabilité d'occupant temporaire des locaux.

Police d'assurance : Responsabilité civile et Responsabilité d'occupant temporaire des locaux
déclarée le…….....souscrite sous le n°……auprès de…….
couvrant locaux et adhérents.

L'attestation d'assurance correspondante devra être transmise à l'Agglomération du Pays de l'Or au début de la prise d'effet de la convention. Elle précisera la limite contractuelle d'indemnité.

L'association est responsable, tant à l'égard du public que des participants, des accidents résultant de l'utilisation des installations, à quelque titre que ce soit, lors des entraînements ou des manifestations.
Cette responsabilité s'applique également aux objets appartenant à des tiers et se trouvant occasionnellement dans les locaux.

ARTICLE 5 – NATURE DES ACTIVITES ORGANISEES PAR LES UTILISATEURS

L'organisation des activités…… est sous la responsabilité pleine et entière des utilisateurs. Les activités développées dans l'équipement par les utilisateurs doivent revêtir un caractère d'intérêt général et être conformes avec les statuts des associations, ainsi qu'au classement de l'équipement.
Les activités des utilisateurs devront bénéficier d'un encadrement diplômé. Dans le cas contraire, l'accès aux installations leur sera interdit (copie du diplôme à remettre au service des sports).

En dehors des heures d'ouverture au public, la Ville de Lunel est coresponsable avec les clubs nommément désignés, de la sécurité de l'activité conduite dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir avec les clubs, les moyens et l'organisation de la surveillance, et leur demander de se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.
Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

ARTICLE 6 – CONTROLE

Les agents intercommunaux, ainsi que les élus, ont un droit d'accès permanent aux équipements sportifs.

L'ouverture et la fermeture des salles sont à la charge des utilisateurs. Le contrôle de la bonne utilisation des installations sportives intercommunales et du matériel sera assuré par les agents intercommunaux qui ont pour mission la mise en application du règlement intérieur des équipements sportifs.

ARTICLE 8 – MODALITES ET REGLES ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES

La présente convention pourra être automatiquement résiliée de plein droit et sans aucune indemnisation, après une mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux semaines, en cas de non-respect par les utilisateurs des dispositions de la convention, et notamment dans les cas suivants :

- Le non-respect de la vocation sportive des installations par les utilisateurs,
- Le non-respect des plannings d'utilisation tels que déterminés par l'autorité intercommunale : dans ce cas-là, l'Agglomération du Pays de l'Or pourra reprendre les plages horaires attribuées à l'association et non utilisées,
- Le non-respect des règlements d'utilisation édictés par l'autorité intercommunale, plus généralement le non-respect des lois, des règlements en vigueur et des consignes générales de sécurité.
- Le non-respect des protocoles sanitaires en vigueur.
- Le non-maintien en bon état de propreté et/ou tout endommagement du matériel ou du bâtiment du fait de l'utilisateur et des pratiquants sous sa responsabilité

Les utilisateurs de l'équipement s'engagent à refuser l'accès à certaines personnes en état d'ivresse ou porteuses d'armes ou de projectiles, comme le rappelle la loi Avice afférente à la sécurité.

Cette même loi spécifie l'interdiction de l'alcool, de mégaphones susceptibles d'inciter à la haine ou à la violence.

ARTICLE 9 – TARIF DE LOCATION ET REGLEMENT

En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville de Lunel versera à L'Agglomération du Pays de l'Or une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué,

s'élevant au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil de l'Agglomération, à **35 €** par heure et par ligne d'eau.
Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelle que soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.
Les tarifs facturés à la Ville de Lunel, sont indexés sur la délibération concernant le montant des tarifs annuels fixés par le Conseil d'Agglomération et peuvent à ce titre être modifiés en cours d'année.
Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal, après service fait et correspondra au titre de recettes, préalablement établi.
Une facturation mensuelle sera transmise à la ville de Lunel.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La Collectivité propriétaire des installations a tout pouvoir pour dénoncer la dite convention sans délai de résiliation, si une clause n'était pas respectée par l'utilisateur. Elle n'a pas d'indemnité à verser aux utilisateurs, si elle leur retire la jouissance de l'équipement.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la convention qui n'aura pas pu trouver de règlement amaible, relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Mauguio, le

Le Président de la Communauté d'Agglomération du pays de l'or

Le Maire de la Ville de Lunel

Le Président de l'Association

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040 34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE L'OR

Convention tripartite n° 110-2023

Objet : Utilisation et mise à disposition des piscines « Espace Grand Bleu », « Aquatitude », « Aquad'or », « Robert Flavier »

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, Centre administratif CS 70040 - 34131 Mauguio Cedex, représentée par son Président en exercice, M. Stéphan ROSSIGNOL, habilité aux fins des présentes par délibération en date du 24 juillet 2020 n° CC59/2020 du Conseil communautaire,

Ci-après dénommée « l'Agglomération du Pays de l'Or »,

D'UNE PART,

LA VILLE DE LUNEL
dont le siège est situé : 240 Avenue Victor Hugo
représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, agissant en sa qualité de Maire,
Ci-après dénommée « La ville de Lunel »,

D'AUTRE PART,

ET L'ASSOCIATION
.....

Représentée par son ....., Monsieur Madame,..... dument habilité par une délibération n°....., en date du.....,
Ci-après dénommée « L'association »,
D'AUTRE PART,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-1-373, en date du 18 avril 2019, arrêtant les statuts de la communauté d'Agglomération du Pays de l'Or,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC2018/119, en date du 19 décembre 2018, définissant l'intérêt communautaire,

Vu les délibérations n° 2020/16 et n° 2020/18 du conseil communautaire en date du 11 juillet 2020, relatives à l'élection de Monsieur Stephan ROSSIGNOL, en qualité de Président,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC59/2020, en date du 24 juillet 2020, portant définition de la délégation de compétences au Président,

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040 34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

Considérant,

Il est convenu ce qui suit :

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'utilisation des installations sportives et leur mise à disposition en faveur des utilisateurs par ***l'Agglomération du Pays de l'Or***.

Les utilisateurs, par leurs activités, participent à une mission d'intérêt général. En conséquence, ***l'Agglomération du Pays de l'Or***, en sa qualité de collectivité territoriale propriétaire d'un ensemble d'installations sportives, accepte de mettre celles-ci à leur disposition.

Pour les associations sportives, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** pourra, en cas de besoin, donner la priorité à celles qui sont titulaires de l'agrément Jeunesse et Sports.

ARTICLE 1 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition des installations sportives se fait à titre précaire et révocable.
Cette convention est valable **du 28 mars au 24 juin 2023**
Pour mener à bien cette mission d'intérêt général, ***l'Agglomération du Pays de l'Or*** met à disposition des lignes d'eau dans les piscines de l'agglomération du Pays de l'Or.
à disposition de **l'Association** .....
pour la pratique de.....

Les utilisateurs doivent restituer en l'état l'installation après chaque utilisation et en contrôler les entrées.

L'Agglomération du Pays de l'Or, en tant que propriétaire des équipements, se réserve le droit de suspendre l'autorisation d'occupation de l'installation mise à disposition en cas d'utilisation exceptionnelle.
La mise à disposition des installations sportives est consentie **à titre payant**, pour la durée de 3 mois.
Sauf exception, les créneaux sont attribués pour la période scolaire et toute demande pendant les vacances devra faire l'objet d'un courier spécifique auprès du service des sports qui répondra en fonction des disponibilités des équipements. Cette demande devra parvenir au service des sports 15 jours avant la date de réservation souhaitée.
Sont exclues de ces conditions, les attributions et mises à disposition relevant de l'organisation d'évènements exceptionnels à caractère sportif. Celles-ci doivent faire l'objet d'une demande spécifique adressée à **Monsieur le Président de la communauté d'agglomération** qui se réserve le droit, en cas de besoin, de modifier la demande de mise à disposition dans le cas d'une organisation à son initiative. Dans ces conditions, le cocontractant sera informé de cette modification dans les meilleurs délais.

L'installation et les équipements sportifs sont mis à disposition le :

Jours et heures de mise à disposition des équipements sportifs :

PISCINE DE MAUGUIO :

- Mercredi de 13h30 à 15h pour 2 lignes d'eau (10 nageurs par lignes maximum)

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040
34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

PISCINE DE LANSARGUES :

PISCINE DE PALAVAS :

PISCINES DE LA GRANDE-MOTTE :

ARTICLE 2 – REGLES DE LA MISE A DISPOSITION

Les utilisateurs s'engagent à utiliser les installations sportives intercommunales au profit de leurs adhérents et pour l'encadrement des pratiques sportives suivantes :.....
.....
à l'occasion d'entraînements, de galas ou de compétitions.

Les utilisateurs s'engagent à respecter scrupuleusement tout protocole d'usage sanitaire en vigueur et les règles d'application qui en découlent (notamment en lien avec les risques de contagion du virus Covid-19).

En aucun cas, les utilisateurs ne pourront céder, de quelque manière que ce soit, les créneaux et les installations mises à leur disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or, sans son accord.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.
L'entretien de la salle est assuré l'Agglomération du Pays de l'Or, mais n'exclut pas le maintien en bon état par l'association des locaux qui lui sont prêtés, ainsi que la prévention de dégradations.
L'association s'engage à informer l'Agglomération du Pays de l'Or de tout dysfonctionnement constaté.
L'utilisateur s'engage à quitter l'équipement sportif à l'issue du créneau qui lui est imparti.

Par souci d'une bonne organisation, les créneaux horaires attribués devront être strictement respectés. Les créneaux prennent en compte le temps de douche et de change.

L'association ne pourra transformer, sans l'accord écrit de la Collectivité, les locaux occupés et leurs équipements. l'Agglomération du Pays de l'Or pourra, si le bénéficiaire a méconnu cette obligation, exiger la remise en état de lieux et des équipements au départ du bénéficiaire ou conserver les transformations effectuées, sans que le bénéficiaire puisse réclamer une indemnité pour les frais engagés. l'Agglomération du Pays de l'Or aura toutefois la faculté d'exiger, aux frais du bénéficiaire, la remise immédiate des lieux en l'état, si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des installations ou la sécurité des usagers.

Des contrôles réguliers seront effectués par les agents intercommunaux qui signaleront immédiatement à l'Agglomération du Pays de l'Or toutes anomalies constatées. Celles-ci seront sanctionnées par l'exclusion temporaire ou définitive de l'utilisateur.

L'association sportive.....doit se conformer aux prescriptions fixées par les règlements en matière de sécurité et d'accès au public afférents aux locaux et aux équipements sportifs mis à disposition et s'engage à s'assurer du respect par ses membres, de toute règlementation intérieures et consignes particulières de fonctionnement décidées par le Président.
Le règlement intérieur des équipements sportifs est affiché à l'accueil de l'établissement ;

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040
34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

L'association s'engage à diffuser, respecter et faire respecter la charte de la laïcité en vigueur annexées à la présente convention à ses adhérents.

Le règlement intérieur et le Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours des équipements sportifs vous seront distribués par le résponsable de l'établissement lors de la première séance.

ARTICLE 3 – MATERIEL

L'Agglomération du Pays de l'Or met à disposition des utilisateurs l'ensemble du matériel sportif (fixe ou mobile) affecté à chaque équipement, suivant l'inventaire tenu par le service des sports.

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport seront assurés par l'utilisateur et sous sa responsabilité.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à sa disposition. En cas de dysfonctionnement, il devra avertir le service des sports de l'Agglomération du Pays de l'Or.

Après chaque fin d'utilisation des équipements, l'utilisateur devra s'assurer que le matériel qui a servi durant l'activité a bien été rangé à l'emplacement réservé à cet effet. **Il veillera également à ce que toutes les portes soient correctement fermées, les lumières éteintes (salles, vestiaires, sanitaires)** et devra vérifier la fermeture des robinets et des douches. L'utilisateur est tenu d'observer toute consigne relative à l'utilisation du matériel sportif mis à disposition par l'Agglomération du Pays de l'Or.

En cas de dégradation du matériel, l'utilisateur s'engage à rembourser à l'Agglomération du Pays de l'Or la réparation ou le remplacement à l'identique du matériel dégradé, s'il s'avère que sa responsabilité est engagée.

ARTICLE 4 – ASSURANCES, RESPONSABILITES

L'Agglomération du Pays de l'Or s'engage, en qualité de propriétaire, à assurer les locaux au même titre que les autres bâtiments municipaux. L'assurance de l'Agglomération du Pays de l'Or ne pourra assurer le matériel volé à l'intérieur de ses équipements ne lui appartenant pas. L'Agglomération du Pays de l'Or est dégagée de toute responsabilité pour les accidents pouvant intervenir pendant l'utilisation des locaux mis à la disposition de l'association.

L'utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale et sa responsabilité d'occupant temporaire des locaux.

Police d'assurance : Responsabilité civile et Responsabilité d'occupant temporaire des locaux
déclarée le.....souscrite sous le n°.....auprès de.....
couvrant locaux et adhérents.

L'attestation d'assurance correspondante devra être transmise à l'Agglomération du Pays de l'Or au début de la prise d'effet de la convention. Elle précisera la limite contractuelle d'indemnité.

L'association est responsable, tant à l'égard du public que des participants, des accidents résultant de l'utilisation des installations, à quelque titre que ce soit, lors des entraînements ou des manifestations.
Cette responsabilité s'applique également aux objets appartenant à des tiers et se trouvant occasionnellement dans les locaux.

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040
34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

ARTICLE 5 – NATURE DES ACTIVITES ORGANISEES PAR LES UTILISATEURS

L'organisation des activités..... est sous la responsabilité pleine et entière des utilisateurs. Les activités développées dans l'équipement par les utilisateurs doivent revêtir un caractère d'intérêt général et être conformes avec les statuts des associations, ainsi qu'au classement de l'équipement.

Les activités des utilisateurs devront bénéficier d'un encadrement diplômé. Dans le cas contraire, l'accès aux installations leur sera interdit (copie du diplôme à remettre au service des sports).

En dehors des heures d'ouverture au public, la Ville de Lunel est coresponsable avec les clubs nommément désignés, de la sécurité de l'activité conduite dans les bassins. A ce titre elle doit donc prévoir avec les clubs, les moyens et l'organisation de la surveillance, et leur demander de se conformer au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours et au règlement intérieur de l'établissement.
Durant les heures d'ouverture au public, elle doit se conformer et se soumettre aux dispositions de sécurité prises par la Direction de l'établissement

ARTICLE 6 – CONTROLE

Les agents intercommunaux, ainsi que les élus, ont un droit d'accès permanent aux équipements sportifs.

L'ouverture et la fermeture des salles sont à la charge des utilisateurs. Le contrôle de la bonne utilisation des installations sportives intercommunales et du matériel sera assuré par les agents intercommunaux qui ont pour mission la mise en application du règlement intérieur des équipements sportifs.

ARTICLE 8 – MODALITES ET REGLES ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES

La présente convention pourra être automatiquement résiliée de plein droit et sans aucune indemnisation, après une mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux semaines, en cas de non-respect par les utilisateurs des dispositions de la convention, et notamment dans les cas suivants :

- Le non-respect de la vocation sportive des installations par les utilisateurs,
- Le non-respect des plannings d'utilisation tels que déterminés par l'autorité intercommunale : dans ce cas-là, l'Agglomération du Pays de l'Or pourra reprendre les plages horaires attribuées à l'association et non utilisées,
- Le non-respect des règlements d'utilisation édictés par l'autorité intercommunale, plus généralement le non-respect des lois, des règlements en vigueur et des consignes générales de sécurité.
- Le non-respect des protocoles sanitaires en vigueur.
- Le non-maintien en bon état de propreté et/ou tout endommagement du matériel ou du bâtiment du fait de l'utilisateur et des pratiquants sous sa responsabilité

Les utilisateurs de l'équipement s'engagent à refuser l'accès à certaines personnes en état d'ivresse ou porteuses d'armes ou de projectiles, comme le rappelle la loi Avice afférente à la sécurité.

Cette même loi spécifie l'interdiction de l'alcool, de mégaphones susceptibles d'inciter à la haine ou à la violence.

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040 34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

ARTICLE 9 – TARIF DE LOCATION ET REGLEMENT

En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville de Lunel versera à L'Agglomération du Pays de l'Or une participation financière, correspondant à la nature de l'activité organisée dans le créneau attribué, s'élevant au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil de l'Agglomération, à **35 €** par heure et par ligne d'eau.
Cette participation court pour toute la durée de la convention. Elle est due quelle que soit l'utilisation des créneaux réservés. Tout dépassement horaire sera facturé par une heure supplémentaire.
Les tarifs facturés à la Ville de Lunel, sont indexés sur la délibération concernant le montant des tarifs annuels fixés par le Conseil d'Agglomération et peuvent à ce titre être modifiés en cours d'année.
Cette somme sera versée dans les caisses de Monsieur le Trésorier Principal, après service fait et correspondra au titre de recettes, préalablement établi.
Une facturation mensuelle sera transmise à la ville de Lunel.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La Collectivité propriétaire des installations a tout pouvoir pour dénoncer la dite convention sans délai de résiliation, si une clause n'était pas respectée par l'utilisateur. Elle n'a pas d'indemnité à verser aux utilisateurs, si elle leur retire la jouissance de l'équipement.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la convention qui n'aura pas pu trouver de règlement amiable, relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Mauguio, le

Le Président de la Communauté d'Agglomération du pays de l'or

Le Maire de la Ville de Lunel

Le Président de l'Association

Communauté d'agglomération du pays de l'Or- 300, av. Jacqueline Auriol – Zone Aéroportuaire - CS 70040
34137 Mauguio Cedex
Courriel : secretariat@paysdelor.fr - Tél. 04 67 12 35 00 Fax. 04 67 12 35 18

Mme LEMAIRE revient sur le manque d'anticipation. Bien sûr elle est ravie de trouver des solutions sauf que ce manque d'anticipation occasionne des frais : des lignes d'eau pour les écoles, des lignes d'eau pour les associations, affréter des bus pour tout ce monde. Vous trouvez des solutions dans l'urgence. Il est question de ces problématiques depuis le mois de décembre. Mettez dans la boucle les partenaires même si vous dites que vous l'avez fait pour qu'ils puissent se projeter car il en va de leur devenir. Elle en rajoute mais c'est normal elle fait son travail d'opposition.

Monsieur le Maire indique en ce qui concerne l'anticipation que cela avait un coût pour la ville, si l'on ferme la piscine. Que l'on anticipe ou pas cela ne change pas pour autant.

Mme LEMAIRE fait remarquer que tous les directeurs d'école cherchent partout des lignes d'eau. Si cela avait été prévu auparavant cela ne se passerait pas ainsi.

Monsieur le Maire souligne que des discussions et des négociations ont été engagées avec les autres collectivités car il y a un temps administratif qui est incompressible.

Mme LEMAIRE : Ce n'est pas fin mars que l'on réuni tous les partenaires et trouve des solutions.

Un discussion s'engage.

M. C. CHABERT fait remarquer que le dossier est épais mais au regard de sa première lecture on ne voit pas apparaître les écoles. Elles devront donc se débrouiller ?

Monsieur le Maire indique que pour l'instant nous ne traitons que le monde associatif sur cette délibération. Une autre étude sera menée par ailleurs, pour la partie scolaire.

M. C. CHABERT : Les particuliers se rendront donc à la piscine de leur choix.

M. BARBATO note qu'effectivement dans l'urgence il faut trouver des solutions et nous allons voter pour, on ne va pas laisser le bec dans l'eau les clubs et les associations sportives. « Il s'agit d'une attitude de « pompier pyromane ». Je sais que ça pourri depuis 2016 et puis j'arrive comme ça comme le sauveur dans le monde ! » Pour sa part, il estime que c'est mesquin !

Monsieur le Maire considère que c'est sa perception. Face à ces aléas non traités par le passé nous essayons d'être efficaces. Nous traitons comme nous pouvons dans le temps imparti.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le projet de convention tripartite avec Montpellier Méditerranée Métropole et l'agglomération du Pays de l'Or avec chacune des 4 et 5 associations indiquées ci-dessus et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ces conventions.

9 – FINANCES

9.1 – REMISE GRACIEUSE D'UN LOYER DÛ PAR UNE LOCATAIRE

Rapporteur : Mme THOMAS.

La ville de Lunel loue depuis le 6 janvier 2020 un appartement situé au 93 rue Sadi Carnot moyennant un loyer mensuel de 615,47 euros charges non comprises.

Dans le cadre du projet *Métamorphose* qui vise à requalifier le cœur de ville de Lunel, l'immeuble dans lequel réside la locataire de cet appartement fait actuellement l'objet d'une étude urbaine et a, de ce fait, vocation à voir son usage modifié : il s'agit là du projet de requalification du secteur de la rue Sadi Carnot afin de le rendre plus attractif.

C’est la raison pour laquelle la ville ne peut maintenir les différents locataires de cet immeuble dans les lieux et leur a ainsi notifié son intention d’en reprendre possession rapidement.

La locataire actuelle a ainsi trouvé un nouveau logement dont le bail a été signé le 27 janvier 2023 mais n’a pu y emménager qu’à partir du 15 mars 2023.

Ces circonstances particulières ont fait que cette locataire n’a pas pu, malgré les efforts consentis, se reloger plus promptement suite au congé notifié par la municipalité et a donc dû payer deux loyers et la caution de son nouveau logement en peu de temps. Elle sollicite par conséquent Monsieur le Maire et le Conseil Municipal en vue d’obtenir une exemption d’un mois de loyer hors charges, pour la période du 15 février au 15 mars 2023.

Afin d’accompagner avec bienveillance le déménagement contraint de cette locataire, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir lui accorder une remise gracieuse correspondant à un mois de loyer hors charges, pour la période allant du 15 février au 15 mars 2023, soit la somme de 615,47 euros.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à l’unanimité, approuve la remise gracieuse de 615,47 euros au profit d’une locataire correspondant à l’exemption d’un mois de loyer hors charges pour la période du 15 février au 15 mars 2023.

9.2 - <u>COMPTE DE GESTION 2022 – BUDGET PRINCIPAL</u>

Rapporteur : M. CRÉCHET.

La date limite de vote, par les assemblées délibérantes, du Compte de gestion du comptable et du Compte Administratif 2022 est fixée au 30 juin 2023, en application de l’article L.1612-12 du CGCT.

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l’ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le compte administratif 2022 rapproche les prévisions budgétaires des réalisations effectives des dépenses (mandats) et des recettes (titres) de la Ville de Lunel entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Il est en concordance avec le Compte de Gestion établi par le Receveur de la Trésorerie de Saint Mathieu de Tréviers.

Les opérations figurant au compte administratif et celles dressées par le receveur sont concordantes et font apparaître les résultats suivants :

Total des recettes de fonctionnement (a)	36 475 811,41 €
Excédents reportés (b)	2 424 044,12 €
Total des dépenses de fonctionnement (c)	31 981 950,17 €
Solde de la section de fonctionnement **(d)** = (a+b) - (c)	**6 917 905,36 €**

Total des recettes d'investissement (e)	13 291 450,37 €
Total des dépenses d’investissement (f)	9 248 665,81 €
Déficit reporté (g)	972 273,61 €
Solde de la section d'investissement **(h)** = (e) - (f+g)	**3 070 510,95 €**

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022	**9 988 416,31 €**

Il est précisé que le solde des restes à réaliser s’établit à – 4 111 563,22 €.

Le résultat cumulé tenant compte des RAR s'élève donc à 5 876 853,09 €.

M. CRÉCHET indique que la séquence concernant les finances que l'on va aborder est redondante par rapport aux discussions du conseil municipal précédent lors de l'adoption du budget primitif. Sur chacun des rapports proposés on retrouve exactement les mêmes masses financières que ce qui a été inscrit au budget primitif, c'est simplement la formalisation de décisions déjà anticipées parce que les procédures nous y obligent.
Par ailleurs, aussi bien pour le budget principal que pour le budget eau et le budget assainissement les rapports présentés consistent à valider le compte de gestion et le compte administratif. C'est la dernière fois que l'on procède à cet exercice puisque à partir de la prochaine fin d'exercice nous aurons une délibération sur un compte financier unique regroupant le compte de gestion comptable et le compte administratif de l'ordonnateur.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la conformité du Compte de Gestion 2022 du comptable avec le Compte Administratif 2022 du Budget Principal.

9.3 - <u>COMPTE ADMINISTRATIF 2022 – BUDGET PRINCIPAL</u>

Rapporteur : M. CRÉCHET.

<u>Annexe</u> : Note de synthèse

La date limite de vote par les assemblées délibérantes du Compte de gestion du comptable et du Compte Administratif 2022 de l'ordonnateur est fixée au 30 juin 2023, en application de l'article L.1612-12 du CGCT.

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le compte administratif 2022 rapproche les prévisions budgétaires des réalisations effectives des dépenses (mandats) et des recettes (titres) de la Ville de Lunel entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Il est en concordance avec le Compte de Gestion établi par le Receveur de la Trésorerie de Saint Mathieu de Tréviers.

Les opérations figurant au compte administratif et celles dressées par le receveur sont concordantes et font apparaître les résultats suivants :

Total des recettes de fonctionnement (a)	36 475 811,41 €
Excédents reportés (b)	2 424 044,12 €
Total des dépenses de fonctionnement (c)	31 981 950,17 €
Solde de la section de fonctionnement **(d)** = (a+b) - (c)	**6 917 905,36 €**

Total des recettes d'investissement (e)	13 291 450,37 €
Total des dépenses d'investissement (f)	9 248 665,81 €
Déficit reporté (g)	972 273,61 €
Solde de la section d'investissement **(h)** = (e) - (f+g)	**3 070 510,95 €**

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022	**9 988 416,31 €**

Il est précisé que le solde des restes à réaliser s'établit à – 4 111 563,22 €.
Le résultat cumulé tenant compte des RAR s'élève donc à 5 876 853,09 €.

Une présentation brève et synthétique accompagne la délibération relative à l'adoption du compte administratif.

NOTE BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2022 BUDGETS PRINCIPAL – EAU – ASSAINISSEMENT

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) a modifié l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour instituer de nouvelles organisations relatives à la présentation et à l'élaboration des budgets locaux.
Ainsi dorénavant, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être annexée au budget primitif et au compte administratif, afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.
La présente note répond à cette obligation.

CADRE GÉNÉRAL

Le compte de gestion est établi par le comptable des Finances Publiques, qui est chargé d'encaisser les recettes et de payer les dépenses ordonnancées par le Maire. Il doit être transmis au Conseil Municipal au plus tard le 1er juin de l'année N+1.
Il retrace les recettes et les dépenses effectivement réalisées au cours d'un exercice budgétaire. Il doit concorder avec le compte administratif.

Le compte administratif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées par la collectivité au cours de l'exercice n-1. Il rapproche les prévisions (budget primitif + décisions modificatives) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il doit être voté en conseil municipal avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

L'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le conseil municipal examine et débat du compte administratif qu'il soumet au vote. Il doit toutefois se retirer au moment du vote. Il lui est donc interdit de voter son propre compte administratif.

COMPTE ADMINISTRATIF 2022 - BUDGET PRINCIPAL

Les équilibres globaux sont les suivants :

Total des recettes de fonctionnement (a)	36 475 811,41 €
Excédents reportés (b)	2 424 044,12 €
Total des dépenses de fonctionnement (c)	31 981 950,17 €
Solde de la section de fonctionnement **(d)** = (a+b) - (c)	**6 917 905,36 €**

Total des recettes d'investissement (e)	13 291 450,37 €
Total des dépenses d'investissement (f)	9 248 665,81 €
Déficit reporté (g)	972 273,61 €
Solde de la section d'investissement **(h)** = (e) - (f+g)	**3 070 510,95 €**

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022	**9 988 416,31 €**

Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement proviennent en grande partie des impôts locaux (68,4 % des recettes réelles de fonctionnement) pour un montant total en 2022 de 24 746 000 €.

Au CA, la bonne surprise provient des impôts ménage, et plus précisément de la taxe foncière. En effet, c'est +645 000 € euros que la Ville aura encaissé par rapport à ce qui avait été budgété (soit au total 18 976 000 €.

Le marché immobilier à Lunel est dynamique et permet à la Ville d'encaisser, via les droits de mutation, +215 000 € de recettes supplémentaires (1 100 000 € prévus au BP, 1 315 000 € encaissés). En 2023, le budget primitif a tablé sur un ralentissement du marché immobilier dans un contexte bancaire et économique contraint.

Les produits du domaine sont en baisse par rapport aux prévisions (- 88 000 €), en cause des recettes moindre sur le stationnement et le post-stationnement et sur les redevances à caractère social (notamment les structures d'accueil de la petite enfance).

Les autres recettes de fonctionnement (loyers, dotations d'état, subventions de fonctionnement) affichent tantôt une stabilité tantôt une très légère hausse.

Les dépenses de fonctionnement

Les efforts en matière de maîtrise des dépenses de fonctionnement portent leur fruit malgré un contexte inflationniste important : en 2022, les charges générales s'élèvent à 8 851 000 €. Dans un contexte où les matières premières et l'énergie tendent à s'envoler, c'est 400 000 € de moins que ce qui avait été initialement budgété.
Cependant, les efforts doivent être maintenus et intensifiés, les dépenses courantes de 2022 représentant tout de même 705 000 € de plus qu'en 2019 (année de référence hors covid).

Concernant les charges de personnel, elles se sont élevées en 2022 à 18 138 000 €, soit + 831 000 € qu'en 2019. En cause notamment, l'augmentation de 3,5 % du point d'indice intervenue en juillet 2022, les 3 augmentations successives du SMIC et le GVT (glissement vieillesse technicité).
Il a été nécessaire d'abonder cette ligne de 538 000 € en 2022.

Concernant les autres charges, elles sont également en croissance (+ 109 000 € entre le CA et le BP sur les autres charges de gestion, les charges financières et les charges exceptionnelles).

Les recettes d'investissement

Les recettes externes, tirées des subventions, ont représenté 20 % des recettes globales d'investissement, soit 2 605 900 €. Ces subventions importantes s'inscrivent pour partie dans le cadre du projet de rénovation urbain, Métamorph'Ose.

Le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est un prélèvement sur les recettes de l'État qui constitue la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissement.
C'est une dotation versée aux collectivités territoriales et à leurs groupements, et destinée à assurer une compensation, à un taux forfaitaire, de la charge de TVA que ces derniers supportent sur leurs dépenses réelles d'investissement et qu'ils ne peuvent pas récupérer par la voie fiscale.

Cette recette est d'autant plus élevée que les dépenses d'équipement le sont. Le FCTVA est perçu en n+1.

En 2022, le FCTVA marque une baisse comparativement aux années précédentes. En 2022 il a été calculé sur les dépenses d'investissement de 2021. Or, l'année 2021 est une année marquée par la crise sanitaire du COVID et surtout, s'agissant d'une nouvelle équipe municipale, il est habituel que le début du mandat soit consacré aux études des projets à venir. Le montant pour 2022 est de 825 000 €.

La taxe d'aménagement est une taxe perçue par la commune dès lors qu'il y a construction ou agrandissement d'un bâtiment. En 2022, elle subit une diminution passant de 354 500 € à 306 000 €.

Enfin, concernant les emprunts, la commune a levé 3 000 000 € en 2022 pour financer ses investissements.

Les dépenses d'investissement

En 2022, les dépenses d'investissement ont représenté 6 665 000 € TTC hors restes à réaliser.

Les restes à réaliser qui seront reportés sur l'exercice 2023 représentent en sus une dépense de 4 744 000 €.

Les dépenses stricto sensu de 2022 se sont réparties principalement comme suit :

Dépenses d'investissement récurrentes (mobilier, matériel informatique, entretien de la voirie, véhicules, outillage, entretien des équipements sportifs…) : 3 284 000 €

Rue de la libération : 73 000 €

Végétalisation des cours d'école : 593 000 €

Chemin du jeu de Mail : 785 000 €

Rue de la Fenaison : 291 600 €

Parking Louis Feuillade : 259 000 €

Mise aux normes des locaux commerciaux : 70 000 €

Travaux d'accessibilité des bâtiments : 225 000 €

Vidéoprotection : 38 500 €

Création d'une micro-crèche : 133 000 €

Divers travaux de voirie : 548 000 €

PEM voie verte : 296 000 €

Le budget 2022 prévoyait une enveloppe de 16 697 000 € pour les dépenses d'équipement. Le taux de consommation des crédits a été faible (68 %) et a généré un résultat d'investissement fortement excédentaire.

La Direction des Finances et les services ont été sensibilisés à cet écueil et ont mis en place, sous l'égide de la Direction Générale, des outils permettant de suivre au plus près l'avancée des grands projets.

Enfin, aux côtés des dépenses d'équipement, nous retrouvons le remboursement du capital de la dette en section d'investissement. Il s'est élevé à 2 236 000 € en 2022.

Conclusion

L'année 2022 a dégagé un excédent global historique de 5 876 000 €. Cet excédent est le résultat conjugué de deux phénomènes : des recettes fiscales supplémentaires imprévues (taxe foncière et droits de mutation) et un taux de consommation des crédits de dépenses, notamment en investissement, très faible.

Cependant, l'effet ciseau entre les dépenses et les recettes de fonctionnement est réel. L'autofinancement décroît tendanciellement et les marges de manœuvre se réduisent.

Le contexte national et international (inflation, raréfaction du crédit bancaire, coût de l'énergie, mesures de soutien aux fonctionnaires…) indiquent que la rigueur est plus que jamais d'actualité. De là dépend la capacité à pouvoir achever le projet majeur du mandat : la rénovation urbaine du centre-ville.

COMPTE ADMINISTRATIF 2022 - BUDGET ASSAINISSEMENT

Les équilibres globaux sont les suivants :

Total des recettes d'exploitation (a)	1 085 542,56 €
Excédents reportés (b)	374 485,02 €
Total des dépenses d'exploitation (c)	679 665,65 €
Résultat d'exploitation **(d)** = (a+b) - (c)	**780 361,93 €**

Total des recettes d'investissement (e)	5 630 412,59 €
Excédents reportés (f)	5 071 711,84 €
Total des dépenses d'investissement (g)	8 326 472,50 €
Résultat d'investissement **(h)** = (e+f) - (g)	**2 375 651,93 €**

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022	**3 156 013,86 €**

Les recettes d'exploitation

Les recettes d'exploitation sont divisées en 4 catégories (hors produits exceptionnels) :
- Les recettes tirées de la vente de l'eau (redevances du service public)
- Les recettes tirées de la PFAC (participation au financement de l'assainissement collectif)
- Les primes d'épuration
- La redevance versée par le concessionnaire

Les redevances du service public de l'eau

En 2022, la Ville a perçu 581 246 € au titre des redevances versées par les usagers. Le prix de l'eau n'avait pas subit d'augmentation en 2022. Pour mémoire, le montant perçu en 2021 était de 540 809 €.
Les redevances tirés de la vente de l'eau représentent 68 % des recettes d'exploitation globales.

La participation au financement de l'assainissement collectif (PFAC)

Pour tout projet de construction ou construction existante se situant dans une zone desservie par un réseau d'assainissement collectif, le propriétaire est redevable de la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif. Il s'agit d'une redevance non fiscale destinée au financement des grands projets en matière d'assainissement, telle la construction des réseaux principaux de collecte des eaux usées et des stations d'épuration.

Le principe qui sous-tend la PFAC est l'économie réalisée par le propriétaire en évitant la mise en place d'une installation d'assainissement individuel réglementaire, ou sa mise aux normes. C'est pourquoi son montant ne peut dépasser 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire.

Elle s'applique aux constructions nouvelles, aux extensions d'immeubles existants générant des eaux usées supplémentaires et aux bâtiments existants nouvellement desservis.

Elle est exigible lors du raccordement de la construction au réseau de collecte des eaux usées, au tarif en vigueur à la date du branchement de l'installation. Elle ne s'applique qu'une seule fois par projet/construction.

En 2022, la Ville a perçu 142 298 € de PFAC, contre 98 217 € en 2021.

La prime d'épuration

La prime d'épuration est versée par l'Agence de l'Eau aux maître d'ouvrage publics ou privés des dispositifs d'épuration collective traitant une pollution d'origine domestique. Cette prime a pour but d'accompagner et de promouvoir la mise en œuvre de la réglementation en matière d'assainissement, d'inciter les gestionnaires à améliorer les performances de leur système d'assainissement et de protéger les milieux aquatiques par un meilleur contrôle des pollutions rejetées.

En 2022, la Ville a perçu 107 598 € contre 141 504 € en 2021. Cette baisse s'explique par un double effet : d'une part une baisse du taux d'aide de l'Agence de l'eau de 14 % et d'autre part une baisse de la charge organique entrante de 12 %, servant d'assiette au calcul.

La redevance d'occupation du domaine public

VEOLIA, concessionnaire, a versé à la Ville une redevance d'un montant de 15 516 € en 2022 (15 504 € en 2021).

Les dépenses d'exploitation

Les dépenses réelles d'exploitation s'élèvent à 355 397 € en 2022, dont 207 429 € d'assurance obligatoire dommage ouvrage consécutive aux travaux d'agrandissement de l station d'épuration.

Les intérêts de la dette se sont élevées quant à elles à 101 000 € en 2022. Ce montant va considérablement croître à partir de 2023 : les 11 000 000 € (*6 500 000 € en 2021 + 4 500 000 € en 2022*) levés pour financer les travaux de la station d'épuration vont désormais devoir être remboursés.

Les recettes d'investissement

En 2022, la Ville a perçu 102 400 € de l'Agence de l'Eau pour le financement de la station d'épuration.
Elle a levé 4 500 000 € d'emprunt et a mobilisé 462 972 € de réserves.

Les dépenses d'investissement

Les travaux de réseaux divers ont engendrés 483 000 € de dépenses. La station d'épuration quant à elle a généré 7 074 000 € de dépenses.

Le remboursement du capital de la dette s'est élevé à 291 480 €. Tout comme pour les intérêts, ce montant va connaître une forte progression en 2023, passant à 450 000 €.

COMPTE ADMINISTRATIF 2022 - BUDGET EAU

Les équilibres globaux sont les suivants :

Total des recettes d'exploitation (a)	512 472,15 €
Excédents reportés (b)	329 682,12 €
Total des dépenses d'exploitation (c)	279 786,26 €
Résultat d'exploitation **(d)** = (a+b) - (c)	**562 368,01 €**

Total des recettes d'investissement (e)	212 982,00 €
Excédents reportés (f)	213 468,63 €
Total des dépenses d'investissement (g)	232 552,84 €
Résultat d'investissement **(h)** = (e+f) - (g)	**193 897,79 €**

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022	**756 265,80 €**

Les recettes d'exploitation

Les recettes sont essentiellement composées des redevances des usagers, reversées par le délégataire VEOLIA-RUAS.
En 2022, le montant s'est élevé à 502 391 €.

Les dépenses d'exploitation

Du côté des dépenses, nous retrouvons :
- 6 046 € de charges à caractère général (honoraires d'AMO)
- 34 795 € de charges de personnel
- 25 963 € de remboursement d'intérêts d'emprunts
- 212 982 € de dotation aux amortissements

Les recettes d'investissement

Seules la dotation aux amortissements provenant de la section d'exploitation figure aux rang des recettes d'investissement en 2022, à hauteur de 212 982 €.

Les dépenses d'investissement

Parmi les dépenses d'investissement, il y a d'une part les dépenses d'équipement à proprement parler (127 745 €) et le remboursement du capital de la dette (102 266 €).

Concernant les dépenses d'équipement, il s'agit de travaux de réseaux effectués sur diverses voiries mais essentiellement sur la rue de la Fenaison et enfin des études sur le réservoir Mas de Blanc.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - COLLECTIVITE VILLE DE LUNEL (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21340145800012

POSTE COMPTABLE : SGC EST HERAULT

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 44
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 56
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 98
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 136
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 137
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 142
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 143
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 144
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 146
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 147
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 148
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes 149
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 150
A4 - Etat des provisions 151
A5 - Etalement des provisions 152
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 153
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 154
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 156
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 157
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) 158
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) 159
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) 160
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) 161
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 162
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 163
A8 - Etat des charges transférées 164
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 165
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 166
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 171
A10.3 - Opérations liées aux cessions 172
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 173
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 174
A11 - Etat des travaux en régie 175
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale 177

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 178
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 185
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail 186
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé 187
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 188
B1.6 - Etat des engagements reçus 189

B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 190
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 193
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 194
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 195

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 196
C1.2 - Actions de formation des élus 201
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 202
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 203
C3.2 - Liste des établissements publics créés 204
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 205
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 206
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 207
C3.6 - Identification des flux croisés 209

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 210
D2 - Arrêté et signatures 211

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COLLECTIVITE VILLE DE LUNEL	CA
34145	BUDGET PRINCIPAL	2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	26499
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	202
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
CCPL	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
18823366	21171771	789.00	1223.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1057.00	1223.00
2	Produit des impositions directes/population	655.00	645.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1307.00	1417.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	269.00	303.00
5	Encours de dette/population	1016.00	1050.00
6	DGF/population	274.00	199.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	61.30	61.30
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	87.02	93.70
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	20.60	21.40
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	77.80	74.10

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	31 981 950,17	G	36 475 811,41
	Section d'investissement	B	9 248 665,81	H	13 291 450,37
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	2 424 044,12 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	972 273,61 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	42 202 889,59	= G+H+I+J	52 191 305,90
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 744 777,52	L	633 214,30
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	4 744 777,52	= K+L	633 214,30
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	31 981 950,17	= G+I+K	38 899 855,53
	Section d'investissement	= B+D+F	14 965 716,94	= H+J+L	13 924 664,67
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	46 947 667,11	= G+H+I+J+K+L	52 824 520,20

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 4 744 777,52	L 633 214,30
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	633 214,30
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	18 294,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	241 952,37	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	298 196,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	408 836,57	0,00
111	Opération d'équipement n° 111	1 310 568,19	
112	Opération d'équipement n° 112	517 280,83	
113	Opération d'équipement n° 113	174 390,24	
114	Opération d'équipement n° 114	463 219,46	
115	Opération d'équipement n° 115	84 225,38	
116	Opération d'équipement n° 116	81 699,21	
117	Opération d'équipement n° 117	151 919,49	
118	Opération d'équipement n° 118	146 182,47	
120	Opération d'équipement n° 120	30 501,00	
121	Opération d'équipement n° 121	15 059,28	
122	Opération d'équipement n° 122	65 291,33	
123	Opération d'équipement n° 123	330 000,00	
124	Opération d'équipement n° 124	120 535,10	
125	Opération d'équipement n° 125	20 664,00	
126	Opération d'équipement n° 126	42 786,60	
127	Opération d'équipement n° 127	64 056,00	
129	Opération d'équipement n° 129	158 160,00	
130	Opération d'équipement n° 130	960,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	9 385 454,12	7 697 244,26	1 154 077,16	0,00	534 132,70
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 155 644,00	18 134 490,57	4 037,08	0,00	17 116,35
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 060 714,00	3 013 505,91	36 709,70	0,00	10 498,39
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**30 601 812,12**	**28 845 240,74**	**1 194 823,94**	**0,00**	**561 747,44**
66	Charges financières	489 000,00	485 745,86	0,00	0,00	3 254,14
67	Charges exceptionnelles	83 350,00	67 215,66	0,00	0,00	16 134,34
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**31 174 162,12**	**29 398 202,26**	**1 194 823,94**	**0,00**	**581 135,92**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*6 088 425,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 347 712,00*	*1 388 923,97*			*-41 211,97*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***7 436 137,00***	***1 388 923,97***			***6 047 213,03***
TOTAL		**38 610 299,12**	**30 787 126,23**	**1 194 823,94**	**0,00**	**6 628 348,95**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	230 000,00	224 015,64	0,00	0,00	5 984,36
70	Produits services, domaine et ventes div	1 172 800,00	1 087 288,84	0,00	0,00	85 511,16
73	Impôts et taxes	24 432 820,00	24 678 439,55	68 500,00	0,00	-314 119,55
74	Dotations et participations	9 563 635,00	9 532 086,07	0,00	0,00	31 548,93
75	Autres produits de gestion courante	337 000,00	360 075,76	0,00	0,00	-23 075,76
Total des recettes de gestion courante		**35 736 255,00**	**35 881 905,86**	**68 500,00**	**0,00**	**-214 150,86**
76	Produits financiers	0,00	60,73	0,00	0,00	-60,73
77	Produits exceptionnels	150 000,00	224 626,12	0,00	0,00	-74 626,12
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**35 886 255,00**	**36 106 592,71**	**68 500,00**	**0,00**	**-288 837,71**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*300 000,00*	300 718,70			-718,70
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***300 000,00***	***300 718,70***			***-718,70***
TOTAL		**36 186 255,00**	**36 407 311,41**	**68 500,00**	**0,00**	**-289 556,41**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **2 424 044,12**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	94 777,36	41 926,00	18 294,00	34 557,36
204	Subventions d'équipement versées	985 323,00	49 398,67	241 952,37	693 971,96
21	Immobilisations corporelles	2 669 638,31	1 191 255,18	298 196,00	1 180 187,13
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 416 473,51	620 820,23	408 836,57	1 386 816,71
	Total des opérations d'équipement	10 570 791,00	4 770 722,06	3 777 498,58	2 022 570,36
Total des dépenses d'équipement		**16 737 003,18**	**6 674 122,14**	**4 744 777,52**	**5 318 103,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	177,00	174,60	0,00	2,40
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 310 000,00	2 236 239,66	0,00	73 760,34
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	100 000,00	7 500,00	0,00	92 500,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**2 410 177,00**	**2 243 914,26**	**0,00**	**166 262,74**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**19 147 180,18**	**8 918 036,40**	**4 744 777,52**	**5 484 366,26**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*300 000,00*	*300 718,70*		*-718,70*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*200 000,00*	*29 910,71*		*170 089,29*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***500 000,00***	***330 629,41***		***169 370,59***
TOTAL		**19 647 180,18**	**9 248 665,81**	**4 744 777,52**	**5 653 736,85**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **972 273,61**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 551 107,58	2 605 899,20	633 214,30	-688 005,92
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	3 872 776,00	3 000 000,00	0,00	872 776,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 423 883,58**	**5 605 899,20**	**633 214,30**	**184 770,08**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 350 878,00	1 131 080,28	0,00	219 797,72
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	5 108 555,21	5 108 555,21	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	10 584,00	0,00	-10 584,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	100 000,00	16 497,00	0,00	83 503,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**6 559 433,21**	**6 266 716,49**	**0,00**	**292 716,72**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**12 983 316,79**	**11 872 615,69**	**633 214,30**	**477 486,80**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*6 088 425,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*1 347 712,00*	*1 388 923,97*		*-41 211,97*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*200 000,00*	*29 910,71*		*170 089,29*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***7 636 137,00***	***1 418 834,68***		***6 217 302,32***
TOTAL		**20 619 453,79**	**13 291 450,37**	**633 214,30**	**6 694 789,12**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	8 851 321,42		8 851 321,42
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 138 527,65		18 138 527,65
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 050 215,61		3 050 215,61
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	485 745,86	*0,00*	485 745,86
67	Charges exceptionnelles	67 215,66	*41 212,70*	108 428,36
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*1 347 711,27*	1 347 711,27
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**30 593 026,20**	***1 388 923,97***	**31 981 950,17**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	174,60	*0,00*	174,60
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*300 000,00*	300 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 236 239,66	*0,00*	2 236 239,66
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	4 770 722,06		4 770 722,06
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*718,70*	718,70
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	41 926,00	*0,00*	41 926,00
204	Subventions d'équipement versées	49 398,67	*0,00*	49 398,67
21	Immobilisations corporelles (6)	1 191 255,18	*29 910,71*	1 221 165,89
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	620 820,23	*0,00*	620 820,23
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 500,00	*0,00*	7 500,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**8 918 036,40**	***330 629,41***	**9 248 665,81**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**972 273,61**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	224 015,64		224 015,64
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	1 087 288,84		1 087 288,84
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	24 746 939,55		24 746 939,55
74	Dotations et participations	9 532 086,07		9 532 086,07
75	Autres produits de gestion courante	360 075,76	*0,00*	360 075,76
76	Produits financiers	60,73	*0,00*	60,73
77	Produits exceptionnels	224 626,12	*718,70*	225 344,82
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*300 000,00*	300 000,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**36 175 092,71**	***300 718,70***	**36 475 811,41**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**2 424 044,12**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 131 080,28	0,00	1 131 080,28
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 108 555,21		5 108 555,21
13	Subventions d'investissement	2 605 899,20	0,00	2 605 899,20
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*300 000,00*	300 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 010 584,00	0,00	3 010 584,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*36 601,07*	36 601,07
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*4 611,63*	4 611,63
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*29 910,71*	29 910,71
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	16 497,00	*0,00*	16 497,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 039 589,47*	*1 039 589,47*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*8 121,80*	*8 121,80*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**11 872 615,69**	**1 418 834,68**	**13 291 450,37**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**9 385 454,12**	**7 697 244,26**	**1 154 077,16**	**0,00**	**534 132,70**
60611	Eau et assainissement	70 000,00	75 641,76	1 743,00	0,00	-7 384,76
60612	Energie - Electricité	1 350 000,00	1 099 940,95	287 419,38	0,00	-37 360,33
60621	Combustibles	16 500,00	23 771,18	0,00	0,00	-7 271,18
60622	Carburants	79 200,00	81 305,06	6 245,41	0,00	-8 350,47
60623	Alimentation	87 400,00	76 107,58	1 289,89	0,00	10 002,53
60628	Autres fournitures non stockées	5 300,00	3 288,27	1 216,67	0,00	795,06
60631	Fournitures d'entretien	25 000,00	21 875,59	3 341,06	0,00	-216,65
60632	Fournitures de petit équipement	84 700,00	50 283,50	5 714,70	0,00	28 701,80
60633	Fournitures de voirie	25 000,00	12 784,78	5 640,12	0,00	6 575,10
60636	Vêtements de travail	53 700,00	20 782,43	19 277,04	0,00	13 640,53
6064	Fournitures administratives	42 000,00	32 674,77	1 892,65	0,00	7 432,58
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	11 930,00	9 969,54	0,00	0,00	1 960,46
6067	Fournitures scolaires	97 826,00	92 409,22	3 749,54	0,00	1 667,24
6068	Autres matières et fournitures	462 710,00	309 933,69	54 172,01	0,00	98 604,30
611	Contrats de prestations de services	2 718 380,00	2 077 857,63	518 020,52	0,00	122 501,85
6132	Locations immobilières	61 000,00	35 614,23	160,73	0,00	25 225,04
6135	Locations mobilières	255 300,00	267 035,47	9 857,27	0,00	-21 592,74
614	Charges locatives et de copropriété	4 000,00	28 845,63	564,46	0,00	-25 410,09
61521	Entretien terrains	54 000,00	50 121,51	0,00	0,00	3 878,49
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	82 000,00	104 080,58	26 444,26	0,00	-48 524,84
615231	Entretien, réparations voiries	687 000,00	324 440,64	0,00	0,00	362 559,36
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	299 991,97	5 233,38	0,00	-305 225,35
61524	Entretien bois et forêts	95 000,00	80 818,80	14 826,60	0,00	-645,40
61551	Entretien matériel roulant	91 200,00	97 050,59	8 098,77	0,00	-13 949,36
61558	Entretien autres biens mobiliers	17 300,00	23 568,90	150,00	0,00	-6 418,90
6156	Maintenance	228 460,00	192 486,18	9 615,78	0,00	26 358,04
6161	Multirisques	249 445,00	211 867,95	0,00	0,00	37 577,05
617	Etudes et recherches	115 500,00	54 480,37	25 877,63	0,00	35 142,00
6182	Documentation générale et technique	14 900,00	21 770,06	390,20	0,00	-7 260,26
6184	Versements à des organismes de formation	45 000,00	25 194,36	25 102,50	0,00	-5 296,86
6188	Autres frais divers	1 085 453,12	647 369,76	39 418,74	0,00	398 664,62
6226	Honoraires	44 330,00	35 048,26	14 212,35	0,00	-4 930,61
6227	Frais d'actes et de contentieux	45 000,00	46 764,34	9 731,20	0,00	-11 495,54
6228	Divers	0,00	192,50	0,00	0,00	-192,50
6231	Annonces et insertions	94 500,00	174 562,16	2 925,26	0,00	-82 987,42
6232	Fêtes et cérémonies	180 800,00	168 388,69	9 213,78	0,00	3 197,53
6236	Catalogues et imprimés	28 370,00	14 401,00	3 021,00	0,00	10 948,00
6238	Divers	79 500,00	98 162,84	7 798,88	0,00	-26 461,72
6241	Transports de biens	0,00	1 378,00	0,00	0,00	-1 378,00
6247	Transports collectifs	71 150,00	24 952,78	1 101,64	0,00	45 095,58
6255	Frais de déménagement	4 000,00	10 122,16	0,00	0,00	-6 122,16
6256	Missions	5 000,00	12 806,86	500,00	0,00	-8 306,86
6257	Réceptions	20 000,00	43 746,04	1 493,13	0,00	-25 239,17
6261	Frais d'affranchissement	50 000,00	29 572,71	0,00	0,00	20 427,29
6262	Frais de télécommunications	55 000,00	43 287,33	3 944,50	0,00	7 768,17
627	Services bancaires et assimilés	0,00	520,85	0,00	0,00	-520,85
6281	Concours divers (cotisations)	5 600,00	15 533,60	0,00	0,00	-9 933,60
6283	Frais de nettoyage des locaux	105 000,00	41 208,37	500,40	0,00	63 291,23
6284	Redevances pour services rendus	0,00	40 687,61	0,00	0,00	-40 687,61
6288	Autres services extérieurs	172 000,00	275 842,90	24 172,71	0,00	-128 015,61
63512	Taxes foncières	135 000,00	147 915,68	0,00	0,00	-12 915,68
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	3 000,00	972,05	0,00	0,00	2 027,95
6358	Autres droits	56 000,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	16 000,00	17 814,58	0,00	0,00	-1 814,58
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**18 155 644,00**	**18 134 490,57**	**4 037,08**	**0,00**	**17 116,35**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	9 552,00	235 096,15	0,00	0,00	-225 544,15
6218	Autre personnel extérieur	0,00	24 752,38	0,00	0,00	-24 752,38
6331	Versement mobilité	52 098,00	51 290,00	0,00	0,00	808,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	52 098,00	51 290,00	0,00	0,00	808,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	180 907,00	178 207,83	0,00	0,00	2 699,17
64111	Rémunération principale titulaires	8 722 347,00	8 433 581,40	0,00	0,00	288 765,60
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	214 709,00	207 035,72	0,00	0,00	7 673,28
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	26 000,00	25 999,99	0,00	0,00	0,01
64118	Autres indemnités titulaires	2 218 251,00	2 174 893,57	0,00	0,00	43 357,43
64131	Rémunérations non tit.	1 690 546,00	1 755 669,48	0,00	0,00	-65 123,48
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	7 700,00	7 500,00	0,00	0,00	200,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
64164	Emplois dinsertion indemnité inflat°	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	20 900,00	14 899,60	0,00	0,00	6 000,40
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	4 305,44	0,00	0,00	-4 305,44
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 813 768,00	1 847 153,00	0,00	0,00	-33 385,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 771 500,00	2 744 476,04	0,00	0,00	27 023,96
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	71 050,00	71 181,00	0,00	0,00	-131,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	20 954,00	16 116,38	0,00	0,00	4 837,62
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	16 170,00	16 170,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	33 193,00	33 287,10	0,00	0,00	-94,10
64731	Allocations chômage versées directement	9 821,00	37 591,28	0,00	0,00	-27 770,28
6475	Médecine du travail, pharmacie	36 206,00	32 073,21	202,08	0,00	3 930,71
6478	Autres charges sociales diverses	187 774,00	169 685,00	0,00	0,00	18 089,00
6488	Autres charges	0,00	2 136,00	3 835,00	0,00	-5 971,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 060 714,00**	**3 013 505,91**	**36 709,70**	**0,00**	**10 498,39**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	4 512,00	0,00	0,00	-4 512,00
6518	Autres	0,00	3 505,45	188,90	0,00	-3 694,35
6531	Indemnités	270 000,00	277 778,81	0,00	0,00	-7 778,81
6532	Frais de mission	1 000,00	478,90	0,00	0,00	521,10
6533	Cotisations de retraite	22 000,00	28 781,87	0,00	0,00	-6 781,87
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	16 000,00	17 064,00	0,00	0,00	-1 064,00
6535	Formation	20 000,00	15 014,97	0,00	0,00	4 985,03
6541	Créances admises en non-valeur	1 277,00	1 276,67	0,00	0,00	0,33
6542	Créances éteintes	1 167,00	1 166,72	0,00	0,00	0,28
6553	Service d'incendie	1 627 000,00	1 618 341,05	0,00	0,00	8 658,95
65548	Autres contributions	36 000,00	36 030,65	0,00	0,00	-30,65
6558	Autres contributions obligatoires	1 050,00	0,00	1 050,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	12 500,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	20 000,00	10 979,20	8 470,80	0,00	550,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	972 220,00	938 574,10	14 500,00	0,00	19 145,90
65888	Autres	500,00	1,52	0,00	0,00	498,48
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**30 601 812,12**	**28 845 240,74**	**1 194 823,94**	**0,00**	**561 747,44**
66	**Charges financières (b)**	**489 000,00**	**485 745,86**	**0,00**	**0,00**	**3 254,14**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	489 000,00	478 565,03	0,00	0,00	10 434,97
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	6 180,83	0,00	0,00	-6 180,83
6688	Autres	0,00	1 000,00	0,00	0,00	-1 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**83 350,00**	**67 215,66**	**0,00**	**0,00**	**16 134,34**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	47 050,00	47 047,20	0,00	0,00	2,80
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 800,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	30 000,00	13 442,30	0,00	0,00	16 557,70
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	80,00	0,00	0,00	-80,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	3 500,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 000,00	1 346,16	0,00	0,00	-346,16
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**31 174 162,12**	**29 398 202,26**	**1 194 823,94**	**0,00**	**581 135,92**
023	***Virement à la section d'investissement***	***6 088 425,00***	***0,00***			***6 088 425,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***1 347 712,00***	***1 388 923,97***			***-41 211,97***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*4 611,63*			*-4 611,63*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*36 601,07*			*-36 601,07*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 039 590,00*	*1 039 589,47*			*0,53*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*300 000,00*	*300 000,00*			*0,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*8 122,00*	*8 121,80*			*0,20*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***7 436 137,00***	***1 388 923,97***			***6 047 213,03***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***7 436 137,00***	***1 388 923,97***			***6 047 213,03***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**38 610 299,12**	**30 787 126,23**	**1 194 823,94**	**0,00**	**6 628 348,95**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	6 180,83

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**230 000,00**	**224 015,64**	**0,00**	**0,00**	**5 984,36**
6419	Remboursements rémunérations personnel	90 000,00	13 858,98	0,00	0,00	76 141,02
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	50 000,00	117 361,66	0,00	0,00	-67 361,66
6479	Rembourst sur autres charges sociales	90 000,00	92 795,00	0,00	0,00	-2 795,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***1 172 800,00***	***1 087 288,84***	***0,00***	***0,00***	***85 511,16***
7018	Autres ventes de produits finis	*0,00*	*14 663,00*	*0,00*	*0,00*	*-14 663,00*
70311	Concessions cimetières (produit net)	*31 400,00*	*22 003,93*	*0,00*	*0,00*	*9 396,07*
7035	Locations de droits de chasse et pêche	*0,00*	*7,62*	*0,00*	*0,00*	*-7,62*
70383	Redevance de stationnement	*280 000,00*	*237 479,81*	*0,00*	*0,00*	*42 520,19*
70384	Forfait de post-stationnement	*110 000,00*	*81 249,20*	*0,00*	*0,00*	*28 750,80*
70388	Autres redevances et recettes diverses	*3 000,00*	*11 216,46*	*0,00*	*0,00*	*-8 216,46*
7062	Redevances services à caractère culturel	*6 000,00*	*10 598,00*	*0,00*	*0,00*	*-4 598,00*
70631	Redevances services à caractère sportif	*100 000,00*	*118 135,77*	*0,00*	*0,00*	*-18 135,77*
70632	Redevances services à caractère loisir	*70 000,00*	*49 126,06*	*0,00*	*0,00*	*20 873,94*
7066	Redevances services à caractère social	*230 000,00*	*206 485,96*	*0,00*	*0,00*	*23 514,04*
7067	Redev. services périscolaires et enseign	*50 000,00*	*35 252,60*	*0,00*	*0,00*	*14 747,40*
70688	Autres prestations de services	*2 700,00*	*6 602,72*	*0,00*	*0,00*	*-3 902,72*
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	*20 000,00*	*40 333,20*	*0,00*	*0,00*	*-20 333,20*
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	*35 000,00*	*69 589,34*	*0,00*	*0,00*	*-34 589,34*
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	*59 000,00*	*24 035,76*	*0,00*	*0,00*	*34 964,24*
70874	Remb. frais par les caisses des écoles	*102 000,00*	*106 720,00*	*0,00*	*0,00*	*-4 720,00*
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	*73 700,00*	*53 709,41*	*0,00*	*0,00*	*19 990,59*
7088	Produits activités annexes (abonnements)	*0,00*	*80,00*	*0,00*	*0,00*	*-80,00*
73	**Impôts et taxes**	**24 432 820,00**	**24 678 439,55**	**68 500,00**	**0,00**	**-314 119,55**
73111	Impôts directs locaux	18 920 964,00	18 976 494,00	0,00	0,00	-55 530,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	28 918,00	0,00	0,00	-28 918,00
73211	Attribution de compensation	1 842 221,00	1 842 221,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	729 116,00	802 565,00	0,00	0,00	-73 449,00
73221	FNGIR	40 519,00	40 519,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	490 000,00	489 023,00	0,00	0,00	977,00
7336	Droits de place	280 000,00	277 373,01	0,00	0,00	2 626,99
7338	Autres taxes	260 000,00	176 474,45	0,00	0,00	83 525,55
7351	Taxe consommation finale d'électricité	550 000,00	600 791,46	0,00	0,00	-50 791,46
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	220 000,00	128 294,30	68 500,00	0,00	23 205,70
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 100 000,00	1 315 766,33	0,00	0,00	-215 766,33
74	**Dotations et participations**	**9 563 635,00**	**9 532 086,07**	**0,00**	**0,00**	**31 548,93**
7411	Dotation forfaitaire	2 405 250,00	2 390 270,00	0,00	0,00	14 980,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	4 124 885,00	4 118 248,00	0,00	0,00	6 637,00
74127	Dotation nationale de péréquation	980 000,00	977 748,00	0,00	0,00	2 252,00
744	FCTVA	114 500,00	114 499,78	0,00	0,00	0,22
74718	Autres participations Etat	50 000,00	50 758,50	0,00	0,00	-758,50
7472	Participat° Régions	0,00	1 000,00	0,00	0,00	-1 000,00
7473	Participat° Départements	25 000,00	16 764,07	0,00	0,00	8 235,93
7478	Participat° Autres organismes	0,00	70 000,00	0,00	0,00	-70 000,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	264 000,00	264 994,00	0,00	0,00	-994,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	41 390,00	0,00	0,00	-41 390,00
7488	Autres attributions et participations	1 600 000,00	1 486 413,72	0,00	0,00	113 586,28
75	**Autres produits de gestion courante**	**337 000,00**	**360 075,76**	**0,00**	**0,00**	**-23 075,76**
752	Revenus des immeubles	297 000,00	329 273,90	0,00	0,00	-32 273,90
757	Redevances versées par fermiers, conces.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	30 000,00	30 801,86	0,00	0,00	-801,86
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**35 736 255,00**	**35 881 905,86**	**68 500,00**	**0,00**	**-214 150,86**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**60,73**	**0,00**	**0,00**	**-60,73**
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	60,73	0,00	0,00	-60,73
77	**Produits exceptionnels (c)**	**150 000,00**	**224 626,12**	**0,00**	**0,00**	**-74 626,12**
7713	Libéralités reçues	0,00	1 316,00	0,00	0,00	-1 316,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	650,00	0,00	0,00	-650,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	40 494,00	0,00	0,00	-40 494,00
7788	Produits exceptionnels divers	150 000,00	182 166,12	0,00	0,00	-32 166,12
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**35 886 255,00**	**36 106 592,71**	**68 500,00**	**0,00**	**-288 837,71**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***300 000,00***	***300 718,70***			***-718,70***

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*718,70*			*-718,70*
7875	*Rep. prov. risques et charges exception.*	*300 000,00*	*300 000,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***300 000,00***	***300 718,70***			***-718,70***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**36 186 255,00**	**36 407 311,41**	**68 500,00**	**0,00**	**-289 556,41**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 424 044,12**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**94 777,36**	**41 926,00**	**18 294,00**	**34 557,36**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	9 912,00	9 912,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	84 865,36	32 014,00	18 294,00	34 557,36
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**985 323,00**	**49 398,67**	**241 952,37**	**693 971,96**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	185 000,00	0,00	0,00	185 000,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	600 323,00	49 398,67	241 952,37	308 971,96
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**2 669 638,31**	**1 191 255,18**	**298 196,00**	**1 180 187,13**
2111	Terrains nus	200 000,00	0,00	31 700,00	168 300,00
2112	Terrains de voirie	84 059,69	0,00	44 113,00	39 946,69
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 713,60	9 820,80	0,00	892,80
2128	Autres agencements et aménagements	2 520,00	0,00	2 520,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	47 340,00	0,00	-47 340,00
2135	Installations générales, agencements	21 072,99	5 063,27	0,00	16 009,72
2138	Autres constructions	260 000,00	222 182,00	0,00	37 818,00
2151	Réseaux de voirie	826 626,79	691 635,63	68 498,65	66 492,51
2152	Installations de voirie	8 621,78	2 957,36	22 154,32	-16 489,90
21534	Réseaux d'électrification	28 514,08	0,00	0,00	28 514,08
21538	Autres réseaux	803 899,73	20 546,96	101 950,80	681 401,97
21568	Autres matériels, outillages incendie	43 455,32	15 788,92	0,00	27 666,40
21571	Matériel roulant	76 200,00	0,00	0,00	76 200,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0,00	4 876,20	0,00	-4 876,20
2182	Matériel de transport	59 000,00	0,00	0,00	59 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	41 065,13	20 454,60	0,00	20 610,53
2184	Mobilier	4 130,68	5 458,47	3 128,96	-4 456,75
2188	Autres immobilisations corporelles	199 758,52	145 130,97	24 130,27	30 497,28
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**2 416 473,51**	**620 820,23**	**408 836,57**	**1 386 816,71**
2312	Agencements et aménagements de terrains	341 241,31	67 722,00	295 958,38	-22 439,07
2313	Constructions	2 050 232,20	529 030,51	96 966,19	1 424 235,50
2315	Installat°, matériel et outillage techni	25 000,00	24 067,72	15 912,00	-14 979,72
111	**Opération d'équipement n° 111 (2)**	**3 741 791,00**	**1 455 440,78**	**1 310 568,19**	**975 782,03**
112	**Opération d'équipement n° 112 (2)**	**591 000,00**	**73 012,20**	**517 280,83**	**706,97**
113	**Opération d'équipement n° 113 (2)**	**780 000,00**	**593 318,35**	**174 390,24**	**12 291,41**
114	**Opération d'équipement n° 114 (2)**	**1 250 000,00**	**785 104,75**	**463 219,46**	**1 675,79**
115	**Opération d'équipement n° 115 (2)**	**720 000,00**	**291 687,92**	**84 225,38**	**344 086,70**
116	**Opération d'équipement n° 116 (2)**	**400 000,00**	**258 916,79**	**81 699,21**	**59 384,00**
117	**Opération d'équipement n° 117 (2)**	**224 500,00**	**70 019,32**	**151 919,49**	**2 561,19**
118	**Opération d'équipement n° 118 (2)**	**565 000,00**	**200 898,08**	**146 182,47**	**217 919,45**
119	**Opération d'équipement n° 119 (2)**	**100 000,00**	**24 600,00**	**0,00**	**75 400,00**
120	**Opération d'équipement n° 120 (2)**	**70 000,00**	**38 477,46**	**30 501,00**	**1 021,54**
121	**Opération d'équipement n° 121 (2)**	**176 500,00**	**132 822,49**	**15 059,28**	**28 618,23**
122	**Opération d'équipement n° 122 (2)**	**150 000,00**	**2 262,60**	**65 291,33**	**82 446,07**
123	**Opération d'équipement n° 123 (2)**	**900 000,00**	**548 110,23**	**330 000,00**	**21 889,77**
124	**Opération d'équipement n° 124 (2)**	**155 000,00**	**33 678,94**	**120 535,10**	**785,96**
125	**Opération d'équipement n° 125 (2)**	**50 000,00**	**23 934,00**	**20 664,00**	**5 402,00**
126	**Opération d'équipement n° 126 (2)**	**320 000,00**	**231 910,15**	**42 786,60**	**45 303,25**
127	**Opération d'équipement n° 127 (2)**	**80 000,00**	**6 528,00**	**64 056,00**	**9 416,00**
129	**Opération d'équipement n° 129 (2)**	**160 000,00**	**0,00**	**158 160,00**	**1 840,00**
130	**Opération d'équipement n° 130 (2)**	**50 000,00**	**0,00**	**960,00**	**49 040,00**
131	**Opération d'équipement n° 131 (2)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
132	**Opération d'équipement n° 132 (2)**	**37 000,00**	**0,00**	**0,00**	**37 000,00**
	Total des dépenses d'équipement	**16 737 003,18**	**6 674 122,14**	**4 744 777,52**	**5 318 103,52**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**177,00**	**174,60**	**0,00**	**2,40**
10226	Taxe d'aménagement	177,00	174,60	0,00	2,40
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 310 000,00**	**2 236 239,66**	**0,00**	**73 760,34**
1641	Emprunts en euros	2 240 000,00	2 117 614,85	0,00	122 385,15
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	42 000,00	116 666,71	0,00	-74 666,71
165	Dépôts et cautionnements reçus	28 000,00	234,00	0,00	27 766,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	1 724,10	0,00	-1 724,10
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
27	**Autres immobilisations financières**	**100 000,00**	**7 500,00**	**0,00**	**92 500,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	100 000,00	7 500,00	0,00	92 500,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
Total des dépenses financières		**2 410 177,00**	**2 243 914,26**	**0,00**	**166 262,74**
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES REELLES		**19 147 180,18**	**8 918 036,40**	**4 744 777,52**	**5 484 366,26**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***300 000,00***	***300 718,70***		***-718,70***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***300 000,00***	***300 000,00***		***0,00***
15182	*Autres provisions pour risques*	*300 000,00*	*300 000,00*		*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*718,70*		*-718,70*
	Charges transférées (6)	***0,00***	***718,70***		***-718,70***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*718,70*		*-718,70*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***200 000,00***	***29 910,71***		***170 089,29***
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*29 910,71*		*-29 910,71*
2313	*Constructions*	*200 000,00*	*0,00*		*200 000,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***500 000,00***	***330 629,41***		***169 370,59***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**19 647 180,18**	**9 248 665,81**	**4 744 777,52**	**5 653 736,85**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**972 273,61**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**2 551 107,58**	**2 605 899,20**	**633 214,30**	**-688 005,92**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 676 000,00	1 723 934,14	389 698,72	-437 632,86
1322	Subv. non transf. Régions	260 000,00	201 635,27	179 585,00	-121 220,27
1323	Subv. non transf. Départements	16 000,00	16 021,77	8 000,00	-8 021,77
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	25 000,00	25 000,00	25 000,00	-25 000,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	130 000,00	132 090,00	0,00	-2 090,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	167 000,00	24 705,00	0,00	142 295,00
1342	Amendes de police non transférable	246 177,00	291 130,00	0,00	-44 953,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	191 383,02	0,00	-191 383,02
1348	Autres fonds non transférables	18 930,58	0,00	18 930,58	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**3 872 776,00**	**3 000 000,00**	**0,00**	**872 776,00**
1641	Emprunts en euros	3 872 776,00	3 000 000,00	0,00	872 776,00
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**6 423 883,58**	**5 605 899,20**	**633 214,30**	**184 770,08**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**6 459 433,21**	**6 239 635,49**	**0,00**	**219 797,72**
10222	FCTVA	1 055 000,00	824 883,76	0,00	230 116,24
10223	TLE	30 000,00	94,60	0,00	29 905,40
10226	Taxe d'aménagement	265 878,00	306 101,92	0,00	-40 223,92
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 108 555,21	5 108 555,21	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**10 584,00**	**0,00**	**-10 584,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**100 000,00**	**16 497,00**	**0,00**	**83 503,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	100 000,00	16 497,00	0,00	83 503,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**6 559 433,21**	**6 266 716,49**	**0,00**	**292 716,72**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**12 983 316,79**	**11 872 615,69**	**633 214,30**	**477 486,80**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***6 088 425,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***1 347 712,00***	***1 388 923,97***		***-41 211,97***
15182	*Autres provisions pour risques*	*300 000,00*	*300 000,00*		*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*36 601,07*		*-36 601,07*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*2 132,00*		*-2 132,00*
2112	*Terrains de voirie*	*0,00*	*155,93*		*-155,93*
21571	*Matériel roulant*	*0,00*	*2 323,70*		*-2 323,70*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*19 586,00*	*19 584,73*		*1,27*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*38 883,00*	*38 883,00*		*0,00*
28041482	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*2 890,00*	*2 890,00*		*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*18 189,00*	*18 188,97*		*0,03*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*29 250,00*	*29 250,00*		*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*30 035,00*	*30 035,35*		*-0,35*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*47 477,00*	*47 477,00*		*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*71 208,00*	*71 208,52*		*-0,52*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*5 300,00*	*5 300,00*		*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*37 312,00*	*37 312,00*		*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*4 992,00*	*4 992,00*		*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*41 599,00*	*41 599,00*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*74 692,00*	*74 691,90*		*0,10*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*197 860,00*	*197 859,72*		*0,28*
28184	*Mobilier*	*60 971,00*	*60 971,22*		*-0,22*
28188	*Autres immo. corporelles*	*359 346,00*	*359 346,06*		*-0,06*
4912	*Prov. dépréc. comptes redevables*	*8 122,00*	*8 121,80*		*0,20*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***7 436 137,00***	***1 388 923,97***		***6 047 213,03***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***200 000,00***	***29 910,71***		***170 089,29***
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*200 000,00*	*29 910,71*		*170 089,29*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***7 636 137,00***	***1 418 834,68***		***6 217 302,32***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**20 619 453,79**	**13 291 450,37**	**633 214,30**	**6 694 789,12**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 111 (1)
LIBELLE : DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**3 741 791,00**	A **1 455 440,78**	**1 310 568,19**	**975 782,03**	B **1 455 440,78**
20	**Immobilisations incorporelles**	**127 865,00**	**53 338,94**	**30 409,00**	**44 117,06**	**53 338,94**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	30 000,00	3 876,00	18 396,00	7 728,00	3 876,00
2031	Frais d'études	60 000,00	28 764,00	0,00	31 236,00	28 764,00
2051	Concessions, droits similaires	37 865,00	20 698,94	12 013,00	5 153,06	20 698,94
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 005 209,72**	**1 019 550,25**	**482 684,81**	**502 974,66**	**1 019 550,25**
2111	Terrains nus	30 000,00	111 015,91	0,00	-81 015,91	111 015,91
2112	Terrains de voirie	10 000,00	1 473,79	0,00	8 526,21	1 473,79
2118	Autres terrains	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	58 700,00	18 577,00	38 899,44	1 223,56	18 577,00
21316	Equipements du cimetière	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
2138	Autres constructions	300 000,00	0,00	104 000,00	196 000,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	106 683,72	111 575,06	0,00	-4 891,34	111 575,06
2152	Installations de voirie	40 000,00	38 497,90	2 405,23	-903,13	38 497,90
21534	Réseaux d'électrification	20 000,00	457,79	1 979,28	17 562,93	457,79
21538	Autres réseaux	215 000,00	83 868,42	84 480,88	46 650,70	83 868,42
21568	Autres matériels, outillages incendie	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	45 000,00	2 405,63	15 301,92	27 292,45	2 405,63
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	9 000,00	3 840,13	0,00	5 159,87	3 840,13
2183	Matériel de bureau et informatique	556 093,00	315 384,36	97 304,40	143 404,24	315 384,36
2184	Mobilier	68 000,00	40 642,33	23 648,45	3 709,22	40 642,33
2188	Autres immobilisations corporelles	416 733,00	291 811,93	84 665,21	40 255,86	291 811,93
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 608 716,28**	**382 551,59**	**797 474,38**	**428 690,31**	**382 551,59**
2313	Constructions	1 608 716,28	361 220,74	797 224,78	450 270,76	361 220,74
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	2 370,00	249,60	-2 619,60	2 370,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	18 960,85	0,00	-18 960,85	18 960,85

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-1 455 440,78	D - B	-1 455 440,78

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 112 (1)
LIBELLE : PRU REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA LIBERATION

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**591 000,00**	A **73 012,20**	**517 280,83**	**706,97**	B **73 012,20**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**591 000,00**	**73 012,20**	**517 280,83**	**706,97**	**73 012,20**
2112	Terrains de voirie	111 000,00	23 872,90	82 722,87	4 404,23	23 872,90
2151	Réseaux de voirie	480 000,00	49 139,30	434 557,96	-3 697,26	49 139,30
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -73 012,20	D - B -73 012,20

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 113 (1)
LIBELLE : VEGETALISATION DES COURS D ECOLES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**780 000,00**	A **593 318,35**	**174 390,24**	**12 291,41**	B **593 318,35**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**780 000,00**	**593 318,35**	**174 390,24**	**12 291,41**	**593 318,35**
2312	Agencements et aménagements de terrains	780 000,00	593 318,35	174 390,24	12 291,41	593 318,35

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-593 318,35	D - B	-593 318,35

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 114 (1)
LIBELLE : ACV TRAVAUX CHEMIN DU JEU DE MAIL

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 250 000,00**	A **785 104,75**	**463 219,46**	**1 675,79**	B **785 104,75**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 250 000,00**	**743 107,98**	**463 219,46**	**43 672,56**	**743 107,98**
2151	Réseaux de voirie	1 250 000,00	743 107,98	463 219,46	43 672,56	743 107,98
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**41 996,77**	**0,00**	**-41 996,77**	**41 996,77**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	41 996,77	0,00	-41 996,77	41 996,77

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-785 104,75	D - B	-785 104,75

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 115 (1)
LIBELLE : TRAVAUX RUE DE LA FENAISON

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**720 000,00**	A **291 687,92**	**84 225,38**	**344 086,70**	B **291 687,92**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**720 000,00**	**291 687,92**	**84 225,38**	**344 086,70**	**291 687,92**
2151	Réseaux de voirie	720 000,00	291 687,92	84 225,38	344 086,70	291 687,92
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-291 687,92	D - B	-291 687,92

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 116 (1)
LIBELLE : REALISATION PARKING LOUIS FEUILLADE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**400 000,00**	A **258 916,79**	**81 699,21**	**59 384,00**	B **258 916,79**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**400 000,00**	**247 966,93**	**81 699,21**	**70 333,86**	**247 966,93**
2151	Réseaux de voirie	400 000,00	247 966,93	81 699,21	70 333,86	247 966,93
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**10 949,86**	**0,00**	**-10 949,86**	**10 949,86**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	10 949,86	0,00	-10 949,86	10 949,86

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-258 916,79	D - B	-258 916,79

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 117 (1)
LIBELLE : PRU MISE AUX NORMES DE LOCAUX COMMERCIAUX

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**224 500,00**	A **70 019,32**	**151 919,49**	**2 561,19**	B **70 019,32**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**224 500,00**	**70 019,32**	**151 919,49**	**2 561,19**	**70 019,32**
2313	Constructions	224 500,00	70 019,32	151 919,49	2 561,19	70 019,32

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-70 019,32	D - B	-70 019,32

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 118 (1)
LIBELLE : TRAVAUX ACCESSIBILITE ECOLES ET BATIMENTS PUBLICS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**565 000,00**	A **200 898,08**	**146 182,47**	**217 919,45**	B **200 898,08**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**565 000,00**	**200 898,08**	**146 182,47**	**217 919,45**	**200 898,08**
2313	Constructions	565 000,00	196 006,40	146 182,47	222 811,13	196 006,40
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	4 891,68	0,00	-4 891,68	4 891,68

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-200 898,08	D - B	-200 898,08

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 119 (1)
LIBELLE : TRAVAUX ACCESSIBILITE DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**100 000,00**	A **24 600,00**	**0,00**	**75 400,00**	B **24 600,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**100 000,00**	**24 600,00**	**0,00**	**75 400,00**	**24 600,00**
2313	Constructions	100 000,00	24 600,00	0,00	75 400,00	24 600,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -24 600,00	D - B -24 600,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 120 (1)
LIBELLE : EXTENSION RESEAU VIDEOPROTECTION

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**70 000,00**	A **38 477,46**	**30 501,00**	**1 021,54**	B **38 477,46**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**70 000,00**	**38 477,46**	**30 501,00**	**1 021,54**	**38 477,46**
21538	Autres réseaux	70 000,00	38 477,46	30 501,00	1 021,54	38 477,46
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -38 477,46	D - B -38 477,46

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 121 (1)
LIBELLE : ACV CREATION D UNE MICRO CRECHE ABRIVADOS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**176 500,00**	A **132 822,49**	**15 059,28**	**28 618,23**	B **132 822,49**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**176 500,00**	**132 822,49**	**15 059,28**	**28 618,23**	**132 822,49**
2313	Constructions	176 500,00	12 290,40	15 059,28	149 150,32	12 290,40
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	120 532,09	0,00	-120 532,09	120 532,09

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-132 822,49	D - B	-132 822,49

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 122 (1)
LIBELLE : CREATION GUICHET UNIQUE HOTEL DE VILLE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**150 000,00**	A **2 262,60**	**65 291,33**	**82 446,07**	B **2 262,60**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**150 000,00**	**2 262,60**	**65 291,33**	**82 446,07**	**2 262,60**
2313	Constructions	150 000,00	2 262,60	65 291,33	82 446,07	2 262,60

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -2 262,60	D - B -2 262,60

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 123 (1)
LIBELLE : DIVERS TRAVAUX DE VOIRIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**900 000,00**	A **548 110,23**	**330 000,00**	**21 889,77**	B **548 110,23**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**900 000,00**	**548 110,23**	**330 000,00**	**21 889,77**	**548 110,23**
2151	Réseaux de voirie	900 000,00	548 110,23	330 000,00	21 889,77	548 110,23
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -548 110,23	D - B -548 110,23

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 124 (1)
LIBELLE : RENOUVELLEMENT DE LA FLOTTE AUTOMOBILE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**155 000,00**	A **33 678,94**	**120 535,10**	**785,96**	B **33 678,94**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**155 000,00**	**33 678,94**	**120 535,10**	**785,96**	**33 678,94**
21571	Matériel roulant	0,00	13 358,94	0,00	-13 358,94	13 358,94
2182	Matériel de transport	155 000,00	20 320,00	120 535,10	14 144,90	20 320,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -33 678,94	D - B -33 678,94

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 125 (1)
LIBELLE : ACV PRU REALISATION DE VOIES CYCLABLES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**50 000,00**	A **23 934,00**	**20 664,00**	**5 402,00**	B **23 934,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**50 000,00**	**23 934,00**	**20 664,00**	**5 402,00**	**23 934,00**
2031	Frais d'études	50 000,00	23 934,00	20 664,00	5 402,00	23 934,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-23 934,00	D - B	-23 934,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 126 (1)
LIBELLE : ACV - PEM VOIE VERTE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**320 000,00**	A **231 910,15**	**42 786,60**	**45 303,25**	B **231 910,15**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**320 000,00**	**231 910,15**	**42 786,60**	**45 303,25**	**231 910,15**
2151	Réseaux de voirie	320 000,00	231 910,15	42 786,60	45 303,25	231 910,15
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-231 910,15	D - B	-231 910,15

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 127 (1)
LIBELLE : AMENAGEMENT ANCIEN TEMPLE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**80 000,00**	A **6 528,00**	**64 056,00**	**9 416,00**	B **6 528,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**80 000,00**	**6 528,00**	**64 056,00**	**9 416,00**	**6 528,00**
2313	Constructions	80 000,00	6 528,00	64 056,00	9 416,00	6 528,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -6 528,00	D - B -6 528,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 129 (1)
LIBELLE : MISE EN VALEUR DE L'EGLISE NOTRE-DAME DU LAC

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**160 000,00**	A **0,00**	**158 160,00**	**1 840,00**	B **0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**160 000,00**	**0,00**	**158 160,00**	**1 840,00**	**0,00**
2313	Constructions	160 000,00	0,00	158 160,00	1 840,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 130 (1)
LIBELLE : REQUALIFICATION DU SITE DE L'HOURNÈDE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**50 000,00**	A **0,00**	**960,00**	**49 040,00**	B **0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**50 000,00**	**0,00**	**960,00**	**49 040,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	50 000,00	0,00	960,00	49 040,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 131 (1)
LIBELLE : REQUALIFICATION ILÔT PHARMACIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		50 000,00	A 0,00	0,00	50 000,00	B 0,00
20	Immobilisations incorporelles	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
2031	Frais d'études	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 132 (1)
LIBELLE : CRÉATION CENTRE DE SURVEILLANCE URBAINE (CSU)

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**37 000,00**	A **0,00**	**0,00**	**37 000,00**	B **0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**37 000,00**	**0,00**	**0,00**	**37 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	37 000,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	2 236 180	3 810 157	69 819	517 498	169 623	138 925	0	83 314	59 858	1 683 772	148 890	8 918 036
- Equipements municipaux (2)		3 809 923	69 819	517 498	169 623	138 925	0	83 314	10 459	1 676 272	148 890	6 624 723
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	49 399	0	0	49 399
- Opérations financières	2 236 180											2 236 180
Dépenses d'ordre	329 911											330 629
Solde d'exécution reporté de N-1	972 274											972 274
Total dépenses	**3 538 365**	**3 810 876**	**69 819**	**517 498**	**169 623**	**138 925**	**0**	**83 314**	**59 858**	**1 683 772**	**148 890**	**10 220 939**
Total recettes	**10 587 347**	**71 707**	**291 130**	**1 161 061**	**23 012**	**210 641**	**0**	**11 301**	**0**	**935 251**	**0**	**13 291 450**
Solde d'investissement	**7 048 982**	**-3 739 169**	**221 311**	**643 563**	**-146 611**	**71 716**	**0**	**-72 012**	**-59 858**	**-748 521**	**-148 890**	**3 070 511**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**2 115 042**	**48 660**	**401 650**	**90 551**	**656 087**	**5 986**	**1 331**	**254 479**	**1 019 072**	**151 919**	**4 744 778**
Total RAR recettes	**0**	**79 585**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**36 699**	**0**	**516 931**	**0**	**633 214**
SOLDE RAR investissement	**0**	**-2 035 457**	**-48 660**	**-401 649**	**-90 551**	**-656 087**	**-5 986**	**35 367**	**-254 479**	**-502 141**	**-151 919**	**-4 111 563**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**1 833 457**	**9 009 984**	**3 937 459**	**3 558 921**	**1 966 230**	**3 955 627**	**102 506**	**1 643 340**	**603 856**	**5 258 543**	**112 027**	**31 981 950**
Total recettes	**29 595 216**	**3 623 572**	**390 465**	**254 620**	**26 177**	**573 569**	**276 072**	**885 691**	**1 373 622**	**1 560 119**	**340 732**	**38 899 856**
Solde de fonctionnement	**27 761 759**	**-5 386 412**	**-3 546 995**	**-3 304 300**	**-1 940 052**	**-3 382 058**	**173 566**	**-757 648**	**769 766**	**-3 698 425**	**228 705**	**6 917 905**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**3 538 365**	**5 925 919**	**118 479**	**919 148**	**260 174**	**795 012**	**5 986**	**84 645**	**314 337**	**2 702 844**	**300 810**	**14 965 717**
Dépenses réelles		2 236 180	5 925 200	118 479	919 148	260 174	795 012	5 986	84 645	314 337	2 702 844	300 810	13 662 814
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	175
10226	Taxe d'aménagement	175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	175
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	2 236 006	234	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 236 240
1641	Emprunts en euros	2 117 615	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 117 615
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	116 667	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	116 667
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	234	0	0	0	0	0	0	0	0	0	234
1678	Autres emprunts et dettes	1 724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 724
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	33 268	0	0	0	0	0	0	0	26 952	0	60 220
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 912	0	9 912
2051	Concessions, droits similaires	0	33 268	0	0	0	0	0	0	0	17 040	0	50 308
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	291 351	0	0	291 351
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	291 351	0	0	291 351
21	Immobilisations corporelles	0	131 011	27 061	102 729	7 655	18 229	0	12 187	0	1 190 578	0	1 489 451
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 700	0	31 700
2112	Terrains de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 113	0	44 113
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 821	0	9 821
2128	Autres agencements et aménagements	0	0	0	0	0	2 520	0	0	0	0	0	2 520
21316	Equipements du cimetière	0	47 340	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47 340
2135	Installations générales, agencements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 063	0	5 063
2138	Autres constructions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222 182	0	222 182
2151	Réseaux de voirie	0	0	0	8 550	0	0	0	0	0	751 584	0	760 134
2152	Installations de voirie	0	0	2 957	0	0	0	0	0	0	22 154	0	25 112
21538	Autres réseaux	0	16 539	0	83 280	0	0	0	0	0	22 679	0	122 498
21568	Autres matériels, outillages incendie	0	0	15 789	0	0	0	0	0	0	0	0	15 789
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0	0	0	0	4 876	0	0	0	0	0	0	4 876

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
2183	Matériel de bureau et informatique	0	20 455	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 455
2184	Mobilier	0	1 157	0	5 975	0	0	0	1 455	0	0	0	8 587
2188	Autres immobilisations corporelles	0	45 521	8 315	4 924	2 779	15 709	0	10 732	0	81 281	0	169 261
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	127 024	0	316 018	51 200	336 466	0	50 180	12 903	56 996	78 871	1 029 657
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	103 055	0	260 626	0	0	0	0	0	363 680
2313	Constructions	0	127 024	0	212 963	51 200	75 840	0	50 180	12 903	17 016	78 871	625 997
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 980	0	39 980
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 500	0	7 500
275	Dépôts et cautionnements versés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 500	0	7 500
Opérations d'équipement		0	5 633 662	91 418	500 401	201 319	440 317	5 986	22 278	10 083	1 420 818	221 939	8 548 221
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	0	1 173 199	91 418	215 033	201 319	440 317	5 986	20 083	10 083	608 571	0	2 766 009
112	PRU REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA LIBERATION	0	89 702	0	0	0	0	0	0	0	500 591	0	590 293
113	VEGETALISATION DES COURS D ECOLES	0	767 709	0	0	0	0	0	0	0	0	0	767 709
114	ACV TRAVAUX CHEMIN DU JEU DE MAIL	0	1 248 324	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 248 324
115	TRAVAUX RUE DE LA FENAISON	0	339 913	0	0	0	0	0	0	0	36 000	0	375 913
116	REALISATION PARKING LOUIS FEUILLADE	0	296 458	0	44 158	0	0	0	0	0	0	0	340 616
117	PRU MISE AUX NORMES DE LOCAUX COMMERCIAUX	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	221 939	221 939
118	TRAVAUX ACCESSIBILITE ECOLES ET BATIMENTS PUBLICS	0	105 871	0	241 210	0	0	0	0	0	0	0	347 081
119	TRAVAUX ACCESSIBILITE DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	0	24 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 600
120	EXTENSION RESEAU VIDEOPROTECTION	0	68 978	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 978
121	ACV CREATION D UNE MICRO CRECHE ABRIVADOS	0	145 686	0	0	0	0	0	2 195	0	0	0	147 882
122	CREATION GUICHET UNIQUE HOTEL DE VILLE	0	67 554	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 554
123	DIVERS TRAVAUX DE VOIRIE	0	878 110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	878 110
124	RENOUVELLEMENT DE LA FLOTTE AUTOMOBILE	0	154 214	0	0	0	0	0	0	0	0	0	154 214

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
125	ACV PRU REALISATION DE VOIES CYCLABLES	**0**	**44 598**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**44 598**
126	ACV - PEM VOIE VERTE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	274 697	0	274 697
127	AMENAGEMENT ANCIEN TEMPLE	0	70 584	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 584
129	MISE EN VALEUR DE L'EGLISE NOTRE-DAME DU LAC	0	158 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	158 160
130	REQUALIFICATION DU SITE DE L'HOURNÈDE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	960	0	960
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*329 911*	*719*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*330 629*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*300 000*	*719*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*300 719*
15182	*Autres provisions pour risques*	*300 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0*	*719*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*719*
041	*Opérations patrimoniales*	*29 911*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*29 911*
2151	*Réseaux de voirie*	*29 911*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*29 911*
001Solde d'exécution reporté de N-1		972 274	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	972 274

RECETTES													
Total recettes d'investissement		**10 587 347**	**151 292**	**291 130**	**1 161 061**	**23 012**	**210 641**	**0**	**48 000**	**0**	**1 452 182**	**0**	**13 924 665**
Recettes réelles		9 239 635	80 169	291 130	1 161 061	23 012	210 641	0	48 000	0	1 452 182	0	12 505 830
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 239 635	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 239 635
10222	FCTVA	824 884	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	824 884
10223	TLE	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95
10226	Taxe d'aménagement	306 102	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	306 102
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 108 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 108 555
13	Subventions d'investissement	0	79 585	291 130	1 161 061	13 012	210 641	0	48 000	0	1 435 685	0	3 239 114
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	0	0	954 956	3 670	50 441	0	40 000	0	1 064 566	0	2 113 633
1322	Subv. non transf. Régions	0	79 585	0	0	8 042	160 200	0	0	0	133 393	0	381 220
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	14 722	1 300	0	0	8 000	0	0	0	24 022
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	50 000
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	0	12 000

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	132 090	0	132 090
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 705	0	24 705
1342	Amendes de police non transférable	0	0	291 130	0	0	0	0	0	0	0	0	291 130
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0	0	0	191 383	0	0	0	0	0	0	0	191 383
1348	Autres fonds non transférables	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 931	0	18 931
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000 000	584	0	0	10 000	0	0	0	0	0	0	3 010 584
1641	Emprunts en euros	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	584	0	0	10 000	0	0	0	0	0	0	10 584
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 497	0	16 497
275	Dépôts et cautionnements versés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 497	0	16 497
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*1 347 711*	*71 123*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 418 835*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 347 711*	*41 213*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 388 924*
15182	*Autres provisions pour risques*	*300 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0*	*36 601*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*36 601*
2111	*Terrains nus*	*0*	*2 132*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 132*
2112	*Terrains de voirie*	*0*	*156*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*156*
21571	*Matériel roulant*	*0*	*2 324*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 324*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*19 585*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 585*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*38 883*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 883*
28041482	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*2 890*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 890*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*18 189*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*18 189*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*29 250*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*29 250*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*30 035*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*30 035*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*47 477*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*47 477*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
28051	*Concessions et droits similaires*	***71 209***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***71 209***
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*5 300*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 300*
28132	*Immeubles de rapport*	*37 312*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*37 312*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*4 992*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 992*
281571	*Matériel roulant*	*41 599*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*41 599*
28182	*Matériel de transport*	*74 692*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*74 692*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*197 860*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*197 860*
28184	*Mobilier*	*60 971*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*60 971*
28188	*Autres immo. corporelles*	*359 346*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*359 346*
4912	*Prov. dépréc. comptes redevables*	*8 122*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 122*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*29 911*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*29 911*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*0*	*29 911*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*29 911*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**1 833 457**	**9 009 984**	**3 937 459**	**3 558 921**	**1 966 230**	**3 955 627**	**102 506**	**1 643 340**	**603 856**	**5 258 543**	**112 027**	**31 981 950**
Dépenses réelles		485 746	8 968 771	3 937 459	3 558 921	1 966 230	3 955 627	102 506	1 643 340	603 856	5 258 543	112 027	30 593 026
011	Charges à caractère général	0	3 033 263	251 955	302 793	613 770	736 902	1 056	137 994	391 163	3 371 354	11 072	8 851 321
60611	Eau et assainissement	0	342	0	0	0	0	0	0	0	77 043	0	77 385
60612	Energie - Electricité	0	794 640	0	8 153	48 645	342 531	0	646	0	192 745	0	1 387 360
60621	Combustibles	0	23 736	0	0	0	36	0	0	0	0	0	23 771
60622	Carburants	0	87 550	0	0	0	0	0	0	0	0	0	87 550
60623	Alimentation	0	8 254	57 033	1 680	0	9 678	0	242	0	510	0	77 397
60628	Autres fournitures non stockées	0	0	0	1 573	0	-110	0	3 042	0	0	0	4 505
60631	Fournitures d'entretien	0	25 217	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 217
60632	Fournitures de petit équipement	0	3 026	6 572	6 391	4 889	28 479	0	1 580	0	5 061	0	55 998
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 425	0	18 425
60636	Vêtements de travail	0	8 225	22 300	0	4 323	4 997	0	0	0	71	143	40 059
6064	Fournitures administratives	0	34 567	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 567
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	9 677	293	0	0	0	0	0	0	9 970
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	96 159	0	0	0	0	0	0	0	96 159
6068	Autres matières et fournitures	0	204 391	6 133	16 273	11 883	67 818	125	8 726	0	48 758	0	364 106
611	Contrats de prestations de services	0	72 155	38 225	88 678	10 958	1 423	0	105 152	389 989	1 889 298	0	2 595 878
6132	Locations immobilières	0	0	0	15 474	0	5 224	0	0	0	15 077	0	35 775
6135	Locations mobilières	0	253 316	0	10 014	7 141	4 051	0	0	0	2 370	0	276 893
614	Charges locatives et de copropriété	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 410	0	29 410
61521	Entretien terrains	0	0	0	0	0	30 111	0	0	0	20 010	0	50 122

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	37 664	8 058	17 297	42 825	10 972	642	9 809	0	1 285	1 974	130 525
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	324 441	0	324 441
615232	Entretien, réparations réseaux	0	15 451	0	0	0	0	0	0	0	289 774	0	305 225
61524	Entretien bois et forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95 645	0	95 645
61551	Entretien matériel roulant	0	39 458	8 303	0	94	16 240	0	440	0	40 057	557	105 149
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	2 996	3 777	0	8 646	2 476	0	254	0	5 570	0	23 719
6156	Maintenance	0	154 622	43 188	976	3 316	0	0	0	0	0	0	202 102
6161	Multirisques	0	211 868	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211 868
617	Etudes et recherches	0	16 451	0	0	0	17 820	0	0	0	46 087	0	80 358
6182	Documentation générale et technique	0	15 434	525	0	219	5 097	0	886	0	0	0	22 160
6184	Versements à des organismes de formation	0	50 297	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 297
6188	Autres frais divers	0	107 614	9 766	3 156	442 622	85 449	0	0	124	30 074	7 984	686 789
6226	Honoraires	0	20 935	866	0	0	0	0	1 911	0	25 549	0	49 261
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	18 503	0	0	0	0	0	0	0	37 993	0	56 496
6228	Divers	0	193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	193
6231	Annonces et insertions	0	172 262	0	0	0	0	0	0	0	5 226	0	177 487
6232	Fêtes et cérémonies	0	177 602	0	0	0	0	0	0	0	0	0	177 602
6236	Catalogues et imprimés	0	12 057	1 445	0	3 655	265	0	0	0	0	0	17 422
6238	Divers	0	99 406	0	0	0	6 556	0	0	0	0	0	105 962
6241	Transports de biens	0	0	0	0	1 378	0	0	0	0	0	0	1 378
6247	Transports collectifs	0	2 254	0	6 005	0	17 046	0	0	0	749	0	26 054
6255	Frais de déménagement	0	10 122	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 122
6256	Missions	0	1 100	11 780	217	0	124	0	86	0	0	0	13 307
6257	Réceptions	0	45 239	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 239
6261	Frais d'affranchissement	0	29 573	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 573
6262	Frais de télécommunications	0	47 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47 232
627	Services bancaires et assimilés	0	521	0	0	0	0	0	0	0	0	0	521
6281	Concours divers (cotisations)	0	11 838	0	0	1 225	1 663	0	0	0	808	0	15 534
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	9 542	0	4 584	21 659	0	289	5 220	0	0	414	41 709
6284	Redevances pour services rendus	0	40 688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 688
6288	Autres services extérieurs	0	165 815	33 984	16 490	0	78 955	0	0	1 050	3 722	0	300 016
63512	Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	147 916	0	147 916
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	0	0	0	0	0	0	0	0	972	0	972
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	1 106	0	0	0	0	0	0	0	16 709	0	17 815
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	5 408 328	2 067 163	2 958 907	1 221 801	2 811 111	0	1 505 346	212 693	1 852 224	100 956	18 138 528
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0	0	0	235 096	0	0	0	0	0	0	0	235 096

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6218	Autre personnel extérieur	**0**	**24 752**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**24 752**
6331	Versement mobilité	0	15 072	5 263	8 193	3 470	8 442	0	4 633	685	5 274	257	51 290
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	15 072	5 263	8 193	3 470	8 442	0	4 633	685	5 274	257	51 290
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	51 740	18 414	28 603	12 096	29 430	0	16 217	2 353	18 457	898	178 208
64111	Rémunération principale titulaires	0	2 170 132	941 632	1 610 876	621 306	1 274 463	0	772 631	123 512	867 679	51 351	8 433 581
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	40 183	49 673	27 681	19 840	30 943	0	14 750	2 920	19 646	1 400	207 036
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0	6 520	1 700	6 720	2 180	4 000	0	2 480	200	2 100	100	26 000
64118	Autres indemnités titulaires	0	677 243	465 624	227 255	134 872	273 219	0	118 984	21 235	234 657	21 805	2 174 894
64131	Rémunérations non tit.	0	824 771	83 439	22 711	95 402	405 185	0	143 442	0	180 719	0	1 755 669
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0	3 000	200	200	200	2 400	0	800	0	700	0	7 500
64164	Emplois dinsertion indemnité inflat°	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	100
64168	Autres emplois d'insertion	0	0	0	5 842	0	9 058	0	0	0	0	0	14 900
64171	Apprentis - rémunérations	0	4 305	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 305
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	579 035	174 926	268 287	121 099	320 565	0	164 463	21 145	189 711	7 923	1 847 153
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	726 277	312 980	492 473	200 462	420 527	0	252 111	39 230	283 734	16 682	2 744 476
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	33 136	3 379	1 156	3 775	16 673	0	5 800	0	7 262	0	71 181
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	4 415	887	3 947	1 180	2 613	0	1 320	234	1 442	78	16 116
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	16 170	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 170
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	8 572	3 783	6 183	2 449	5 050	0	3 082	495	3 468	205	33 287
64731	Allocations chômage versées directement	0	0	0	5 492	0	0	0	0	0	32 100	0	37 591
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	32 275	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 275
6478	Autres charges sociales diverses	0	169 685	0	0	0	0	0	0	0	0	0	169 685
6488	Autres charges	0	5 971	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 971
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	463 465	1 618 341	297 220	130 659	404 114	101 450	0	0	34 966	0	3 050 216
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0	4 512	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 512
6518	Autres	0	0	0	0	3 694	0	0	0	0	0	0	3 694
6531	Indemnités	0	277 779	0	0	0	0	0	0	0	0	0	277 779
6532	Frais de mission	0	479	0	0	0	0	0	0	0	0	0	479
6533	Cotisations de retraite	0	28 782	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 782
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	17 064	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 064
6535	Formation	0	15 015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 015
6541	Créances admises en non-valeur	0	1 277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 277
6542	Créances éteintes	0	1 167	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 167
6553	Service d'incendie	0	0	1 618 341	0	0	0	0	0	0	0	0	1 618 341
65548	Autres contributions	0	0	0	0	1 065	0	0	0	0	34 966	0	36 031

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6558	Autres contributions obligatoires	0	1 050	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 050
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0	0	0	0	12 500	0	0	0	0	0	0	12 500
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	0	0	0	0	0	0	30 000	0	0	0	0	30 000
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	30 000	0	0	0	0	30 000
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	0	0	0	0	0	19 450	0	0	0	0	19 450
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	116 340	0	297 220	113 400	404 114	22 000	0	0	0	0	953 074
65888	Autres	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	485 746	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	485 746
66111	Intérêts réglés à l'échéance	478 565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	478 565
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	6 181	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 181
6688	Autres	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000
67	Charges exceptionnelles	0	63 716	0	0	0	3 500	0	0	0	0	0	67 216
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0	47 047	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47 047
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	1 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 800
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0	13 442	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 442
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0	80	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
6748	Autres subventions exceptionnelles	0	0	0	0	0	3 500	0	0	0	0	0	3 500
678	Autres charges exceptionnelles	0	1 346	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 346
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*1 347 711*	*41 213*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 388 924*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 347 711*	*41 213*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 388 924*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0*	*4 612*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 612*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0*	*36 601*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*36 601*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 039 589*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 039 589*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*300 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*8 122*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 122*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**29 595 216**	**3 623 572**	**390 465**	**254 620**	**26 177**	**573 569**	**276 072**	**885 691**	**1 373 622**	**1 560 119**	**340 732**	**38 899 856**
Recettes réelles		26 871 172	3 622 854	390 465	254 620	26 177	573 569	276 072	885 691	1 373 622	1 560 119	340 732	36 175 093
013	**Atténuations de charges**	**0**	**224 016**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**224 016**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	13 859	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 859
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	117 362	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117 362
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0	92 795	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92 795
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**131 824**	**318 729**	**71 025**	**26 177**	**207 135**	**106 720**	**206 486**	**0**	**19 192**	**0**	**1 087 289**
7018	Autres ventes de produits finis	0	14 663	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 663
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	22 004	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 004
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	8
70383	Redevance de stationnement	0	0	237 480	0	0	0	0	0	0	0	0	237 480
70384	Forfait de post-stationnement	0	0	81 249	0	0	0	0	0	0	0	0	81 249
70388	Autres redevances et recettes diverses	0	0	0	0	11 216	0	0	0	0	0	0	11 216
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	10 598	0	0	0	0	0	0	10 598
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	118 136	0	0	0	0	0	118 136
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	0	49 126	0	0	0	0	0	49 126
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	0	0	206 486	0	0	0	206 486
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	35 253	0	0	0	0	0	0	0	35 253
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	4 283	0	0	0	0	2 320	0	6 603
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	23 468	0	0	0	0	0	0	0	16 865	0	40 333
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	69 589	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 589
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0	0	0	24 036	0	0	0	0	0	0	0	24 036
70874	Remb. frais par les caisses des écoles	0	0	0	0	0	0	106 720	0	0	0	0	106 720

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0	2 100	0	11 736	0	39 873	0	0	0	0	0	53 709
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	0	0	0	80	0	0	0	0	0	0	80
73	**Impôts et taxes**	**19 005 412**	**2 867 291**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 315 766**	**1 281 097**	**277 373**	**24 746 940**
73111	Impôts directs locaux	18 976 494	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 976 494
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	28 918	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 918
73211	Attribution de compensation	0	1 535 184	0	0	0	0	0	0	0	307 037	0	1 842 221
73212	Dotation de solidarité communautaire	0	802 565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	802 565
73221	FNGIR	0	40 519	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 519
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0	489 023	0	0	0	0	0	0	0	0	0	489 023
7336	Droits de place	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	277 373	277 373
7338	Autres taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	176 474	0	176 474
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	600 791	0	600 791
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	196 794	0	196 794
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0	0	0	0	0	0	0	0	1 315 766	0	0	1 315 766
74	**Dotations et participations**	**7 865 760**	**6 692**	**41 390**	**172 450**	**0**	**336 608**	**167 801**	**679 206**	**2 626**	**259 555**	**0**	**9 532 086**
7411	Dotation forfaitaire	2 390 270	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 390 270
74123	Dotation de solidarité urbaine	4 118 248	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 118 248
74127	Dotation nationale de péréquation	977 748	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	977 748
744	FCTVA	114 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	114 500
74718	Autres participations Etat	0	1 919	0	0	0	48 840	0	0	0	0	0	50 759
7472	Participat° Régions	0	0	0	0	0	1 000	0	0	0	0	0	1 000
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	0	0	0	16 764	0	0	0	16 764
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 000	0	70 000
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	264 994	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	264 994
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	0	41 390	0	0	0	0	0	0	0	0	41 390
7488	Autres attributions et participations	0	4 773	0	172 450	0	286 768	167 801	662 441	2 626	189 555	0	1 486 414
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**169 440**	**29 250**	**11 145**	**0**	**29 826**	**1 551**	**0**	**55 230**	**274**	**63 359**	**360 076**
752	Revenus des immeubles	0	169 439	0	11 145	0	29 826	0	0	55 230	274	63 359	329 274
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	1	29 250	0	0	0	1 551	0	0	0	0	30 802
76	**Produits financiers**	**0**	**61**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**61**

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
764	Revenus valeurs mobilières de placement	**0**	**61**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**61**
77	**Produits exceptionnels**	**0**	**223 530**	**1 096**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**224 626**
7713	Libéralités reçues	0	1 316	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 316
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	650	0	0	0	0	0	0	0	0	0	650
775	Produits des cessions d'immobilisations	0	40 494	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 494
7788	Produits exceptionnels divers	0	181 070	1 096	0	0	0	0	0	0	0	0	182 166
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*300 000*	*719*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*300 719*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***300 000***	***719***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***300 719***
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0*	*719*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*719*
7875	*Rep. prov. risques et charges exception.*	*300 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		2 424 044	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 424 044

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**1 833 457,23**	**8 974 011,61**	**35 972,26**	**0,00**	**0,00**	**10 843 441,10**
Réalisations		**1 833 457,23**	**8 974 011,61**	**35 972,26**	**0,00**	**0,00**	**10 843 441,10**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**3 032 661,87**	**600,77**	**0,00**	**0,00**	**3 033 262,64**
60611	Eau et assainissement	0,00	342,26	0,00	0,00	0,00	342,26
60612	Energie - Electricité	0,00	794 639,93	0,00	0,00	0,00	794 639,93
60621	Combustibles	0,00	23 735,62	0,00	0,00	0,00	23 735,62
60622	Carburants	0,00	87 550,47	0,00	0,00	0,00	87 550,47
60623	Alimentation	0,00	8 254,19	0,00	0,00	0,00	8 254,19
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	-0,01	0,00	0,00	0,00	-0,01
60631	Fournitures d'entretien	0,00	25 216,65	0,00	0,00	0,00	25 216,65
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	3 026,47	0,00	0,00	0,00	3 026,47
60636	Vêtements de travail	0,00	8 225,43	0,00	0,00	0,00	8 225,43
6064	Fournitures administratives	0,00	34 567,42	0,00	0,00	0,00	34 567,42
6068	Autres matières et fournitures	0,00	204 290,70	100,30	0,00	0,00	204 391,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	72 155,05	0,00	0,00	0,00	72 155,05
6135	Locations mobilières	0,00	253 316,04	0,00	0,00	0,00	253 316,04
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	37 163,12	500,47	0,00	0,00	37 663,59
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	15 451,28	0,00	0,00	0,00	15 451,28
61551	Entretien matériel roulant	0,00	39 457,65	0,00	0,00	0,00	39 457,65
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	2 996,47	0,00	0,00	0,00	2 996,47
6156	Maintenance	0,00	154 622,48	0,00	0,00	0,00	154 622,48
6161	Multirisques	0,00	211 867,95	0,00	0,00	0,00	211 867,95
617	Etudes et recherches	0,00	16 450,80	0,00	0,00	0,00	16 450,80
6182	Documentation générale et technique	0,00	15 434,08	0,00	0,00	0,00	15 434,08
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	50 296,86	0,00	0,00	0,00	50 296,86
6188	Autres frais divers	0,00	107 614,42	0,00	0,00	0,00	107 614,42
6226	Honoraires	0,00	20 935,42	0,00	0,00	0,00	20 935,42
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	18 502,66	0,00	0,00	0,00	18 502,66
6228	Divers	0,00	192,50	0,00	0,00	0,00	192,50
6231	Annonces et insertions	0,00	172 261,64	0,00	0,00	0,00	172 261,64
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	177 602,47	0,00	0,00	0,00	177 602,47
6236	Catalogues et imprimés	0,00	12 056,56	0,00	0,00	0,00	12 056,56
6238	Divers	0,00	99 405,72	0,00	0,00	0,00	99 405,72
6247	Transports collectifs	0,00	2 253,73	0,00	0,00	0,00	2 253,73
6255	Frais de déménagement	0,00	10 122,16	0,00	0,00	0,00	10 122,16
6256	Missions	0,00	1 099,87	0,00	0,00	0,00	1 099,87
6257	Réceptions	0,00	45 239,17	0,00	0,00	0,00	45 239,17
6261	Frais d'affranchissement	0,00	29 572,71	0,00	0,00	0,00	29 572,71

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6262	Frais de télécommunications	0,00	47 231,83	0,00	0,00	0,00	47 231,83
627	Services bancaires et assimilés	0,00	520,85	0,00	0,00	0,00	520,85
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	11 837,99	0,00	0,00	0,00	11 837,99
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	9 542,40	0,00	0,00	0,00	9 542,40
6284	Redevances pour services rendus	0,00	40 687,61	0,00	0,00	0,00	40 687,61
6288	Autres services extérieurs	0,00	165 815,25	0,00	0,00	0,00	165 815,25
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	1 106,00	0,00	0,00	0,00	1 106,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**5 372 956,02**	**35 371,49**	**0,00**	**0,00**	**5 408 327,51**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	24 752,38	0,00	0,00	0,00	24 752,38
6331	Versement mobilité	0,00	14 963,00	109,23	0,00	0,00	15 072,23
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	14 963,00	109,23	0,00	0,00	15 072,23
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	51 357,68	382,24	0,00	0,00	51 739,92
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	2 148 786,82	21 345,42	0,00	0,00	2 170 132,24
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	39 684,92	498,30	0,00	0,00	40 183,22
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	6 420,00	100,00	0,00	0,00	6 520,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	674 718,99	2 523,65	0,00	0,00	677 242,64
64131	Rémunérations non tit.	0,00	824 771,12	0,00	0,00	0,00	824 771,12
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	4 305,44	0,00	0,00	0,00	4 305,44
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	575 664,37	3 370,51	0,00	0,00	579 034,88
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	719 454,55	6 822,54	0,00	0,00	726 277,09
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	33 135,95	0,00	0,00	0,00	33 135,95
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	4 389,90	25,00	0,00	0,00	4 414,90
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	16 170,00	0,00	0,00	0,00	16 170,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	8 486,61	85,37	0,00	0,00	8 571,98
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	32 275,29	0,00	0,00	0,00	32 275,29
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	169 685,00	0,00	0,00	0,00	169 685,00
6488	Autres charges	0,00	5 971,00	0,00	0,00	0,00	5 971,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 347 711,27**	**41 212,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 388 923,97**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	4 611,63	0,00	0,00	0,00	4 611,63
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	36 601,07	0,00	0,00	0,00	36 601,07
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	1 039 589,47	0,00	0,00	0,00	0,00	1 039 589,47
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	8 121,80	0,00	0,00	0,00	0,00	8 121,80
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,10**	**463 465,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**463 465,46**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	4 512,00	0,00	0,00	0,00	4 512,00
6531	Indemnités	0,00	277 778,81	0,00	0,00	0,00	277 778,81
6532	Frais de mission	0,00	478,90	0,00	0,00	0,00	478,90
6533	Cotisations de retraite	0,00	28 781,87	0,00	0,00	0,00	28 781,87
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	17 064,00	0,00	0,00	0,00	17 064,00
6535	Formation	0,00	15 014,97	0,00	0,00	0,00	15 014,97
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	1 276,67	0,00	0,00	0,00	1 276,67
6542	Créances éteintes	0,00	1 166,72	0,00	0,00	0,00	1 166,72
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	1 050,00	0,00	0,00	0,00	1 050,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	116 340,00	0,00	0,00	0,00	116 340,00
65888	Autres	0,10	1,42	0,00	0,00	0,00	1,52

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**485 745,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**485 745,86**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	478 565,03	0,00	0,00	0,00	0,00	478 565,03
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	6 180,83	0,00	0,00	0,00	0,00	6 180,83
6688	Autres	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**63 715,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 715,66**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	47 047,20	0,00	0,00	0,00	47 047,20
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	13 442,30	0,00	0,00	0,00	13 442,30
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	80,00	0,00	0,00	0,00	80,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	1 346,16	0,00	0,00	0,00	1 346,16
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**29 595 215,90**	**3 623 572,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 218 788,16**
	Réalisations	**29 595 215,90**	**3 623 572,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 218 788,16**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**2 424 044,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 424 044,12**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**224 015,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 015,64**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	13 858,98	0,00	0,00	0,00	13 858,98
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	117 361,66	0,00	0,00	0,00	117 361,66
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	92 795,00	0,00	0,00	0,00	92 795,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**300 000,00**	**718,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 718,70**
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	0,00	718,70	0,00	0,00	0,00	718,70
7875	Rep. prov. risques et charges exception.	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**131 824,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**131 824,47**
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	14 663,00	0,00	0,00	0,00	14 663,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	22 003,93	0,00	0,00	0,00	22 003,93
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	23 468,20	0,00	0,00	0,00	23 468,20
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	69 589,34	0,00	0,00	0,00	69 589,34
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	2 100,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00
73	**Impôts et taxes**	**19 005 412,00**	**2 867 291,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 872 703,00**
73111	Impôts directs locaux	18 976 494,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 976 494,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	28 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 918,00
73211	Attribution de compensation	0,00	1 535 184,00	0,00	0,00	0,00	1 535 184,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	802 565,00	0,00	0,00	0,00	802 565,00
73221	FNGIR	0,00	40 519,00	0,00	0,00	0,00	40 519,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	489 023,00	0,00	0,00	0,00	489 023,00
74	**Dotations et participations**	**7 865 759,78**	**6 691,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 872 451,28**
7411	Dotation forfaitaire	2 390 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 390 270,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	4 118 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 118 248,00
74127	Dotation nationale de péréquation	977 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00	977 748,00
744	FCTVA	114 499,78	0,00	0,00	0,00	0,00	114 499,78
74718	Autres participations Etat	0,00	1 918,50	0,00	0,00	0,00	1 918,50
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	264 994,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 994,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	4 773,00	0,00	0,00	0,00	4 773,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**169 440,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**169 440,10**

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
752	Revenus des immeubles	0,00	169 439,05	0,00	0,00	0,00	169 439,05
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1,05	0,00	0,00	0,00	1,05
76	**Produits financiers**	**0,00**	**60,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60,73**
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	60,73	0,00	0,00	0,00	60,73
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**223 530,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 530,12**
7713	Libéralités reçues	0,00	1 316,00	0,00	0,00	0,00	1 316,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	650,00	0,00	0,00	0,00	650,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	40 494,00	0,00	0,00	0,00	40 494,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	181 070,12	0,00	0,00	0,00	181 070,12
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**27 761 758,67**	**-5 350 439,35**	**-35 972,26**	**0,00**	**0,00**	**22 375 347,06**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES	**6 464 636,41**	**557 039,06**	**186 491,63**	**536 373,50**	**773 968,90**	**100 131,31**	**355 370,80**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**6 464 636,41**	**557 039,06**	**186 491,63**	**536 373,50**	**773 968,90**	**100 131,31**	**355 370,80**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**2 232 812,85**	**894,41**	**759,60**	**328 953,28**	**435 421,41**	**30 638,77**	**3 181,55**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	342,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	770 236,04	0,00	0,00	0,00	0,00	24 403,89	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	23 735,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	87 550,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	5 437,18	0,00	0,00	0,00	2 817,01	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	-0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	25 216,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	3 026,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	8 225,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	34 567,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	193 173,08	0,00	226,20	1 264,00	8 310,45	1 102,80	214,17	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	59 014,25	0,00	0,00	11 888,80	1 252,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	120 072,57	0,00	0,00	2 040,00	131 203,47	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	34 634,84	0,00	443,40	0,00	0,00	2 084,88	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	15 451,28	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	33 593,05	894,41	0,00	0,00	2 562,16	0,00	2 408,03	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 509,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487,35	0,00	0,00
6156	Maintenance	154 622,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6161	Multirisques	211 867,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	16 450,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	15 235,18	0,00	0,00	198,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	50 296,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	35 658,25	0,00	90,00	0,00	71 866,17	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	20 935,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	18 502,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	192,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	35 606,01	0,00	0,00	136 655,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	3 623,23	173 979,24	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	12 056,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	178,88	0,00	0,00	99 226,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	2 253,73	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	10 122,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 099,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	11 394,69	0,00	0,00	33 844,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	29 572,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	47 231,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	520,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 891,32	0,00	0,00	9 946,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	6 495,20	0,00	0,00	0,00	0,00	3 047,20	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	40 687,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	109 752,62	0,00	0,00	30 264,73	25 725,90	0,00	72,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 106,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**4 043 888,39**	**238 713,93**	**185 732,03**	**207 420,22**	**316 859,66**	**28 152,54**	**352 189,25**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	24 752,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	10 754,94	1 047,09	485,01	602,81	933,49	88,30	1 051,36	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 754,94	1 047,09	485,01	602,81	933,49	88,30	1 051,36	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	37 641,86	2 654,17	1 697,31	2 110,03	3 267,72	309,22	3 677,37	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 585 864,21	61 700,15	98 022,62	77 517,55	110 723,57	16 728,18	198 230,54	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	24 930,74	1 173,41	2 850,86	1 792,80	2 787,72	0,00	6 149,39	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	4 025,00	300,00	500,00	400,00	320,00	75,00	800,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	537 286,53	17 075,07	24 567,89	27 126,56	40 454,42	2 451,93	25 756,59	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	590 928,66	89 359,64	10 961,74	43 614,17	75 147,81	0,00	14 759,10	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	2 500,00	0,00	100,00	100,00	200,00	0,00	100,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	4 305,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	421 670,58	34 854,63	16 552,77	25 079,51	40 114,58	2 726,98	34 665,32	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	530 909,60	25 470,67	28 628,96	26 342,22	38 375,93	5 543,06	64 184,11	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	23 704,43	3 618,52	427,35	1 743,71	3 043,48	0,00	598,46	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	3 483,63	166,68	103,08	78,00	114,78	70,90	372,83	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	16 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	6 274,16	246,81	349,43	310,05	442,67	70,67	792,82	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	32 275,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	169 685,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	5 971,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**41 212,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	4 611,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	36 601,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**83 006,81**	**317 430,72**	**0,00**	**0,00**	**21 687,83**	**41 340,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	4 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	258 451,41	0,00	0,00	19 327,40	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	478,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	26 679,32	0,00	0,00	2 102,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	16 806,12	0,00	0,00	257,88	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	15 014,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 276,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	1 166,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	1 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 340,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
65888	Autres	1,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**63 715,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	47 047,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	13 442,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 346,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**3 415 006,78**	**0,00**	**167 685,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 879,93**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**3 415 006,78**	**0,00**	**167 685,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 879,93**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**224 015,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	13 858,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	117 361,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	92 795,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**718,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	718,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7875	Rep. prov. risques et charges exception.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**95 157,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 666,93**	**0,00**	**0,00**
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 663,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 003,93	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	23 468,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	69 589,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**2 867 291,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	1 535 184,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	802 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	40 519,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	489 023,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**4 773,00**	**0,00**	**1 918,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	1 918,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	4 773,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**3 673,05**	**0,00**	**165 767,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	3 672,00	0,00	165 767,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	1,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**60,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
764	Revenus valeurs mobilières de placement	60,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	**219 317,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 213,00**	**0,00**	**0,00**
7713	Libéralités reçues	1 316,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	40 494,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	176 857,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 213,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
SOLDE (3)		-3 049 629,63	-557 039,06	-18 806,08	-536 373,50	-773 968,90	-100 131,31	-314 490,87	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**3 937 459,41**	**0,00**	**0,00**	**3 937 459,41**
Réalisations		**3 937 459,41**	**0,00**	**0,00**	**3 937 459,41**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**251 955,07**	**0,00**	**0,00**	**251 955,07**
60623	Alimentation	57 032,89	0,00	0,00	57 032,89
60632	Fournitures de petit équipement	6 572,14	0,00	0,00	6 572,14
60636	Vêtements de travail	22 300,36	0,00	0,00	22 300,36
6068	Autres matières et fournitures	6 132,83	0,00	0,00	6 132,83
611	Contrats de prestations de services	38 224,75	0,00	0,00	38 224,75
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	8 058,39	0,00	0,00	8 058,39
61551	Entretien matériel roulant	8 303,43	0,00	0,00	8 303,43
61558	Entretien autres biens mobiliers	3 776,53	0,00	0,00	3 776,53
6156	Maintenance	43 188,32	0,00	0,00	43 188,32
6182	Documentation générale et technique	524,70	0,00	0,00	524,70
6188	Autres frais divers	9 765,90	0,00	0,00	9 765,90
6226	Honoraires	866,10	0,00	0,00	866,10
6236	Catalogues et imprimés	1 444,80	0,00	0,00	1 444,80
6256	Missions	11 780,21	0,00	0,00	11 780,21
6288	Autres services extérieurs	33 983,72	0,00	0,00	33 983,72
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 067 163,29**	**0,00**	**0,00**	**2 067 163,29**
6331	Versement mobilité	5 263,45	0,00	0,00	5 263,45
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 263,45	0,00	0,00	5 263,45
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	18 413,92	0,00	0,00	18 413,92
64111	Rémunération principale titulaires	941 631,80	0,00	0,00	941 631,80
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	49 672,64	0,00	0,00	49 672,64
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00
64118	Autres indemnités titulaires	465 623,91	0,00	0,00	465 623,91
64131	Rémunérations non tit.	83 438,69	0,00	0,00	83 438,69
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	200,00	0,00	0,00	200,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	174 925,59	0,00	0,00	174 925,59
6453	Cotisations aux caisses de retraites	312 980,12	0,00	0,00	312 980,12
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 379,29	0,00	0,00	3 379,29
6455	Cotisations pour assurance du personnel	887,22	0,00	0,00	887,22
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	3 783,21	0,00	0,00	3 783,21
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 618 341,05**	**0,00**	**0,00**	**1 618 341,05**

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6553	Service d'incendie	1 618 341,05	0,00	0,00	1 618 341,05
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**390 464,82**	**0,00**	**0,00**	**390 464,82**
	Réalisations	**390 464,82**	**0,00**	**0,00**	**390 464,82**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**318 729,01**	**0,00**	**0,00**	**318 729,01**
70383	Redevance de stationnement	237 479,81	0,00	0,00	237 479,81
70384	Forfait de post-stationnement	81 249,20	0,00	0,00	81 249,20
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**41 390,00**	**0,00**	**0,00**	**41 390,00**
7485	Dotation pour les titres sécurisés	41 390,00	0,00	0,00	41 390,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**29 249,81**	**0,00**	**0,00**	**29 249,81**
7588	Autres produits div. de gestion courante	29 249,81	0,00	0,00	29 249,81
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**1 096,00**	**0,00**	**0,00**	**1 096,00**
7788	Produits exceptionnels divers	1 096,00	0,00	0,00	1 096,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-3 546 994,59**	**0,00**	**0,00**	**-3 546 994,59**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**2 262 085,47**	**1 675 373,94**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**2 262 085,47**	**1 675 373,94**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**194 922,18**	**57 032,89**	**0,00**
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	57 032,89	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	6 572,14	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	22 300,36	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	6 132,83	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	38 224,75	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	8 058,39	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	8 303,43	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	3 776,53	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	43 188,32	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	524,70	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	9 765,90	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	866,10	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	1 444,80	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	11 780,21	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	33 983,72	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**2 067 163,29**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	5 263,45	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	5 263,45	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	18 413,92	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	941 631,80	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	49 672,64	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	1 700,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	465 623,91	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	83 438,69	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	174 925,59	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	312 980,12	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	3 379,29	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	887,22	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	3 783,21	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 618 341,05**	**0,00**
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	1 618 341,05	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**390 464,82**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**390 464,82**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**318 729,01**	**0,00**	**0,00**
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	237 479,81	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	81 249,20	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**41 390,00**	**0,00**	**0,00**
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	41 390,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**29 249,81**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	29 249,81	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**1 096,00**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	1 096,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**0,00**	**-1 871 620,65**	**-1 675 373,94**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**626 194,44**	**2 415 385,57**	**0,00**	**0,00**	**44 941,01**	**472 399,56**	**0,00**	**3 558 920,58**
Réalisations		**626 194,44**	**2 415 385,57**	**0,00**	**0,00**	**44 941,01**	**472 399,56**	**0,00**	**3 558 920,58**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**72 686,02**	**143 957,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 150,08**	**0,00**	**302 793,41**
60612	Energie - Electricité	0,00	8 152,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 152,90
60623	Alimentation	1 680,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 680,13
60628	Autres fournitures non stockées	-234,72	1 709,30	0,00	0,00	0,00	98,31	0,00	1 572,89
60632	Fournitures de petit équipement	5 638,98	199,95	0,00	0,00	0,00	551,68	0,00	6 390,61
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	6 532,56	3 144,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 676,74
6067	Fournitures scolaires	3 479,83	92 479,97	0,00	0,00	0,00	198,96	0,00	96 158,76
6068	Autres matières et fournitures	5 703,71	10 568,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 272,60
611	Contrats de prestations de services	4 822,80	0,00	0,00	0,00	0,00	83 855,07	0,00	88 677,87
6132	Locations immobilières	15 473,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 473,59
6135	Locations mobilières	10 014,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 014,09
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	15 946,59	0,00	0,00	0,00	1 350,06	0,00	17 296,65
6156	Maintenance	975,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	975,60
6188	Autres frais divers	3 155,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 155,73
6247	Transports collectifs	170,80	5 834,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 005,11
6256	Missions	127,30	89,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216,52
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	4 488,00	0,00	0,00	0,00	96,00	0,00	4 584,00
6288	Autres services extérieurs	15 145,62	1 344,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 489,62
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**553 508,42**	**1 974 208,26**	**0,00**	**0,00**	**44 941,01**	**386 249,48**	**0,00**	**2 958 907,17**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	235 096,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 096,15
6331	Versement mobilité	900,99	5 987,81	0,00	0,00	116,58	1 187,69	0,00	8 193,07
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	900,99	5 987,81	0,00	0,00	116,58	1 187,69	0,00	8 193,07
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 075,26	20 964,03	0,00	0,00	407,86	4 156,04	0,00	28 603,19
64111	Rémunération principale titulaires	164 785,44	1 184 896,72	0,00	0,00	23 280,51	237 913,28	0,00	1 610 875,95
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 712,50	19 544,92	0,00	0,00	29,10	3 394,29	0,00	27 680,81
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	5 662,99	0,00	0,00	0,00	1 057,00	0,00	6 719,99
64118	Autres indemnités titulaires	40 922,90	151 981,32	0,00	0,00	9 901,90	24 448,81	0,00	227 254,93
64131	Rémunérations non tit.	8 300,47	14 411,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 711,48
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
64168	Autres emplois d'insertion	5 841,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 841,61
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	28 245,58	199 800,01	0,00	0,00	3 596,71	36 644,43	0,00	268 286,73

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6453	Cotisations aux caisses de retraites	53 689,24	356 825,05	0,00	0,00	7 377,21	74 581,74	0,00	492 473,24
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	571,97	583,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 155,62
6455	Cotisations pour assurance du personnel	215,90	2 982,76	0,00	0,00	21,45	726,90	0,00	3 947,01
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	657,92	4 480,18	0,00	0,00	93,11	951,61	0,00	6 182,82
64731	Allocations chômage versées directement	5 491,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 491,50
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**297 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**297 220,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	297 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297 220,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**254 620,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**254 620,20**
Réalisations		**254 620,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**254 620,20**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**71 024,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71 024,77**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	35 252,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 252,60
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	24 035,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 035,76
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	11 736,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 736,41
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**172 449,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**172 449,95**
7488	Autres attributions et participations	172 449,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 449,95
75	**Autres produits de gestion courante**	**11 145,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 145,48**

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
752	Revenus des immeubles	11 145,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 145,48
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-371 574,24**	**-2 415 385,57**	**0,00**	**0,00**	**-44 941,01**	**-472 399,56**	**0,00**	**-3 304 300,38**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		**1 477 496,50**	**640 691,66**	**297 197,41**	**471 951,09**	**0,00**	**0,00**	**448,47**	**0,00**
Réalisations		**1 477 496,50**	**640 691,66**	**297 197,41**	**471 951,09**	**0,00**	**0,00**	**448,47**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**57 889,91**	**86 089,99**	**-22,59**	**85 701,61**	**0,00**	**0,00**	**448,47**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	6 064,82	2 088,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	806,31	902,99	0,00	0,00	0,00	0,00	98,31	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	199,95	0,00	0,00	551,68	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	1 526,12	1 618,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	31 513,67	60 966,30	0,00	0,00	0,00	0,00	198,96	0,00
6068	Autres matières et fournitures	5 743,30	4 825,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	83 855,07	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	7 311,20	8 635,39	0,00	1 198,86	0,00	0,00	151,20	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	2 408,54	3 448,36	-22,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	89,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	2 316,00	2 172,00	0,00	96,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	1 344,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 419 606,59**	**554 601,67**	**0,00**	**386 249,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	4 348,12	1 639,69	0,00	1 187,69	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 348,12	1 639,69	0,00	1 187,69	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	15 223,46	5 740,57	0,00	4 156,04	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	857 491,67	327 405,05	0,00	237 913,28	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	17 264,41	2 280,51	0,00	3 394,29	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	3 788,00	1 874,99	0,00	1 057,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	90 215,50	61 765,82	0,00	24 448,81	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	14 411,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	137 730,65	62 069,36	0,00	36 644,43	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	268 418,71	88 406,34	0,00	74 581,74	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	583,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 289,64	693,12	0,00	726,90	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	3 393,65	1 086,53	0,00	951,61	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**297 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	297 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-1 477 496,50**	**-640 691,66**	**-297 197,41**	**-471 951,09**	**0,00**	**0,00**	**-448,47**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**1 024 583,25**	**0,00**	**601 715,84**	**339 930,65**	**0,00**	**1 966 229,74**
Réalisations		**1 024 583,25**	**0,00**	**601 715,84**	**339 930,65**	**0,00**	**1 966 229,74**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**492 330,30**	**0,00**	**93 439,43**	**28 000,06**	**0,00**	**613 769,79**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	27 469,61	21 175,46	0,00	48 645,07
60632	Fournitures de petit équipement	4 603,77	0,00	1 244,94	-960,00	0,00	4 888,71
60636	Vêtements de travail	4 322,76	0,00	0,00	0,00	0,00	4 322,76
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	292,80	0,00	0,00	292,80
6068	Autres matières et fournitures	9 368,55	0,00	1 999,75	514,43	0,00	11 882,73
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	10 957,56	0,00	0,00	10 957,56
6135	Locations mobilières	969,72	0,00	6 171,58	0,00	0,00	7 141,30
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	37 626,49	5 198,61	0,00	42 825,10
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	94,40	0,00	0,00	94,40
61558	Entretien autres biens mobiliers	8 549,88	0,00	96,00	0,00	0,00	8 645,88
6156	Maintenance	1 244,00	0,00	0,00	2 071,56	0,00	3 315,56
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	219,00	0,00	0,00	219,00
6188	Autres frais divers	442 248,45	0,00	373,10	0,00	0,00	442 621,55
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	3 655,20	0,00	0,00	3 655,20
6241	Transports de biens	0,00	0,00	1 378,00	0,00	0,00	1 378,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	1 225,00	0,00	0,00	1 225,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	21 023,17	0,00	636,00	0,00	0,00	21 659,17
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**401 593,52**	**0,00**	**508 276,41**	**311 930,59**	**0,00**	**1 221 800,52**
6331	Versement mobilité	1 194,05	0,00	1 399,75	876,26	0,00	3 470,06
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 194,05	0,00	1 399,75	876,26	0,00	3 470,06
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 129,91	0,00	4 899,52	3 066,53	0,00	12 095,96
64111	Rémunération principale titulaires	192 396,15	0,00	279 211,48	149 697,90	0,00	621 305,53
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 964,87	0,00	14 607,52	2 267,32	0,00	19 839,71
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	500,00	0,00	1 000,00	680,00	0,00	2 180,00
64118	Autres indemnités titulaires	38 292,19	0,00	63 664,57	32 915,49	0,00	134 872,25
64131	Rémunérations non tit.	51 395,57	0,00	6 545,14	37 461,48	0,00	95 402,19
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	200,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	44 251,86	0,00	44 176,60	32 670,38	0,00	121 098,84
6453	Cotisations aux caisses de retraites	62 065,61	0,00	89 520,24	48 875,78	0,00	200 461,63
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 993,85	0,00	264,22	1 517,17	0,00	3 775,24
6455	Cotisations pour assurance du personnel	360,98	0,00	390,00	429,30	0,00	1 180,28
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	754,43	0,00	1 097,62	596,72	0,00	2 448,77
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**130 659,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 659,43**
6518	Autres	3 694,35	0,00	0,00	0,00	0,00	3 694,35
65548	Autres contributions	1 065,08	0,00	0,00	0,00	0,00	1 065,08
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	113 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 400,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**14 961,00**	**0,00**	**11 216,46**	**0,00**	**0,00**	**26 177,46**
Réalisations		**14 961,00**	**0,00**	**11 216,46**	**0,00**	**0,00**	**26 177,46**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**14 961,00**	**0,00**	**11 216,46**	**0,00**	**0,00**	**26 177,46**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	11 216,46	0,00	0,00	11 216,46
7062	Redevances services à caractère culturel	10 598,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 598,00
70688	Autres prestations de services	4 283,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 283,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-1 009 622,25**	**0,00**	**-590 499,38**	**-339 930,65**	**0,00**	**-1 940 052,28**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**299 706,86**	**0,00**	**0,00**	**302 008,98**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**299 706,86**	**0,00**	**0,00**	**302 008,98**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 489,36**	**0,00**	**0,00**	**48 950,07**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	14 316,15	0,00	0,00	13 153,46
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 244,95	0,00	0,00	-0,01
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	292,80	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	1 675,51	0,00	0,00	324,24
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	10 957,56	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	5 720,00	0,00	0,00	451,58
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,09	0,00	0,00	34 926,40
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94,40
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	96,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	219,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	373,10	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	3 655,20	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	1 378,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 225,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	636,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**255 217,50**	**0,00**	**0,00**	**253 058,91**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	747,59	0,00	0,00	652,16
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	747,59	0,00	0,00	652,16
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	2 616,53	0,00	0,00	2 282,99
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	140 535,67	0,00	0,00	138 675,81
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	7 485,13	0,00	0,00	7 122,39
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	25 812,39	0,00	0,00	37 852,18
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 545,14	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	24 051,57	0,00	0,00	20 125,03
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	45 190,83	0,00	0,00	44 329,41
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	264,22	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	78,00	0,00	0,00	312,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	542,84	0,00	0,00	554,78
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 216,46**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 216,46**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 216,46**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 216,46
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-299 706,86**	**0,00**	**0,00**	**-290 792,52**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**687 094,89**	**1 948 198,95**	**1 320 333,19**	**0,00**	**3 955 627,03**
Réalisations		**687 094,89**	**1 948 198,95**	**1 320 333,19**	**0,00**	**3 955 627,03**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**163 231,48**	**406 490,49**	**167 180,17**	**0,00**	**736 902,14**
60612	Energie - Electricité	0,00	342 530,96	0,00	0,00	342 530,96
60621	Combustibles	0,00	0,00	35,56	0,00	35,56
60623	Alimentation	2 803,48	1 958,33	4 916,00	0,00	9 677,81
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	-109,75	0,00	-109,75
60632	Fournitures de petit équipement	21 343,23	3 812,66	3 323,29	0,00	28 479,18
60636	Vêtements de travail	4 996,96	0,00	0,00	0,00	4 996,96
6068	Autres matières et fournitures	62 039,65	2 111,12	3 667,24	0,00	67 818,01
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	1 423,23	0,00	1 423,23
6132	Locations immobilières	5 223,98	0,00	0,00	0,00	5 223,98
6135	Locations mobilières	1 106,38	2 022,79	921,74	0,00	4 050,91
61521	Entretien terrains	30 111,45	0,00	0,00	0,00	30 111,45
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	9 369,62	1 602,74	0,00	10 972,36
61551	Entretien matériel roulant	15 629,83	0,00	610,44	0,00	16 240,27
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 027,14	448,78	0,00	0,00	2 475,92
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	17 820,00	0,00	17 820,00
6182	Documentation générale et technique	1 587,00	0,00	3 509,56	0,00	5 096,56
6188	Autres frais divers	6 284,10	26 204,72	52 960,16	0,00	85 448,98
6236	Catalogues et imprimés	265,44	0,00	0,00	0,00	265,44
6238	Divers	6 556,00	0,00	0,00	0,00	6 556,00
6247	Transports collectifs	0,00	14 487,72	2 558,69	0,00	17 046,41
6256	Missions	48,00	0,00	75,96	0,00	123,96
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	1 662,61	0,00	1 662,61
6288	Autres services extérieurs	3 208,84	3 543,79	72 202,70	0,00	78 955,33
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**276 863,41**	**1 541 708,46**	**992 538,92**	**0,00**	**2 811 110,79**
6331	Versement mobilité	787,33	4 583,16	3 071,62	0,00	8 442,11
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	787,33	4 583,16	3 071,62	0,00	8 442,11
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 755,90	16 040,02	10 634,54	0,00	29 430,46
64111	Rémunération principale titulaires	147 818,32	819 245,52	307 398,93	0,00	1 274 462,77
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 001,78	14 928,09	12 013,43	0,00	30 943,30
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	200,00	3 000,00	800,00	0,00	4 000,00
64118	Autres indemnités titulaires	39 596,65	154 408,38	79 213,96	0,00	273 218,99
64131	Rémunérations non tit.	6 685,52	97 085,32	301 414,37	0,00	405 185,21
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	300,00	2 100,00	0,00	2 400,00
64164	Emplois dinsertion indemnité inflat°	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	9 057,99	0,00	9 057,99

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	25 305,17	156 978,01	138 281,69	0,00	320 564,87
6453	Cotisations aux caisses de retraites	47 939,97	261 502,89	111 084,35	0,00	420 527,21
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	270,77	3 909,93	12 492,12	0,00	16 672,82
6455	Cotisations pour assurance du personnel	123,50	1 892,63	597,08	0,00	2 613,21
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	591,17	3 251,35	1 207,22	0,00	5 049,74
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**247 000,00**	**0,00**	**157 114,10**	**0,00**	**404 114,10**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	247 000,00	0,00	157 114,10	0,00	404 114,10
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**3 500,00**	**0,00**	**3 500,00**
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**65 130,92**	**209 880,20**	**298 557,71**	**0,00**	**573 568,83**
	Réalisations	**65 130,92**	**209 880,20**	**298 557,71**	**0,00**	**573 568,83**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**178 961,77**	**28 173,06**	**0,00**	**207 134,83**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	118 135,77	0,00	0,00	118 135,77
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	20 953,00	28 173,06	0,00	49 126,06
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	39 873,00	0,00	0,00	39 873,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**65 130,92**	**1 091,97**	**270 384,65**	**0,00**	**336 607,54**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	48 840,00	0,00	48 840,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
7488	Autres attributions et participations	65 130,92	1 091,97	220 544,65	0,00	286 767,54
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**29 826,46**	**0,00**	**0,00**	**29 826,46**
752	Revenus des immeubles	0,00	29 826,46	0,00	0,00	29 826,46
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-621 963,97**	**-1 738 318,75**	**-1 021 775,48**	**0,00**	**-3 382 058,20**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	**5 431,19**	**1 036 971,40**	**880 604,01**	**25 192,35**	**0,00**	**0,00**	**1 320 333,19**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	Réalisations	**5 431,19**	**1 036 971,40**	**880 604,01**	**25 192,35**	**0,00**	**0,00**	**1 320 333,19**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**5 431,19**	**54 518,23**	**321 348,72**	**25 192,35**	**0,00**	**0,00**	**167 180,17**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	3 788,18	53 282,79	285 459,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,56	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	1 958,33	0,00	0,00	4 916,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-109,75	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	3 657,63	155,03	0,00	0,00	3 323,29	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	216,17	285,54	1 609,41	0,00	0,00	0,00	3 667,24	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 423,23	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	383,99	1 638,80	0,00	0,00	0,00	921,74	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 426,84	565,91	7 376,87	0,00	0,00	0,00	1 602,74	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610,44	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	448,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 820,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 509,56	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	9 130,75	17 073,97	0,00	0,00	52 960,16	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	8 482,70	6 005,02	0,00	0,00	2 558,69	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,96	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 662,61	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	3 543,79	0,00	0,00	0,00	72 202,70	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**982 453,17**	**559 255,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**992 538,92**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	2 835,42	1 747,74	0,00	0,00	0,00	3 071,62	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	2 835,42	1 747,74	0,00	0,00	0,00	3 071,62	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	9 923,41	6 116,61	0,00	0,00	0,00	10 634,54	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	547 322,68	271 922,84	0,00	0,00	0,00	307 398,93	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	12 030,39	2 897,70	0,00	0,00	0,00	12 013,43	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	2 400,00	600,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	114 216,48	40 191,90	0,00	0,00	0,00	79 213,96	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	21 787,36	75 297,96	0,00	0,00	0,00	301 414,37	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00
64164	Emplois dinsertion indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 057,99	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	90 772,28	66 205,73	0,00	0,00	0,00	138 281,69	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	174 126,20	87 376,69	0,00	0,00	0,00	111 084,35	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	882,39	3 027,54	0,00	0,00	0,00	12 492,12	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	1 136,58	756,05	0,00	0,00	0,00	597,08	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	2 184,56	1 066,79	0,00	0,00	0,00	1 207,22	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**157 114,10**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 114,10	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500,00**	**0,00**
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**39 873,00**	**9 953,04**	**119 227,74**	**40 826,42**	**0,00**	**0,00**	**298 557,71**	**0,00**
	Réalisations	**39 873,00**	**9 953,04**	**119 227,74**	**40 826,42**	**0,00**	**0,00**	**298 557,71**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**39 873,00**	**0,00**	**118 135,77**	**20 953,00**	**0,00**	**0,00**	**28 173,06**	**0,00**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	118 135,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	20 953,00	0,00	0,00	28 173,06	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	39 873,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**1 091,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**270 384,65**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 840,00**	**0,00**
7472	Participat° Régions	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**
7488	Autres attributions et participations	**0,00**	**0,00**	**1 091,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**220 544,65**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**9 953,04**	**0,00**	**19 873,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	9 953,04	0,00	19 873,42	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**34 441,81**	**-1 027 018,36**	**-761 376,27**	**15 634,07**	**0,00**	**0,00**	**-1 021 775,48**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**19 450,00**	**83 055,72**	**0,00**	**102 505,72**
Réalisations		**19 450,00**	**83 055,72**	**0,00**	**102 505,72**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**1 055,72**	**0,00**	**1 055,72**
6068	Autres matières et fournitures	0,00	124,93	0,00	124,93
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	641,59	0,00	641,59
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	289,20	0,00	289,20
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**19 450,00**	**82 000,00**	**0,00**	**101 450,00**
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	19 450,00	0,00	0,00	19 450,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**276 072,11**	**0,00**	**276 072,11**
Réalisations		**0,00**	**276 072,11**	**0,00**	**276 072,11**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**106 720,00**	**0,00**	**106 720,00**
70874	Remb. frais par les caisses des écoles	0,00	106 720,00	0,00	106 720,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**167 801,11**	**0,00**	**167 801,11**
7488	Autres attributions et participations	0,00	167 801,11	0,00	167 801,11
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**1 551,00**	**0,00**	**1 551,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1 551,00	0,00	1 551,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-19 450,00	193 016,39	0,00	173 566,39

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	0,00	19 450,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	23 055,72	0,00
	Réalisations	0,00	19 450,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	23 055,72	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 055,72	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124,93	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	641,59	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	289,20	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	19 450,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	22 000,00	0,00
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	19 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 521,11	1 551,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 521,11	1 551,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 720,00	0,00	0,00
70874	Remb. frais par les caisses des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 720,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 801,11	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 801,11	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 551,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 551,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	-19 450,00	0,00	-30 000,00	0,00	244 521,11	-21 504,72	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**293 167,95**	**287 109,84**	**0,00**	**0,00**	**1 063 062,18**	**0,00**	**1 643 339,97**
Réalisations		**293 167,95**	**287 109,84**	**0,00**	**0,00**	**1 063 062,18**	**0,00**	**1 643 339,97**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**-131,04**	**45 057,89**	**0,00**	**0,00**	**93 067,26**	**0,00**	**137 994,11**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	646,36	0,00	646,36
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	242,19	0,00	242,19
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	3 041,81	0,00	3 041,81
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	236,76	0,00	0,00	1 343,47	0,00	1 580,23
6068	Autres matières et fournitures	0,00	55,34	0,00	0,00	8 670,61	0,00	8 725,95
611	Contrats de prestations de services	0,00	42 008,45	0,00	0,00	63 143,69	0,00	105 152,14
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	-131,04	58,34	0,00	0,00	9 881,20	0,00	9 808,50
61551	Entretien matériel roulant	0,00	440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	254,21	0,00	254,21
6182	Documentation générale et technique	0,00	399,00	0,00	0,00	486,92	0,00	885,92
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 910,50	0,00	1 910,50
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	86,30	0,00	86,30
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	1 860,00	0,00	0,00	3 360,00	0,00	5 220,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**293 298,99**	**242 051,95**	**0,00**	**0,00**	**969 994,92**	**0,00**	**1 505 345,86**
6331	Versement mobilité	889,00	722,06	0,00	0,00	3 022,04	0,00	4 633,10
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	889,00	722,06	0,00	0,00	3 022,04	0,00	4 633,10
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 111,57	2 527,04	0,00	0,00	10 578,30	0,00	16 216,91
64111	Rémunération principale titulaires	146 853,50	140 336,73	0,00	0,00	485 441,13	0,00	772 631,36
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 807,50	4 062,64	0,00	0,00	6 880,21	0,00	14 750,35
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	300,00	500,00	0,00	0,00	1 680,00	0,00	2 480,00
64118	Autres indemnités titulaires	28 260,02	24 538,64	0,00	0,00	66 185,48	0,00	118 984,14
64131	Rémunérations non tit.	27 246,50	0,00	0,00	0,00	116 195,19	0,00	143 441,69
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	100,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	800,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	31 522,41	22 280,58	0,00	0,00	110 660,21	0,00	164 463,20
6453	Cotisations aux caisses de retraites	48 458,89	45 424,75	0,00	0,00	158 226,96	0,00	252 110,60
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 100,71	0,00	0,00	0,00	4 698,94	0,00	5 799,65
6455	Cotisations pour assurance du personnel	181,08	376,08	0,00	0,00	762,61	0,00	1 319,77
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	578,81	561,37	0,00	0,00	1 941,81	0,00	3 081,99
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Frais fonctionnement des groupes d'élus							
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**69 484,67**	**0,00**	**0,00**	**816 206,81**	**0,00**	**885 691,48**
	Réalisations	**0,00**	**69 484,67**	**0,00**	**0,00**	**816 206,81**	**0,00**	**885 691,48**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**52 720,60**	**0,00**	**0,00**	**153 765,36**	**0,00**	**206 485,96**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	52 720,60	0,00	0,00	153 765,36	0,00	206 485,96
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**16 764,07**	**0,00**	**0,00**	**662 441,45**	**0,00**	**679 205,52**
7473	Participat° Départements	0,00	16 764,07	0,00	0,00	0,00	0,00	16 764,07
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	662 441,45	0,00	662 441,45
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-293 167,95**	**-217 625,17**	**0,00**	**0,00**	**-246 855,37**	**0,00**	**-757 648,49**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**0,00**	**212 693,13**	**391 162,72**	**0,00**	**0,00**	**603 855,85**
Réalisations		**0,00**	**212 693,13**	**391 162,72**	**0,00**	**0,00**	**603 855,85**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**391 162,72**	**0,00**	**0,00**	**391 162,72**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	389 989,33	0,00	0,00	389 989,33
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	123,76	0,00	0,00	123,76
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	1 049,63	0,00	0,00	1 049,63
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**212 693,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 693,13**
6331	Versement mobilité	0,00	685,18	0,00	0,00	0,00	685,18
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	685,18	0,00	0,00	0,00	685,18
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	2 352,55	0,00	0,00	0,00	2 352,55
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	123 511,59	0,00	0,00	0,00	123 511,59
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	2 920,05	0,00	0,00	0,00	2 920,05
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	21 234,91	0,00	0,00	0,00	21 234,91
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	21 144,64	0,00	0,00	0,00	21 144,64
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	39 230,23	0,00	0,00	0,00	39 230,23
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	234,01	0,00	0,00	0,00	234,01
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	494,79	0,00	0,00	0,00	494,79
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**1 317 292,33**	**55 229,71**	**1 100,00**	**0,00**	**0,00**	**1 373 622,04**
Réalisations		**1 317 292,33**	**55 229,71**	**1 100,00**	**0,00**	**0,00**	**1 373 622,04**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**1 315 766,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 315 766,33**

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 315 766,33	0,00	0,00	0,00	0,00	1 315 766,33
74	**Dotations et participations**	**1 526,00**	**0,00**	**1 100,00**	**0,00**	**0,00**	**2 626,00**
7488	Autres attributions et participations	1 526,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00	2 626,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**55 229,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 229,71**
752	Revenus des immeubles	0,00	55 229,71	0,00	0,00	0,00	55 229,71
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**1 317 292,33**	**-157 463,42**	**-390 062,72**	**0,00**	**0,00**	**769 766,19**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**2 338 974,01**	**2 868 269,71**	**51 299,75**	**0,00**	**5 258 543,47**
Réalisations		**2 338 974,01**	**2 868 269,71**	**51 299,75**	**0,00**	**5 258 543,47**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**2 338 974,01**	**1 016 045,97**	**16 334,18**	**0,00**	**3 371 354,16**
60611	Eau et assainissement	71 962,46	5 080,04	0,00	0,00	77 042,50
60612	Energie - Electricité	185 332,54	7 412,57	0,00	0,00	192 745,11
60623	Alimentation	0,00	510,26	0,00	0,00	510,26
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	5 060,86	0,00	0,00	5 060,86
60633	Fournitures de voirie	0,00	18 424,90	0,00	0,00	18 424,90
60636	Vêtements de travail	0,00	70,80	0,00	0,00	70,80
6068	Autres matières et fournitures	0,00	48 703,65	54,00	0,00	48 757,65
611	Contrats de prestations de services	1 774 900,54	114 397,68	0,00	0,00	1 889 298,22
6132	Locations immobilières	0,00	15 077,39	0,00	0,00	15 077,39
6135	Locations mobilières	0,00	2 370,40	0,00	0,00	2 370,40
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	29 410,09	0,00	0,00	29 410,09
61521	Entretien terrains	0,00	20 010,06	0,00	0,00	20 010,06
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 284,90	0,00	0,00	1 284,90
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	324 440,64	0,00	0,00	324 440,64
615232	Entretien, réparations réseaux	289 774,07	0,00	0,00	0,00	289 774,07
61524	Entretien bois et forêts	0,00	95 645,40	0,00	0,00	95 645,40
61551	Entretien matériel roulant	0,00	40 056,91	0,00	0,00	40 056,91
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	5 569,89	0,00	0,00	5 569,89
617	Etudes et recherches	0,00	46 087,20	0,00	0,00	46 087,20
6188	Autres frais divers	16 576,00	13 498,12	0,00	0,00	30 074,12
6226	Honoraires	0,00	25 548,59	0,00	0,00	25 548,59
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	37 992,88	0,00	0,00	37 992,88
6231	Annonces et insertions	0,00	5 225,78	0,00	0,00	5 225,78
6247	Transports collectifs	0,00	749,17	0,00	0,00	749,17
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	808,00	0,00	0,00	808,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	3 722,06	0,00	0,00	3 722,06
63512	Taxes foncières	0,00	147 915,68	0,00	0,00	147 915,68
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	972,05	0,00	0,00	972,05
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	428,40	0,00	16 280,18	0,00	16 708,58
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**1 852 223,74**	**0,00**	**0,00**	**1 852 223,74**
6331	Versement mobilité	0,00	5 274,03	0,00	0,00	5 274,03
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	5 274,03	0,00	0,00	5 274,03
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	18 457,08	0,00	0,00	18 457,08
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	867 679,13	0,00	0,00	867 679,13
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	19 645,90	0,00	0,00	19 645,90

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	2 100,00	0,00	0,00	2 100,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	234 656,62	0,00	0,00	234 656,62
64131	Rémunérations non tit.	0,00	180 719,10	0,00	0,00	180 719,10
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	189 711,46	0,00	0,00	189 711,46
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	283 733,83	0,00	0,00	283 733,83
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	7 262,43	0,00	0,00	7 262,43
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	1 441,96	0,00	0,00	1 441,96
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	3 468,39	0,00	0,00	3 468,39
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	32 099,78	0,00	0,00	32 099,78
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**34 965,57**	**0,00**	**34 965,57**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	34 965,57	0,00	34 965,57
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**309 356,72**	**1 042 778,95**	**207 982,96**	**0,00**	**1 560 118,63**
	Réalisations	**309 356,72**	**1 042 778,95**	**207 982,96**	**0,00**	**1 560 118,63**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**2 319,72**	**0,00**	**16 872,62**	**0,00**	**19 192,34**
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	7,62	0,00	7,62
70688	Autres prestations de services	2 319,72	0,00	0,00	0,00	2 319,72
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	16 865,00	0,00	16 865,00
73	**Impôts et taxes**	**307 037,00**	**797 637,28**	**176 422,93**	**0,00**	**1 281 097,21**
73211	Attribution de compensation	307 037,00	0,00	0,00	0,00	307 037,00
7338	Autres taxes	0,00	51,52	176 422,93	0,00	176 474,45
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	600 791,46	0,00	0,00	600 791,46
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	196 794,30	0,00	0,00	196 794,30
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**245 141,67**	**14 413,00**	**0,00**	**259 554,67**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	175 141,67	14 413,00	0,00	189 554,67
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**274,41**	**0,00**	**274,41**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	274,41	0,00	274,41
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-2 029 617,29**	**-1 825 490,76**	**156 683,21**	**0,00**	**-3 698 424,84**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		**0,00**	**115 064,64**	**428,40**	**1 791 476,54**	**360 041,97**	**0,00**	**71 962,46**
Réalisations		**0,00**	**115 064,64**	**428,40**	**1 791 476,54**	**360 041,97**	**0,00**	**71 962,46**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**115 064,64**	**428,40**	**1 791 476,54**	**360 041,97**	**0,00**	**71 962,46**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 962,46
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	185 332,54	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	1 774 900,54	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	115 064,64	0,00	0,00	174 709,43	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	16 576,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	428,40	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**11,52**	**0,00**	**307 037,00**	**2 308,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**11,52**	**0,00**	**307 037,00**	**2 308,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**11,52**	**0,00**	**0,00**	**2 308,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	11,52	0,00	0,00	2 308,20	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**307 037,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	307 037,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**11,52**	**-115 064,64**	**306 608,60**	**-1 789 168,34**	**-360 041,97**	**0,00**	**-71 962,46**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**680 563,37**	**152 452,24**	**959 913,65**	**797 271,83**	**278 068,62**	**54,00**	**0,00**	**0,00**	**51 245,75**
Réalisations		**680 563,37**	**152 452,24**	**959 913,65**	**797 271,83**	**278 068,62**	**54,00**	**0,00**	**0,00**	**51 245,75**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**267 229,66**	**152 452,24**	**291 519,77**	**245 067,87**	**59 776,43**	**54,00**	**0,00**	**0,00**	**16 280,18**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	5 080,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	7 412,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	510,26	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	140,02	4 920,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	18 424,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	70,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	36 133,00	12 570,65	0,00	54,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	22 851,60	91 546,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	15 077,39	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	1 638,46	731,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	29 410,09	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	20 010,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	1 284,90	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	152 452,24	171 988,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	95 645,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	33 903,12	6 153,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	5 094,02	475,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	36 007,20	0,00	0,00	0,00	10 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	13 731,53	0,00	0,00	-299,34	65,93	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	25 548,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	37 992,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	5 225,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	749,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	808,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	374,20	0,00	3 347,86	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	147 915,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	972,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 280,18
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**413 333,71**	**0,00**	**668 393,88**	**552 203,96**	**218 292,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	1 163,17	0,00	1 952,50	1 534,36	624,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 163,17	0,00	1 952,50	1 534,36	624,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 070,59	0,00	6 833,64	5 369,30	2 183,55	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	219 637,43	0,00	260 175,92	297 056,14	90 809,64	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 092,07	0,00	4 614,52	8 323,66	2 615,65	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	300,00	0,00	600,00	1 100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	62 367,70	0,00	65 715,60	73 234,03	33 339,29	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	10 860,97	0,00	130 002,90	8 332,73	31 522,50	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	600,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	37 526,63	0,00	79 595,09	48 595,13	23 994,61	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	70 481,41	0,00	87 907,81	94 530,18	30 814,43	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	439,89	0,00	5 208,43	337,47	1 276,64	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	354,25	0,00	457,06	605,57	25,08	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	876,43	0,00	1 040,81	1 188,35	362,80	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	21 737,10	10 362,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 965,57**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 965,57
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**4 400,00**	**600 791,46**	**246 845,82**	**0,00**	**190 741,67**	**207 982,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**4 400,00**	**600 791,46**	**246 845,82**	**0,00**	**190 741,67**	**207 982,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 872,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7035	Locations de droits de chasse et pêche	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70688	Autres prestations de services	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 865,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**600 791,46**	**196 845,82**	**0,00**	**0,00**	**176 422,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	0,00	0,00	51,52	0,00	0,00	176 422,93	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	600 791,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	196 794,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**4 400,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**190 741,67**	**14 413,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	4 400,00	0,00	50 000,00	0,00	120 741,67	14 413,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**274,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274,41	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-676 163,37**	**448 339,22**	**-713 067,83**	**-797 271,83**	**-87 326,95**	**207 928,96**	**0,00**	**0,00**	**-51 245,75**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**0,00**	**106 001,48**	**0,00**	**0,00**	**6 025,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**112 027,30**
Réalisations		**0,00**	**106 001,48**	**0,00**	**0,00**	**6 025,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**112 027,30**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**5 045,84**	**0,00**	**0,00**	**6 025,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 071,66**
60636	Vêtements de travail	0,00	143,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143,16
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 621,98	0,00	0,00	351,78	0,00	0,00	0,00	1 973,76
61551	Entretien matériel roulant	0,00	556,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	556,70
6188	Autres frais divers	0,00	2 310,00	0,00	0,00	5 674,04	0,00	0,00	0,00	7 984,04
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	414,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**100 955,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 955,64**
6331	Versement mobilité	0,00	256,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256,77
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	256,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256,77
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	897,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	897,84
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	51 351,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 351,03
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	1 399,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 399,74
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	21 805,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 805,18
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	7 922,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 922,79
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	16 682,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 682,09
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	78,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78,02
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	205,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205,41
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	277 373,01	0,00	0,00	63 358,79	0,00	0,00	0,00	340 731,80
Réalisations		0,00	277 373,01	0,00	0,00	63 358,79	0,00	0,00	0,00	340 731,80
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	277 373,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 373,01
7336	Droits de place	0,00	277 373,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 373,01
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	63 358,79	0,00	0,00	0,00	63 358,79
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	63 358,79	0,00	0,00	0,00	63 358,79
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	171 371,53	0,00	0,00	57 332,97	0,00	0,00	0,00	228 704,50

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**3 538 364,58**	**5 890 845,36**	**35 073,20**	**0,00**	**0,00**	**9 464 283,14**
Réalisations		**3 538 364,58**	**3 789 680,89**	**21 195,20**	**0,00**	**0,00**	**7 349 240,67**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**972 273,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**972 273,61**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**300 000,00**	**718,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 718,70**
15182	Autres provisions pour risques	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	718,70	0,00	0,00	0,00	718,70
041	**Opérations patrimoniales**	**29 910,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 910,71**
2151	Réseaux de voirie	29 910,71	0,00	0,00	0,00	0,00	29 910,71
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**174,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174,60**
10226	Taxe d'aménagement	174,60	0,00	0,00	0,00	0,00	174,60
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 236 005,66**	**234,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 236 239,66**
1641	Emprunts en euros	2 117 614,85	0,00	0,00	0,00	0,00	2 117 614,85
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	116 666,71	0,00	0,00	0,00	0,00	116 666,71
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	234,00	0,00	0,00	0,00	234,00
1678	Autres emprunts et dettes	1 724,10	0,00	0,00	0,00	0,00	1 724,10
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**32 014,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 014,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	32 014,00	0,00	0,00	0,00	32 014,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**120 366,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 366,13**
21316	Equipements du cimetière	0,00	47 340,00	0,00	0,00	0,00	47 340,00
21538	Autres réseaux	0,00	16 538,65	0,00	0,00	0,00	16 538,65
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	20 454,60	0,00	0,00	0,00	20 454,60
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	36 032,88	0,00	0,00	0,00	36 032,88
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**102 150,12**	**3 016,13**	**0,00**	**0,00**	**105 166,25**
2313	Constructions	0,00	102 150,12	3 016,13	0,00	0,00	105 166,25
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**3 534 197,94**	**18 179,07**	**0,00**	**0,00**	**3 552 377,01**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	0,00	686 198,83	18 179,07	0,00	0,00	704 377,90
112	PRU REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA LIBERATION	0,00	49 139,30	0,00	0,00	0,00	49 139,30
113	VEGETALISATION DES COURS D ECOLES	0,00	593 318,35	0,00	0,00	0,00	593 318,35
114	ACV TRAVAUX CHEMIN DU JEU DE MAIL	0,00	785 104,75	0,00	0,00	0,00	785 104,75
115	TRAVAUX RUE DE LA FENAISON	0,00	291 687,92	0,00	0,00	0,00	291 687,92
116	REALISATION PARKING LOUIS FEUILLADE	0,00	222 236,77	0,00	0,00	0,00	222 236,77
118	TRAVAUX ACCESSIBILITE ECOLES ET BATIMENTS PUBLICS	0,00	96 962,30	0,00	0,00	0,00	96 962,30
119	TRAVAUX ACCESSIBILITE DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	0,00	24 600,00	0,00	0,00	0,00	24 600,00
120	EXTENSION RESEAU VIDEOPROTECTION	0,00	38 477,46	0,00	0,00	0,00	38 477,46
121	ACV CREATION D UNE MICRO CRECHE ABRIVADOS	0,00	131 958,49	0,00	0,00	0,00	131 958,49
122	CREATION GUICHET UNIQUE HOTEL DE VILLE	0,00	2 262,60	0,00	0,00	0,00	2 262,60
123	DIVERS TRAVAUX DE VOIRIE	0,00	548 110,23	0,00	0,00	0,00	548 110,23
124	RENOUVELLEMENT DE LA FLOTTE AUTOMOBILE	0,00	33 678,94	0,00	0,00	0,00	33 678,94
125	ACV PRU REALISATION DE VOIES CYCLABLES	0,00	23 934,00	0,00	0,00	0,00	23 934,00
127	AMENAGEMENT ANCIEN TEMPLE	0,00	6 528,00	0,00	0,00	0,00	6 528,00
129	MISE EN VALEUR DE L'EGLISE NOTRE-DAME DU LAC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**2 101 164,47**	**13 878,00**	**0,00**	**0,00**	**2 115 042,47**
RECETTES (2)		**10 587 346,76**	**151 292,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 738 639,17**
Réalisations		**10 587 346,76**	**71 707,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 659 054,17**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 347 711,27**	**41 212,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 388 923,97**
15182	Autres provisions pour risques	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	36 601,07	0,00	0,00	0,00	36 601,07
2111	Terrains nus	0,00	2 132,00	0,00	0,00	0,00	2 132,00
2112	Terrains de voirie	0,00	155,93	0,00	0,00	0,00	155,93
21571	Matériel roulant	0,00	2 323,70	0,00	0,00	0,00	2 323,70
2802	Frais liés à la réalisation des document	19 584,73	0,00	0,00	0,00	0,00	19 584,73
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	38 883,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 883,00
28041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	2 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 890,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	18 188,97	0,00	0,00	0,00	0,00	18 188,97
28041582	GFP : Bâtiments, installations	29 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 250,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	30 035,35	0,00	0,00	0,00	0,00	30 035,35

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	47 477,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 477,00
28051	Concessions et droits similaires	71 208,52	0,00	0,00	0,00	0,00	71 208,52
28088	Autres immobilisations incorporelles	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00
28132	Immeubles de rapport	37 312,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 312,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	4 992,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 992,00
281571	Matériel roulant	41 599,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 599,00
28182	Matériel de transport	74 691,90	0,00	0,00	0,00	0,00	74 691,90
28183	Matériel de bureau et informatique	197 859,72	0,00	0,00	0,00	0,00	197 859,72
28184	Mobilier	60 971,22	0,00	0,00	0,00	0,00	60 971,22
28188	Autres immo. corporelles	359 346,06	0,00	0,00	0,00	0,00	359 346,06
4912	Prov. dépréc. comptes redevables	8 121,80	0,00	0,00	0,00	0,00	8 121,80
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**29 910,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 910,71**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	29 910,71	0,00	0,00	0,00	29 910,71
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**6 239 635,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 239 635,49**
10222	FCTVA	824 883,76	0,00	0,00	0,00	0,00	824 883,76
10223	TLE	94,60	0,00	0,00	0,00	0,00	94,60
10226	Taxe d'aménagement	306 101,92	0,00	0,00	0,00	0,00	306 101,92
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 108 555,21	0,00	0,00	0,00	0,00	5 108 555,21
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 000 000,00**	**584,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 584,00**
1641	Emprunts en euros	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	584,00	0,00	0,00	0,00	584,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**79 585,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 585,00**
SOLDE (2)		**7 048 982,18**	**-5 739 552,95**	**-35 073,20**	**0,00**	**0,00**	**1 274 356,03**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		**5 521 244,95**	**0,00**	**1 260,00**	**11 713,23**	**23 335,84**	**262 356,69**	**70 934,65**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**3 583 040,48**	**0,00**	**0,00**	**11 713,23**	**23 335,84**	**100 656,69**	**70 934,65**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**718,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
15182	Autres provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	718,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**234,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	234,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**32 014,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	32 014,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**52 774,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 713,28**	**0,00**	**63 878,65**	**0,00**	**0,00**
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 340,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 538,65	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	20 454,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188		32 319,60	0,00	0,00	0,00	3 713,28	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé				Sous-fonction 02				Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Autres immobilisations corporelles									
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**57 525,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 624,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	57 525,84	0,00	0,00	0,00	0,00	44 624,28	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**3 439 773,74**	**0,00**	**0,00**	**11 713,23**	**19 622,56**	**56 032,41**	**7 056,00**	**0,00**	**0,00**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	591 774,63	0,00	0,00	11 713,23	19 622,56	56 032,41	7 056,00	0,00	0,00
112	PRU REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA LIBERATION	49 139,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113	VEGETALISATION DES COURS D ECOLES	593 318,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114	ACV TRAVAUX CHEMIN DU JEU DE MAIL	785 104,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
115	TRAVAUX RUE DE LA FENAISON	291 687,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
116	REALISATION PARKING LOUIS FEUILLADE	222 236,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
118	TRAVAUX ACCESSIBILITE ECOLES ET BATIMENTS PUBLICS	96 962,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	TRAVAUX ACCESSIBILITE DIVERS BATIMENTS MUNICIPAUX	24 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
120	EXTENSION RESEAU VIDEOPROTECTION	38 477,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
121	ACV CREATION D UNE MICRO CRECHE ABRIVADOS	131 958,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
122	CREATION GUICHET UNIQUE HOTEL DE VILLE	2 262,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
123	DIVERS TRAVAUX DE VOIRIE	548 110,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
124	RENOUVELLEMENT DE LA FLOTTE AUTOMOBILE	33 678,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
125	ACV PRU REALISATION DE VOIES CYCLABLES	23 934,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
127	AMENAGEMENT ANCIEN TEMPLE	6 528,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
129	MISE EN VALEUR DE L'EGLISE NOTRE-DAME DU LAC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**1 938 204,47**	**0,00**	**1 260,00**	**0,00**	**0,00**	**161 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**151 292,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**71 707,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**41 212,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
15182	Autres provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	36 601,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	2 132,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	155,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	2 323,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4912	Prov. dépréc. comptes redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**29 910,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	29 910,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**584,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	584,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé				Sous-fonction 02				Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Participat° et créances rattachées									
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		79 585,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-5 369 952,54	0,00	-1 260,00	-11 713,23	-23 335,84	-262 356,69	-70 934,65	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**118 478,74**	**0,00**	**0,00**	**118 478,74**
Réalisations		**69 818,82**	**0,00**	**0,00**	**69 818,82**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**21 059,64**	**0,00**	**0,00**	**21 059,64**
2152	Installations de voirie	2 957,36	0,00	0,00	2 957,36
21568	Autres matériels, outillages incendie	15 788,92	0,00	0,00	15 788,92
2188	Autres immobilisations corporelles	2 313,36	0,00	0,00	2 313,36
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**48 759,18**	**0,00**	**0,00**	**48 759,18**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	48 759,18	0,00	0,00	48 759,18
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**48 659,92**	**0,00**	**0,00**	**48 659,92**
RECETTES (2)		**291 130,00**	**0,00**	**0,00**	**291 130,00**
Réalisations		**291 130,00**	**0,00**	**0,00**	**291 130,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	**Subventions d'investissement**	**291 130,00**	**0,00**	**0,00**	**291 130,00**
1342	Amendes de police non transférable	291 130,00	0,00	0,00	291 130,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**172 651,26**	**0,00**	**0,00**	**172 651,26**

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**68 969,34**	**49 509,40**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**50 309,42**	**19 509,40**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**5 270,72**	**15 788,92**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	2 957,36	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	15 788,92	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 313,36	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00				

(1)	Libellé			Sous-fonction 11		
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Opérations d'équipement			**0,00**	**45 038,70**	**3 720,48**	**0,00**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	0,00	0,00	45 038,70	3 720,48	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**18 659,92**	**30 000,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**291 130,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**291 130,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**291 130,00**	**0,00**	**0,00**
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	291 130,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**222 160,66**	**-49 509,40**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**530 368,69**	**336 071,16**	**52 707,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**919 147,55**
Réalisations		**237 787,20**	**234 480,83**	**45 230,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**517 498,05**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 204,21**	**3 527,95**	**8 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 282,16**
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	8 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 550,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	925,44	3 077,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 003,40
2188	Autres immobilisations corporelles	3 278,77	449,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 728,76
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**123 139,09**	**134 110,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**257 249,32**
2312	Agencements et aménagements de terrains	67 722,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 722,00
2313	Constructions	55 417,09	134 110,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 527,32
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Autres immobilisations financières								
Opérations d'équipement		**110 443,90**	**96 842,65**	**36 680,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**243 966,57**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	6 508,12	96 842,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 350,77
116	REALISATION PARKING LOUIS FEUILLADE	0,00	0,00	36 680,02	0,00	0,00	0,00	0,00	36 680,02
118	TRAVAUX ACCESSIBILITE ECOLES ET BATIMENTS PUBLICS	103 935,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 935,78
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**292 581,49**	**101 590,33**	**7 477,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**401 649,50**
RECETTES (2)		**612 397,77**	**548 662,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 161 060,65**
Réalisations		**612 397,77**	**548 662,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 161 060,65**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**612 397,77**	**548 662,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 161 060,65**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	597 676,00	357 279,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	954 955,86
1323	Subv. non transf. Départements	14 721,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 721,77
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	191 383,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 383,02
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		82 029,08	212 591,72	-52 707,70	0,00	0,00	0,00	0,00	241 913,10

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		89 433,43	246 637,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		76 859,81	157 621,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 476,65	1 051,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	2 026,66	1 051,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	449,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 614,25	131 495,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	2 614,25	131 495,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		71 768,91	25 073,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	71 768,91	25 073,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
116	REALISATION PARKING LOUIS FEUILLADE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
118	TRAVAUX ACCESSIBILITE ECOLES ET BATIMENTS PUBLICS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		12 573,62	89 016,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé		Sous-fonction 21				Sous-fonction 25		
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
Restes à réaliser au 31/12									
RECETTES (2)		**0,00**	**548 662,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**548 662,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**548 662,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	357 279,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	191 383,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-89 433,43**	**302 025,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**45 973,11**	**0,00**	**55 031,80**	**159 169,55**	**0,00**	**260 174,46**
Réalisations		**25 904,56**	**0,00**	**38 372,66**	**105 346,17**	**0,00**	**169 623,39**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**7 655,47**	**0,00**	**0,00**	**7 655,47**
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0,00	0,00	4 876,20	0,00	0,00	4 876,20
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 779,27	0,00	0,00	2 779,27
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**4 441,96**	**46 757,89**	**0,00**	**51 199,85**
2313	Constructions	0,00	0,00	4 441,96	46 757,89	0,00	51 199,85
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**25 904,56**	**0,00**	**26 275,23**	**58 588,28**	**0,00**	**110 768,07**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	25 904,56	0,00	26 275,23	58 588,28	0,00	110 768,07
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**20 068,55**	**0,00**	**16 659,14**	**53 823,38**	**0,00**	**90 551,07**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**23 012,27**	**0,00**	**0,00**	**23 012,27**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**23 012,27**	**0,00**	**0,00**	**23 012,27**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**13 012,27**	**0,00**	**0,00**	**13 012,27**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	3 670,00	0,00	0,00	3 670,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	8 042,27	0,00	0,00	8 042,27
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	1 300,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-45 973,11**	**0,00**	**-32 019,53**	**-159 169,55**	**0,00**	**-237 162,19**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 932,90**	**0,00**	**0,00**	**21 098,90**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 563,30**	**0,00**	**0,00**	**14 809,36**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 655,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0,00	0,00	0,00	0,00	4 876,20	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 779,27	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 441,96**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 441,96
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 907,83**	**0,00**	**0,00**	**10 367,40**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	0,00	0,00	0,00	0,00	15 907,83	0,00	0,00	10 367,40
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 369,60**	**0,00**	**0,00**	**6 289,54**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 712,27**	**0,00**	**1 300,00**	**10 000,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 712,27**	**0,00**	**1 300,00**	**10 000,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 712,27**	**0,00**	**1 300,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	3 670,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	8 042,27	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-22 220,63**	**0,00**	**1 300,00**	**-11 098,90**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**130 898,57**	**654 763,20**	**9 350,08**	**0,00**	**795 011,85**
Réalisations		**52 295,07**	**82 310,56**	**4 319,22**	**0,00**	**138 924,85**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**7 338,22**	**2 694,57**	**0,00**	**0,00**	**10 032,79**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	7 338,22	2 694,57	0,00	0,00	10 032,79
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**34 866,04**	**1 828,81**	**0,00**	**36 694,85**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	34 866,04	1 828,81	0,00	36 694,85
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**44 956,85**	**44 749,95**	**2 490,41**	**0,00**	**92 197,21**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	44 956,85	44 749,95	2 490,41	0,00	92 197,21
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**78 603,50**	**572 452,64**	**5 030,86**	**0,00**	**656 087,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**160 200,00**	**50 441,00**	**0,00**	**210 641,00**
Réalisations		**0,00**	**160 200,00**	**50 441,00**	**0,00**	**210 641,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	160 200,00	50 441,00	0,00	210 641,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	50 441,00	0,00	50 441,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	160 200,00	0,00	0,00	160 200,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-130 898,57	-494 563,20	41 090,92	0,00	-584 370,85

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		14 718,24	590 015,15	47 509,81	2 520,00	0,00	0,00	9 350,08	0,00
Réalisations		5 040,00	37 740,61	39 529,95	0,00	0,00	0,00	4 319,22	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 694,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 694,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 040,00	27 426,04	2 400,00	0,00	0,00	0,00	1 828,81	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	5 040,00	27 426,04	2 400,00	0,00	0,00	0,00	1 828,81	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**7 620,00**	**37 129,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 490,41**	**0,00**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	0,00	7 620,00	37 129,95	0,00	0,00	0,00	2 490,41	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**9 678,24**	**552 274,54**	**7 979,86**	**2 520,00**	**0,00**	**0,00**	**5 030,86**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**160 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 441,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**160 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 441,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**160 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 441,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 441,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	160 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-14 718,24**	**-429 815,15**	**-47 509,81**	**-2 520,00**	**0,00**	**0,00**	**41 090,92**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**5 985,60**	**0,00**	**5 985,60**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**5 985,60**	**0,00**	**5 985,60**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-5 985,60	0,00	-5 985,60

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 985,60	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 985,60	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-5 985,60	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 645,06**	**0,00**	**84 645,06**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 313,78**	**0,00**	**83 313,78**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 187,21**	**0,00**	**12 187,21**
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	1 455,07	0,00	1 455,07
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	10 732,14	0,00	10 732,14
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 179,80**	**0,00**	**50 179,80**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	50 179,80	0,00	50 179,80
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 946,77**	**0,00**	**20 946,77**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 082,77**	**0,00**	**20 082,77**
121	ACV CREATION D UNE MICRO CRECHE ABRIVADOS	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**864,00**	**0,00**	**864,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 331,28**	**0,00**	**1 331,28**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 000,00**	**0,00**	**48 000,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 301,28**	**0,00**	**11 301,28**

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 301,28**	**0,00**	**11 301,28**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	11 301,28	0,00	11 301,28
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 698,72**	**0,00**	**36 698,72**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-36 645,06**	**0,00**	**-36 645,06**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**22 986,08**	**291 351,04**	**0,00**	**0,00**	**314 337,12**
Réalisations		**0,00**	**10 459,04**	**49 398,67**	**0,00**	**0,00**	**59 857,71**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**49 398,67**	**0,00**	**0,00**	**49 398,67**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	49 398,67	0,00	0,00	49 398,67
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**375,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**375,60**
2313	Constructions	0,00	375,60	0,00	0,00	0,00	375,60
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**10 083,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 083,44**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	0,00	10 083,44	0,00	0,00	0,00	10 083,44
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**12 527,04**	**241 952,37**	**0,00**	**0,00**	**254 479,41**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-22 986,08	-291 351,04	0,00	0,00	-314 337,12

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**169 741,44**	**2 379 605,71**	**153 496,71**	**0,00**	**2 702 843,86**
Réalisations		**79 354,23**	**1 483 581,14**	**120 836,71**	**0,00**	**1 683 772,08**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**9 912,00**	**0,00**	**0,00**	**9 912,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	9 912,00	0,00	0,00	9 912,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 008,31**	**989 842,67**	**9 820,80**	**0,00**	**1 003 671,78**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	9 820,80	0,00	9 820,80
2135	Installations générales, agencements	0,00	5 063,27	0,00	0,00	5 063,27
2138	Autres constructions	0,00	222 182,00	0,00	0,00	222 182,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	683 085,63	0,00	0,00	683 085,63
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	4 008,31	0,00	0,00	0,00	4 008,31
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	79 511,77	0,00	0,00	79 511,77
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**41 083,81**	**0,00**	**0,00**	**41 083,81**
2313	Constructions	0,00	17 016,09	0,00	0,00	17 016,09
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	24 067,72	0,00	0,00	24 067,72
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**7 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 500,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00
Opérations d'équipement		**75 345,92**	**435 242,66**	**111 015,91**	**0,00**	**621 604,49**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	75 345,92	179 459,61	111 015,91	0,00	365 821,44
112	PRU REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA LIBERATION	0,00	23 872,90	0,00	0,00	23 872,90
115	TRAVAUX RUE DE LA FENAISON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
126	ACV - PEM VOIE VERTE	0,00	231 910,15	0,00	0,00	231 910,15
130	REQUALIFICATION DU SITE DE L'HOURNÈDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**90 387,21**	**896 024,57**	**32 660,00**	**0,00**	**1 019 071,78**
RECETTES (2)		**132 090,00**	**1 320 091,58**	**0,00**	**0,00**	**1 452 181,58**
Réalisations		**132 090,00**	**803 161,00**	**0,00**	**0,00**	**935 251,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**132 090,00**	**786 664,00**	**0,00**	**0,00**	**918 754,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	703 566,00	0,00	0,00	703 566,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	33 393,00	0,00	0,00	33 393,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	132 090,00	0,00	0,00	0,00	132 090,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	24 705,00	0,00	0,00	24 705,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**16 497,00**	**0,00**	**0,00**	**16 497,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	16 497,00	0,00	0,00	16 497,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**516 930,58**	**0,00**	**0,00**	**516 930,58**
SOLDE (2)		**-37 651,44**	**-1 059 514,13**	**-153 496,71**	**0,00**	**-1 250 662,28**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		**0,00**	**16 248,00**	**0,00**	**0,00**	**153 493,44**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 354,23**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 008,31**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	4 008,31	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 345,92**	**0,00**	**0,00**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	0,00	0,00	0,00	0,00	75 345,92	0,00	0,00
112	PRU REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA LIBERATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
115	TRAVAUX RUE DE LA FENAISON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
126	ACV - PEM VOIE VERTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
130	REQUALIFICATION DU SITE DE L'HOURNÈDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**16 248,00**	**0,00**	**0,00**	**74 139,21**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 090,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 090,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 090,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	132 090,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**-16 248,00**	**0,00**	**0,00**	**-21 403,44**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**41 663,28**	**47 440,73**	**1 607 066,33**	**94 992,97**	**588 442,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 496,71**
Réalisations		**21 288,00**	**37 099,06**	**1 063 087,05**	**62 029,38**	**300 077,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 836,71**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**9 912,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	9 912,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**28 576,56**	**710 445,63**	**23 575,21**	**227 245,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 820,80**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 820,80
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	5 063,27	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	222 182,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	683 085,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	28 576,56	27 360,00	23 575,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 083,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	17 016,09	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	24 067,72	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**7 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**3 876,00**	**8 522,50**	**352 641,42**	**38 454,17**	**31 748,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**111 015,91**
111	DÉPENSES NON AFFECTÉES À UNE OPÉRATION	3 876,00	8 522,50	120 731,27	38 454,17	7 875,67	0,00	0,00	0,00	111 015,91
112	PRU REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA LIBERATION	0,00	0,00	0,00	0,00	23 872,90	0,00	0,00	0,00	0,00
115	TRAVAUX RUE DE LA FENAISON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
126	ACV - PEM VOIE VERTE	0,00	0,00	231 910,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
130	REQUALIFICATION DU SITE DE L'HOURNÈDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**20 375,28**	**10 341,67**	**543 979,28**	**32 963,59**	**288 364,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 660,00**
RECETTES (2)		**35 427,58**	**0,00**	**473 000,00**	**0,00**	**811 664,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
Réalisations		**16 497,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**761 664,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**761 664,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	703 566,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	33 393,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	24 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**16 497,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	16 497,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**18 930,58**	**0,00**	**448 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-6 235,70**	**-47 440,73**	**-1 134 066,33**	**-94 992,97**	**223 221,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-153 496,71**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 809,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 809,56**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 890,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 890,07**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 870,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 870,75**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	78 870,75	0,00	0,00	0,00	78 870,75
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00								

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Opérations d'équipement			**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 019,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 019,32**
117	PRU MISE AUX NORMES DE LOCAUX COMMERCIAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	70 019,32	0,00	0,00	0,00	70 019,32
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 919,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 919,49**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-300 809,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-300 809,56**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615 sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**44 366 666,66**									
1641 Emprunts en euros (total)					40 500 000,00									
(0067)	Crédit Agricole	19/12/2005	20/12/2005	20/03/2006	900 000,00	F	FIXE	3,680	3,787		T	C	N	A-1
(98-TIR-1)	Société Générale	18/09/2019	01/02/2020	01/05/2020	2 000 000,00	F	FIXE	0,880	0,896		T	C	O	A-1
00020098901 (104)	Crédit Mutuel	23/11/2022	30/11/2022	28/02/2023	1 000 000,00	F	FIXE	3,100	3,150		T	P	O	A-1
02GL1L014PR (82)	Crédit Agricole	12/12/2011	23/12/2011	15/04/2012	1 600 000,00	F	FIXE	4,300	4,372		T	P	O	A-1
100074/001 (103)	Société Générale	25/10/2022	12/12/2022	16/04/2023	1 000 000,00	V	EURIBOR03M	2,464	3,290		T	C	O	A-1
1210611 (83)	Caisse Dépots Consignations	19/12/2011	18/04/2012	01/01/2013	1 500 000,00	F	FIXE	4,510	4,510		A	P	O	A-1
1230625 (86)	Caisse Dépots Consignations	14/09/2012	19/12/2012	01/11/2013	1 500 000,00	F	FIXE	4,420	4,420		A	P	O	A-1
1446 001 (94)	Société Générale	17/08/2016	29/09/2017	29/12/2017	4 000 000,00	F	FIXE	1,990	2,034		T	C	O	A-1
168673 (88)	Crédit Agricole	15/11/2013	20/11/2013	20/02/2014	2 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,268	0,037		T	C	N	A-1
168673 (92)	Crédit Agricole	04/11/2016	28/11/2016	28/02/2017	2 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,050	0,000		T	C	N	A-1
17258 (0075)	Société Générale	09/11/2007	01/09/2009	01/09/2010	2 000 000,00	F	FIXE	2,910	2,953		A	C	N	A-1
17974-001 (76)	Société Générale	02/10/2009	11/12/2009	11/03/2010	1 000 000,00	V	EURIBOR03M	1,100	0,663		T	P	O	A-1
2112876 (95)	Crédit Agricole	12/10/2017	27/04/2018	25/01/2019	3 000 000,00	F	FIXE	1,460	1,464		A	P	O	A-1
226254eur02337330 (0071)	DEXIA CLF	08/11/2006	15/12/2006	01/12/2007	1 500 000,00	F	FIXE	4,130	4,130		A	P	O	A-1
2713326 (96)	Crédit Agricole	15/10/2018	27/01/2019	25/01/2020	2 000 000,00	F	FIXE	1,620	1,601		A	P	O	A-1
34FCT18455414 (87)	ARKEA Banque	25/09/2013	30/09/2013	30/01/2014	2 000 000,00	F	FIXE	3,550	3,602		A	C	O	A-1
MIN506189EUR/0506658/001/1 (90	LA BANQUE POSTALE	31/10/2014	26/08/2015	01/09/2016	2 000 000,00	V	EURIBOR12M	1,350	1,088		A	C	O	A-1
MIR226254EUR/0233733 (0070)	DEXIA CLF	17/12/2004	22/05/2006	01/07/2007	1 500 000,00	F	FIXE	4,120	4,115		A	P	O	A-1
MON249076EUR0262154 (0073)	DEXIA CLF	06/07/2007	15/11/2007	01/11/2008	2 000 000,00	F	FIXE	4,800	4,799		A	P	O	A-1
MON272602EUR0291138001 (77)	DEXIA CLF	07/10/2010	05/11/2010	01/03/2011	312 500,00	F	FIXE	2,320	2,341		T	P	O	A-1
MON272603EUR0291139001 (78)	DEXIA CLF	07/10/2010	05/11/2010	01/03/2011	687 500,00	F	FIXE	3,270	3,311		T	P	O	A-1
eur/0279393/001 (0074)	DEXIA CLF	15/10/2008	06/11/2008	01/12/2009	3 000 000,00	F	FIXE	4,950	5,021		A	P	O	A-1
min280761eur (89)	LA BANQUE POSTALE	09/10/2013	05/05/2014	01/06/2015	2 000 000,00	V	EURIBOR12M	1,984	1,409		A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					3 866 666,66									
17974-003 (80)	Société Générale	26/08/2011	01/12/2011	01/01/2012	1 000 000,00	F	FIXE	2,490	2,519		M	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
20/06/2007 (0661)	Crédit Agricole	19/06/2007	20/06/2007	08/12/2007	1 866 666,66	C	TAUX STRUCTURES	2,470	2,505		A	C	N	B-4
CLTMI 2004 (105)	Crédit Agricole	23/12/2005	20/10/2022	22/01/2023	1 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,050	1,820		T	C	N	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**17 241,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					17 241,00									
2019-1034 (99)	Caisse d'Allocations Familiales	20/11/2019	16/03/2020	01/03/2021	17 241,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	P	N	A-1
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**44 383 907,66**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**25 374 061,36**					**2 234 281,56**	**478 565,03**	**0,00**	**179 543,24**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		23 124 061,86					2 117 614,85	470 248,84	0,00	175 599,76
(0067)	N	0,00	A-1	135 000,00	2,97	F	FIXE	3,680	45 000,00	6 085,80	0,00	165,60
(98-TIR-1)	N	0,00	A-1	1 725 000,00	17,08	F	FIXE	0,880	100 000,00	15 947,56	0,00	2 572,16
00020098901 (104)	N	0,00	A-1	1 000 000,00	19,92	F	FIXE	3,100	0,00	0,00	0,00	2 717,81
02GL1L014PR (82)	N	0,00	A-1	909 368,19	9,04	F	FIXE	4,300	78 452,29	41 222,51	0,00	8 288,10
100074/001 (103)	N	0,00	A-1	1 000 000,00	20,04	V	EURIBOR03M	2,464	0,00	0,00	0,00	1 545,56
1210611 (83)	N	0,00	A-1	613 401,86	4,00	F	FIXE	4,510	107 264,69	32 502,06	0,00	27 664,42
1230625 (86)	N	0,00	A-1	611 145,45	4,84	F	FIXE	4,420	107 154,73	31 748,87	0,00	4 514,44
1446 001 (94)	N	0,00	A-1	2 950 000,00	14,75	F	FIXE	1,990	200 000,00	62 038,24	0,00	489,21
168673 (88)	N	0,00	A-1	1 100 000,00	10,89	F	FIXE	0,670	100 000,00	7 873,89	0,00	839,36
168673 (92)	N	0,00	A-1	1 333 333,28	11,91	V	EURIBOR3M	0,142	111 111,12	1 954,25	0,00	2 465,63
17258 (0075)	N	0,00	A-1	700 000,00	6,67	F	FIXE	0,080	100 000,00	648,89	0,00	189,78
17974-001 (76)	N	0,00	A-1	621 312,15	6,95	V	EURIBOR3M	0,520	53 795,27	3 375,74	0,00	956,82
2112876 (95)	N	0,00	A-1	2 467 482,86	15,07	F	FIXE	1,460	136 037,57	38 011,40	0,00	33 656,47
226254eur02337330 (0071)	N	0,00	A-1	404 028,05	3,92	F	FIXE	4,130	91 194,22	20 452,68	0,00	1 417,20
2713326 (96)	N	0,00	A-1	1 739 401,14	16,07	F	FIXE	1,620	88 265,92	29 608,21	0,00	26 325,48
34FCT18455414 (87)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,08	F	FIXE	3,550	133 333,33	33 133,33	0,00	26 143,56
MIN506189EUR/0506658/001/1 (90	N	0,00	A-1	1 300 000,00	12,67	V	EURIBOR12M	0,690	100 000,00	9 794,17	0,00	12 987,58
MIR226254EUR/0233733 (0070)	N	0,00	A-1	403 767,30	3,50	F	FIXE	0,560	91 157,71	2 771,58	0,00	1 139,84
MON249076EUR0262154 (0073)	N	0,00	A-1	686 876,01	4,84	F	FIXE	4,800	119 088,65	38 686,30	0,00	5 510,06
MON272602EUR0291138001 (77)	N	0,00	A-1	142 541,81	7,92	F	FIXE	2,320	16 033,67	3 540,13	0,00	284,77
MON272603EUR0291139001 (78)	N	0,00	A-1	329 437,18	7,92	F	FIXE	3,270	35 467,24	11 500,40	0,00	927,64
eur/0279393/001 (0074)	N	0,00	A-1	1 218 633,19	5,92	F	FIXE	4,950	170 925,11	69 738,46	0,00	5 194,42
min280761eur (89)	N	0,00	A-1	933 333,36	6,42	V	EURIBOR12M	0,889	133 333,33	9 614,37	0,00	9 603,85
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		2 249 999,50					116 666,71	8 316,19	0,00	3 943,48

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
17974-003 (80)	N	0,00	A-1	449 999,56	8,92	V	EURIBOR3M	0,459	50 000,04	2 077,39	0,00	417,70
20/06/2007 (0661)	N	0,00	A-1	799 999,94	11,94	F	FIXE	0,710	66 666,67	6 238,80	0,00	378,67
CLTMI 2004 (105)	N	0,00	A-1	1 000 000,00	12,00	V	EURIBOR03M	0,050	0,00	0,00	0,00	3 147,11
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**13 792,80**					**1 724,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		13 792,80					1 724,10	0,00	0,00	0,00
2019-1034 (99)	N	0,00	A-1	13 792,80	7,17	F	FIXE	0,000	1 724,10	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**25 387 854,16**					**2 236 005,66**	**478 565,03**	**0,00**	**179 543,24**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	27	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	25 387 854,16	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A2.7

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.8

A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	A2.9

A2.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €			2004-05-11
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Logiciels	2	05/11/1996
L	Matériel Roulant de Voirie	8	05/11/1996
L	Matériel informatique	5	05/11/1996
L	Mobilier	10	05/11/1996
L	poteaux incendie	30	05/11/1996
L	Véhicules	6	05/11/1996
L	Immeuble	15	09/07/1998
L	Matériel classique	8	09/07/1998
L	Frais d'études	5	11/05/2004
L	Frais d'études 203	5	04/06/2004
L	Droit au Bail	5	31/01/2012
L	Subvention équipement privé	5	31/01/2012
L	Subvention équipement public	15	31/01/2012

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**300 000,00**		**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**
Exposition ORLINSKI	300 000,00	11/05/2022	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**300 000,00**		**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**2 282 177,00**	**I**	**2 236 180,26**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 282 000,00**		**2 236 005,66**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	2 240 000,00		2 117 614,85
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	42 000,00		116 666,71
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		1 724,10
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**177,00**		**174,60**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	177,00		174,60
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**2 236 180,26**	**4 744 777,52**	**972 273,61**	**7 953 231,39**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**8 887 015,00**	**III** **2 495 288,55**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 450 878,00**	**1 147 577,28**
10222	FCTVA	1 055 000,00	824 883,76
10223	TLE	30 000,00	94,60
10226	Taxe d'aménagement	265 878,00	306 101,92
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
275	Dépôts et cautionnements versés	100 000,00	16 497,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**7 436 137,00**	**1 347 711,27**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
15182	*Autres provisions pour risques*	*300 000,00*	*300 000,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*19 586,00*	*19 584,73*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*38 883,00*	*38 883,00*
28041482	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*2 890,00*	*2 890,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*18 189,00*	*18 188,97*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*29 250,00*	*29 250,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*30 035,00*	*30 035,35*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*47 477,00*	*47 477,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*71 208,00*	*71 208,52*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*5 300,00*	*5 300,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*37 312,00*	*37 312,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*4 992,00*	*4 992,00*
281571	*Matériel roulant*	*41 599,00*	*41 599,00*
28182	*Matériel de transport*	*74 692,00*	*74 691,90*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*197 860,00*	*197 859,72*
28184	*Mobilier*	*60 971,00*	*60 971,22*
28188	*Autres immo. corporelles*	*359 346,00*	*359 346,06*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
4912	*Prov. dépréc. comptes redevables*	*8 122,00*	*8 121,80*
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*6 088 425,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**2 495 288,55**	**633 214,30**	**0,00**	**5 108 555,21**	**8 237 058,06**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**7 953 231,39**
Ressources propres disponibles	IV	**8 237 058,06**
Solde	V = IV – II (3)	**283 826,67**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**A7.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A7.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Café le Pavillon (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		351,78
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		351,78

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	33 207,28
752	Revenus des immeubles	33 207,28
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		33 207,28
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		33 207,28

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Café le Pavillon(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.3.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.4.1

A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.4.2

A7.4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
14/02/2022	ENTREE DE VILLE ROUTE DE SOMMIERES	3 983,54	0,00	0
14/02/2022	"MISSION ASSIST. MO PROJET ""QUARTIER MAS DE FOURQUE"	9 912,00	0,00	0
16/02/2022	AMNGT PISTE CYCLABLE PEM VOIE VERTE	543 322,47	0,00	0
17/02/2022	AMENAGEMENT 2121	9 820,80	0,00	0
17/02/2022	RESEAUX DIVERS	16 538,65	0,00	0
17/02/2022	POUBELLES DE PROPRETÉ CANINE	2 676,00	0,00	8
17/02/2022	CHAISES COQUE	3 713,28	0,00	8
17/02/2022	SÈCHE LINGE SHARP ECOLE M.ROUSTAN MATERNELLE	449,99	0,00	8
17/02/2022	MOBILIERS ÉCOLE M ROUSTAN ÉLÉMENTAIRE	602,76	0,00	10
17/02/2022	PANNEAUX-BUT DE FOOT	3 086,80	0,00	8
17/02/2022	HOUSSES GILETS PARE BALLE	1 754,40	0,00	8
17/02/2022	POSTE CITOARC	687,13	0,00	8
17/02/2022	NETTOYEUR HP EAU FROIDE	1 015,20	0,00	8
17/02/2022	INSTALLATION POTEAUX INCENDIE	15 788,92	0,00	30
22/02/2022	MARCHE VOIRIE	963 535,33	0,00	0
24/02/2022	ACQUISITION OUVRAGE LA FONTAINE	4 593,60	0,00	0
24/02/2022	LAVE LINGE MICRO CRÈCHE	518,99	0,00	8
24/02/2022	GROUPE ÉLECTROGÈNE	906,00	0,00	8
24/02/2022	TARIÈRE MÈCHE	982,80	0,00	8
24/02/2022	AMÉNAGEMT PARKING LYCÉE L.Feuillade	267 466,79	0,00	0
24/02/2022	2 APPLE IPHONE M.LE MAIRE ET M.BELIN	2 163,00	0,00	5
09/03/2022	LAVE LINGE PRO CRÈCHE MULTI ACCUEIL	4 227,42	0,00	8
09/03/2022	MOBILES NOKIA DE TYPE BASIQUE	1 200,00	0,00	5
09/03/2022	AUTOLAVEUSE	1 548,00	0,00	8
09/03/2022	BORNE DE GONFLAGE ÉLECTRONIQUE	1 962,00	0,00	8
09/03/2022	BOITIERS INTEL NUC	7 050,00	0,00	5
09/03/2022	LICENCE MICROSOFLT OFFICE 365 BISINESS BASIC	600,00	0,00	2
09/03/2022	BENNE DE COMPRESSION À FEUILLES	27 360,00	0,00	8
11/03/2022	Chemin jeu de mail	802 891,75	0,00	0
11/03/2022	REFONTE SITE INTERNET VILLE LUNEL	13 446,00	0,00	2
11/03/2022	MARCHE PIEDS	183,58	0,00	1
11/03/2022	MOBILIERST ECOLE V.HUGO RÉFECTOIRE	925,44	0,00	10
11/03/2022	ASPIRATEUR MULTIFONCTION	94,49	0,00	1
15/03/2022	MARCHE PIED ATELIER MENUISERIE	183,58	0,00	1
15/03/2022	MATÉRIEL POUR SCÉNOGRAPHIE LUMIÈRE	2 187,00	0,00	8
15/03/2022	TROTTINETTES, ÉCOLE J.BREL MATERNELLE	735,96	0,00	8
15/03/2022	SUPPORT DE BUREAU DOUBLE MONITEUR	75,00	0,00	1
15/03/2022	MOBILES	9 045,00	0,00	5
15/03/2022	20 ÉCRANS 27 POUCES	4 980,00	0,00	5
15/03/2022	MONO BROSSE PISCINE AQUALUNA	1 171,40	0,00	8
15/03/2022	MARCHE PIED SERVICE PLOMBERIE	162,02	0,00	1
15/03/2022	MEULEUSE	191,30	0,00	1
15/03/2022	ORDINATEURS PORTABLES	3 537,00	0,00	5
16/03/2022	TVX ECLAIRAGE PUBLIC	79 354,23	0,00	0
21/03/2022	PANNEAUX SIGNALISATIONS	41 455,26	0,00	0
21/03/2022	MOBILES DE TYPE SMARTPHONES SAMSUNG	15 960,00	0,00	5
21/03/2022	CASQUE AUDIO POUR LES ÉCOLES	240,00	0,00	1
21/03/2022	PETITS ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	1 461,00	0,00	5
21/03/2022	MATÉRIELS DIVERS PISCINE	1 222,03	0,00	8
21/03/2022	APPAREILS DE CHAUFFAGE	505,87	0,00	8
22/03/2022	AMNGT RUE DE LA FENAISON	310 537,52	0,00	0
22/03/2022	EQUIPEMENT VIDÉO + APPAREIL PHOTO	11 713,23	0,00	8
22/03/2022	SERVEUR DELL R740	14 400,00	0,00	5
22/03/2022	IMMEUBLE 67 RUE DES CALADONS SECTION AY N°72	61 550,00	0,00	0
24/03/2022	POMPE DE RELEVAGE BASSIN DE RÉTENTION M.LECLERC	5 073,00	0,00	8
24/03/2022	ARMOIRES POUR SALLE SERVEUR	7 416,00	0,00	5
24/03/2022	PISTOLET DE SABLAGE	160,80	0,00	1
24/03/2022	FIREWALL	17 611,20	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
24/03/2022	CONSIGNATION TERRAIN CADASTRÉ AB N°35 LIEUDIT MAS	3 000,00	0,00	0
28/03/2022	ACTIONNEUR RÉGLABLE + CHARGEUR ASUS	366,00	0,00	1
28/03/2022	LOGICIEL EVOLUTION MAJEURE SOPRANO OPUS	3 600,00	0,00	2
29/03/2022	MATÉRIELS SPORTIFS JEUX ANTIQUES	1 813,81	0,00	8
29/03/2022	DIVERS MATÉRIELS SPORTIF COMPLEXE BESSON	2 653,84	0,00	8
06/04/2022	MACHINE CAPTÉES : MORTAISEUSE RABOTEUSE DÉGAUCHISS	38 820,00	0,00	8
12/04/2022	PASSERELLE CANAL	5 063,27	0,00	0
12/04/2022	AMNGT PLACE LOUIS REY	445,08	0,00	0
12/04/2022	IMPASSE AZEROLIERS CHEMIN DE PROVENCE	74 876,63	0,00	0
12/04/2022	PORTEURS 3 SELLES + DRAISIENNES ECOLE C.CLAUDEL	757,46	0,00	8
12/04/2022	MOBILIERS ÉCOLE M ROUSTAN MATERNELLE	1 095,22	0,00	10
12/04/2022	MOBILIERS ÉCOLE DU PARC	448,54	0,00	1
12/04/2022	BALISES	4 656,00	0,00	8
12/04/2022	CINTREUSE ARBELÈTE CUIVRE ATELIER PLOMBERIE	290,40	0,00	1
12/04/2022	MEULEUSE	253,70	0,00	1
12/04/2022	MATÉRIEL TECHNIQUE STADE DASSARGUES	3 031,49	0,00	8
12/04/2022	SCIE CIRCULAIRE-VISSEUSE-PERÇEUSE	784,90	0,00	8
12/04/2022	COFFRET QUINCAILLERIES	57,45	0,00	1
12/04/2022	FOURNITURE ET POSE DE MOBILIERS URBAINS	21 244,56	0,00	8
12/04/2022	CONVERTISSEUR MÉMOIRE DE CHARGE	432,94	0,00	8
12/04/2022	CHARGEUR DÉMARREUR	1 517,88	0,00	8
12/04/2022	ENROULEUR ÉLECTRIQUE	1 289,94	0,00	8
12/04/2022	PERÇEUSE VISSEUSE, PERFORATEUR	1 231,01	0,00	8
12/04/2022	TRESSAGES DE GAULETTES ARBORETUM	9 043,20	0,00	8
12/04/2022	"LOGICIEL ""ACCÉS TERRAIN DE TENNIS"""""	2 659,98	0,00	2
12/04/2022	ACQUISITION SWITCHS CISCO MERAKI	24 150,00	0,00	5
03/05/2022	PANNEAUX ALU	450,00	0,00	1
05/05/2022	GROUPE ÉLECTROGÈNE	24 000,00	0,00	8
05/05/2022	MATÉRIELS INFORMATIQUE : SOURIS-CHARGEUR.....	390,00	0,00	1
05/05/2022	CABLES RÉSEAU -CORDON TÉLÉPHONIQUE	171,00	0,00	1
05/05/2022	SAMSUNG PRO PLUS MÉMOIRE FLASH	120,00	0,00	1
05/05/2022	MEULEUSE PERÇEUSE MENUISERIE	814,61	0,00	8
05/05/2022	TROTTINETTES, ÉCOLE ARC EN CIEL	783,77	0,00	8
05/05/2022	DISQUE DUR POUR BAIE DE STOCKAGE	648,00	0,00	5
05/05/2022	MOBILIERS ÉCOLE M. ROUSTAN MATERNELLE	931,44	0,00	10
05/05/2022	TONDEUSE COMPLEXE RAMADIER	1 800,00	0,00	8
11/05/2022	TRVX SIGNALISATION	8 522,50	0,00	0
11/05/2022	BUREAU ET REPOSE PIEDS MUSÉE MÉDARD	923,52	0,00	10
11/05/2022	COUCHETTES, TABLES ET CHAISES PASSAGE À 12 PLACES	590,82	0,00	10
11/05/2022	LICENCES POUR SMARTPHONE ET PC	146,06	0,00	1
11/05/2022	SWITCHS CISCO 13 ÉCOLES PROJET TERRITOIRE NUMÉRIQU	46 575,00	0,00	5
11/05/2022	TAPIS, CHARIOTS À LINGE CRÈCHE (PASSAGE À 12 PLACE	545,95	0,00	10
11/05/2022	NETTOYEUR HP150 BAR DIAMANT	701,94	0,00	8
12/05/2022	LOGICIEL WORKFLOW BON DE COMMANDE + PARAPHEUR	12 564,00	0,00	2
12/05/2022	TABOURETS MANÈGE ENCHANTÉ	676,03	0,00	10
12/05/2022	FAUTEUIL BUREAU SG	412,34	0,00	1
12/05/2022	FAUTEUIL POLICE	328,40	0,00	1
12/05/2022	RAYONNAGE ARCHIVES	785,60	0,00	10
20/05/2022	FOURNITURES ET FABRICATION DE SOCLES	25 560,00	0,00	8
27/05/2022	MATÉRIELS SPORTIFS	759,77	0,00	8
27/05/2022	TABLE DE TENNIS	395,00	0,00	1
27/05/2022	TÉLÉPHONE MOBILE FIXE COCOMM	228,00	0,00	1
27/05/2022	IMPRIMANTE	678,00	0,00	5
27/05/2022	CÂBLE RÉSEAU RJ45	240,00	0,00	1
27/05/2022	CÂBLE RÉSEAU RJ45	180,00	0,00	1
27/05/2022	SOUFFLEUR ECHO PB 2620	270,00	0,00	1
27/05/2022	SUPPORT CÂBLES POUR RACK	396,00	0,00	1
27/05/2022	TRONÇONNEUSE-SOUFFLEUR-TONDEUSE-TAILLE HAIE-COMPRE	6 892,03	0,00	8
31/05/2022	LICENCES SOFTPHONE	288,00	0,00	1
07/06/2022	AMENAGEMENT TERRAIN 2128	18 577,00	0,00	0
07/06/2022	PERGOLA STADE F.BRUNEL	1 860,77	0,00	8
07/06/2022	"MONTESQUIEU ""LE TEMPLE DE GNIDE...""""	282,60	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
07/06/2022	MATÉRIEL SCÉNIQUE SALLE BRASSENS	283,20	0,00	1
07/06/2022	ASSISTANCE MO PROJET PLU EXTENSION STÉ BIO UV	3 876,00	0,00	5
07/06/2022	PLATE-FORME SHERPASCOP 8-11M	3 081,29	0,00	8
07/06/2022	CUBI DE STOCKAGE	420,00	0,00	1
07/06/2022	COFFRET DBOX STANDART (STADE DASSARGUES)	298,01	0,00	1
07/06/2022	POTENCE GARAGE	2 824,23	0,00	8
13/06/2022	COFFRET D'ÉTAGE	298,91	0,00	1
17/06/2022	CITROËN JUMPER III SERVICE ARÈNES DZ395HH	10 000,00	0,00	6
17/06/2022	ASPIRATEUR POUSSIÈRE 7 LITRES ASPIGUAL SPRINTUS	157,06	0,00	1
17/06/2022	CERCLE BASKET-CABLETTE-FILET	727,20	0,00	8
17/06/2022	MATÉRIEL DE RANGEMENT HALLE LE HETET	248,35	0,00	1
17/06/2022	FOURNITURE ET POSE CLÔTURE JARDINS FAMILIAUX	6 501,60	0,00	8
17/06/2022	SUPPORTS SIGNALÉTIQUE UVRES	1 584,00	0,00	8
21/06/2022	IMPRIMANTE MULTIFONCTION BROTHER CENTRE MÉDICO SCO	324,00	0,00	1
21/06/2022	ORDINATEUR BUREAUTIQUE	1 719,00	0,00	5
21/06/2022	CADRES PHOTOS NUMÉRIQUES 10 POUCES	1 200,00	0,00	5
21/06/2022	ORDINATEURS PORTABLES DELL	23 453,00	0,00	5
21/06/2022	PANNEAUX DE BASKET	1 847,00	0,00	8
21/06/2022	DÉBROUSSAILLEUSE	7 056,00	0,00	8
21/06/2022	MATÉRIEL SCÉNIQUE DIVERS BRASSENS	231,43	0,00	1
21/06/2022	SUBVENTION ÉQUIPEMENT PRIVÉ 2022	49 398,67	0,00	5
27/06/2022	MATÉRIEL DE SCÉNOGRAPHIE EXPOSITION MUSÉE	592,27	0,00	8
27/06/2022	PANNEAUX SIGNALÉTIQUES DE SÉCURISATION	336,02	0,00	1
27/06/2022	DÉBROUSSAILLEUSE DB520B 3 ROUES	1 068,00	0,00	8
27/06/2022	PERGOLA STADE FERNAND BRUNEL	833,80	0,00	8
07/07/2022	PARCELLES CADASTRÉES CV 18-19 CONSORTS	17 745,76	0,00	0
07/07/2022	CUISINIÈRE BEKO ECOLE V HUGO	399,99	0,00	1
07/07/2022	VÉLOS	1 916,00	0,00	8
07/07/2022	ODOMÈTRE + SAC DE TRANSPORT	155,10	0,00	1
07/07/2022	EPANDEUR ENGRAIS STADE BRUNEL	197,87	0,00	1
07/07/2022	EPANDEUR ENGRAIS STADE RAMADIER	197,87	0,00	1
08/07/2022	LICENCES ANTIVIRUS (1 AN)	4 068,00	0,00	2
08/07/2022	CUVE	1 908,00	0,00	8
27/07/2022	CHAISES COQUES-BARRIÈRES-MANGE DEBOUT FESTIVITÉS	5 480,02	0,00	8
27/07/2022	VENTILATEURS (30) POUR ÉCOLES DIVERSES	780,30	0,00	8
27/07/2022	RADIO MOTOROLA	558,96	0,00	8
27/07/2022	ATTELAGE + CROCHET	425,63	0,00	1
27/07/2022	MOBILIERS FRANCK JANIK	1 007,11	0,00	10
27/07/2022	MARCHE PIEDS MUSÉE MÉDARD	433,20	0,00	8
27/07/2022	BARRIÈRE TAURINE ENSEMBLE COMPLET	12 960,00	0,00	8
27/07/2022	RÉFRIGÉRATEUR, MICRO ONDES ESPACE CONVIVIALITÉ	538,98	0,00	8
27/07/2022	FAUTEUIL MANÉGE ENCHANTÉ	519,52	0,00	10
27/07/2022	VANNE FONTAINE PONT DE VESSE	1 280,57	0,00	8
27/07/2022	FAUTEUIL	231,79	0,00	1
27/07/2022	ASPIRATEUR 3 EN 1 EXTRACTEUR	260,10	0,00	1
27/07/2022	RÉFRIGÉRATEUR (SERVICE FESTIVITÉS)	549,99	0,00	8
27/07/2022	REPOSE PIEDS (FINANCES)	79,58	0,00	1
17/08/2022	REMORQUE DOUBLE ESSIEU REM NFB 254 SF	1 980,00	0,00	8
17/08/2022	LOGICIEL MODULE WEB DÉCÈS	2 568,90	0,00	2
17/08/2022	MOBILIERS ST (ERIC GIBAUD)	1 135,91	0,00	10
17/08/2022	MOBILIERS ESPACE CONVIVIALITÉ	1 988,57	0,00	10
17/08/2022	MOBILIERS SJVA	2 443,07	0,00	10
17/08/2022	SIÈGES URBANISME	1 098,76	0,00	10
17/08/2022	MOBILIERS FOYER DES RETRAITÉS	1 148,52	0,00	10
17/08/2022	GILET PARE BALLE ASVP QUESADA	624,00	0,00	8
17/08/2022	APPAREIL REMPLISSAGE-TESTEUR-CRIC	1 726,69	0,00	8
17/08/2022	CHAISES	800,00	0,00	8
26/08/2022	CERTIFICAT ÉLECTRONIQUE EXPRESS G2 3ANS	1 512,00	0,00	2
26/08/2022	MOBILIERS CULTUREL	1 066,30	0,00	10
01/09/2022	MOBILIER ECOLE H.DE BORNIER	3 183,79	0,00	10
06/09/2022	PC PORTABLE	24 885,00	0,00	5
06/09/2022	MATÉRIELS INFORMATIQUE ÉCOLES: CASQUES	1 080,00	0,00	5
06/09/2022	BAC RÉCUPÉRATION TONER	78,00	0,00	1
06/09/2022	ENI POUR LES ÉCOLES	74 821,36	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
08/09/2022	PARCELLE CZ 607 CHEMIN MAS DE ROBIN VENTE JEANJEAN	1 219,55	0,00	0
08/09/2022	ACQ PARCELLES CADASTRÉE AD 6 ET AD 10 CH DES ALIC	56 767,52	0,00	0
08/09/2022	MOBILIERS SALLE GEORGES BRASSENS	4 140,00	0,00	10
12/09/2022	PLASTIFIEUSE	293,78	0,00	1
12/09/2022	FOURNITURE ET POSE TOBOGGAN HALTE GARDERIE	5 985,73	0,00	8
12/09/2022	JEUX SOUPLES HALTE GARDERIE	17 548,51	0,00	8
14/09/2022	ASPIRATEUR POUSSIÈRE	173,69	0,00	1
14/09/2022	VIDÉO PROJECTEUR MISE EN ÉTAT	2 168,92	0,00	8
15/09/2022	PARCELLES RUE DES CYPRÈS BA 384 FRAIS ACQ BIRDIE I	248,34	0,00	0
15/09/2022	Terrains BN 438 440 441 La Magnanerie	601,73	0,00	0
15/09/2022	PARCELLES BX 684 CHE DES MEUNIÈRES	623,72	0,00	0
16/09/2022	TERRAIN CADASTRÉ CT 74 LIEUDIT PISSE SAUMES DOMENE	283,08	0,00	0
19/09/2022	DÉCOUPE VINYL DÉPOLI	561,72	0,00	8
19/09/2022	COFFRE FORT	283,86	0,00	1
19/09/2022	MOBILIERS CASTEL	5 997,60	0,00	10
19/09/2022	RÉFRIGÉRATEUR (MAISON QUI OSE)	129,00	0,00	8
19/09/2022	FAUTEUIL GILLES SALVET	379,70	0,00	1
19/09/2022	FAUTEUIL	345,08	0,00	1
19/09/2022	MOBILIER BUREAU	2 168,10	0,00	10
26/09/2022	CIMETIERE ST GERARD	47 340,00	0,00	0
26/09/2022	"MANUEL TYPOGRAPHIQUE ""FOURNIER LE JEUNE"""	3 840,13	0,00	0
26/09/2022	POMPE IMMERGÉE STADE RAMADIER	2 702,71	0,00	8
28/09/2022	BALAYEUSE SERVICE DES SPORTS	13 358,94	0,00	8
10/10/2022	MOBILIERS	3 376,42	0,00	10
13/10/2022	FORM. LOGICIEL INOÉ LOISIRS PERFECT ABERRAD ET LIS	892,00	0,00	2
13/10/2022	MATERIELS INFORMATIQUE	915,00	0,00	5
13/10/2022	MICROSOFLT OFFICE 365 BUSINESS BASIC	138,00	0,00	1
19/10/2022	VIDEO SURVEILLANCE	38 477,46	0,00	0
19/10/2022	PLATEFORME	1 063,20	0,00	8
19/10/2022	BRANCARD PLIABLE	166,75	0,00	1
19/10/2022	BATTERIE	789,01	0,00	8
19/10/2022	JEUX PARC JEAN HUGO	1 959,67	0,00	8
25/10/2022	CONSIGNATION TERRAIN CADASTRÉ CV269 CHEMIN DE BARA	4 500,00	0,00	0
27/10/2022	DÉBROUSSAILLEUSE	1 474,20	0,00	8
27/10/2022	DÉBROUSSAILLEUSE ESPACES VERTS	1 708,10	0,00	8
27/10/2022	F ET POSE JEUX PARC J.HUGO	14 532,01	0,00	8
03/11/2022	REQUALIFICATION RUE LIBERATION PRU	19 981,57	0,00	0
03/11/2022	SCARIFICATEUR	2 359,80	0,00	8
03/11/2022	MATÉRIELS SPORTIFS	1 041,86	0,00	8
03/11/2022	Chariot entretien	351,72	0,00	1
03/11/2022	PUPITRE DE CONFÉRENCE	1 171,27	0,00	8
03/11/2022	FAUTEUIL FINANCES	418,20	0,00	1
03/11/2022	ASPIRATEUR POUSSIÈRE ÉCOLE	137,11	0,00	1
03/11/2022	CHARIOT ENTRETIEN ÉCOLE	1 507,26	0,00	8
16/11/2022	BRANCHEMENTS DIVERS	457,79	0,00	0
16/11/2022	FAUTEUIL PICCOLO ÉCOLE GAMBETTA	180,49	0,00	1
16/11/2022	COFFRET DE FORAGE	6 108,95	0,00	8
16/11/2022	ENROULEUR AUTOMATIQUE	1 208,40	0,00	8
16/11/2022	ABRI FESTIF	592,82	0,00	8
16/11/2022	CONSOLE DE LUMIÈRE SALLE BRASSENS	32 703,60	0,00	8
16/11/2022	MATÉRIELS PÉDAGOGIQUES ÉCOLE V.HUGO	248,91	0,00	1
22/11/2022	MICRO ONDES	119,99	0,00	1
22/11/2022	AUTO LAVEUSE SALLE FEUILLADE	4 416,62	0,00	8
22/11/2022	INSTALLATION DISPOSITIF ÉCLAIRAGE SALLE LOUIS FEUI	8 794,80	0,00	8
22/11/2022	SÉPARATEURS DE FOULE	1 008,00	0,00	10
22/11/2022	PERCOLATEUR FOYER 3ÈME ÂGE	238,80	0,00	1
29/11/2022	DISQUE DUR POUR BAIE NETAPP	680,40	0,00	5
29/11/2022	PARCELLE AD29 MAS DE BORY ORIGINE DUGARET	35 000,00	0,00	0
29/11/2022	"IMMEUBLE ""LES LAVANDIÈRES"""	160 632,00	0,00	0
30/11/2022	MOBILIER ÉCOLE V HUGO ULIS	752,67	0,00	8
01/12/2022	TOBOGGAN HALTE GARDERIE	627,17	0,00	8
01/12/2022	"TABLE ""VOX"" MOBILIERS D'EXPO"	9 135,98	0,00	8
01/12/2022	TABLEAU SIMPLE MURAL	165,53	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/12/2022	F ET POSE DE GAULETTES À L' ARBORETUM	9 354,00	0,00	8
01/12/2022	DÉFIBRILLATEUR ESPACE VAUBAN	2 437,20	0,00	8
02/12/2022	SUPPORT TABLE VOX	4 999,98	0,00	8
02/12/2022	VÉHICULE CÔTE À CÔTE HYTRACK	10 320,00	0,00	6
02/12/2022	MATÉRIELS PISCINE	1 070,40	0,00	8
05/12/2022	MEUBLE PLAN MÉTALLIQUE	1 718,40	0,00	10
05/12/2022	ELECTROMENAGER MANÉGE ENCHANTÉ	644,99	0,00	8
05/12/2022	PONÇEUSE ASPIRATEUR	588,88	0,00	8
09/12/2022	MARTEAU PERFO	1 440,34	0,00	8
09/12/2022	VOIRIE RUE DE LA LIBÉRATION	23 872,90	0,00	0
12/12/2022	MOBILIERS MICRO CRÈCHE	318,30	0,00	1
12/12/2022	Bilan social activités animations séniors	10 230,00	0,00	2
12/12/2022	PORTABLES SMARTPHONE	16 728,00	0,00	5
12/12/2022	MATÉRIELS INFORMATIQUE	3 255,00	0,00	5
12/12/2022	TELEPHONE DE SECOURS (POUR LES SITES DISTANT)	2 160,00	0,00	5
12/12/2022	MOBILES SAMSUNG GALAXY	25 260,00	0,00	5
12/12/2022	MOBILIERS DESSERTE ET TABLE POLITIQUE DE LA VILLE	623,54	0,00	8
12/12/2022	CALCULATRICE	244,98	0,00	1
12/12/2022	VESTIAIRE MONOBLOC	210,55	0,00	1
12/12/2022	MEUBLE 2 PORTES BASSES ET NICHE	475,56	0,00	1
12/12/2022	CAISSON EN MÉTAL + MOBILIER	936,78	0,00	10
12/12/2022	SIÈGES ACCOUDOIRS SCOLAIRE	690,17	0,00	10
12/12/2022	MOBILIERS KARINE DELMAS	1 402,94	0,00	10
15/12/2022	RÉFRIGÉRATEUR ÉCOLE M ROUSTAN	544,99	0,00	8
15/12/2022	MATÉRIEL GESTION CENTRALISÉE ARROSAGE	3 801,20	0,00	8
16/12/2022	BARRIÈRE DE CIRCULATION	2 052,00	0,00	8
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**4 613 777,27**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
15/09/2022	ACQ TERRAIN LIEUDIT CANTADU CADASTRÉS AA 381 ET A	16 976,47	0	0,00	2 132,00	2 000,00	-132,00
16/11/2022	1 JUMPER CITROEN 3202 XN 34 CH	21 653,21	8	21 653,21	0,00	1 323,00	1 323,00
17/11/2022	363 AAV 34 KANGOO DCI POLICE	14 400,00	6	14 400,00	0,00	1 685,00	1 685,00
23/11/2022	CC91 98CHE DE LA VIDOURLENQUE	155,93	0	0,00	155,93	30 000,00	29 844,07
06/12/2022	GODET TRACTOPELLE CATERPILLAR 432E	6 193,70	8	3 870,00	2 323,70	1 737,00	-586,70
19/12/2022	RENAULT CLIO 8837 YQ	9 814,67	6	9 814,67	0,00	363,00	363,00
19/12/2022	Mégane Berline police DE999DW	17 118,64	6	17 118,64	0,00	3 386,00	3 386,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**86 312,62**					**35 882,37**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	40 494,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	4 611,63

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A10.4

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	36 175 092,71
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	A12

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**56 776 614,17**	**33 136 655,72**											**731 079,13**	**1 789 323,59**
3F Occitanie	2016	P	Jeu de Mail rue de la Treille Muscate	Caisse Dépots Consignations	2 230 225,00	1 984 164,51	33,00	A	F	FIXE	1,350	F	FIXE	1,350	A-1		27 364,55	42 838,94
3F Occitanie	2016	P	Jeu de Mail rue de la Treille Muscate	Caisse Dépots Consignations	991 026,00	912 269,50	43,00	A	F	FIXE	1,350	F	FIXE	1,350	A-1		12 501,06	13 735,15
3F Occitanie	2016	P	Jeu de Mail rue de la Treille Muscate	Caisse Dépots Consignations	1 208 992,00	1 052 398,05	33,00	A	F	FIXE	0,550	F	FIXE	0,550	A-1		5 934,83	26 661,50
3F Occitanie	2016	P	Jeu de Mail rue de la Treille Muscate	Caisse Dépots Consignations	434 158,00	391 245,06	43,00	A	F	FIXE	0,550	F	FIXE	0,550	A-1		2 192,05	7 309,86
APAJH	2011	P	EG Foyer hebergement	CREDIT FONCIER	580 000,00	460 682,69	18,91	T	V	LIVA	3,404	V	LIVA	3,360	A-1		15 780,12	14 245,07
ERILIA	1992	P	emp gar	Caisse Dépots Consignations	2 601 189,18	654 826,71	4,00	A	F	FIXE	4,672	F	FIXE	3,550	A-1		27 460,49	118 708,46
ERILIA	1992	P	Emp Gar	Caisse Dépots Consignations	2 483 631,63	613 697,43	4,84	A	F	FIXE	4,412	F	FIXE	3,550	A-1		25 735,73	111 252,44
ERILIA	1993	P	Hameau des Lanes	Caisse Dépots Consignations	2 191 281,12	634 417,52	5,25	A	F	FIXE	4,382	F	FIXE	3,550	A-1		25 868,57	94 274,46
FDI HABITAT	2001	P	LOT TERRO D OC	Caisse Dépots Consignations	2 380 907,13	1 029 708,29	10,75	A	F	FIXE	3,349	F	FIXE	3,450	A-1		38 302,50	80 509,03

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FDI HABITAT	2002	P	IMMEUBLE MALGOIRE	Caisse Dépots Consignations	35 673,07	20 559,23	14,09	A	F	FIXE	3,527	F	FIXE	3,450	A-1		744,96	1 033,75
FDI HABITAT	2002	P	IMMEUBLE MALGOIRE	Caisse Dépots Consignations	48 795,20	38 279,54	29,09	A	F	FIXE	3,510	F	FIXE	3,450	A-1		1 345,58	722,72
FDI HABITAT	1991	P	10 LGT RUE DE LA PAIX FDI HABITAT	Caisse Dépots Consignations	67 516,42	13 765,92	3,59	A	F	FIXE	4,333	F	FIXE	3,550	A-1		601,27	3 171,14
FDI HABITAT	1995	P	33 LGT PORTES MER	Caisse Dépots Consignations	1 419 978,83	512 725,26	7,25	A	F	FIXE	4,022	F	FIXE	3,550	A-1		20 164,46	55 287,83
FDI HABITAT	1995	P	9 LGT RUE PAIX FDI HABITAT	Caisse Dépots Consignations	60 501,88	21 533,30	7,92	A	F	FIXE	3,768	F	FIXE	3,550	A-1		846,86	2 321,97
FDI HABITAT	1995	P	72 LGT MAS CHAMBON	Caisse Dépots Consignations	3 147 025,42	1 119 720,78	7,92	A	F	FIXE	3,774	F	FIXE	3,550	A-1		44 036,39	120 740,94
FDI HABITAT	1998	P	LOGT TERRO D OC	Caisse Dépots Consignations	1 999 331,42	800 786,89	8,17	A	F	FIXE	3,442	F	FIXE	3,550	A-1		31 105,75	75 431,42
FDI HABITAT	2003	P	Rue Max DORMOY 11 lgt Emp Gar	Caisse Dépots Consignations	253 756,80	196 546,71	30,75	A	F	FIXE	2,936	F	FIXE	2,950	A-1		5 911,71	3 850,32
FDI HABITAT	2003	P	Rue Max DORMOY 11 Lgt Emp Gar	Caisse Dépots Consignations	13 500,00	7 857,65	15,75	A	F	FIXE	2,933	F	FIXE	2,950	A-1		243,02	380,15
FDI HABITAT	2003	P	3 Lgt rue Antoine MENARD	Caisse Dépots Consignations	25 704,00	20 313,46	31,77	A	V	LIVA	2,804	V	LIVA	2,950	A-1		610,43	379,10
FDI HABITAT	2003	P	3 Lgt rue Antoine MENARD	Caisse Dépots Consignations	96 750,00	59 088,48	16,75	A	V	LIVA	2,765	V	LIVA	2,950	A-1		1 821,25	2 648,62
FDI HABITAT	2009	P	EG LES COCARDIERS	Caisse Dépots Consignations	19 985,00	15 746,96	36,67	A	F	FIXE	1,049	F	FIXE	1,050	A-1		168,99	346,82
FDI HABITAT	2009	P	EG LES COCARDIERS	Caisse Dépots Consignations	102 732,00	73 923,00	26,67	A	F	FIXE	1,049	F	FIXE	1,050	A-1		800,95	2 357,61
FDI HABITAT	2009	P	EG LES COCARDIERS	Caisse Dépots Consignations	79 940,00	65 605,28	36,67	A	F	FIXE	1,849	F	FIXE	1,850	A-1		1 236,42	1 227,98
FDI HABITAT	2009	P	EG LES COCARDIERS	Caisse Dépots Consignations	410 928,00	308 712,55	26,67	A	F	FIXE	1,849	F	FIXE	1,850	A-1		5 873,18	8 756,26
FDI HABITAT	2013	P	Ext foyer D. Meyer	Caisse Dépots Consignations	93 050,00	57 504,26	11,67	A	F	FIXE	1,850	F	FIXE	1,850	A-1		1 142,37	4 245,25
FDI HABITAT	2012	P	ilot caladons	Caisse Dépots Consignations	106 170,40	94 049,59	39,34	A	F	FIXE	2,050	F	FIXE	2,050	A-1		1 955,95	1 362,66
FDI HABITAT	2012	P	ilot caladons	Caisse Dépots Consignations	203 976,50	169 835,18	29,34	A	F	FIXE	2,050	F	FIXE	2,050	A-1		3 559,86	3 816,33
FDI HABITAT	2012	P	ilot caladons	Caisse Dépots Consignations	97 888,00	89 049,16	39,34	A	F	FIXE	2,850	F	FIXE	2,850	A-1		2 567,54	1 039,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FDI HABITAT	2012	P	ilot caladons	Caisse Dépots Consignations	188 064,80	161 228,50	29,34	A	F	FIXE	2,850	F	FIXE	2,850	A-1		4 683,99	3 122,20
FDI HABITAT	2020	P	Le Courlis - Place des Martyrs - 4 Lgts	Caisse Dépots Consignations	34 055,25	32 447,65	37,09	A	V	LIVRETA	0,300	V	LIVRETA	0,300	A-1		99,76	805,01
FDI HABITAT	2020	P	Le Courlis - Place des Martyrs - 4 Lgts	Caisse Dépots Consignations	19 636,50	19 140,87	57,09	A	V	LIVRETA	0,920	V	LIVRETA	0,920	A-1		178,39	248,95
FDI HABITAT	2020	P	Le Courlis - Place des Martyrs - 4 Lgts	Caisse Dépots Consignations	33 285,75	31 944,51	37,09	A	V	LIVRETA	2,378	V	LIVRETA	1,100	A-1		358,81	674,29
FDI HABITAT	2020	P	Le Courlis - Place des Martyrs - 4 Lgts	Caisse Dépots Consignations	65 896,50	64 233,25	57,09	A	V	LIVRETA	0,920	V	LIVRETA	0,920	A-1		598,64	835,43
FDI HABITAT	2020	P	Le Grenadier	Caisse Dépots Consignations	392 547,00	374 016,59	37,34	A	V	LIVRETA	0,300	V	LIVRETA	0,300	A-1		1 149,89	9 279,08
FDI HABITAT	2020	P	Le Grenadier	Caisse Dépots Consignations	197 399,25	192 290,33	57,34	A	V	LIVRETA	0,840	V	LIVRETA	0,840	A-1		1 636,79	2 565,14
FDI HABITAT	2020	P	Le Grenadier	Caisse Dépots Consignations	823 850,25	790 653,52	37,34	A	V	LIVRETA	1,100	V	LIVRETA	1,100	A-1		8 880,77	16 689,16
FDI HABITAT	2020	P	Le Grenadier	Caisse Dépots Consignations	414 287,25	403 565,04	57,34	A	V	LIVRETA	0,840	V	LIVRETA	0,840	A-1		3 435,17	5 383,53
FDI HABITAT	2020	C	Le Grenadier	Caisse Dépots Consignations	24 375,00	24 375,00	37,34	A	V	FIXE	0,365	V	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
FDI HABITAT	2020	C	Le Grenadier	Caisse Dépots Consignations	26 250,00	26 250,00	56,34	A	V	FIXE	1,394	V	FIXE	1,600	A-1		420,00	0,00
HLM UN TOIT POUR TOUS	1991	P	CONSTRUCTION LOGEMENTS	Caisse Dépots Consignations	2 115 825,15	579 307,42	4,67	A	F	FIXE	4,014	F	FIXE	4,790	A-1		32 472,80	98 621,58
HLM UN TOIT POUR TOUS	2010	P	EG RESIDENCE DU DOMAINE	Caisse Dépots Consignations	260 534,16	205 256,24	27,75	A	F	FIXE	1,549	F	FIXE	1,550	A-1		3 262,64	5 236,41
HLM UN TOIT POUR TOUS	2010	P	EG RESIDENCE DU DOMAINE	Caisse Dépots Consignations	294 336,66	260 972,43	37,75	A	F	FIXE	2,348	F	FIXE	2,350	A-1		6 212,99	3 410,05
HLM UN TOIT POUR TOUS	2010	P	EG RESIDENCE DU DOMAINE	Caisse Dépots Consignations	947 753,67	756 559,83	27,59	A	V	LIVRETA	1,649	F	FIXE	1,020	A-1		7 954,01	23 244,50
HLM UN TOIT POUR TOUS	2010	P	EG RESIDENCE DU DOMAINE	Caisse Dépots Consignations	99 632,71	85 129,36	37,75	A	F	FIXE	1,549	F	FIXE	1,550	A-1		1 341,01	1 387,40
HLM UN TOIT POUR TOUS	2012	P	les 4 saisons	Caisse Dépots Consignations	117 333,18	96 338,48	29,34	A	F	FIXE	3,300	F	FIXE	1,700	A-1		1 679,35	2 446,76
HLM UN TOIT POUR TOUS	2012	P	les 4 saisons	Caisse Dépots Consignations	45 133,61	39 416,99	39,34	A	F	FIXE	3,350	F	FIXE	1,700	A-1		681,72	684,47

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HLM UN TOIT POUR TOUS	2012	P	les 4 saisons	Caisse Dépots Consignations	1 796 388,32	1 442 561,64	27,59	A	V	LIVRETA	1,567	F	FIXE	1,020	A-1		15 166,21	44 321,18
HLM UN TOIT POUR TOUS	2012	P	les 4 saisons	Caisse Dépots Consignations	76 798,33	63 098,85	29,34	A	F	FIXE	3,350	F	FIXE	1,700	A-1		1 099,92	1 602,55
HLM UN TOIT POUR TOUS	2012	P	les 4 saisons	Caisse Dépots Consignations	307 797,29	272 658,00	39,34	A	F	FIXE	2,050	F	FIXE	2,050	A-1		5 670,48	3 950,46
HLM UN TOIT POUR TOUS	2012	P	les 4 saisons	Caisse Dépots Consignations	685 832,23	571 038,55	29,34	A	F	FIXE	2,050	F	FIXE	2,050	A-1		11 969,34	12 831,68
HLM UN TOIT POUR TOUS	2012	P	les 4 saisons	Caisse Dépots Consignations	663 197,00	603 313,18	39,34	A	F	FIXE	2,850	F	FIXE	2,850	A-1		17 395,21	7 045,02
HLM UN TOIT POUR TOUS	2017	P	Les Lavandières	Caisse Dépots Consignations	856 780,00	755 650,00	33,92	A	F	FIXE	1,350	F	FIXE	1,350	A-1		10 436,51	17 425,06
HLM UN TOIT POUR TOUS	2017	P	Les Lavandières	Caisse Dépots Consignations	66 339,00	60 520,11	43,92	A	F	FIXE	1,350	F	FIXE	1,350	A-1		830,56	1 002,62
HLM UN TOIT POUR TOUS	2017	P	Les Lavandières	Caisse Dépots Consignations	24 205,00	21 638,51	43,92	A	F	FIXE	0,550	F	FIXE	0,550	A-1		121,40	433,64
HLM UN TOIT POUR TOUS	2017	P	Les Lavandières	Caisse Dépots Consignations	343 631,00	296 767,23	33,92	A	F	FIXE	0,550	F	FIXE	0,550	A-1		1 675,77	7 918,12
NOUVEAU LOGIS MERD	1999	P	Immeuble Sauvageol et chateau	Caisse Dépots Consignations	120 089,56	47 859,06	8,00	A	F	FIXE	3,734	F	FIXE	3,550	A-1		1 859,22	4 513,45
NOUVEAU LOGIS MERD	1999	P	Immeuble Sauvageol Chateau	Caisse Dépots Consignations	270 630,32	103 302,77	8,00	A	F	FIXE	3,231	F	FIXE	3,050	A-1		3 455,38	9 988,24
OPH/ACM ex SHEMC	1999	P	CONSTRUCTION LGT ABRIVADOS	Caisse Dépots Consignations	950 024,89	0,00	0,00	A	F	FIXE	4,780	F	FIXE	3,550	A-1		2 320,16	65 356,60
OPH/ACM ex SHEMC	1999	P	CONSTRUCTION LGT	Caisse Dépots Consignations	38 112,82	0,00	0,00	A	F	FIXE	4,867	F	FIXE	3,550	A-1		92,90	2 617,01
OPH/ACM ex SHEMC	1999	P	CONSTRUCTION LGT ABRIVADOS	Caisse Dépots Consignations	100 315,51	6 588,28	0,00	A	F	FIXE	4,564	F	FIXE	3,550	A-1		460,31	6 378,32
OPH/ACM ex SHEMC	1998	C	30 LGT LES CLAUZADES	Caisse Dépots Consignations	1 716 840,95	582 985,05	7,34	A	F	FIXE	3,740	F	FIXE	3,550	A-1		22 989,24	64 599,19
OPH/ACM ex SHEMC	2002	P	Ensemble immobilier la Roquette Emp Gar	Caisse Dépots Consignations	577 253,00	0,00	0,00	A	F	FIXE	2,279	F	FIXE	2,250	A-1		797,27	35 434,00
OPH/ACM ex SHEMC	2007	P	La Roquette H3 H5 H6 H7	Caisse Dépots Consignations	216 566,00	0,00	0,00	A	F	FIXE	3,967	F		4,000	A-1		761,35	19 033,77
OPH/ACM ex SHEMC	2007	P	La Roquette A2 C2 H1 J4	Caisse Dépots Consignations	227 932,00	0,00	0,00	A	F	FIXE	3,967	F		4,000	A-1		801,31	20 032,73
OPH/ACM ex SHEMC	2007	P	La Roquette G1 H2 K1 K3	Caisse Dépots Consignations	226 696,00	0,00	0,00	A	F	FIXE	3,967	F		4,000	A-1		796,96	19 924,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH/ACM ex SHEMC	2010	P	EG lgt route de Montpellier	Caisse Dépots Consignations	67 799,00	55 799,16	37,09	A	V	LIVA	1,499	V	LIVA	1,500	A-1		853,25	1 083,89
OPH/ACM ex SHEMC	2010	P	EG lgt route de Montpellier	Caisse Dépots Consignations	576 322,75	437 825,62	27,09	A	V	LIVA	1,499	V	LIVA	1,500	A-1		6 755,03	12 509,77
OPH/ACM ex SHEMC	2010	P	EG lgt route de Montpellier	Caisse Dépots Consignations	75 295,25	55 614,21	27,09	A	V	LIVA	0,949	V	LIVA	0,950	A-1		544,74	1 726,72
OPH/ACM ex SHEMC	2017	P	Résidence Les Nénuphars	Caisse Dépots Consignations	165 552,00	142 678,06	34,59	A	V	LIVRETA	0,547	V	LIVRETA	0,550	A-1		820,82	4 516,42
OPH/ACM ex SHEMC	2017	P	Résidence Les Nénuphars	Caisse Dépots Consignations	380 356,50	332 781,39	34,59	A	V	LIVRETA	1,335	V	LIVRETA	1,350	A-1		4 684,76	9 484,07
Office Public HLM	2001	P	6 LGT RUE REMPARTS	Caisse Dépots Consignations	129 133,12	70 707,30	13,42	A	F	FIXE	3,396	F	FIXE	3,450	A-1		2 573,25	3 879,77
Office Public HLM	2001	P	RES CLOS LES PLATANES	Caisse Dépots Consignations	315 593,08	172 804,18	13,34	A	F	FIXE	3,383	F	FIXE	3,450	A-1		6 288,87	9 481,91
Office Public HLM	2001	P	RES CLOS LES PLATANES	Caisse Dépots Consignations	72 068,22	38 007,13	13,34	A	F	FIXE	2,980	F	FIXE	2,950	A-1		1 185,17	2 168,01
Office Public HLM	1995	P	CONSTRUCTION 24 LOGEMENTS	Caisse Dépots Consignations	668 646,01	168 975,26	4,09	A	F	FIXE	4,170	F	FIXE	4,701	A-1		7 086,06	30 632,22
Office Public HLM	1996	P	3 LGT ESPL MELEZES	Caisse Dépots Consignations	120 342,52	33 281,62	5,50	A	F	FIXE	3,356	F	FIXE	3,050	A-1		1 168,50	5 029,75
Office Public HLM	1996	P	27 LGT ESPLANADE MELEZES	Caisse Dépots Consignations	790 369,53	229 796,29	5,50	A	F	FIXE	3,834	F	FIXE	3,550	A-1		9 369,33	34 128,53
Office Public HLM	1998	P	3 LGT TAPIS VERT	Caisse Dépots Consignations	48 028,13	15 100,87	7,42	A	F	FIXE	3,649	F	FIXE	3,550	A-1		597,16	1 720,42
Office Public HLM	1998	P	4 LGT RUE LIBERATION	Caisse Dépots Consignations	96 810,86	30 438,95	7,42	A	F	FIXE	3,649	F	FIXE	3,550	A-1		1 203,69	3 467,87
Office Public HLM	2001	P	6 LGT RUE DES REMPARTS	Caisse Dépots Consignations	28 444,49	15 001,00	13,42	A	F	FIXE	2,984	F	FIXE	2,950	A-1		467,78	855,68
Office Public HLM	2007	P	EG 5 lgt Terro d'Oc	Caisse Dépots Consignations	100 844,50	75 004,07	24,50	A	V	LIVA	2,748	V		2,750	A-1		2 119,50	2 068,72
Office Public HLM	2007	P	EG 23 lgt Terro d'Oc	Caisse Dépots Consignations	400 158,50	282 915,09	19,50	A	V	LIVA	3,397	V		3,400	A-1		9 951,47	9 775,06
SAHLM MEDITERRANNE	2003	P	LE CLOS DES BOTANISTES	CREDIT FONCIER	2 949 617,00	1 485 669,99	11,25	A	V	LIVA	3,302	V	LIVA	3,850	A-1		61 178,74	103 388,27
SAHLM MEDITERRANNE	2005	C	CLos des Botanistes emp G	CREDIT FONCIER	812 574,00	433 405,06	11,92	A	V	LIVA	3,432	V	LIVA	3,550	A-1		16 405,93	28 733,88
SOCADAL CILEO	2011	P	Ilot JJ Rousseau	CREDIT FONCIER	444 729,00	311 381,68	18,50	T	V	LIVA	2,216	V	LIVA	2,140	A-1		6 851,73	14 037,07
VILOGIA	2015	P	Résidence rue des Aires	Caisse Dépots Consignations	770 870,25	674 106,41	32,17	A	F	FIXE	1,877	F	FIXE	1,860	A-1		12 811,91	14 705,71

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2015	P	résidence rue des Aires	Caisse Dépots Consignations	386 604,00	351 714,31	42,17	A	F	FIXE	1,874	F	FIXE	1,860	A-1		6 640,71	5 313,03
VILOGIA	2015	P	résidence rue des Aires	Caisse Dépots Consignations	345 008,25	290 291,47	32,17	A	F	FIXE	0,564	F	FIXE	0,550	A-1		1 640,62	8 002,64
VILOGIA	2015	P	résidence rue des Aires	Caisse Dépots Consignations	163 211,25	143 123,66	42,17	A	F	FIXE	0,561	F	FIXE	0,550	A-1		803,37	2 943,28
VILOGIA	2015	P	résidence rue des Aires	Caisse Dépots Consignations	942 664,50	812 776,49	32,17	A	F	FIXE	1,366	F	FIXE	1,350	A-1		11 235,06	19 449,96
VILOGIA	2015	P	résidence rue des Aires	Caisse Dépots Consignations	508 353,75	456 405,59	42,17	A	F	FIXE	1,363	F	FIXE	1,350	A-1		6 266,69	7 794,05
VILOGIA	2016	P	La Noria	Caisse Dépots Consignations	1 427 928,00	1 259 382,56	33,67	A	F	FIXE	1,348	F	FIXE	1,350	A-1		17 393,72	29 040,98
VILOGIA	2016	P	La Noria	Caisse Dépots Consignations	840 204,75	766 506,65	43,67	A	F	FIXE	1,348	F	FIXE	1,350	A-1		10 519,27	12 698,45
VILOGIA	2016	P	La Noria	Caisse Dépots Consignations	802 090,50	692 702,87	33,67	A	F	FIXE	0,549	F	FIXE	0,550	A-1		3 911,52	18 482,18
VILOGIA	2016	P	La Noria	Caisse Dépots Consignations	307 560,75	274 949,61	43,67	A	F	FIXE	0,549	F	FIXE	0,550	A-1		1 542,53	5 509,99
herault habitat	2014	P	Route de Montpellier 24 logts	Caisse Dépots Consignations	24 817,75	22 205,63	41,34	A	F	FIXE	1,850	F	FIXE	1,850	A-1		417,24	347,84
herault habitat	2014	P	Route de Montpellier 24 logts	Caisse Dépots Consignations	402 879,00	344 058,13	31,34	A	F	FIXE	1,850	F	FIXE	1,850	A-1		6 509,99	7 832,89
promologis	1996	P	4 LGT MONTCALM	Caisse Dépots Consignations	126 427,01	37 431,06	5,25	A	F	FIXE	3,350	F	FIXE	3,050	A-1		1 310,99	5 551,93
promologis	1996	C	14 LGT MONTCALM	Caisse Dépots Consignations	549 653,54	159 077,83	5,25	A	F	FIXE	3,844	F	FIXE	3,550	A-1		6 486,44	23 638,97
promologis	2015	P	Terrasses de l'hôtel de ville	Caisse Dépots Consignations	63 703,50	53 613,65	32,42	A	V	LIVA	1,600	V	LIVA	1,600	A-1		881,19	1 460,57
promologis	2015	P	Terrasses de l'hôtel de ville	Caisse Dépots Consignations	48 385,50	41 719,04	42,42	A	V	LIVA	1,600	V	LIVA	1,600	A-1		682,67	947,78
promologis	2015	P	Terrasses de l'hôtel de ville	Caisse Dépots Consignations	49 751,25	40 468,07	32,42	A	V	LIVA	0,800	V	LIVA	0,800	A-1		334,20	1 307,36
promologis	2015	P	Terrasses de l'hôtel de ville	Caisse Dépots Consignations	29 655,00	25 098,69	42,42	A	V	LIVA	0,800	V	LIVA	0,800	A-1		205,91	640,41
promologis	2019	P	Villa Color - Prêt Locatif	Caisse Dépots Consignations	721 247,25	685 353,51	36,00	A	F	FIXE	1,350	F	FIXE	1,350	A-1		9 417,41	12 232,42
promologis	2019	P	Villa Color	Caisse Dépots Consignations	290 070,00	272 562,26	36,00	A	F	FIXE	0,550	F	FIXE	0,550	A-1		1 531,57	5 904,83

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
promologis	2019	P	Villa Color	Caisse Dépots Consignations	700 770,75	681 654,84	56,00	A	F	FIXE	1,120	F	FIXE	1,120	A-1		7 707,49	6 513,44
promologis	2019	P	Villa Color	Caisse Dépots Consignations	281 834,25	274 146,26	56,00	A	F	FIXE	1,120	F	FIXE	1,120	A-1		3 099,78	2 619,56
TOTAL GENERAL					**56 776 614,17**	**33 136 655,72**											**731 079,13**	**1 789 323,59**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	2 715 821,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**2 715 821,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**35 353 392,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**7,68**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
ACADEMIE DE BILLARD LUNELLOIS ELIE RAUZIER	750,00	Prêt de salle
ADAL AEROMODELISME	800,00	
ALP ALCOOL ET LES PROCHES	700,00	
AMICALE DES TROUPES DE MARINE HE	320,00	
AMICALE DU PERSONNEL	75 000,00	
AMICALE PECHEURS AMATEURS	160,00	Prêt de salle
AMICALE PHILATELIQUE NUMISMATIQU CHEZ RAYAN PIERRE GABRIEL	150,00	Prêt de salle
AMICALE SAINT GEORGES	500,00	
AMPL ASS POUR LA MAINTENANCE DU PATRIMOINE DU LUNELLOIS	250,00	
AMS GD SUD EX AEFTI GS AG LANGUE	7 000,00	
ANCIENS ELEVES DU LYCEE VICTOR H LUNEL	200,00	
APIJE	8 500,00	
AQUAPALMES SUBAQUATIQUE CLUB LUN	1 000,00	
ARTS ET CULTURES	5 500,00	
ARTTITUDE PRODUCTION	300,00	
ASPTT LUNEL SECTION FOOTBALL CASERNE VAUBAN	10 000,00	Prêt de salle
ASS DE CARDIOLOGIE LR COEUR ET SANTE	400,00	
ASSISTANTES MATER AGREEES DU PAYS DE LUNEL	200,00	
ATP AMIS DU THEATRE POPULAIRE	9 400,00	Prêt de salle
AU P TIT RENDEZ VOUS	500,00	
AVF LUNEL	2 000,00	
BADMINGTON CLUB LUNELLOIS	1 500,00	
BASKET PAYS DE LUNEL ASS	11 000,00	
BLACK LIONS FOOTBALL AMERICAIN	1 000,00	
CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHA	2 000,00	
CERCLE DES NAGEURS DE LUNEL	24 940,00	
CHASSEURS PROPRIAITAIRES LUNEL VILLETELLE	1 000,00	Prêt de salle
CIDFF DE L HERAULT CENTRE INFO DROITS DES FEMMES	2 200,00	
COLLECTIF AFICIONADOS FRANCAIS	1 000,00	
COLLEGE AMBRUSSUM ASS. SPORT	350,00	Prêt de salle
COLLEGE MISTRAL ASS SPORT	350,00	
COMBATTANTS ALGERIE TUNI MARO	350,00	
COMITE D ENTENTE ASS ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIME DE GUERRE	320,00	Prêt de salle
COMPAGNONS BATISSEURS DU LANGUED ROUSSILLON	2 000,00	
CONFLUENCES	4 000,00	
CONSEIL CITOYEN DE LUNEL	1 000,00	
CREATEF	1 000,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE LUNEL	400,00	
DYNAMIQUE LUNELLOISE ASSOCIATION DES COMMERCANTS ET PROFESSIONNEL	10 000,00	Prêt de salle
DYNAMIQUE LUNELLOISE ASSOCIATION DES COMMERCANTS ET PROFESSIONNEL	80,00	Prêt de salle
ECOLE DE MUSIQUE	99 354,00	Prêt de salle
ECOLE DES PARENTS ET EDUCATEURS	1 500,00	
EMPLIDOM 34 EQUIPE MOBILE PLURID DE LUTTE CONTRE L ISOLEMENT A DO	500,00	
ENTENTE SPORTIVE TIREURS PESCALU	1 500,00	
ESCOLO DOU VIDOURLE	300,00	Prêt de salle
ESCRIME PAYS DE LUNEL	4 500,00	
ESPERANCE BOULISTE ASSOC	500,00	
ESPERANCE JEUNESSE	5 573,00	
FEDER NATION JARDINS FAMILIAUX C LIGUE FRANÇAISE DU COIN DE TERRE	1 000,00	
FEMMES ET PARTAGE	2 500,00	
FNATH	300,00	
FRANCE ALZHEIMER HERAULT	800,00	
FRANCE VICTIMES 34	1 500,00	
GALLIA CLUB LUNEL	61 000,00	
GEEK EVENT	3 500,00	
GOYA CLUB TAURIN	2 000,00	
HAND BALL LUNEL MARSILLARGUES CHEZ JULIE VERNHES	8 000,00	Prêt de salle
HERAULT EST INITIATIVE	500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
HERAULT SPORTS	2 000,00	
HIPPOCAMPE	1 300,00	Prêt de salle
JUDO CLUB DES CHEMINOTS LUNEL	3 000,00	
L ARBRE A PALABRES	1 000,00	Prêt de salle
L ART DE THALIE ASSOCIATION MME DEHONDT	9 251,10	Prêt de salle
L ART RE CREATION	1 090,00	
L ATLANTIDE	1 000,00	
LA BOITE A MALICES	13 300,00	Prêt de salle
LA JEUNESSE LUNELLOIS	500,00	
LA PESCALUNE AAPPMA CHEZ MR GUY DUMAS	600,00	
LA VAILLANTE ASSOCIATION	7 000,00	Prêt de salle
LE BAOBAB ASSOCIATION	5 000,00	Prêt de salle
LE SOUVENIR FRANCAIS LUNEL	310,00	
LE XV PESCALUNE	500,00	
LES AMIS DE L ORGUE DE LUNEL MME MICHELE DANCAN PRESIDENTE	1 000,00	
LES AMIS DU MUSEE ET DU FONDS ME MME ROSELLO MARIE CLAUDE	2 500,00	Prêt de salle
LES ARCHERS DE LUNEL CHEZ M BEAUBRAS GILLES	3 000,00	
LES CHOEURS D AMBRUSSUM M. OLIVIER DECOUT	300,00	
LES COMPAGNONS DE LA COMEDIE PRESIDENTE MME COSTA NADINE	500,00	
LES PESCALUNES CLUB LES PESCALUN	1 600,00	Prêt de salle
LES PETITS DEBROUILLARD OCCITANI	3 000,00	Prêt de salle
LES PETITS FRERES DES PAUVRES	400,00	
LES TRACEURS DE LUNEL SOUJAE MARIE MAGDELAINE	500,00	
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT HERAULT	7 400,00	
LUNEL ATHLETISME ASSOCIATION	15 000,00	Prêt de salle
LUNEL BIKE CHEZ M.NICOLAS	1 500,00	Prêt de salle
LUNEL PETANQUE	2 000,00	Prêt de salle
LUNEL ROLLER PATINAGE ARTISTIQUE	3 000,00	
LUNEL TENNIS DE TABLE ASS CHEZ M PATRICE PALMA	850,00	
LUNEL VELO PASSION	1 000,00	
MCSA MONTPELLIER CULTURE SPORT A BOURDIOL DAVID	500,00	
MRAP LUNELLOIS COMITE LOCAL LUNELLOIS	3 000,00	
OCTOPUS EXPRESSION	2 000,00	
OGEC ORGANISTION GESTION ENSEIGN CATHOLIQUE	297 220,00	
ORAL RETRAITE ACTIVE ASSOC	1 000,00	Prêt de salle
PALETTES ET PINCEAUX POUR TOUS	300,00	Prêt de salle
PARENTHESE RECREATIVE	500,00	
PECHEURS D IMAGES ASSOCIATION	3 900,00	Prêt de salle
PESCAGYM	500,00	
PLANETE SCIENCES OCCITANIE	4 570,00	
PLANNING 34 FAMILIAL DE L HERAUL	3 500,00	
POUR LE CANAL DE LUNEL	2 250,00	
PREVENTION SPECIALISEE 34	2 500,00	
REBONDS	3 500,00	
RESTAURANTS DU COEUR HERAULT	1 200,00	Prêt de salle
RUGBY OLYMPIQUE LUNELLOIS	61 000,00	
SAINT FRUCTUEUX ASSOCIATION	1 500,00	
SECOURS CATHOLIQUE	1 700,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE HERAULT	3 700,00	
SECTION DES JEUNES SAPEURS POMPI DU LUNELLOIS	500,00	
SEVE	4 660,00	
SMLH SOC DES MEMBRES DE LA LEGIO D HONNEUR	2 500,00	
SNE MEDAILLE MILITAIRE 1547E SEC LUNEL CHEZ M GOURC JEAN PHILIPPE	320,00	
SPORT EN LIBERTE CHEZ M CLAUDE BERBON	400,00	
TENNIS CLUB DE LUNEL ASS CHEZ MME MESEGUER SYLVIE	8 500,00	
TERRES DU SUD	200,00	
TROPHEE PESCALUNE ASS CHEZ MME FARNETTI	12 000,00	
UDCLCVH UNION DPT CONSO LOG HLT	800,00	
UNION NATIONALE COMBATTANTS UNCA	320,00	
UNION SPORTIVE LUNEL US LUNEL	13 500,00	Prêt de salle
UNIS CITE	2 000,00	
VIA VOLTAIRE	400,00	
VILLES ET TERRITOIRES DU LR	800,00	
WAIMEA TRIATHLON ASSOCIATION	1 500,00	
Entreprises		
APEMA	750,00	
CAUSONS ECRANS	5 000,00	Prêt de salle
GCSMS MDA 34	4 500,00	
REGIE D EMPLOIS ET DE SERVICE DU PAYS	5 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes physiques		
BAUDE DE BUNNETAT SOPHIE	8 529,00	
CALVO CLAUDE OU GISELE	14 447,95	
PELLETIER JEAN LUC	4 562,72	
REBOUL ANAIS	15 084,00	
UNY FABRICE	6 775,00	
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
CAISSE DES ECOLES	30 000,00	
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEL	19 450,00	
Départements		
COLLEGE F MISTRAL M LE PRINCIPAL	12 316,00	
DEPARTEMENT DE L HERAULT	34 965,57	
SDIS HERAULT	1 618 341,05	
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC....)		
CCAS DE LUNEL	30 000,00	
LYCEE LOUIS FEUILLADE SERVICE INTENDANCE	4 000,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE PROTEC DES SITES	1 065,08	
Autres		
TOTAL GENERAL	**2 729 874,47**	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00	
TOTAL Recettes	0,00	Total Dépenses	0,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**102,00**	**1,00**	**103,00**	**88,50**	**12,69**	**101,19**
Adjoint administratif	C	17,00	1,00	18,00	9,60	7,69	17,29
Adjoint administratif	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	33,00	0,00	33,00	32,40	0,00	32,40
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
Attaché	A	12,00	0,00	12,00	7,80	4,00	11,80
Attaché	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Rédacteur	B	6,00	0,00	6,00	5,00	1,00	6,00
Rédacteur	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur principal 1ère classe	B	10,00	0,00	10,00	9,70	0,00	9,70
Rédacteur principal 2ème classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**185,00**	**18,00**	**203,00**	**172,20**	**25,16**	**197,36**
Adjoint technique	C	48,00	18,00	66,00	37,40	23,16	60,56
Adjoint technique	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique principal 1ère classe	C	38,00	0,00	38,00	37,80	0,00	37,80
Adjoint technique principal 2ème classe	C	37,00	0,00	37,00	37,00	0,00	37,00
Agent de maîtrise	C	21,00	0,00	21,00	21,00	0,00	21,00
Agent de maîtrise principal	C	21,00	0,00	21,00	21,00	0,00	21,00
Ingénieur	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	5,00	0,00	5,00	3,00	2,00	5,00
Technicien	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Technicien principal de 1ère classe	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Technicien principal de 2ème classe	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
FILIERE SOCIALE (d)		**30,00**	**0,00**	**30,00**	**28,50**	**1,00**	**29,50**
Agent social principal 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Agent spécialisé principal des écoles maternelles 1°classe	C	23,00	0,00	23,00	22,60	0,00	22,60
Agent spécialisé principal des écoles maternelles 2°classe	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Assistant socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conseiller socio-éducatif supérieur	A	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**15,00**	**0,00**	**15,00**	**12,00**	**3,00**	**15,00**
Assistant socio-éducatif	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auxiliaire de puériculture classe	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	4,00	0,00	4,00	1,00	3,00	4,00
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	B	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Educateur de jeunes	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Puéricultrice	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**11,00**	**0,70**	**11,70**	**10,00**	**1,70**	**11,70**
Conseiller des APS	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur des APS	B	2,00	0,70	2,70	1,00	1,70	2,70
Educateur des APS	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Educateur principal des APS 1ère classe	B	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Educateur principal des APS 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**9,00**	**0,00**	**9,00**	**6,80**	**2,00**	**8,80**
Adjoint du patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint du patrimoine	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	1,80	0,00	1,80
Assistant de conservation du patrimoine principal 2ème classe	A	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Assistant de conservation du patrimoine principal 2ème classe	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Attaché de conservation du patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**3,00**	**2,00**	**5,00**
Adjoint d animation	C	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Adjoint d'animation	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Animateur	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Animateur	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		**36,00**	**0,00**	**36,00**	**36,00**	**0,00**	**36,00**
Brigadier chef principal	C	20,00	0,00	20,00	20,00	0,00	20,00
Chef de police	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Chef de service de police principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur de police municipale	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien brigadier	C	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**393,00**	**19,70**	**412,70**	**357,00**	**47,55**	**404,55**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif	C	ADM	372	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	352	0,00	332-14	CDD
Adjoint d'animation	C	ANIM	352	0,00	332-14	CDD
Adjoint du patrimoine	C	CULT	352	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique	C	TECH	352	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique	C	TECH	352	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique	C	TECH	363	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354	0,00	332-14	CDD
Animateur	B	ANIM	356	0,00	332-14	CDD
Assistant de conservation du patrimoine principal 2ème classe	B	CULT	363	0,00	332-14	CDD
Assistant socio-éducatif	A	MS	390	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	399	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	390	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	420	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	450	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire de puériculture classe	B	MS	356	0,00	332-14	CDD
Educateur des APS	B	SP	356	0,00	332-14	CDD
Educateur des APS	B	SP	356	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	381	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	356	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	396	0,00	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adulte relais (1)	A			0,00	A	contrats aidés
Apprenti (1)	B			0,00	A	apprenti
Collaborateur de Cabinet (1)	A		640	0,00	333-1_333-10	CDD
Contrat de projet (1)	B			0,00	A	contrat de projet
Contrat de projet (1)	C			0,00	A	contrat de projet
Service civique (1)	C			0,00	A	services civiques
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
Barbato Cyril	Association nationale des élus locaux d'opposition	900,00	15/01/2022	Lire et comprendre un budget communal - niveau 2
Ensemble des élus	CFMEL	14 114,97	01/01/2022	divers

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- Service de l'Eau	Véolia	Véolia	SA	0,00
- Service de l'Assainissement	Véolia	Véolia	SA	0,00
- Marchés aux puces	RCM Pages	RCM Pages	SARL	0,00
- Parking du Canal et stationnement payant	Indigo	Indigo	SA	36 268,40
- Restauration collective	Elior	Elior	SA	0,00
- Spectacle vivants,taurins et équins	Maestria Production	Maestria Production	SAS	250 000,00
Détention d'une part du capital				
-	Caisse d'Epargne LR		SLE	2 000,00
-	Caisse d'Epargne LR		Société coopérative	628,00
-	BRL		SA	663,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	Voir annexe emprunts garantis			0,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	Amicale du personnel			75 000,00
-	Anciens élèves du lycée Victor Hugo			200,00
-	ASS. de cardiologie LR			400,00
-	Au p'tit rendez-vous			500,00
-	Conseil citoyen de Lunel			1 000,00
-	Les amis du musée et du fonds Médard			2 500,00
-	Les traceurs de Lunel			500,00
-	Rugby olympique lunellois			61 000,00
-	Saint Fructueux			1 500,00
-	Trophée pescalune			12 000,00
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Communauté de Communes du Pays de Lunel	08/07/1993	TPU	0,00
Autres organismes de regroupement			
Entente Interdépartementale de Démoustification			0,00
Syndicat Intercommunal de protection des traditions, coutumes et sites camarguais			1 065,08
Hérault Energie		Redevance ERDF	0,00
RESAH			300,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale		-	SPA	Non
CDE	Caisse des Ecoles	28/01/2011	- 28/01/2011	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Service de l'eau	Adduction eau potable		-	21340145800152	SPIC	Oui
Service de l'assainissement	Collecte et traitement des eaux usées		-	21340145800202	SPIC	Oui

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Café Le Pavillon	Location commerciale		-	SPA
Concert fête locale	Concert		-	SPA

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 619 453,79	9 248 665,81	4 744 777,52	6 626 010,46
RECETTES	20 619 453,79	13 291 450,37	633 214,30	6 694 789,12
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	38 610 299,12	31 981 950,17	0,00	6 628 348,95
RECETTES	38 610 299,12	36 475 811,41	0,00	2 134 487,71

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : EAU / N°SIRET : 21340145800152

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	914 468,63	232 552,84	136 304,10	545 611,69
RECETTES	914 468,63	212 982,00	0,00	701 486,63
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	796 682,12	279 786,25	0,00	516 895,87
RECETTES	796 682,12	512 472,15	0,00	284 209,97

BUDGET : ASSAINISSEMENT / N°SIRET : 21340145800202

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 360 598,28	8 326 472,50	1 770 255,32	1 263 870,46
RECETTES	11 360 598,28	5 630 412,59	0,00	5 730 185,69
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 388 914,02	679 665,65	0,00	709 248,37
RECETTES	1 388 914,02	1 085 542,56	0,00	303 371,46

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	32 894 520,70	17 807 691,15	6 651 336,94	8 435 492,61
RECETTES	32 894 520,70	19 134 844,96	633 214,30	13 126 461,44
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	40 795 895,26	32 941 402,07	0,00	7 854 493,19
RECETTES	40 795 895,26	38 073 826,12	0,00	2 722 069,14
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	73 690 415,96	50 749 093,22	6 651 336,94	16 289 985,80
TOTAL GENERAL DES RECETTES	73 690 415,96	57 208 671,08	633 214,30	15 848 530,58

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	32 894 520,70	17 807 691,15	6 651 336,94	8 435 492,61
RECETTES	32 894 520,70	19 134 844,96	633 214,30	13 126 461,44
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	40 795 895,26	32 941 402,07	0,00	7 854 493,19
RECETTES	40 795 895,26	38 073 826,12	0,00	2 722 069,14
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	73 690 415,96	50 749 093,22	6 651 336,94	16 289 985,80
TOTAL GENERAL DES RECETTES	73 690 415,96	57 208 671,08	633 214,30	15 848 530,58

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION IDENTIFICATION DES FLUX CROISES	C3.6

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	29 184 945,00	3,99	58,87	-0,42	17 459 741,00	5,23
TFPNB	152 381,00	-1,31	77,57	-0,42	118 202,00	-1,73
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

ALIBERT Stéphane	
AUTIER Isabelle	
BARBATO Cyril	
BENIATTOU Noureddine	
BERTHET Jean-Pierre	
BONFILS Viviane	
BUFFET Isabelle	
CHABERT Claude	
CHABERT Pascal	
CRECHET Michel	
DALLE Annabelle	
DALLE Stéphane	
DERDOUR Nouria	
DOMENECH Benjamin	
EL AZZOUZI Carine	
GALKA Michel	
GIMENEZ Souad	
GOUGEON Paulette	
GRASSET Laurent	
HERMABESSIERE René	
HUGO Adèle	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

LEMAIRE Nancy	
MICHEL Véronique	
MOKADDEM Sonia	
MOREL-SAVORNIN Catherine	
PAPAIX Marie	
PLANE Julia	
POLERI Corinne	
RAZIGADE Danielle	
REGNIER Yvette	
REMESY Claude	
SBAAI Jamal	
SOUJOL Pierre	
THOMAS Sylvie	
WEBER Eric	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Suite à une erreur de paramétrage du logiciel, la page 4 du compte administratif 2022 concernant les informations générales : informations statistiques, fiscales et financières est distribuée à l'ensemble des élus.

Code INSEE 34145	COLLECTIVITE VILLE DE LUNEL BUDGET PRINCIPAL	CA 2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	26627
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	170
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
18891006	21241664	790.32	1219.53

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1149	1073
2	Produit des impositions directes/population	714	559
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1359	1288
4	Dépenses d'équipement brut/population	428	297
5	Encours de dette/population	953	963
6	DGF/population	281	186
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	59.29	58.30
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	90.75	91.30
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	31.51	23.01
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	70.18	74.80

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

M. CRÉCHET indique que c'est la même chose, version ordonnateur, avec les mêmes sommes, avec un résultat de clôture identique. Par rapport à l'exercice 2022, aussi bien en fonctionnement qu'en investissement, nous avons dégagé un résultat positif malgré les restes à réaliser, c'est un peu en trompe l'oeil, puisque cela résulte largement d'éléments conjoncturels. Cela ne doit pas masquer une tendance nette depuis plusieurs années, au moins depuis 2014, d'une dégradation de l'épargne de la collectivité puisque tendantiellement les recettes augmentent moins vite que les dépenses. Cette année ce résultat très positif permet notamment d'avoir un programme d'investissement assez ambitieux mais il ne faut pas se faire d'illusions, c'est largement conjoncturel, ce qui signifie que tous les efforts menés pour maintenir les dépenses de fonctionnement ou pour trouver de nouvelles recettes y compris de fonctionnement, devront être poursuivis dans les exercices à venir si on ne veut pas dégrader de façon pérenne la capacité d'investissement de la collectivité et son épargne.

M. BARBATO remercie M. CRÉCHET pour ces éléments factuels et précis.

Déclaration de M. BARBATO :
« Ce n'est pas notre groupe qui le dit, c'est dans votre rapport :
Votre taux d'exécution, les restes à réaliser, ou encore de consommation de crédits est faible !
En termes simples, cela signifie que vous réalisez réellement moins d'investissement que vous l'annoncez en début d'année (au moment du BP).
Donc ce n'est bien que de la com. et nous le dénonçons depuis 2020.
De plus, comme vos rentrées fiscales sont plus importantes et bien vous dégagez, comme vous l'écrivez vous même « un excédent global historique ».
Les lunellois paient plus d'impôts, pour peu de résultats et surtout moins de services...
Bravo ! Cela aussi, est historique. »

M. CRÉCHET a repris le niveau des restes à réaliser depuis 2014 :
- En 2022 : les restes à réaliser s'établissent aux environs de 4 000 000 €,
- En 2015 : 9 000 000 € de restes à réaliser,
- En 2016 : 9 000 000 € de restes à réaliser,
- En 2017 : 8 977 000 € de restes à réaliser,
- En 2019 : 7 415 000 € de restes à réaliser.

Il ne veut pas engager de polémique mais simplement de façon historique les RAR à Lunel sont importants. Il a raison ils sont trop importants, c'est le motif pour lequel pour préparer le budget 2023 nous avons désengagé un certain nombre de RAR qui ne sont plus pertinents et nous avons ré-engagé un certain nombre de dépenses de façon à diminuer le niveau des RAR. Ensuite, il faut encore améliorer les choses et ce sera fait notamment par la technique des APCP à compter de 2023 de façon systématique.
Dans l'interprétation de M. BARBATO il s'agit des dépenses d'invstissement. Si on reprend sur la période 2014/2015 on voit que le niveau de dépenses d'investissement de 2022 n'est pas du tout ridicule par rapport à la période précédente.

M. BARBATO le remercie car 2014/2020 est un exemple et vous y étiez, donc merci beaucoup.

Monsieur le Maire quitte la séance et le conseil désigne M. CRÉCHET, 3° Adjoint, pour présider la séance et procéder au vote.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 voix contre : Mme RAZIGADE, M. BARBATO plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme LEMAIRE, M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, approuve le Compte Administratif 2022 du Budget Principal.

Retour de Monsieur le Maire qui reprend la présidence.

9.4 - AFFECTATION DÉFINITIVE DES RÉSULTATS 2022 – BUDGET PRINCIPAL

Rappoteur : M. CRÉCHET.

Dans le cas où le vote du budget intervient avant le vote du compte administratif, il est permis d'effectuer une reprise anticipée du résultat, en une seule fois et en totalité. Il s'agit d'une affectation provisoire. La reprise anticipée des résultats a été passée en conseil municipal du 1er février 2023.

Après le vote du compte administratif, une délibération est prise pour constater définitivement les résultats et les affecter.

COLLECTIVITE VILLE DE LUNEL - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2022

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE			II A1
		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 31 981 950,17	G 36 475 811,41
	Section d'investissement	B 9 248 665,81	H 13 291 450,37
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00 (si déficit)	I 2 424 044,12 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 972 273,61 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)
		=	=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D 42 202 889,59	= G+H+I+J 52 191 305,90
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 4 744 777,52	L 633 214,30
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 4 744 777,52	= K+L 633 214,30
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E 31 981 950,17	= G+I+K 38 899 855,53
	Section d'investissement	= B+D+F 14 965 716,94	= H+J+L 13 924 664,67
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 46 947 667,11	= G+H+I+J+K+L 52 824 520,20

Ci-dessous la détermination des résultats et leur affectation définitive.

Détermination du résultat de fonctionnement

Recettes de fonctionnement de l'année + excédents reportés :
36 475 811,41 € + 2 424 044,12 € = **38 899 855,53 €**

Dépenses de fonctionnement de l'année + déficit reporté :
31 981 950,17 € + 0,00 € = **31 981 950,17 €**
Le résultat de fonctionnement s'élève à **6 917 905,36 €.**

Détermination du résultat d'investissement

Recettes d'investissement de l'année + excédents reportés :
13 291 450,37 € + 0,00 € = **13 291 450,37 €**

Dépenses d'investissement de l'année + déficit reporté :
9 248 665,81 € + 972 273,61 € = **10 220 939,42 €**

Le résultat d'investissement s'élève à **3 070 510,95 €.**

Détermination du résultat de clôture

Résultat de fonctionnement + résultat d'investissement :
6 917 905,36 € + 3 070 510,95 € = **9 988 416,31 €**

Le résultat de clôture s'élève à **9 988 416,31 €.**

Détermination du solde des restes à réaliser

Restes à réaliser en recettes : 633 214,30 €
Restes à réaliser en dépenses : 4 744 777,52 €

Solde des restes à réaliser : - 4 111 563,22 €

Détermination du résultat global après prise en compte des RAR

Résultat de clôture : 9 988 416,31 €
Solde des restes à réaliser : - 4 111 563,22 €

Résultat cumulé : 5 876 853,09 €

Affectation des résultats

Le montant du solde des restes à réaliser ne pouvant être absorbé par le seul excédent d'investissement, il faudra prévoir une écriture au 1068 dont le montant viendra en déduction de l'excédent de fonctionnement précédemment déterminé.

Excédents d'investissement reportés **R001** : **3 070 510,95 €**

Excédents de fonctionnement capitalisés (besoin minimal strict à la couverture des RAR) : 3 070 510,95 € - 4 111 563,22 € = **1 041 052,27 €.**

Cependant, la Ville fait le choix, pour financer son programme d'investissement, d'envoyer en section d'investissement 3 000 000 € de plus, à savoir : 4 041 052,27 €, à inscrire en 1068.

Excédents de fonctionnement reportés **R002** : 6 917 905,36 € - 4 041 052,27 € = **2 876 853,09 €**

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, décide :
- d'affecter le résultat de fonctionnement du Compte Administratif 2022 comme suit :

- Au compte 1068 (Excédents de Fonctionnement capitalisés) : 1 041 052,27 €,
- Au compte R002 (Excédents de Fonctionnement reportés) : 2 876 853,09 €.

9.5 - <u>COMPTE DE GESTION 2022 – BUDGET ASSAINISSEMENT</u>

Rapporteur : M. CRÉCHET.

La date limite de vote, par les assemblées délibérantes, du Compte de gestion du comptable et du Compte Administratif 2022 est fixée au 30 juin 2023, en application de l'article L.1612-12 du CGCT.

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le compte administratif 2022 rapproche les prévisions budgétaires des réalisations effectives des dépenses (mandats) et des recettes (titres) de la Ville de Lunel entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Il est en concordance avec le Compte de Gestion établi par le Receveur de la Trésorerie de Saint Mathieu de Tréviers.

Les opérations figurant au compte administratif et celles dressées par le receveur sont concordantes et font apparaître les résultats suivants :

Total des recettes d'exploitation (a)	1 085 542,56 €
Excédents reportés (b)	374 485,02 €
Total des dépenses d'exploitation (c)	679 665,65 €
Résultat d'exploitation **(d)** = (a+b) - (c)	**780 361,93 €**

Total des recettes d'investissement (e)	5 630 412,59 €
Excédents reportés (f)	5 071 711,84 €
Total des dépenses d'investissement (g)	8 326 472,50 €
Résultat d'investissement **(h)** = (e+f) - (g)	**2 375 651,93 €**

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022	**3 156 013,86 €**

Il est précisé que le solde des restes à réaliser s'établit à – 1 770 255,32 €.
Le résultat cumulé tenant compte des RAR s'élève donc à 1 385 758,54 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la conformité du Compte de Gestion 2022 du Comptable avec le Compte Administratif 2022 du Budget Assainissement.

9.6 - <u>COMPTE ADMINISTRATIF 2022 – BUDGET ASSAINISSEMENT</u>

Rapporteur : M. CRÉCHET.

<u>Annexe</u> : Note de synthèse

La date limite de vote par les assemblées délibérantes du Compte de gestion du comptable et du Compte Administratif 2022 est fixée au 30 juin 2023, en application de l'article L.1612-12 du CGCT.

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le compte administratif 2022 rapproche les prévisions budgétaires des réalisations effectives des dépenses (mandats) et des recettes (titres) de la Ville de Lunel entre le 1er janvier 2022 et le 31

décembre 2022. Il est en concordance avec le Compte de Gestion établi par le Receveur de la Trésorerie de Saint Mathieu de Tréviers.

Les opérations figurant au compte administratif et celles dressées par le receveur sont concordantes et font apparaître les résultats suivants :

Total des recettes d'exploitation (a)	1 085 542,56 €
Excédents reportés (b)	374 485,02 €
Total des dépenses d'exploitation (c)	679 665,65 €
Résultat d'exploitation **(d)** = (a+b) - (c)	**780 361,93 €**

Total des recettes d'investissement (e)	5 630 412,59 €
Excédents reportés (f)	5 071 711,84 €
Total des dépenses d'investissement (g)	8 326 472,50 €
Résultat d'investissement **(h)** = (e+f) - (g)	**2 375 651,93 €**

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022	**3 156 013,86 €**

Il est précisé que le solde des restes à réaliser s'établit à – 1 770 255,32 €.
Le résultat cumulé tenant compte des RAR s'élève donc à 1 385 758,54 €.

Une présentation brève et synthétique accompagne la délibération relative à l'adoption du compte administratif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21340145800202	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus COLLECTIVITE VILLE DE LUNEL

POSTE COMPTABLE DE : SGC EST HERAUL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : ASSAINISSEMENT (2)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 12
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 13
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 14
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 15

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 16
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 21
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 22
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 23
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 25
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 26
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions 30
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 33
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 34
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 35
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 36
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 37
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 38
A6 - Etat des charges transférées 39
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers 40
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 41
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 42
A8.3 - Opérations liées aux cessions 43
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 44
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 45
A10 - Etat des travaux en régie 46

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 48
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 49
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 50
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 51
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé 52
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 53
B1.7 - Etat des engagements reçus 54
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 55
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 56

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 57
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 59
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 60
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 61

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 62

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 63

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 679 665,65	G 1 085 542,56	G-A 405 876,91
	Section d'investissement	B 8 326 472,50	H 5 630 412,59	H-B -2 696 059,91
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 374 485,02 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 5 071 711,84 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 9 006 138,15	Q= G+H+I+J 12 162 152,01	=Q-P 3 156 013,86

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 1 770 255,32	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 1 770 255,32	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 679 665,65	= G+I+K 1 460 027,58	780 361,93
	Section d'investissement	= B+D+F 10 096 727,82	= H+J+L 10 702 124,43	605 396,61
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 10 776 393,47	= G+H+I+J+K+L 12 162 152,01	1 385 758,54

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 1 770 255,32	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	47 419,07	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 722 836,25	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	240 881,88	218 484,96	0,00	0,00	22 396,92
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 000,00	34 794,67	0,00	0,00	205,33
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
Total des dépenses de gestion courante		**280 881,88**	**253 279,63**	**0,00**	**0,00**	**27 602,25**
66	Charges financières	101 000,00	101 000,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	1 118,12	1 118,12			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**393 000,00**	**355 397,75**	**0,00**	**0,00**	**37 602,25**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*655 171,12*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*340 742,90*	*324 267,90*			*16 475,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***995 914,02***	***324 267,90***			***671 646,12***
TOTAL		**1 388 914,02**	**679 665,65**	**0,00**	**0,00**	**709 248,37**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	622 000,00	723 545,16	0,00	0,00	-101 545,16
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	140 000,00	107 598,25	0,00	0,00	32 401,75
75	Autres produits de gestion courante	15 000,00	15 516,00	0,00	0,00	-516,00
Total des recettes de gestion courante		**777 000,00**	**846 659,41**	**0,00**	**0,00**	**-69 659,41**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	2 000,00	0,00	0,00	-2 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**777 000,00**	**848 659,41**	**0,00**	**0,00**	**-71 659,41**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*237 429,00*	236 883,15			545,85
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***237 429,00***	***236 883,15***			***545,85***
TOTAL		**1 014 429,00**	**1 085 542,56**	**0,00**	**0,00**	**-71 113,56**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**374 485,02**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	748 058,36	483 048,02	47 419,07	217 591,27
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 724 110,92	7 074 288,75	1 722 836,25	926 985,92
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**10 472 169,28**	**7 557 336,77**	**1 770 255,32**	**1 144 577,19**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	321 000,00	291 480,31	0,00	29 519,69
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**321 000,00**	**291 480,31**	**0,00**	**29 519,69**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 793 169,28**	**7 848 817,08**	**1 770 255,32**	**1 174 096,88**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*237 429,00*	*236 883,15*		*545,85*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*330 000,00*	*240 772,27*		*89 227,73*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***567 429,00***	***477 655,42***		***89 773,58***
TOTAL		**11 360 598,28**	**8 326 472,50**	**1 770 255,32**	**1 263 870,46**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	102 400,00	0,00	-102 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	4 500 000,00	4 500 000,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 500 000,00**	**4 602 400,00**	**0,00**	**-102 400,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	462 972,42	462 972,42	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**462 972,42**	**462 972,42**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 962 972,42**	**5 065 372,42**	**0,00**	**-102 400,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*655 171,12*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*340 742,90*	*324 267,90*		*16 475,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*330 000,00*	*240 772,27*		*89 227,73*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 325 914,02***	***565 040,17***		***760 873,85***
TOTAL		**6 288 886,44**	**5 630 412,59**	**0,00**	**658 473,85**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**5 071 711,84**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	218 484,96		218 484,96
012	Charges de personnel, frais assimilés	34 794,67		34 794,67
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	101 000,00	*0,00*	101 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	1 118,12	*324 267,90*	325 386,02
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**355 397,75**	***324 267,90***	**679 665,65**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**679 665,65**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*29 454,15*	29 454,15
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	291 480,31	*0,00*	291 480,31
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	483 048,02	0,00	483 048,02
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	7 074 288,75	240 772,27	7 315 061,02
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*207 429,00*	207 429,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**7 848 817,08**	***477 655,42***	**8 326 472,50**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**8 326 472,50**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	723 545,16		723 545,16
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	107 598,25		107 598,25
75	Autres produits de gestion courante	15 516,00		15 516,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	*29 454,15*	31 454,15
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*207 429,00*	*207 429,00*
Recettes d'exploitation – Total		**848 659,41**	***236 883,15***	**1 085 542,56**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**374 485,02**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 460 027,58**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	102 400,00	0,00	102 400,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*240 772,27*	240 772,27
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*303 525,00*	*303 525,00*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*20 742,90*	*20 742,90*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**4 602 400,00**	***565 040,17***	**5 167 440,17**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**5 071 711,84**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**462 972,42**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 702 124,43**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**240 881,88**	**218 484,96**	**0,00**	**0,00**	**22 396,92**
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	227 000,00	207 429,45	0,00	0,00	19 570,55
617	Etudes et recherches	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6226	Honoraires	3 881,88	216,75	0,00	0,00	3 665,13
6231	Annonces et insertions	0,00	270,00	0,00	0,00	-270,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	4 500,00	0,00	0,00	-4 500,00
6288	Autres	5 000,00	6 068,76	0,00	0,00	-1 068,76
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**35 000,00**	**34 794,67**	**0,00**	**0,00**	**205,33**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	35 000,00	34 794,67	0,00	0,00	205,33
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
6542	Créances éteintes	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**280 881,88**	**253 279,63**	**0,00**	**0,00**	**27 602,25**
66	**Charges financières (b) (5)**	**101 000,00**	**101 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	101 000,00	93 590,22	0,00	0,00	7 409,78
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-8 258,59	0,00	0,00	8 258,59
6616	Intérêts bancaires, opérat° financement	0,00	15 668,37	0,00	0,00	-15 668,37
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**1 118,12**	**1 118,12**			**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	1 118,12	1 118,12			0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**393 000,00**	**355 397,75**	**0,00**	**0,00**	**37 602,25**
023	***Virement à la section d'investissement***	***655 171,12***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***340 742,90***	***324 267,90***			***16 475,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*320 000,00*	*303 525,00*			*16 475,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*20 742,90*	*20 742,90*			*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***995 914,02***	***324 267,90***			***671 646,12***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***995 914,02***	***324 267,90***			***671 646,12***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**1 388 914,02**	**679 665,65**	**0,00**	**0,00**	**709 248,37**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-8 258,59

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	***Ventes produits fabriqués, prestations***	***622 000,00***	***723 545,16***	***0,00***	***0,00***	***-101 545,16***
70613	Participations assainissement collectif	*91 000,00*	*142 298,30*	*0,00*	*0,00*	*-51 298,30*
7068	Autres prestations de services	*531 000,00*	*581 246,86*	*0,00*	*0,00*	*-50 246,86*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**140 000,00**	**107 598,25**	**0,00**	**0,00**	**32 401,75**
741	Primes d'épuration	140 000,00	107 598,25	0,00	0,00	32 401,75
75	**Autres produits de gestion courante**	**15 000,00**	**15 516,00**	**0,00**	**0,00**	**-516,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	15 000,00	15 516,00	0,00	0,00	-516,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**777 000,00**	**846 659,41**	**0,00**	**0,00**	**-69 659,41**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 000,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	2 000,00	0,00	0,00	-2 000,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**777 000,00**	**848 659,41**	**0,00**	**0,00**	**-71 659,41**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***237 429,00***	***236 883,15***			***545,85***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*30 000,00*	*29 454,15*			*545,85*
791	*Transferts de charges d'exploitation*	*207 429,00*	*207 429,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***237 429,00***	***236 883,15***			***545,85***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 014 429,00**	**1 085 542,56**	**0,00**	**0,00**	**-71 113,56**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**374 485,02**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**748 058,36**	**483 048,02**	**47 419,07**	**217 591,27**
2151	Installations complexes spécialisées	17 576,93	8 664,00	972,00	7 940,93
21532	Réseaux d'assainissement	730 481,43	474 384,02	46 447,07	209 650,34
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**9 724 110,92**	**7 074 288,75**	**1 722 836,25**	**926 985,92**
2313	Constructions	259 000,00	0,00	0,00	259 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	9 465 110,92	7 074 288,75	1 722 836,25	667 985,92
	Total des dépenses d'équipement	**10 472 169,28**	**7 557 336,77**	**1 770 255,32**	**1 144 577,19**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**321 000,00**	**291 480,31**	**0,00**	**29 519,69**
1641	Emprunts en euros	321 000,00	291 480,31	0,00	29 519,69
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**321 000,00**	**291 480,31**	**0,00**	**29 519,69**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**10 793 169,28**	**7 848 817,08**	**1 770 255,32**	**1 174 096,88**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***237 429,00***	***236 883,15***		***545,85***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***30 000,00***	***29 454,15***		***545,85***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*30 000,00*	*29 454,15*		*545,85*
	Charges transférées	***207 429,00***	***207 429,00***		***0,00***
4818	*Charges à étaler*	*207 429,00*	*207 429,00*		*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***330 000,00***	***240 772,27***		***89 227,73***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*330 000,00*	*240 772,27*		*89 227,73*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***567 429,00***	***477 655,42***		***89 773,58***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**11 360 598,28**	**8 326 472,50**	**1 770 255,32**	**1 263 870,46**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**102 400,00**	**0,00**	**-102 400,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	102 400,00	0,00	-102 400,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**4 500 000,00**	**4 500 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	4 500 000,00	4 500 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**4 500 000,00**	**4 602 400,00**	**0,00**	**-102 400,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**462 972,42**	**462 972,42**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	462 972,42	462 972,42	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**462 972,42**	**462 972,42**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**4 962 972,42**	**5 065 372,42**	**0,00**	**-102 400,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***655 171,12***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***340 742,90***	***324 267,90***		***16 475,00***
28151	*Installations complexes spécialisées*	*320 000,00*	*87 876,00*		*232 124,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*	*215 649,00*		*-215 649,00*
4818	*Charges à étaler*	*20 742,90*	*20 742,90*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***995 914,02***	***324 267,90***		***671 646,12***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***330 000,00***	***240 772,27***		***89 227,73***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*330 000,00*	*240 772,27*		*89 227,73*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 325 914,02***	***565 040,17***		***760 873,85***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**6 288 886,44**	**5 630 412,59**	**0,00**	**658 473,85**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**5 071 711,84**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**15 360 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					15 360 000,00									
34-18455414CGP1LUNEL (101-TIR-	ARKEA Banque	18/11/2021		30/12/2022	3 500 000,00	F	FIXE	0,820	0,823		T	C	O	A-1
8135739 (85)	Caisse d'Epargne	15/10/2012		25/02/2014	400 000,00	F	FIXE	4,720	4,717		A	P	O	A-1
99107503000 (60)	Crédit Agricole	02/04/2003		11/04/2004	1 970 000,00	F	FIXE	4,590	4,591		A	C	O	A-1
DD16902608 (100)	ARKEA Banque	28/09/2020		28/02/2021	1 000 000,00	F	FIXE	0,950	0,961		T	C	O	A-1
EUR/0192438/001 (0330)	DEXIA CLF	12/12/2001		01/01/2003	990 000,00	F	FIXE	5,110	5,109		A	P	O	A-1
MON541221UR (102)	Caisse Française de Financement Local	18/11/2021		01/03/2022	3 000 000,00	F	FIXE	1,020	1,039		T	C	O	A-1
MPH543332UR (106)	LA BANQUE POSTALE	21/12/2022		01/05/2023	4 500 000,00	V	FIXE	0,000	3,397		T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**15 360 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**12 819 855,82**					**291 480,31**	**109 258,59**	**0,00**	**40 547,36**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		12 819 855,82					291 480,31	109 258,59	0,00	40 547,36
34-18455414CGP1LUNEL (101-TIR-	N	0,00	A-1	3 500 000,00	29,75	F	FIXE	0,410	0,00	15 668,37	0,00	0,00
8135739 (85)	N	0,00	A-1	264 189,19	10,15	F	FIXE	4,720	18 019,20	13 320,24	0,00	10 590,73
99107503000 (60)	N	0,00	A-1	722 333,27	10,28	F	FIXE	4,590	65 666,67	36 169,20	0,00	24 071,51
DD16902608 (100)	N	0,00	A-1	933 333,36	27,91	F	FIXE	0,950	33 333,32	9 064,58	0,00	819,20
EUR/0192438/001 (0330)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	5,110	74 461,12	3 805,07	0,00	0,00
MON541221UR (102)	N	0,00	A-1	2 900 000,00	28,92	F	FIXE	1,020	100 000,00	31 231,13	0,00	2 547,17
MPH543332UR (106)	N	0,00	A-1	4 500 000,00	30,09	V	FIXE	0,000	0,00	0,00	0,00	2 518,75
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**12 819 855,82**					**291 480,31**	**109 258,59**	**0,00**	**40 547,36**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	7	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	12 819 855,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.8

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 0.00 €	2018-06-24

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Réseaux d'assainissement	60	24/06/2014
L	Stations d'épuration ouvrages lourds	60	24/06/2014
L	Stations d'épuration ouvrages courants (bassins, etc.)	30	24/06/2014
L	Bâtiments durables	50	24/06/2014
L	Bâtiments légers	15	24/06/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**351 000,00**	**I**	**320 934,46**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**321 000,00**		**291 480,31**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	321 000,00		291 480,31
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**30 000,00**		**29 454,15**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*30 000,00*		*29 454,15*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**320 934,46**	**1 770 255,32**	**0,00**	**2 091 189,78**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**995 914,02**	**III** **324 267,90**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**995 914,02**	**324 267,90**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28151	*Installations complexes spécialisées*	*320 000,00*	*87 876,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*	*215 649,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4818	*Charges à étaler*	*20 742,90*	*20 742,90*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*655 171,12*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**324 267,90**	**0,00**	**5 071 711,84**	**462 972,42**	**5 858 952,16**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**2 091 189,78**
Ressources propres disponibles	IV	**5 858 952,16**
Solde	V = IV – II (3)	**3 767 762,38**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A5.3.1

A5.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat°**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.3.2

A5.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
22/02/2022	TRAVAUX RESEAUX EU 2022	474 384,02	0,00	60
28/03/2022	EXTENSION ET RÉHABILATION DE LA STEP	8 664,00	0,00	60
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**483 048,02**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A9.1

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A9.2

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A10

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles d'exploitation	0,00
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N
202001 Agrandissement et modernisation de la station d'épuration	11 300 000,00	0,00	11 300 000,00	1 740 478,97	9 465 110,92	2 485 232,28	7 074 288,75

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
Directeur Général des Services	A	0	1 471,32
Directeur des Services Techniques	A	0	8 052,90
Ingénieur Technique	A	0	10 087,60
Assistante administrative services techniques	A	0	3 332,30
Directrice des Finances	A	0	3 288,55
Agent omptable	C	0	8 562,00
TOTAL GENERAL	A C	0	34 794,67

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)	C4

C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 388 914,02	679 665,65	0,00	679 665,65
RECETTES	1 388 914,02	1 085 542,56	0,00	1 085 542,56
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 360 598,28	8 326 472,50	1 770 255,32	10 096 727,82
RECETTES	11 360 598,28	5 630 412,59	0,00	5 630 412,59

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 388 914,02	679 665,65	0,00	679 665,65
RECETTES	1 388 914,02	1 085 542,56	0,00	1 085 542,56
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 360 598,28	8 326 472,50	1 770 255,32	10 096 727,82
RECETTES	11 360 598,28	5 630 412,59	0,00	5 630 412,59
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	12 749 512,30	9 006 138,15	1 770 255,32	10 776 393,47
TOTAL AGREGE DES RECETTES	12 749 512,30	6 715 955,15	0,00	6 715 955,15

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

ALIBERT Stéphane	
AUTIER Isabelle	
BARBATO Cyril	
BENIATTOU Noureddine	
BERTHET Jean-Pierre	
BONFILS Viviane	
BUFFET Isabelle	
CHABERT Claude	
CHABERT Pascal	
CRECHET Michel	
DALLE Annabelle	
DALLE Stéphane	
DERDOUR Nouria	
DOMENECH Benjamin	
EL AZZOUZI Carine	
GALKA Michel	
GIMENEZ Souad	
GOUGEON Paulette	
GRASSET Laurent	
HERMABESSIERE René	
HUGO Adèle	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LEMAIRE Nancy	
MICHEL Véronique	
MOKADDEM Sonia	
MOREL Catherine	
PAPAIX Marie	
PLANE Julia	
POLERI Corinne	
RAZIGADE Danielle	
REGNIER Yvette	
REMESY Claude	
SBAAI Jamal	
SOUJOL Pierre	
THOMAS Sylvie	
WEBER Eric	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Monsieur le Maire quitte la séance et le conseil désigne M. CRÉCHET, 3° Adjoint, pour présider la séance et procéder au vote.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 4 abstentions : Mme RAZIGADE, M. BARBATO plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme LEMAIRE, 3 voix contre : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, approuve le Compte Administratif 2022 du Budget Assainissement.

Retour de Monsieur le Maire qui reprend la présidence.

9.7 - <u>COMPTE DE GESTION 2022 – BUDGET EAU</u>

Rapporteur : M. CRÉCHET.

La date limite de vote, par les assemblées délibérantes, du Compte de gestion du comptable et du Compte Administratif 2022 est fixée au 30 juin 2023, en application de l'article L.1612-12 du CGCT.

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le compte administratif 2022 rapproche les prévisions budgétaires des réalisations effectives des dépenses (mandats) et des recettes (titres) de la Ville de Lunel entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Il est en concordance avec le Compte de Gestion établi par le Receveur de la Trésorerie de Saint Mathieu de Tréviers.

Les opérations figurant au compte administratif et celles dressées par le receveur sont concordantes et font apparaître les résultats suivants :

Total des recettes d'exploitation (a)	512 472,15 €
Excédents reportés (b)	329 682,12 €
Total des dépenses d'exploitation (c)	279 786,26 €
Résultat d'exploitation **(d)** = (a+b) - (c)	**562 368,01 €**

Total des recettes d'investissement (e)	212 982,00 €
Excédents reportés (f)	213 468,63 €
Total des dépenses d'investissement (g)	232 552,84 €
Résultat d'investissement **(h)** = (e+f) - (g)	**193 897,79 €**

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022	**756 265,80 €**

Il est précisé que le solde des restes à réaliser s'établit à – 136 304,10 €.
Le résultat cumulé tenant compte des RAR s'élève donc à 619 961,71 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la conformité du Compte de Gestion 2022 du Comptable avec le Compte Administratif 2022 du Budget Eau.

9.8 - <u>COMPTE ADMINISTRATIF 2022 – BUDGET EAU</u>

Rapporteur : M. CRÉCHET.

<u>Annexe</u> : Note de synthèse

La date limite de vote par les assemblées délibérantes du Compte de gestion du comptable et du Compte Administratif 2022 est fixée au 30 juin 2023, en application de l'article L.1612-12 du CGCT.

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le compte administratif 2022 rapproche les prévisions budgétaires des réalisations effectives des dépenses (mandats) et des recettes (titres) de la Ville de Lunel entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Il est en concordance avec le Compte de Gestion établi par le Receveur de la Trésorerie de Saint Mathieu de Tréviers.

Les opérations figurant au compte administratif et celles dressées par le receveur sont concordantes et font apparaître les résultats suivants :

Total des recettes d'exploitation (a)	512 472,15 €
Excédents reportés (b)	329 682,12 €
Total des dépenses d'exploitation (c)	279 786,26 €
Résultat d'exploitation **(d)** = (a+b) - (c)	**562 368,01 €**

Total des recettes d'investissement (e)	212 982,00 €
Excédents reportés (f)	213 468,63 €
Total des dépenses d'investissement (g)	232 552,84 €
Résultat d'investissement **(h)** = (e+f) - (g)	**193 897,79 €**

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022	**756 265,80 €**

Il est précisé que le solde des restes à réaliser s'établit à – 136 304,10 €.
Le résultat cumulé tenant compte des RAR s'élève donc à 619 961,71 €.

Une présentation brève et synthétique accompagne la délibération relative à l'adoption du compte administratif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21340145800152	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus COLLECTIVITE VILLE DE LUNEL

POSTE COMPTABLE DE : SGC EST HERAULT

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : EAU (2)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

526

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 12
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 13
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 14
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 15

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 16
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 21
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 22
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 23
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 25
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 26
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions 30
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 33
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 34
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 35
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 36
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 37
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 38
A6 - Etat des charges transférées 39
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers 40
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 41
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 42
A8.3 - Opérations liées aux cessions 43
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 44
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 45
A10 - Etat des travaux en régie 46

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 48
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 49
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 50
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 51
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé 52
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 53
B1.7 - Etat des engagements reçus 54
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 55
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 56

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 57
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 59
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 60
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 61

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 62

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 63

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 279 786,25	G 512 472,15	G-A 232 685,90
	Section d'investissement	B 232 552,84	H 212 982,00	H-B -19 570,84
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 329 682,12 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 213 468,63 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 512 339,09	Q= G+H+I+J 1 268 604,90	=Q-P 756 265,81

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	136 304,10	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	136 304,10	= K+L	0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 279 786,25	= G+I+K 842 154,27	562 368,02
	Section d'investissement	= B+D+F 368 856,94	= H+J+L 426 450,63	57 593,69
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 648 643,19	= G+H+I+J+K+L 1 268 604,90	619 961,71

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 136 304,10	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

530

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	136 304,10	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	30 000,00	6 046,26	0,00	0,00	23 953,74
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 000,00	34 794,67	0,00	0,00	205,33
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 682,12	0,00	0,00	0,00	1 682,12
Total des dépenses de gestion courante		**66 682,12**	**40 840,93**	**0,00**	**0,00**	**25 841,19**
66	Charges financières	29 000,00	25 963,32	0,00	0,00	3 036,68
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**95 682,12**	**66 804,25**	**0,00**	**0,00**	**28 877,87**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*476 000,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*225 000,00*	*212 982,00*			*12 018,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***701 000,00***	***212 982,00***			***488 018,00***
TOTAL		**796 682,12**	**279 786,25**	**0,00**	**0,00**	**516 895,87**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	460 000,00	502 390,82	0,00	0,00	-42 390,82
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	4 000,00	3 539,00	0,00	0,00	461,00
Total des recettes de gestion courante		**464 000,00**	**505 929,82**	**0,00**	**0,00**	**-41 929,82**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	4 000,00	0,00	0,00	-4 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**464 000,00**	**509 929,82**	**0,00**	**0,00**	**-45 929,82**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 000,00*	2 542,33			457,67
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***3 000,00***	***2 542,33***			***457,67***
TOTAL		**467 000,00**	**512 472,15**	**0,00**	**0,00**	**-45 472,15**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**329 682,12**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	787 095,63	127 744,71	136 304,10	523 046,82
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**807 095,63**	**127 744,71**	**136 304,10**	**543 046,82**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	104 373,00	102 265,80	0,00	2 107,20
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**104 373,00**	**102 265,80**	**0,00**	**2 107,20**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**911 468,63**	**230 010,51**	**136 304,10**	**545 154,02**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*3 000,00*	*2 542,33*		*457,67*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***3 000,00***	***2 542,33***		***457,67***
TOTAL		**914 468,63**	**232 552,84**	**136 304,10**	**545 611,69**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*476 000,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*225 000,00*	*212 982,00*		*12 018,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***701 000,00***	***212 982,00***		***488 018,00***
TOTAL		**701 000,00**	**212 982,00**	**0,00**	**488 018,00**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**213 468,63**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	6 046,26		6 046,26
012	Charges de personnel, frais assimilés	34 794,67		34 794,67
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	25 963,32	*0,00*	25 963,32
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*212 982,00*	212 982,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**66 804,25**	***212 982,00***	**279 786,25**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**279 786,25**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*2 542,33*	2 542,33
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	102 265,80	*0,00*	102 265,80
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	127 744,71	0,00	127 744,71
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**230 010,51**	***2 542,33***	**232 552,84**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**232 552,84**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	502 390,82		502 390,82
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	3 539,00		3 539,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	4 000,00	*2 542,33*	6 542,33
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes d'exploitation – Total		**509 929,82**	***2 542,33***	**512 472,15**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**329 682,12**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**842 154,27**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*212 982,00*	*212 982,00*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***212 982,00***	**212 982,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**213 468,63**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**426 450,63**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**30 000,00**	**6 046,26**	**0,00**	**0,00**	**23 953,74**
617	Etudes et recherches	5 000,00	1 200,00	0,00	0,00	3 800,00
6226	Honoraires	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6288	Autres	5 000,00	4 846,26	0,00	0,00	153,74
63512	Taxes foncières	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**35 000,00**	**34 794,67**	**0,00**	**0,00**	**205,33**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	35 000,00	34 794,67	0,00	0,00	205,33
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 682,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 682,12**
658	Charges diverses de gestion courante	1 682,12	0,00	0,00	0,00	1 682,12
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**66 682,12**	**40 840,93**	**0,00**	**0,00**	**25 841,19**
66	**Charges financières (b) (5)**	**29 000,00**	**25 963,32**	**0,00**	**0,00**	**3 036,68**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	29 000,00	24 978,60	0,00	0,00	4 021,40
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	984,72	0,00	0,00	-984,72
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**95 682,12**	**66 804,25**	**0,00**	**0,00**	**28 877,87**
023	***Virement à la section d'investissement***	***476 000,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***225 000,00***	***212 982,00***			***12 018,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*225 000,00*	*212 982,00*			*12 018,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***701 000,00***	***212 982,00***			***488 018,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***701 000,00***	***212 982,00***			***488 018,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**796 682,12**	**279 786,25**	**0,00**	**0,00**	**516 895,87**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	984,72

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	***Ventes produits fabriqués, prestations***	***460 000,00***	***502 390,82***	***0,00***	***0,00***	***-42 390,82***
70128	Autres taxes et redevances	*460 000,00*	*502 390,82*	*0,00*	*0,00*	*-42 390,82*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**4 000,00**	**3 539,00**	**0,00**	**0,00**	**461,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	4 000,00	3 539,00	0,00	0,00	461,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**464 000,00**	**505 929,82**	**0,00**	**0,00**	**-41 929,82**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**4 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-4 000,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	4 000,00	0,00	0,00	-4 000,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**464 000,00**	**509 929,82**	**0,00**	**0,00**	**-45 929,82**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***3 000,00***	***2 542,33***			***457,67***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*3 000,00*	*2 542,33*			*457,67*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***3 000,00***	***2 542,33***			***457,67***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**467 000,00**	**512 472,15**	**0,00**	**0,00**	**-45 472,15**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**329 682,12**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**787 095,63**	**127 744,71**	**136 304,10**	**523 046,82**
2151	Installations complexes spécialisées	89 294,02	13 270,00	38 494,02	37 530,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	697 801,61	114 474,71	97 810,08	485 516,82
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**807 095,63**	**127 744,71**	**136 304,10**	**543 046,82**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**104 373,00**	**102 265,80**	**0,00**	**2 107,20**
1641	Emprunts en euros	104 373,00	102 265,80	0,00	2 107,20
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**104 373,00**	**102 265,80**	**0,00**	**2 107,20**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**911 468,63**	**230 010,51**	**136 304,10**	**545 154,02**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***3 000,00***	***2 542,33***		***457,67***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***3 000,00***	***2 542,33***		***457,67***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*3 000,00*	*2 542,33*		*457,67*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***3 000,00***	***2 542,33***		***457,67***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**914 468,63**	**232 552,84**	**136 304,10**	**545 611,69**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*476 000,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)*	*225 000,00*	*212 982,00*		*12 018,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*225 000,00*	*27 752,00*		*197 248,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*183 994,00*		*-183 994,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*0,00*	*1 236,00*		*-1 236,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*701 000,00*	*212 982,00*		*488 018,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*701 000,00*	*212 982,00*		*488 018,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	701 000,00	212 982,00	0,00	488 018,00
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	213 468,63			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**2 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					2 000 000,00									
2713335 (97)	Crédit Agricole	15/10/2018	27/01/2019	25/01/2020	500 000,00	F	FIXE	1,970	1,970		A	P	O	A-1
42277 (91)	Caisse Dépots Consignations	09/11/2015	30/09/2016	01/12/2016	1 500 000,00	V	LIVRETA	1,500	2,347		A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**2 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 666 846,01**					**57 848,35**	**24 978,60**	**0,00**	**11 318,84**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 666 846,01					57 848,35	24 978,60	0,00	11 318,84
2713335 (97)	N	0,00	A-1	462 114,42	26,07	F	FIXE	1,970	12 875,68	9 357,30	0,00	8 505,05
42277 (91)	N	0,00	A-1	1 204 731,59	22,92	V	LIVRETA	1,250	44 972,67	15 621,30	0,00	2 813,79
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 666 846,01**					**57 848,35**	**24 978,60**	**0,00**	**11 318,84**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 666 846,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.8

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Génie civil pour le captage, le transport, le traitement de l'eau potable et les canalisations	40	24/06/2014
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil)	15	24/06/2014
L	Bâtiments durables	50	24/06/2014
L	Bâtiments légers	15	24/06/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**107 373,00**	**I**	**104 808,13**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**104 373,00**		**102 265,80**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	104 373,00		102 265,80
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**3 000,00**		**2 542,33**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*3 000,00*		*2 542,33*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**104 808,13**	**136 304,10**	**0,00**	**241 112,23**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**701 000,00**	**III** **212 982,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**701 000,00**	**212 982,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28151	*Installations complexes spécialisées*	*225 000,00*	*27 752,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*183 994,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*0,00*	*1 236,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*476 000,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**212 982,00**	**0,00**	**213 468,63**	**0,00**	**426 450,63**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**241 112,23**
Ressources propres disponibles	IV	**426 450,63**
Solde	V = IV – II (3)	**185 338,40**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A5.3.1

A5.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat°**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.3.2

A5.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
22/04/2022	TRAVAUX RESEAUX AEP 2021	0,00	0,00	40
19/05/2022	TRVX RÉSERVOIR AEP SITE MAS DE BLANC	13 270,00	0,00	40
08/07/2022	TRAVAUX RESEAUX AEP 2022	114 474,71	0,00	40
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**127 744,71**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A9.1

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A9.2

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A10

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles d'exploitation	0,00
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
Directeur Général des Services	A	0	1 471,32
Directeur des Services Techniques	A	0	8 052,90
Ingénieur Technique	A	0	10 087,60
Assistante administrative services techniques	A	0	3 332,30
Directrice des Finances	A	0	3 288,55
Agent omptable	C	0	8 562,00
TOTAL GENERAL	A C	0	34 794,67

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)	C4

C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	796 682,12	279 786,25	0,00	279 786,25
RECETTES	796 682,12	512 472,15	0,00	512 472,15
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	914 468,63	232 552,84	136 304,10	368 856,94
RECETTES	914 468,63	212 982,00	0,00	212 982,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	796 682,12	279 786,25	0,00	279 786,25
RECETTES	796 682,12	512 472,15	0,00	512 472,15
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	914 468,63	232 552,84	136 304,10	368 856,94
RECETTES	914 468,63	212 982,00	0,00	212 982,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	1 711 150,75	512 339,09	136 304,10	648 643,19
TOTAL AGREGE DES RECETTES	1 711 150,75	725 454,15	0,00	725 454,15

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

ALIBERT Stéphane	
AUTIER Isabelle	
BARBATO Cyril	
BENIATTOU Noureddine	
BERTHET Jean-Pierre	
BONFILS Viviane	
BUFFET Isabelle	
CHABERT Claude	
CHABERT Pascal	
CRECHET Michel	
DALLE Annabelle	
DALLE Stéphane	
DERDOUR Nouria	
DOMENECH Benjamin	
EL AZZOUZI Carine	
GALKA Michel	
GIMENEZ Souad	
GOUGEON Paulette	
GRASSET Laurent	
HERMABESSIERE René	
HUGO Adèle	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LEMAIRE Nancy	
MICHEL Véronique	
MOKADDEM Sonia	
MOREL-SAVORNIN Catherine	
PAPAIX Marie	
PLANE Julia	
POLERI Corinne	
RAZIGADE Danielle	
REGNIER Yvette	
REMESY Claude	
SBAAI Jamal	
SOUJOL Pierre	
THOMAS Sylvie	
WEBER Eric	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Monsieur le Maire quitte la séance et le conseil désigne M. CRÉCHET, 3° Adjoint, pour présider la séance et procéder au vote.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 4 abstentions : Mme RAZIGADE, M. BARBATO plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme LEMAIRE, 3 voix contre : M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, approuve le Compte Administratif 2022 du Budget Eau

Retour de Monsieur le Maire qui reprend la présidence.

9.9 - BUDGET PRINCIPAL – VOTE DES TAUX DES IMPÔTS DIRECTS LOCAUX POUR 2023

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Comme chaque année avant le 15 avril de l'année n, l'assemblée délibérante doit fixer les taux des impositions directes pour ladite année.

Au 1er janvier 2023, la taxe d'habitation (TH) est totalement supprimée pour les résidences principales. Elle est intégralement compensée par la part départementale sur la taxe foncière des propriétés bâties, ajustée d'un coefficient correcteur permettant d'assurer une neutralité budgétaire pour les collectivités. Seule la taxe d'habitation sur les résidences secondaires perdure.

La loi de finances pour 2023 prévoit une revalorisation historique des bases fiscales de 7,1 % concernant la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties ainsi que sur les résidences secondaires encore assujetties à la taxe d'habitation.

Afin d'atténuer l'impact de cette hausse pour le contribuable, il est proposé une diminution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties de 0,50 points, sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 0,66 points et de 0,18 points sur la THRS.

VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2023

	Taux 2022	Nouveaux taux 2023	Réduction en points	Réduction en %
Taxe foncière bâtie (TFB)	58,87%	**58,37%**	0,50	-0,85%
Taxe foncière non bâtie (TFNB)	77,57%	**76,91%**	0,66	-0,85%
Taxe d'habitation résidences secondaires (THRS)	20,94%	**20,76%**	0,18	-0,86%

	Pour information Bases d'imposition effectives en 2022	Bases prévisionnelles 2023 (a)	Taux (b)	Produits (a x b)
Taxe foncière bâtie (TFB)	29 184 945 €	31 096 000 €	58,37%	18 150 735 €
Taxe foncière non bâtie (TFNB)	152 381 €	158 800 €	76,91%	122 133 €
Taxe d'habitation résidences secondaires (THRS)	1 972 898 €	1 470 374 €	20,76%	305 250 €
TOTAL				**18 578 118 €**

M. CRÉCHET indique que la seule chose faite au moment du vote du Budget Primitif c'est le vote sur le taux de la Taxe Foncière Bâtie que nous avons baissé de 0,50 point. Le fait de l'intégrer dans la maquette du Budget Primitif nous oblige formellement à voter ce taux en conseil municipal. La nouveauté c'est que l'on va également voter la Taxe Foncière Non Bâtie et la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires. La Taxe d'Habitation pour les résidences principales n'existe plus en 2023, il ne reste plus que l'imposition sur les résidences secondaires. Ce qu'on appelle la règle de liaison, c'est-à-dire le lien entre les taux des différentes taxes locales nous oblige à baisser de la même façon les taux de la TFNB et de la THRS et nous amène à une réduction inscrite dans la 3ème colonne à la page 518 il y a également en pourcentage le taux de la taxe. Nous n'avons pas le choix car cela sert de référence pour la fixation des autres taux. Nous sommes conduits à baisser de la même manière les autres taxes. L'effet est mineur parce que cela représente des sommes à la baisse des taux sur la TFNB et la Taxe sur les Résidences Secondaires donc cela n'a quasiment pas d'impact financier.

Déclaration de M. C. CHABERT :
« Monsieur le Maire, malgré cette baisse de 0,50 point sur la Taxe sur le Foncier Bâti et de 0,66 point sur la Taxe sur le Foncier Non Bâti par rapport à 2022, cela ne compensera pas la hausse des bases fiscales fixée pour cette année à +7,1 %. Cette hausse viendra s'ajouter à tout le reste, énergie, produits frais, etc...

Le résultat sur la feuille des impôts fonciers s'annonce catastrophique pour les foyers Lunellois, qui restent propriétaires.

Cela ne va pas s'arranger puisqu'il est annoncé qu'au 1er janvier 2026 les bases fiscales des logements vont être recalculées, le dernier calcul date des années 70.

A titre de démonstration, si j'applique la hausse de la base fiscale de 7,1 % et votre taux de 58,37 % sur la part communale de ma taxe foncière 2022, j'aurai à débourser +77 euros H.T. Si j'ajoute les taxes spéciales, la taxe des ordures ménagères et la taxe GEMAPI, le montant total de mon impôt foncier bâti 2023 subira une augmentation de 90 euros TTC.

Ce n'est donc pas, Monsieur le Maire, un effort suffisant ni pour contrecarrer l'inflation, ni pour approcher la moyenne nationale de la strate. A titre d'exemple, si on compare avec une ville comme Montpellier, le taux de la Taxe sur le Foncier Bâti 2021 et 2022, est fixé à 52,63 %.

Monsieur le Maire, à un moment ou à un autre, votre équipe devra faire un effort particulier pour baisser plus fortement et plus rapidement ce taux, malgré ce que vous avez annoncé en début de mandat.

Si rien n'est fait, les propriétaires iront se loger ailleurs, dans une commune où les taux des impôts directs sont beaucoup plus attractifs. Baisser les taux d'imposition, c'est aussi un moyen d'attirer de nouveaux propriétaires et de développer l'économie. »

M. CRÉCHET a deux remarques. Depuis 2002, les taux de la taxe foncière qui avaient été fortement remontés n'ont jamais été baissés. Depuis 2020 nous baissons chaque année de façon assez significative les taux de la taxe foncière. Il entend son raisonnement mais là où cela pêche c'est que dans le même temps il ne souhaite pas jouer sur les autres recettes de la collectivité. Par exemple, quand on discute les tarifs municipaux il s'oppose de façon à peu près systématiquement à la revalorisation des taux. Le problème auquel nous sommes confrontés tendantiellement, c'est que les recettes augmentent moins que les dépenses. Il faut faire des efforts sur les taux d'imposition et de ce point de vue cela signifie qu'il faudra en même temps essayer de baisser les dépenses de fonctionnement et trouver d'autres recettes de fonctionnement. Il faut être cohérent. Si on baisse davantage les taux de la taxe foncière dites nous quelles sont les recettes sur lesquelles on peut s'appuyer pour compenser cette baisse ?

M. C. CHABERT indique que l'on peut trouver des recettes en diminuant le fonctionnement. Il fait cette remarque d'autant plus qu'il est annoncé qu'au 1er janvier 2026 que les bases fiscales vont

être recalculées puisque ces bases fiscales ont été calculées pour des logements dans les années 70. Il est prévu par l'État de refaire le calcul des bases fiscales.

M. BARBATO n'est pas d'accord sur la stratégie. Nous pensons que c'est tout simplement pure démagogie. 0,5 point combien cela représente en valeur absolue ?

Réponse de Monsieur le Maire : Environ 140 000 €.

M. BARBATO relève que nous avons engagés de nombreux débats sur le sujet. C'est de la démagogie. Savez-vous combien y-a-t-il de propriétaires pauvres à Lunel ? 12 % des propriétaires sont considérés pauvres. Combien de locataires sont pauvres à Lunel ? 36 % des locataires sont considérés comme pauvres. En augmentant les tarifs municipaux, vous favorisez les propriétaires les plus riches et même si c'est dérisoire, vous faites des cadeaux aux propriétaires les plus riches indirectement. Si vous voulez baisser la taxe foncière, il faut baisser de 3 points, là c'est intéressant pour les propriétaires.

Monsieur le Maire fait remarquer qu'au final sur la taxe en bas à droite de la feuille cela ne va rien changer c'est l'impression du contribuable. Etes-vous en capacité de citer une ville qui a baissé les taux d'imposition ?

M. BARBATO : « Moi, je suis Lunellois ! »

Monsieur le Maire insiste sur le fait que Lunel est une des seules villes de la Région et de France peut-être à avoir baissé les impôts. L'effort est considérable malgré le contexte. Si vous ne le dites pas, moi je le dis !

M. BARBATO : « C'est de la démagogie ! »

Monsieur le Maire répond qu'il est expert en démagogie, il ne peut pas lutter avec lui !

M. C. CHABERT souligne que les taux d'imposition sont pour notre commune l'un des plus élevés du département de l'Hérault.

Monsieur le Maire rappelle le contexte national et international qui ne favorise pas la baisse des impôts.

M. BENIATTOU constate que les élus d'opposition sont cohérents puisque l'ancien candidat était contre la baisse des impôts !

Mme LEMAIRE répond qu'ils étaient sur une autre stratégie.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 voix contre : Mme RAZIGADE, M. BARBATO plus le pouvoir de Mme HUGO, Mme LEMAIRE, M. C. CHABERT plus le pouvoir de Mme PLANE, Mme BUFFET, approuve la diminution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties de 0,50 points, sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 0,66 points et de 0,18 points sur la THRS.

9.10 - <u>APPROBATION DES OPÉRATIONS « GUICHET UNIQUE » ET « ACCESSIBILITÉ DE L'ÉCOLE DU PARC » ET DE LEURS PLANS DE FINANCEMENT</u>

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Afin de doter le territoire en équipements et en travaux d'intérêt général, la recherche de financements extérieurs est essentielle.

Soucieuse d'obtenir toutes les aides susceptibles de lui être allouées, la Ville de Lunel entend notamment solliciter l'État via la DSIL et le Département de l'Hérault pour deux projets :

- La mise en accessibilité de l'école du Parc dans le cadre de l'Agenda D'Accessibilité Programmée (ADAP). Le patrimoine immobilier de la Ville compte 98 bâtiments dont 28 d'entre eux sont accessibilités à toutes formes de handicap. Les autres bâtiments font l'objet d'une programmation pluriannuelle de mise aux normes, étendue sur 9 ans. En 2023, la Ville a fait le choix de mettre en accessibilité l'école du Parc. Le montant de l'aide sollicitée dans le cadre de la DSIL s'élève à 44 400 € et à 14 800 € auprès du Département.

- La création d'un guichet unique au sein du bâtiment B de l'Hôtel de Ville afin d'offrir aux usagers un endroit dédié aux services à la population et aux professionnels (CNI/passeports, état civil, services funéraires, droits de place et terrasses…). Le montant de l'aide sollicitée dans le cadre de la DSIL s'élève à 47 086 €.

Ci-dessous le plan de financement envisagé pour ces deux opérations.

Plan de financement		Montant total HT des travaux	Montant HT sollicité DSIL	Montant HT sollicité Département Hérault	Autofinancement HT
Mise en accessibilité de l'école du Parc	€	74 000	44 400	14 800	14 800
	%		60%	20%	20%
Création d'un guichet unique	€	78 476	47 086	0	31 390
	%		60%	0%	40%

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'approuver ces opérations ;
D'approuver le lancement des opérations de travaux pour les deux projets sus décrits ;
D'approuver leur plan de financement ;
D'autoriser le Maire ou son représentant a déposé des demandes de subventions auprès de l'État via la DSIL, du Département de l'Hérault et des autres partenaires.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le lancement des oprérations de travaux pour les projets de guichet unique et d'accessibilité de l'école du Parc ainsi que leurs plans de financement et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à déposer des demandes de subventions auprès de l'État via la DSIL, du Département de l'Hérault et des autres partenaires.

Monsieur le Maire annonce la date éventuelle du prochain conseil municipal : Jeudi 25 mai 2023 à 17 h 00.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 45.

Le Maire,

Pierre SOUJOL

La secrétaire de séance,

Paulette GOUGEON